

BANQUE CENTRALE DU CONGO



RAPPORT ANNUEL 2014



Légende

- ◆ Kinshasa : Siège de la BCC
- ◆ Direction provinciale
- Agence autonome
- Agence Madantaire
- ✦ Chef lieu non représenté par la BCC

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE



Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur



Jules BONDOMBE ASSANGO
Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Tél. : + 243 81 07 50 340 (Haute Direction)

+ 243 99 23 20 001 (Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires)

+ 243 97 00 44 802 (Direction des Analyses Economiques)

+ 243 97 00 44 803 (Direction de la Recherche et des Statistiques)

E-mail : info@bcc.cd

Site Web : <http://www.bcc.cd>*Directions Provinciales :*

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

*Agences autonomes :*Boende, Boma, Bumba, *Buta*, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja, *Mwene-Ditu*, Tshikapa, Uvira et Zongo.*Agences mandataires par Province :*

- *Bas-Congo : Mbanza-Ngungu et Moanda*
- *Province Orientale : Bunia*
- *Nord Kivu : Beni et Butembo*
- *Katanga : Fungurume, Kolwezi et Likasi.*

Sous l'autorité de Monsieur le Gouverneur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, les travaux de rédaction de ce Rapport ont été supervisés par Monsieur KAYEMBE WA KAYEMBE, Directeur Général en charge de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires, avec l'assistance de Messieurs MWANA NKWARA, DJAMBA TAMBWE ELUHU, et BOBO BORAUZIMA KABUNGU, respectivement, Directeur des Analyses Economiques, Responsable de Direction de la Recherche et des Statistiques ainsi que Coordonnateur de la Cellule de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

L'équipe de rédaction dirigée par Monsieur TALEBUYI TAYEYE a été principalement composée de Messieurs MANGANI MAWAKANI, KHONDE MATSUNDI, DIFUMBA LUMUNA, ONOYA KAHODI, KONY BEYA, MATOTA MBALA, NDAGANO MUSHAGASHA, ODIA MBUYI, SAFARI BUIZA, BAELONGANDI BILAMBO, LUBOA NGOVO, TSHIBUYI LUKETE, EMUNGU OKENDE et de Madame INGAMBE BOTOFE.

En outre, ont fait partie de l'équipe de relecture, Messieurs KAYEMBE wa KAYEMBE, MWANA NKWARA, DJAMBA TAMBWE ELUHU, BOBO BORAUZIMA KABUNGU, TALEBUYI TAYEYE, MANGANI MAWAKANI, DIFUMBA LUMUNA, ONOYA KAHODI, MATOTA MBALA, ODIA MBUYI, KUMBU BADIANGA, NDAGANO MUSHAGASHA et MBULUKU MATONDO. L'équipe a également bénéficié du concours de M. Gilbert KADIATA AZUBI pour la mise en forme et la composition du Rapport.

BANQUE CENTRALE DU CONGO

LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 28 AOUT 2015

Excellence Monsieur le Président de la République*(Avec mes hommages les plus déférents)***Concerne : Rapport Annuel 2014 de la Banque Centrale du Congo.**

Conformément aux textes légaux régissant la Banque Centrale du Congo, j'ai l'honneur de Vous présenter le Rapport Annuel 2014.

Outre l'introduction sur l'environnement tant national qu'international, ce Rapport comprend deux grandes parties. La première décrit l'évolution de la conjoncture économique à travers les quatre secteurs de l'économie nationale et présente les perspectives pour la période 2015-2016. La seconde, laquelle a été enrichie, dans le cadre du renforcement de la transparence de l'Institut d'Emission, avec un nouveau titre sur les activités de la Banque, passe en revue la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission ainsi que le déroulement des activités relatives, notamment, à la gestion fiduciaire, à la chambre de compensation et aux systèmes de paiement.

S'agissant de la première partie, l'analyse du secteur réel indique que l'économie congolaise a été marquée par la consolidation de l'activité intérieure au cours de l'année sous revue. En effet, le taux de croissance économique a été de 9,5 % contre 8,5 %, une année auparavant. Cette évolution s'explique par la performance des secteurs primaire et tertiaire. Sur le marché des biens et services, l'indice des prix à la consommation a enregistré un ralentissement, passant de 1,07 % en 2013 à 1,03 % en 2014, soit le niveau d'inflation le plus bas enregistré depuis plus de 30 ans en RDC.

En ce qui concerne les finances publiques, elles ont été marquées par de moindres performances par rapport aux prévisions de l'année sous examen. Cette évolution résulte à la fois d'une faible mobilisation des recettes et d'une rationalisation des dépenses. En conséquence, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 0,29 % du PIB contre 0,35 % en 2013.

Pour ce qui est du secteur extérieur, il a été noté une amélioration du solde global de la balance des paiements, induite par la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières. En outre, la Banque Centrale du Congo, dans la mise en œuvre de sa politique de change, a procédé essentiellement aux achats de devises, dans un contexte de stabilité du taux de change. Toutefois, ces interventions n'ont pas permis de conforter davantage le niveau des réserves de change, suite à l'entrée en application, depuis le 1^{er} janvier 2014, de la décision gouvernementale obligeant le paiement des redevances minières et pétrolières en monnaie nationale.

Au niveau du secteur monétaire, l'assouplissement de la politique monétaire en 2014 s'est poursuivi, suite notamment à l'absence de risques d'inflation. En effet, la chute continue des cours internationaux des produits de base, notamment celui du pétrole brut, au plan national, dans un contexte d'accélération de la croissance, ont réduit les pressions sur les prix à la consommation. Dans ce contexte, l'Institut d'Emission a injecté graduellement de la liquidité au travers du Bon Banque Centrale du Congo.

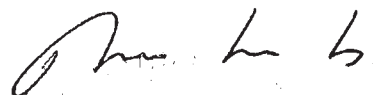
Quant aux perspectives, il est attendu la poursuite de la consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique, en dépit de la morosité de l'économie mondiale. En 2015 et 2016, la croissance économique devrait rester soutenue, tirée par les secteurs primaire et tertiaire. Sur le marché intérieur des biens et services, l'inflation devrait être maintenue, au cours des deux prochaines années, à un niveau compatible avec l'activité économique.

Par ailleurs, l'analyse de la deuxième partie révèle une prédominance des réformes visant la modernisation des activités de la Banque Centrale du Congo. C'est notamment le cas de la modernisation du Système National de Paiement dont le projet devrait arriver à terme au premier trimestre 2016.

Au plan financier, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo s'est accrue de 0,7 % en 2014. A l'actif, cette évolution est liée à l'augmentation des avoirs et créances en monnaies nationales ainsi que des autres actifs. Tandis qu'au passif, cette augmentation est consécutive notamment à l'accroissement des billets en circulation, des dépôts des résidents en monnaie nationale et des engagements en monnaies étrangères hors DTS.

Enfin, conformément aux exigences et pratiques en la matière, les états financiers de l'Institut d'Emission ont été audités et certifiés par le cabinet d'audit de renommée internationale, « PriceWaterHouseCoopers Sprl ».

Je Vous prie de croire, **Excellence Monsieur le Président de la République**, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.



Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
Gouverneur

TABLE DES MATIERES

	I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	XVII
	II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	XIX
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2014	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT	6
I.1.	EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA PRODUCTION	8
I.2.	EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA DEMANDE.....	22
CHAPITRE II	PRIX INTERIEURS	26
II.1.	INFLATION CALCULEE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)	26
II.2.	INFLATION CALCULEE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)	26
II.3.	STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS.....	27
CHAPITRE III	DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE.....	29
III.1.	INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)	29
III.2.	DEVELOPPEMENT DURABLE	30
	TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I	33
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	67
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE.....	70
I.1.	RECETTES	72
I.2.	DEPENSES PUBLIQUES.....	77
I.3.	BESOIN DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	79
I.4.	EVOLUTION COMPAREE DES SOLDES MENSUELS	80
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	81
II.1.	RECETTES	81
II.2.	DEPENSES	81
CHAPITRE III	ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2014	83
III.1.	ANALYSE PAR NATURE DES ARRIERES.....	83
III.2.	ANALYSE PAR FONCTION DES ARRIERES.....	84
	TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II	85
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	105
CHAPITRE I	COMMERCE DES BIENS	108
I.1.	COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES.....	108
I.2.	EXPORTATIONS.....	111
I.3.	IMPORTATIONS	112
I.4.	TERMES DE L'ECHANGE	112
CHAPITRE II	POLITIQUE DE CHANGE	113
II.1.	OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DE CHANGE.....	113
II.2.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE	114
CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	117
III.1.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	117
III.2.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	124
III.3.	MOYENS DE FINANCEMENT	124
CHAPITRE IV	DETTE EXTERIEURE	125
IV.1.	STOCK DE LA DETTE	125
IV.2.	SERVICE DE LA DETTE	126
IV.3.	NOUVEAUX ENGAGEMENTS	126

IV.4.	TIRAGES	127
IV.5.	RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS	127
CHAPITRE V	DONATIONS EXTERIEURES	129
V.1.	ASSISTANCE MULTILATERALE	129
V.2.	ASSISTANCE BILATERALE	131
CHAPITRE VI	COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE	132
VI.1.	ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)	132
VI.2.	MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE (COMESA) ...	132
VI.3.	COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC).....	136
VI.4.	ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)	138
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		139
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	161
CHAPITRE I	POLITIQUE MONETAIRE	164
I.1.	CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE	164
I.2.	EVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE	164
I.3.	EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE	169
CHAPITRE II	EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES.....	171
II.1.	BASE MONETAIRE.....	171
II.2.	MASSE MONETAIRE.....	173
II.3.	EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE	176
CHAPITRE III	MARCHE MONETAIRE.....	177
III.1.	EVOLUTION DU VOLUME DES TRANSACTIONS	177
III.2.	COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET	180
CHAPITRE IV	DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE	183
IV.1.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS.....	183
IV.2.	EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS	188
CHAPITRE V	INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	190
I.	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)	190
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV.....		193
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	231
CHAPITRE I	PERSPECTIVES MONDIALES 2015-2016	234
I.1.	DANS LES PAYS AVANCES.....	235
I.2.	DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	236
I.3.	MARCHES DES PRODUITS DE BASE ET DU PETROLE	237
I.4.	PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	237
CHAPITRE II	PERSPECTIVES INTERIEURES 2015-2016	239
II.1	SECTEUR REEL	239
II.2.	SECTEUR PUBLIC	242
II.3.	SECTEUR EXTERIEUR	243
II.4.	SECTEUR MONETAIRE	245
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE V.....		247
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	257
TITRE I	ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	259
CHAPITRE I.	ADMINISTRATION	261
I.1.	CONSEIL DE LA BANQUE.....	261
I.2.	GOUVERNEUR	261
I.3.	STRUCTURES DE CONTROLE	262

CHAPITRE II.	CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE	264
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE.....	271
CHAPITRE I	GESTION FIDUCIAIRE	273
I.	EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONÉTAIRES	273
II.	MOUVEMENTS A KINSHASA	275
CHAPITRE II	CHAMBRE DE COMPENSATION	279
I.	TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC	281
II.	TRANSFERTS EFFECTUES AUX GUICHETS DE LA BCC	281
III.	TRANSACTIONS PASSEES A LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTÈME BANCAIRE	282
CHAPITRE III	REFORME DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT	283
III.1.	HISTORIQUE DE LA REFORME	283
III.2.	DIFFERENTES PHASES DE LA REFORME	285
III.3.	REALISATIONS DE 2014.....	286
CHAPITRE IV.	AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE.....	288
IV.1.	IMPLICATION DE LA BANQUE CENTRALE DANS LE CADRE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'UN MARCHÉ FINANCIER EN RDC (PDMF).....	288
IV.2.	GESTION COURANTE.....	288
IV.3.	PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	292
IV.4.	MOUVEMENT DU PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES	293
IV.5.	FORMATION	294
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE	299
CHAPITRE I	BILAN.....	301
I.1.	ACTIF	301
I.2.	PASSIF	302
CHAPITRE II	COMPTES DE PERTES ET PROFITS	305
II.1.	MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE.....	305
II.2.	MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE	306
II.3.	VALEUR AJOUTÉE.....	307
II.4.	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	307
II.5.	RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION	307
II.6.	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ET HORS EXPLOITATION	307
CHAPITRE III	OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO	308
LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES		311

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2014 1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE 3
Tableau I.1	Contribution de différents secteurs à la croissance économique 9
Tableau I.2	Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut . 10
Tableau I.3	Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel..... 23
Tableau I.4	Evolution mensuelle de l'inflation..... 26
Tableau I.5	Evolution mensuelle de l'inflation sous-jacente 27
Tableau I.6	Evolution de la structure des prix des produits pétroliers..... 28
Tableau I.7	IDH selon les RMDH et RNDH..... 29
Tableau I.8	Indicateurs du Développement Humain (IDH) 30
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I	33
Tableau I.9	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut 35
Tableau I.10	Utilisation du Produit Intérieur Brut..... 36
Tableau I.11	Produit Intérieur Brut..... 37
Tableau I.12	Produit national brut et revenu national..... 38
Tableau I.13	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut 39
Tableau I.14	Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut 40
Tableau I.15	Utilisation du Produit Intérieur Brut..... 41
Tableau I.16	Utilisation du Produit Intérieur Brut..... 42
Tableau I.17	Compte des opérations courantes de l'Etat 43
Tableau I.18	Compte des opérations courantes de l'Etat 44
Tableau I.19	Compte de capital et financier de l'Etat 45
Tableau I.20	Formation brute de capital fixe 46
Tableau I.21	Compte extérieur de l'économie 47
Tableau I.22	Evolution des indices d'activité économique et des prix à la consommation des ménages 48
Tableau I.23	Importation et estimation de la production commercialisée de principaux produits alimentaires 49
Tableau I.24	Culture vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse..... 50
Tableau I.25	Production agro-industrielle 51
Tableau I.26	Production minière et des hydrocarbures..... 52
Tableau I.27	Principales productions manufacturières 53
Tableau I.28	Principales productions manufacturières 54
Tableau I.29	Indice de la production des industries manufacturières ⁽¹⁾ 55
Tableau I.30	Production, exportation et consommation intérieure de ciment 56
Tableau I.31	Consommation de produits pétroliers..... 57
Tableau I.32	Production et consommation d'électricité par province 58
Tableau I.33	Production et consommation d'eau et d'électricité 59
Tableau I.34	Activité de principaux organismes de transport 60
Tableau I.35	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports..... 61
Tableau I.36	Communication téléphonique..... 62
Tableau I.37	Indice des prix de détail à Kinshasa 63
Tableau I.38	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo 64
Tableau I.39	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo 65
Tableau I.40	Variation des indices des prix à la consommation 66
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES 67
Tableau II.1	Opérations intégrées des Administrations Publiques 71
Tableau II.2	Importance relative de différentes catégories des recettes 72

Tableau II.3	Structure des dépenses courantes par ministères et institutions	78
Tableau II.4	Moyens et besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	79
Tableau II.5	Opérations à financement extérieur spécifique.....	82
Tableau II.6	Arriérés de paiements par nature des arriérés	83
Tableau II.7	Arriérés de paiements par fonction des arriérés	84
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II		85
Tableau II.8	Importance relative des finances publiques dans l'économie	87
Tableau II.9	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	88
Tableau II.10	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	89
Tableau II.11	Recettes des Administrations Publiques.....	90
Tableau II.12	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	91
Tableau II.13	Recettes des impôts sur le commerce extérieur	92
Tableau II.14	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	93
Tableau II.15	Recettes des impôts sur les revenus	94
Tableau II.16	Prévisions des recettes des impôts sur biens et services	95
Tableau II.17	Recettes des impôts sur biens et services	96
Tableau II.18	Budget des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par Ministère et Institution.....	97
Tableau II.19	Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par Ministère et Institution.....	98
Tableau II.20	Dépenses courantes de l'Etat par nature.....	99
Tableau II.21	Budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par Ministère et Institution.....	100
Tableau II.22	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat : Répartition par Ministère et Institution.....	101
Tableau II.23	Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale	102
Tableau II.24	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat	103
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES.....	105
Tableau III.1	Exportations de la RDC par destination	111
Tableau III.2	Importations de la RDC par pays ou région de provenance	112
Tableau III.4	Evolution du taux de change	115
Tableau III.5	Evolution des réserves internationales en 2014	116
Tableau III.6	Composantes de la balance des paiements	117
Tableau III.7	Structure des exportations	119
Tableau III.8	Exportations des produits miniers et hydrocarbures	120
Tableau III.9	Structure des importations	121
Tableau III.10	Répartition des opérations sur les services	122
Tableau III.11	Evolution des revenus primaires	123
Tableau III.12	Evolution des revenus secondaires.....	123
Tableau III.13	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	124
Tableau III.14	Stock de la dette extérieure	125
Tableau III.15	Service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2014	126
Tableau III.16	Engagements en 2014	127
Tableau III.17	Provenance des donations extérieures d'origine publique	130
Tableau III.18	Types de donations d'origine multilatérale	131
Tableau III.19	Types de donations d'origine bilatérale	131
Tableau III.20	Pays ayant défendus leurs examens de politique commerciale	132
Tableau III.21	Critères de convergence macroéconomique	136
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III.....		139
Tableau III.22	Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise ..	141
Tableau III.23	Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise...	142
Tableau III.24	Evolution des indices des cours des matières premières	143
Tableau III.25	Répartition des exportations par principaux pays de destination	144
Tableau III.26	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs	145

Tableau III.27	Balance commerciale	146
Tableau III.28	Evolution des termes de l'échange	147
Tableau III.29	Cours interbancaires des devises	148
Tableau III.30	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles	149
Tableau III.31	Balance générale des paiements.....	150
Tableau III.32	Solde de la balance générale des paiements	151
Tableau III.33	Balance générale des paiements.....	152
Tableau III.34	Solde de la balance générale des paiements	153
Tableau III.35	Balance des paiements.....	154
Tableau III.36	Balance des paiements.....	155
Tableau III.37	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit	156
Tableau III.38	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres.....	157
Tableau III.39	Dettes extérieures	158
Tableau III.40	Dettes extérieures	159
Tableau III.41	Provenance des donations extérieures d'origine publique.....	160
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	161
Tableau IV.1	Evolution des facteurs de la liquidité bancaire	165
Tableau IV.2	Evolution des facteurs autonomes	165
Tableau IV.3	Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité	166
Tableau IV.4	Evolution de l'encours du Bon BCC en 2014	169
Tableau IV.5	Composantes de la base monétaire	172
Tableau IV.6	Contreparties de la base monétaire	172
Tableau IV.7	Composantes de la masse monétaire.....	174
Tableau IV.8	Contreparties de la masse monétaire.....	174
Tableau IV.9	Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers	187
Tableau IV.10	Encours des dépôts par catégorie des déposants	188
Tableau IV.11	Evolution des dépôts bancaires	189
Tableau IV.12	Situation résumée de la Société Financière de Développement	191
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV	193	
Tableau IV.13	Situation des institutions de dépôts	195
Tableau IV.13 bis	Situation des institutions de dépôts.....	196
Tableau IV.14	Situation des institutions de dépôts en 2014	197
Tableau IV.14 bis	Situation des institutions de dépôts en 2014	198
Tableau IV.15	Liquidités monétaires et quasi monétaires	199
Tableau IV.16	Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2014.....	200
Tableau IV.17	Variation de la masse monétaire	201
Tableau IV.17 bis	Contribution à la croissance de la masse monétaire	202
Tableau IV.18	Contribution à la croissance de la masse monétaire	203
Tableau IV.18 bis	Contribution à la croissance de la masse monétaire	204
Tableau IV.19	Ventilation des émissions monétaires en francs congolais.....	205
Tableau IV.20	Dépôts bancaires à vue Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces.....	206
Tableau IV.21	Dépôts bancaires à terme Ventilation par secteur d'activités,catégorie de déposants, provinces et échéance	207
Tableau IV.22	Crédits aux entreprises et aux particuliers	208
Tableau IV.23	Crédits aux entreprises et aux particuliers (utilisations des crédits).....	209
Tableau IV.24	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité.....	210
Tableau IV.25	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité	211
Tableau IV.26	Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité.....	212
Tableau IV.27	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits ..	213
Tableau IV.28	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité	214
Tableau IV.29	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo.....	215

Tableau IV.30	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo.....	216
Tableau IV.31	Situation monétaire des autres institutions de dépôts.....	217
Tableau IV.32	Situation monétaire des autres institutions de dépôts en 2014.....	218
Tableau IV.33	Réserves de la Banque Centrale du Congo.....	219
Tableau IV.33 bis	Réserves de la Banque Centrale du Congo.....	220
Tableau IV.34	Reserve de la Banque Centrale du Congo en 2014.....	221
Tableau IV.34 bis	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2014.....	222
Tableau IV.35	Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire.....	223
Tableau IV.36	Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire en 2014.....	224
Tableau IV. 37	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires..	225
Tableau IV. 38	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2014.....	226
Tableau IV.39	Situation résumée de la société financière de développement.....	227
Tableau IV.40	Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances.....	228
Tableau IV.41	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances.....	229
Tableau IV.42	Evolution du multiplicateur monétaire.....	230
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	231
Tableau V.1	Contribution sectorielle.....	240
Tableau V.2	Evolution des recettes et des dépenses publiques en 2015-2016.....	242
Tableau V.3	Evolution de la Balance des paiements en 2015-2016.....	243
TABLEAUX ANNEXES DU TITRE V		247
Tableau V.4	Produit Intérieur Brut.....	249
Tableau V.4 bis	Produit Intérieur Brut.....	250
Tableau V.5	Produit Intérieur Brut.....	251
Tableau V.5 bis	Produit Intérieur Brut.....	252
Tableau V.6	Balance des paiements.....	253
Tableau V.7	Opérations financières de l'Etat.....	254
Tableau V.8	Situation monétaire intégrée.....	255
DEUXIEME PARTIE	ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE	257
TITRE II	ACTIVITES DE LA BANQUE	271
Tableau II.1	Evolution des émissions monétaires.....	273
Tableau II.2	Prévisions et réalisations des émissions monétaires.....	274
Tableau II.3	Ventilation par coupure des émissions monétaires.....	274
Tableau II.4	Evolution des destructions des signes monétaires.....	275
Tableau II.5	Ventilation par coupure des billets détruits.....	275
Tableau II.6	Evolution des versements aux guichets du Siège.....	276
Tableau II.7	Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège.....	277
Tableau II.8	Ventilation par coupure des versements des banques agréées.....	277
Tableau II.9	Evolution des retraits aux guichets du Siège.....	278
Tableau II.10	Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC.....	281
Tableau II.11	Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC.....	281
Tableau II.12	Volume des transactions passées à la Chambre de Compensation par le système bancaire.....	282
Tableau II.13	Evolution de l'effectif de la Banque.....	293
Tableau II.14	Evolution du Personnel selon le genre.....	293
Tableau II.15	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études.....	293
Tableau II.16	Formation au pays.....	294
Tableau II.17	Formations à l'étranger.....	295
Tableau II.18	Répartition des stagiaires par Direction en 2014.....	297
Tableau II.19	Répartition des stagiaires selon les institutions en 2014.....	297
TITRE III	COMPTES DE LA BANQUE	299
Tableau III.1	Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	301
Tableau III.2	Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo.....	303
Tableau III.3.	Tableau de formation de résultat.....	306

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Evolution de la croissance économique mondiale de 2010-2014.....	XVIII
PREMIERE PARTIE	EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2014	1
TITRE I	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Graphique I.1	Croissance du PIB et du revenu réel par habitant.....	6
Graphique I.2	Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB	9
Graphique I.3	Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation	11
Graphique I.4	Indices des productions minières et du pétrole brut	13
Graphique I.5	Production du cuivre et du cobalt	15
Graphique I.6	Production de diamant.....	16
Graphique I.7	Production de pétrole brut.....	17
Graphique I.8	Evolution des indices de la production manufacturière	18
Graphique I.9	Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs	18
Graphique I.10	Evolution des indices de production d'eau et d'électricité.....	20
Graphique I.11	Contribution des composantes de la demande à la croissance	
Graphique I.12	Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande.....	24
Graphique I.13	Evolution du taux d'inflation.....	27
Graphique I.14	Evolution des prix des produits pétroliers	28
TITRE II	FINANCES PUBLIQUES	67
Graphique II.1	Importance des opérations du cadre budgétaire	69
Graphique II.2	Evolution du solde budgétaire	70
Graphique II.3	Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques	71
Graphique II.4	Importance de différentes catégories des recettes	73
Graphique II.5	Structure des dépenses publiques	75
Graphique II.6	Evolution mensuelle du solde budgétaire en 2013 et 2014.....	80
Graphique II.7	Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur	82
TITRE III	RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	105
Graphique III.1	Indice des cours de principaux produits	108
Graphique III.2	Cours du cuivre électrolytique sur les marchés mondiaux	109
Graphique III.3	Cours du zinc, de l'or et du cobalt sur le marché international	110
Graphique III.4	Cours de principaux produits végétaux exportés	111
Graphique III.5	Evolution des termes de l'échange	112
Graphique III.6	Evolution des achats de la BCC sur le marché des changes en 2014	114
Graphique III.7	Evolution du taux de change indicatif et parallèle en 2014.....	114
Graphique III.8	Evolution des réserves de change en 2014	116
Graphique III.9	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes....	118
TITRE IV	MONNAIE ET CREDIT	161
Graphique IV.1	Evolution de la réserve obligatoire	168
Graphique IV.2	Evolution de l'encours du Bon BCC	169
Graphique IV.3	Objectifs de la politique monétaire.....	170
Graphique IV.4	Evolution de la Base monétaire	171
Graphique IV.5	Evolution de la masse monétaire	173
Graphique IV.6	Evolution des avoirs extérieurs nets	175
Graphique IV.7	Evolution des avoirs intérieurs nets.....	175
Graphique IV.8	Evolution du multiplicateur monétaire	176
Graphique IV.9	Volume des transactions sur le marché monétaire.....	177
Graphique IV.10	Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque.....	178

Graphique IV.11	Volume mensuel des transactions interbancaires	179
Graphique IV.12	Volume mensuel des ventes du Bon BCC.....	179
Graphique IV.13	Taux d'intérêt de la BCC et du marché interbancaire.....	180
Graphique IV.14	Taux d'intérêt des banques commerciales	181
Graphique IV.15	Taux d'intérêt réels	182
Graphique IV.16	Variation de l'encours des crédits.....	183
Graphique IV.17	Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire	184
Graphique IV.18	Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme.....	185
Graphique IV.19	Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes	185
Graphique IV.20	Structure des crédits suivant la monnaie de règlement	186
Graphique IV.21	Structure des crédits d'engagement.....	187
TITRE V	PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES	231
Graphique V.1	Profil de la croissance mondiale	234
Graphique V.2	Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2015-2016.....	239
Graphique V.3	Cible d'inflation.....	241
Graphique V.4	Progression de la masse monétaire	245

AVERTISSEMENT

Les signes conventionnels et sigles suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	non disponible
-	nul
p	provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs
t	tonne
tm	tonne métrique
m ³	mètre cube
brl.	baril
c.s.	cotation suspendue
n.c.	non communiqué
DTS (XDR)	Droit de Tirage Spécial
USD	Dollar des Etats-Unis
CDF	Franc Congolais
Cc	Centime congolais
Cts	Cents
BTR	Billet de trésorerie
ME	Monnaies Etrangères
MN	Monnaie Nationale
BCM	Banques Créatrices de Monnaie
TMP	Taux d'intérêt Moyen Pondéré
IMF	Institution de Micro-Finance
PGAI	Plate-forme pour la Gestion de l'Aide Internationale et des Investissements
XAF	Franc CFA
BDD	Bandundu
BC	Bas-Congo
EQ	Equateur
KT	Katanga
K-OCC	Kasaï-Occidental
K-Or	Kasaï-Orientale
Kin	Kinshasa
MAN	Maniema
N-KV	Nord-Kivu
S-KV	Sud-Kivu
OR	Province Orientale

APERCU GENERAL

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. Croissance économique dans le monde

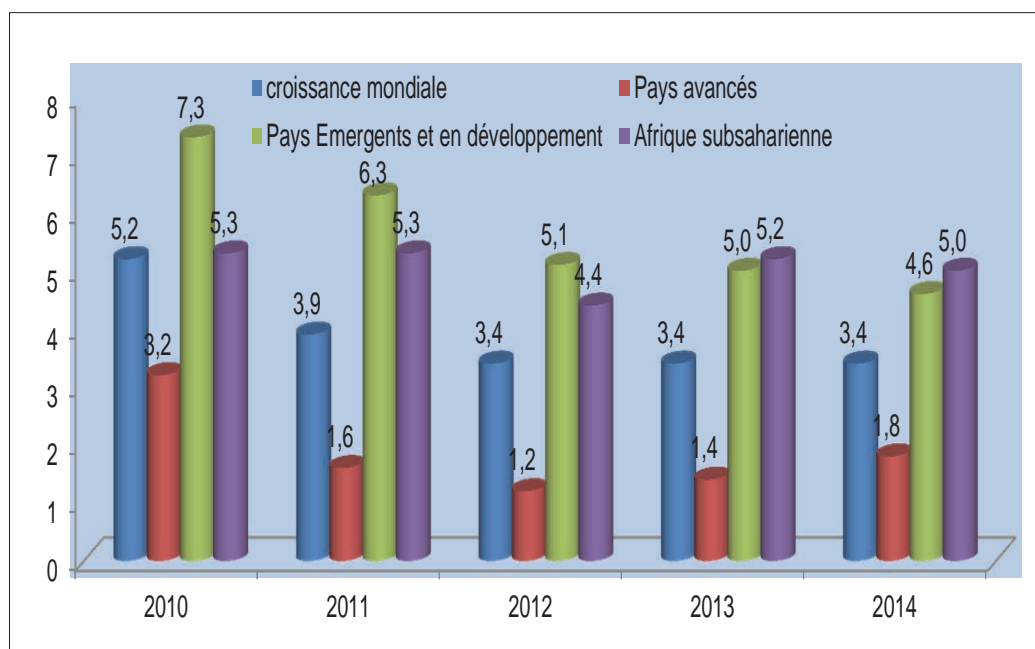
L'année 2014 a été caractérisée par une frilosité de l'activité économique mondiale ayant abouti, selon le Fonds Monétaire International, au maintien de la croissance économique à 3,4 % comme en 2013. Cette réalisation tient de l'accélération de la croissance dans les économies avancées qui, pour la plupart, ont bénéficié des conditions monétaires plus flexibles offertes par les banques centrales pendant que les économies émergentes, contrairement à ce qui a toujours été observé, se sont retrouvées dans une posture de ralentissement expliqué par des tensions géopolitiques et stratégiques et de nouvelles orientations de politiques économiques.

En outre, la baisse du cours du pétrole observée depuis juin, expliquée dans une large mesure par une augmentation de l'offre, a constitué une externalité positive pour l'économie mondiale dans la mesure où elle a impulsé la demande des pays importateurs et libéré des marges budgétaires susceptibles d'être affectées à des dépenses socio-économiques.

S'agissant des économies avancées, la croissance a été plus vigoureuse aux Etats-Unis alors que dans la Zone euro et au Japon, les indicateurs économiques ont été moins reluisants en raison de la faiblesse des investissements et de la hausse de la TVA qui a eu pour effet de freiner la demande intérieure.

Globalement, dans ces économies, le taux de croissance s'est situé à 1,8 % contre 1,4 % en 2013.

Graphique 1. Evolution de la croissance économique mondiale de 2010-2014
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Dans les économies émergentes et en développement, le taux de croissance s'est établi à 4,6 % contre 5,0 % une année auparavant, expliqué par le recul de l'activité économique en Chine et la détérioration de la croissance potentielle dans plusieurs pays.

S'agissant de l'inflation globale, en 2014, l'indice du niveau général des prix est ressorti à son niveau de 2013 dans les pays avancés, alors qu'il a été noté un recul du rythme de formation des prix dans les économies émergentes et en développement.

En effet, l'inflation est passée de 5,2 % en 2013 à 3,4 % en 2014, en raison de la baisse du prix du pétrole, du recul des autres produits de base ainsi que de l'affaiblissement de la demande.

I.2. Evolution de la croissance par zone

• Zone Euro

La croissance économique a été positive en 2014 quoique faible, minée par les problèmes financiers et les tensions géopolitiques. Cette situation, expliquée par une demande intérieure atone, a contribué au ralentissement du rythme de formation des prix intérieurs avec un taux d'inflation de -0,2 % à fin décembre 2014.

• Etats-Unis

Après une croissance presque nulle de 0,1 % au premier trimestre 2014, en raison principalement d'un hiver extrêmement froid, il s'est observé une accélération de

l'activité économique sur le reste de l'année. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel a été de 2,4 % en 2014 contre 2,2 % en 2013. Cette situation s'est traduite par une diminution sensible du taux de chômage, lequel s'est établi à 5,8 %.

Il importe de noter que la politique monétaire de la Fed a exercé un effet positif sur l'économie américaine. En effet, au cours de l'année 2014, la Fed a maintenu ses taux d'intérêt à des niveaux bas et réduit graduellement et progressivement ses injections de liquidité, à raison de 10,0 milliards de USD le mois au regard notamment de la solidité de la demande privée.

- **Au Japon**

En 2014, l'activité économique a reculé de 0,1 % après avoir progressé de 1,6 % en 2013, malgré les mesures mises en place par le Gouvernement depuis 2012. Par ailleurs, le taux d'inflation, incluant l'impact de la hausse de la taxe sur la consommation au mois d'avril, s'est élevé à 0,7 %. Cette situation devrait s'amplifier à la suite de la baisse des prix du pétrole sur le marché international.

- **Pays émergents et en développement**

- **En Chine**

La croissance économique est tombée à 7,4 % en 2014, soit son plus bas niveau depuis 24 ans, en partie en raison de la volonté des autorités de rééquilibrer le modèle de croissance en faveur de la demande intérieure.

- **Afrique subsaharienne**

La croissance économique de l'Afrique subsaharienne a connu un léger recul, en s'établissant à 5,0 % en 2014 contre 5,2 % une année auparavant. Toutefois, l'activité économique demeure vigoureuse grâce aux niveaux élevés des investissements dans les infrastructures et les activités minières en dépit, des effets négatifs de l'épidémie à virus Ebola dans certains pays ainsi que de la baisse du cours du pétrole et des produits de base observée au second semestre 2014.

I.3. Marché des produits de base intéressant l'économie congolaise

En 2014, les cours de principales matières premières intéressant l'économie congolaise se sont globalement inscrits en baisse, en raison des incertitudes liées à la demande mondiale.

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

L'économie congolaise a été marquée par la consolidation de l'activité économique au cours de l'année 2014. En effet, le taux de croissance économique est ressorti à 9,5 % contre 8,5 %, une année auparavant. Cette croissance, tirée par les secteurs

primaire et tertiaire, est largement supérieure à la moyenne de 4,9 %, enregistrée au niveau de l'Afrique subsaharienne.

Sur le marché des biens et services, l'indice des prix à la consommation a ralenti en 2014, s'établissant à 1,03 % après 1,07 % en 2013, soit le niveau d'inflation le plus bas enregistré depuis plus de 30 ans en RDC.

S'agissant des finances publiques, elles ont été marquées par de moindres performances par rapport à l'exercice précédent et aux prévisions de l'année sous examen. Cette évolution résulte à la fois d'une mobilisation atone des recettes et d'une expansion des dépenses, d'une année à l'autre. En conséquence, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 0,29 % du PIB contre 0,35 % en 2013.

En ce qui concerne le secteur extérieur, il a été noté une amélioration du solde global de la balance des paiements, induite par la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières. En outre, dans la mise en œuvre de sa politique de change, la Banque a orienté ses interventions, dans le marché des changes, essentiellement vers les achats des devises. Toutefois, ces dernières n'ont pas permis de conforter davantage le niveau des réserves de change, suite à l'entrée en application, depuis le 1^{er} janvier 2014, de la décision gouvernementale obligeant le paiement des redevances minières et pétrolières en monnaie nationale.

Au niveau du secteur monétaire, il y a lieu de relever la poursuite de l'assouplissement de la politique monétaire en 2014, dans un environnement global caractérisé par l'absence de risques d'inflation. En effet, la chute continue des cours internationaux des produits de base, notamment celui du pétrole brut, et l'accroissement modéré de l'offre de monnaie, au plan national, dans un contexte d'accélération de la croissance, ont réduit les pressions sur les prix à la consommation.

Dans ce contexte, l'Institut d'Emission a injecté graduellement la liquidité au travers du Bon Banque Centrale du Congo (Bon BCC).

Quant aux perspectives macroéconomiques, il est attendu la poursuite de la consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique, en dépit de la morosité de l'économie mondiale. En 2015 et 2016, il est anticipé une croissance soutenue tirée par les secteurs primaire et tertiaire. Sur le marché intérieur des biens et services, l'inflation devrait être maintenue, au cours de deux prochaines années, à un niveau compatible avec l'activité économique.

PREMIERE PARTIE
EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE
ET FINANCIERE EN 2014

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



En 2014, l'économie congolaise a été marquée par la consolidation de sa croissance économique, dans un contexte d'austérité et de reprise hésitante de l'économie mondiale. Le produit intérieur brut (PIB), exprimé en termes réels, a en effet enregistré une hausse de 9,5 %, après celle de 8,5 % en 2013; niveau largement supérieur à la moyenne de 4,9 % notée au niveau de l'Afrique subsaharienne.

Comme en 2013, la croissance économique est restée essentiellement soutenue par la bonne performance des secteurs primaire et tertiaire, au niveau de l'offre, et par l'absorption à travers la consommation privée, au niveau des emplois finals.

Parallèlement, le PIB par habitant a progressé de 6,2 % en 2014, atteignant 514,0 USD, en valeur nominale, contre 484,2 USD une année auparavant. Malgré ce progrès, des efforts considérables restent à entreprendre, notamment la poursuite des réformes structurelles pour maintenir dans la durée une croissance forte, susceptible de créer significativement l'emploi et, par conséquent, de réduire sensiblement la pauvreté.

Sur le marché des biens et services, l'indice des prix à la consommation a ralenti en 2014, pour se situer à 1,03 % après 1,07 % une année plus tôt, soit le niveau d'inflation le plus bas enregistré depuis plus de 30 ans en RDC. Comparée à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne, l'inflation réalisée demeure largement faible.

Considérant le Rapport mondial sur le développement humain, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 2014, la RDC occupe le 186^{ème} rang sur 187 pays retenus, avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,338 point.

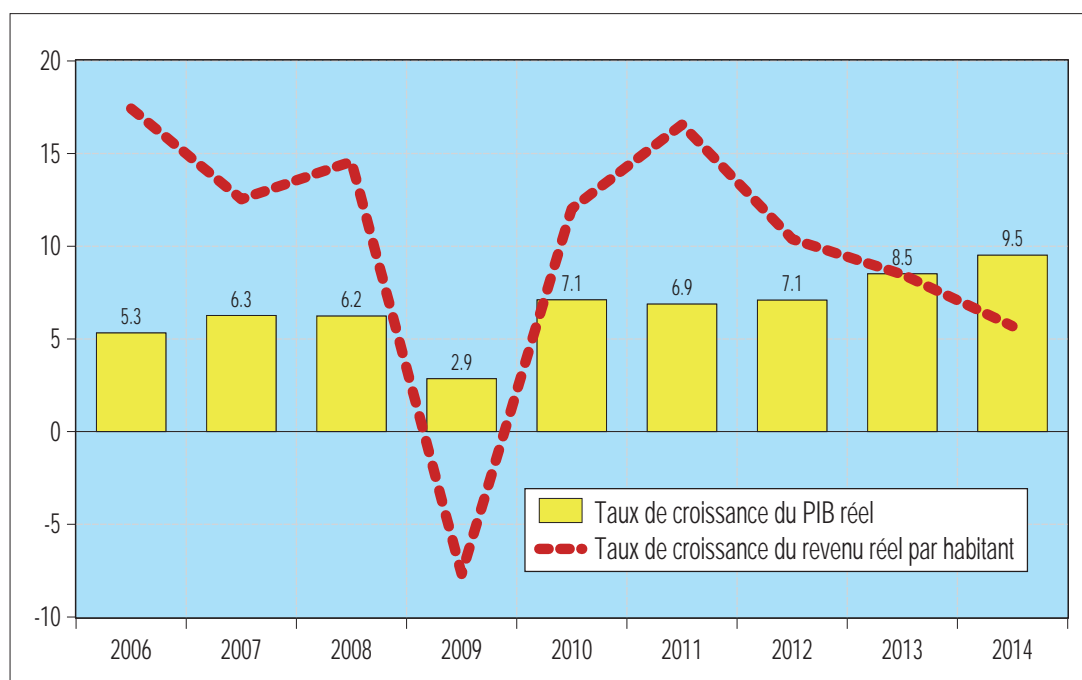
CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

La consolidation de la croissance économique, en République Démocratique du Congo, s'est poursuivie en 2014. En effet, les estimations de l'activité économique renseignent une progression de 9,5 % du produit intérieur brut réel, après une réalisation de 8,5 % en 2013. Cette vigueur de l'activité économique est en grande partie soutenue par le secteur primaire, selon l'approche par l'offre, et principalement par l'absorption du point de vue de la dépense.

Cette progression du PIB devrait se poursuivre eu égard aux politiques conjoncturelles actives et aux réformes structurelles mises en place par les pouvoirs publics. Ces réformes qui ont connu un début de mise en œuvre devront s'accélérer à l'effet d'induire une réduction du chômage et des inégalités sociales.

Graphique I.1 Croissance du PIB et du revenu réel par habitant
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 1. Migration de la RDC vers le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies version 1993 (SCN93) : processus et incidences sur les séries des agrégats des comptes nationaux

Introduction

La République Démocratique du Congo a entrepris, depuis le début de l'année 2013, la migration de ses comptes nationaux du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies version 1968 (SCN 68) vers celui de l'année 1993 (SCN 93). Cette démarche répondait au besoin, pour le pays, de se conformer progressivement aux standards internationaux en matière d'élaboration des agrégats des comptes nationaux et d'assurer ainsi une meilleure comparabilité de ses statistiques avec celles d'autres pays. En plus, une telle exigence de conformité des statistiques

de la RDC en général et celles des comptes nationaux en particulier aux normes internationales se justifie avec d'autant plus d'acuité que le pays est engagé dans un processus d'intégration régional à plusieurs niveaux.

Ce travail de migration qui, dans la foulée des changements apportés s'est accompagné du rapprochement de l'année de base de 2000 à 2005, a entraîné, entre autres, la modification de séries des certaines agrégats et indicateurs qui apparaissent dans les publications de l'Institut d'Emissions, notamment le Rapport annuel.

En sus de la présentation de différentes phases de la migration vers le nouveau système, le présent encadré fournit également quelques indications sur l'origine des changements observés dans les séries des données sur les comptes nationaux publiés par la Banque centrale du Congo.

1. Principales phases de la migration vers le SCN 93.

Le processus de migration de la RDC vers le système des comptes nationaux SCN 93 a été marqué par quatre principales phases, à savoir : (i) le calcul des comptes définitifs 2005 et 2006 ; (ii) la confection des comptes provisoires à partir de 2007 jusque 2013 ; (iii) la révision des comptes 2010 et 2013 ; et (iv) l'estimation des comptes provisoires 2014.

1.1. Calcul des comptes définitifs 2005 et 2006

Pour réussir la transition vers le nouveau système de ses comptes nationaux, la RDC a, à plusieurs reprises, bénéficié de l'assistance technique du FMI, à travers Afritac-Centre. Cette assistance, laquelle a porté notamment sur l'utilisation du logiciel ERETES¹, a permis de produire les comptes définitifs pour les années 2005 et 2006, avec tous les tableaux de synthèse, notamment le Tableau Ressources-Emplois (TRE) et Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI).

Grâce à ce dispositif comptable, il a été possible de retracer, branche par branche, l'affectation des valeurs ajoutées secrétées par l'économie congolaise et d'obtenir ainsi un parfait équilibre entre les ressources et les emplois du PIB, en nominal comme en réel. Quant à la synthèse de l'ensemble des opérations relatives aux secteurs institutionnels et la description séquentielle des comptes, elle a été rendue possible grâce au Tableau Economique d'Ensemble (ou TEE).

1.2. Confection des comptes provisoires entre 2007 et 2013

Entre 2007 et 2009, la croissance économique a été estimée en partant des résultats définitifs de 2006, sur lesquels des raccordements ont été effectués. Cela a été réalisé en utilisant les indices de volumes calculés selon le SCN 68 afin d'obtenir, pour chaque année, les valeurs ajoutées sectorielles sous le format SCN 93 et, en les agrégeant, le PIB réel. Le passage au PIB courant a ensuite été effectué en utilisant, pour chaque poste, un déflateur approprié.

Quant aux emplois, leurs détermination est partie des données à prix courants sont fournies par la Balance des paiements pour les importations et les exportations des biens et services et par le Tableau des opérations financières de l'Etat pour les dépenses et les investissements publics. Les données sur les dépenses de consommation et d'investissement du secteur privé ont, pour leur part, été déterminées par solde de manière à vérifier l'égalité comptable par rapport aux résultats obtenus en ressources.

1.3. Révision des comptes 2010 et 2013

En 2010 et 2013 la RDC a, une nouvelle fois, bénéficié d'un appui technique du FMI, lequel a abouti à la révision des données calculées selon la méthodologie ci-haut déclinée. A la faveur de ce travail, le pays a pu se doter de comptes définitifs pour chacune de ces deux années, avec tous les tableaux de synthèse y afférents. Le choix de ces deux années a été dicté par diverses considérations liées pour, l'essentiel, à la disponibilité des données de base et à la priorité accordée à la révision des chiffres sur les années les plus récentes, au regard du retard accumulé dans le processus de migration.

1.4. Estimation des comptes provisoires 2014

Etant donné que la collecte des données devant servir de base au calcul des comptes 2014 n'était pas terminée au moment de la rédaction du présent Rapport, ce dernier reprend les estimations réalisées dans le cadre de la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

2. Origine des changements observés dans les séries des agrégats des comptes nationaux à prix courants

La comparaison des chiffres sur les comptes nationaux publiés dans le Rapport annuel 2014 révèle certaines différences par rapport aux données qui avaient été publiées dans celui de l'année 2013, en ce qui concerne les données exprimées à prix courants. A prix constants, les données sont demeurées les mêmes, avec comme conséquence, le maintien des taux de croissance économiques renseignés précédemment. Par conséquent, la différence constatée

¹ ERETES est un module d'aide à l'élaboration de Comptes Nationaux conformes aux normes internationales.

au niveau des chiffres exprimés en valeur nominal n'a pu provenir que la révision de la série des déflateurs.

En effet, les déflateurs employés pour la détermination des données à prix courants à partir de celles à prix constants étaient dérivés de manière implicite, sur base d'un coefficient qui enchaînait le taux de croissance du PIB réel et le taux moyen d'inflation annuels. A partir du second semestre 2014, la CESCN avait levé l'option de calculer désormais le déflateur du PIB à partir des déflateurs sectoriels, déterminés eux-mêmes sur base de l'évolution des prix des composantes appropriées figurant dans le panier de l'indice général des prix à la consommation des ménages, moyennant les ajustements nécessaires pour tenir compte des éléments de différenciation entre la structure des prix à la consommation et ceux au producteur. C'est la prise en compte de la nouvelle série des déflateurs issus de cet exercice dans le calcul du PIB nominal qui a débouché sur la modification des données à prix courants et explique les écarts constatés dans les chiffres communiqués dans le Rapport annuel de la Banque centrale.

I.1. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA PRODUCTION

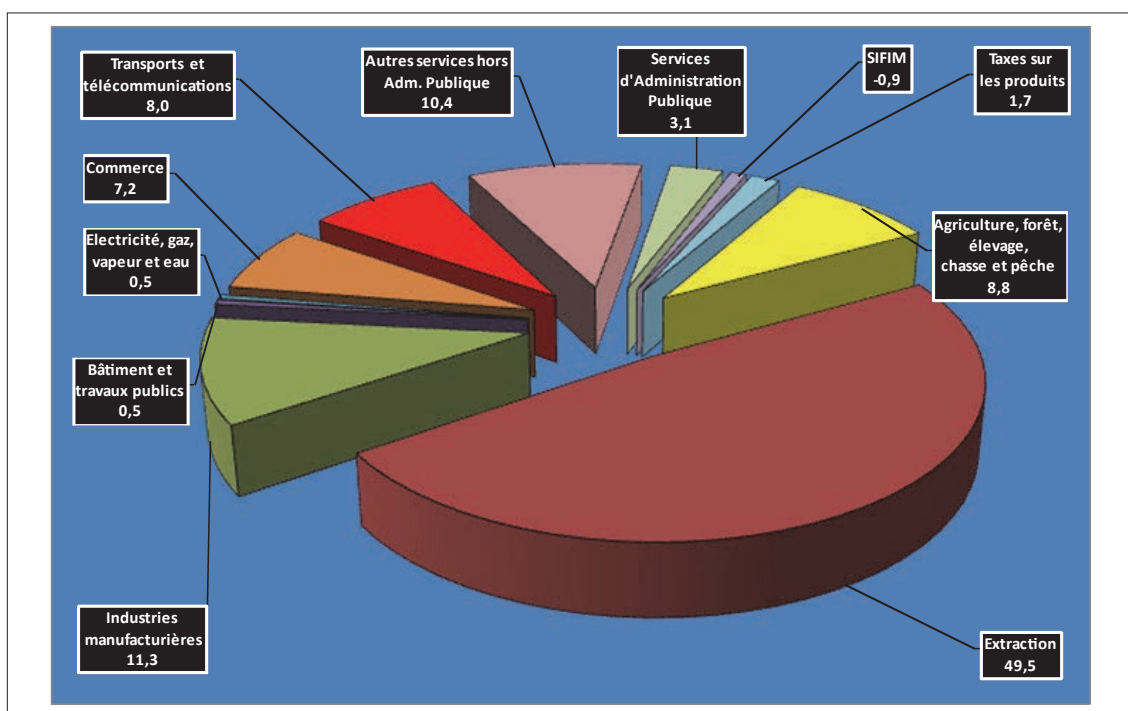
En 2014, l'analyse sectorielle de l'activité économique indique que le secteur primaire est demeuré le moteur de la croissance. En effet, la contribution de ce secteur à la croissance a été de 5,5 points dont 4,7 provenant des activités extractives. Par rapport à l'année 2013, la progression de sa valeur ajoutée a été de 13,2 % contre 7,6 % auparavant.

Ce dynamisme des activités extractives s'explique par une augmentation sensible de la production de l'or, dont le niveau s'est accru de 285,1 % entre 2013 et 2014, atteignant 23,5 milliers de Kg, suite au lancement des projets d'extension de deux grandes entreprises du secteur. En outre, il convient de relever une augmentation de 15,9 % de la production du cuivre, grâce au maintien des cours mondiaux à un niveau encore favorable.

Pour sa part, la branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » s'est accrue de 4,7 % en 2014 après une amélioration de 4,2 % en 2013, maintenant sa contribution à la croissance à 0,8 point. Cette évolution fait suite aux initiatives du Gouvernement visant, entre autres, l'amélioration de la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, des campagnes agricoles ont été organisées dans les provinces et ont été accompagnées notamment de la distribution des matériels, des intrants agricoles et des têtes de bétail.

Parallèlement, les secteurs secondaire et tertiaire ont enregistré un ralentissement de leurs activités comparativement à l'année précédente.

Graphique I.2 Contribution de principales branches d'activités à la croissance du PIB
(en points de pourcentage)



Source : Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN).

Tableau I.1 Contribution de différents secteurs à la croissance économique

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	8,7	2,1	4,8	7,6	9,6	5,5	2,9	3,2	5,5
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	5,6	2,8	2,8	2,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Agriculture	5,6	2,8	2,8	2,8	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7
vivrière	5,6	2,8	2,8	2,8	0,7	0,7	0,6	0,8	0,6
rente	5,6	2,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Sylviculture	5,6	2,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Elevage, peche et chasse	5,6	2,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Extraction	14,9	1	8,8	16,4	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7
Secteur secondaire	-3,5	6,5	2	-7,2	-0,4	0,8	1,2	1,7	1,2
Industries manufacturières	-4,8	7,2	1,6	-9,9	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1
Industries alimentaires,boissons et tabac	-5,8	7,3	1,2	-10,2	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2
Autres industries manufacturières	-1,4	6,8	2,7	-8,8	-0,5	0,4	-0,3	-0,1	-0,1
Bâtiment et travaux publics	-0,4	5,4	3,8	5,8	-	0,6	0,6	0,6	-
Electricité, gaz, vapeur et eau	5,9	1,8	2,6	-15,3	-	-	-	0,1	-
Secteur tertiaire	6,3	11,2	9,2	3,8	-2,2	0,4	2,7	3,2	2,6
Commerce	9,5	12	10,5	9,5	-0,4	0,1	1,6	1,2	0,7
Transports, entrepôts et télécommunications	7,0	16,3	9,4	-2,5	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8
Autres services hors Adm. Publique	-10,1	7,0	6,9	3,6	-0,6	0,2	0,4	0,6	1,0
Services d'Administration Publique	57,8	7,9	14,1	8,4	-0,3	0,1	-0,1	0,2	0,3
SIFIM	5,6	69,2	40,5	16,6	-	-	-	-	-0,1
PIB au coût des facteurs	4,9	7,1	6,3	2,9	7,1	6,7	6,8	8,1	9,3
Taxes sur les produits	16	-15,3	3,1	1,7	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2
PIB aux prix constants du marché	5,3	6,3	6,2	2,9	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

En ce qui concerne le secteur secondaire, une faible contribution de 1,2 point de pourcentage à la croissance a été enregistrée contre 1,7 point en 2013, en raison essentiellement du ralentissement des activités de construction de 1,2 % contre 14,1 % en 2013 et de la branche « électricité, eau et gaz » de 6,3 % contre 7,2 % en 2013. Néanmoins, la croissance des activités des « industries manufacturières », quoique inférieure comparativement à l'année dernière, soit 9,9 % contre 10,1 %, a conduit à une contribution de 1,1 point de pourcentage à la croissance, soit le même niveau que celui de 2013.

Dans le secteur tertiaire, l'activité a enregistré une contribution de 2,6 points de pourcentage à la croissance, consécutive notamment au dynamisme des activités des «Autres services hors Administrations Publiques » qui ont connu une progression de 10,9 % contre 6,5 % une année auparavant, induisant une contribution de 1,0 point de pourcentage à la croissance. Cette évolution résulte d'une amélioration relative du climat des affaires ayant pour corollaire, entre autres, le relèvement des activités de service d'hôtellerie et de restauration.

En dépit des efforts du Gouvernement pour améliorer le service de transport urbain et élargir les activités des opérateurs de télécommunication sur le marché national, les contributions des branches « Commerce » et « Transports, entreposages et télécommunications » à la croissance ont été de 0,7 point de pourcentage et 0,8 point, inférieures à leur niveau de 1,2 point chacune en 2013.

Tableau I.2 Contribution de différents secteurs à la croissance du Produit Intérieur Brut
(en pourcentage, aux prix de 2005)

Branches d'activité	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	134,6	79,6	41,2	37,5	58,3
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	10,3	10,2	9,2	9,2	8,8
Extraction	124,3	69,5	32,0	28,3	49,5
Secteur secondaire	-5,1	11,4	16,6	19,9	12,2
Industries manufacturières	-5,8	2,9	7,9	12,5	11,3
Bâtiment et travaux publics	0,7	8,8	8,0	6,7	0,5
Electricité, gaz, vapeur et eau	0,1	-0,4	0,7	0,6	0,5
Secteur tertiaire	-30,3	6,3	37,5	37,7	27,7
Commerce	-6,3	1,8	22,4	14,2	7,2
Transports et télécommunications	-11,1	1,1	10,3	13,9	8,0
Autres services hors Adm. Publique	-8,5	2,8	5,7	7,1	10,4
Services d'Administration Publique	-4,9	0,7	-0,7	2,0	3,1
SIFIM	0,4	-0,1	-0,2	0,5	-0,9
PIB au coût des facteurs	99,2	97,4	95,3	95,1	98,3
Taxes sur les produits	0,8	2,6	4,7	4,9	1,7
PIB aux prix constants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

I.1.1. Agriculture, Forêt, Elevage, Chasse et Pêche

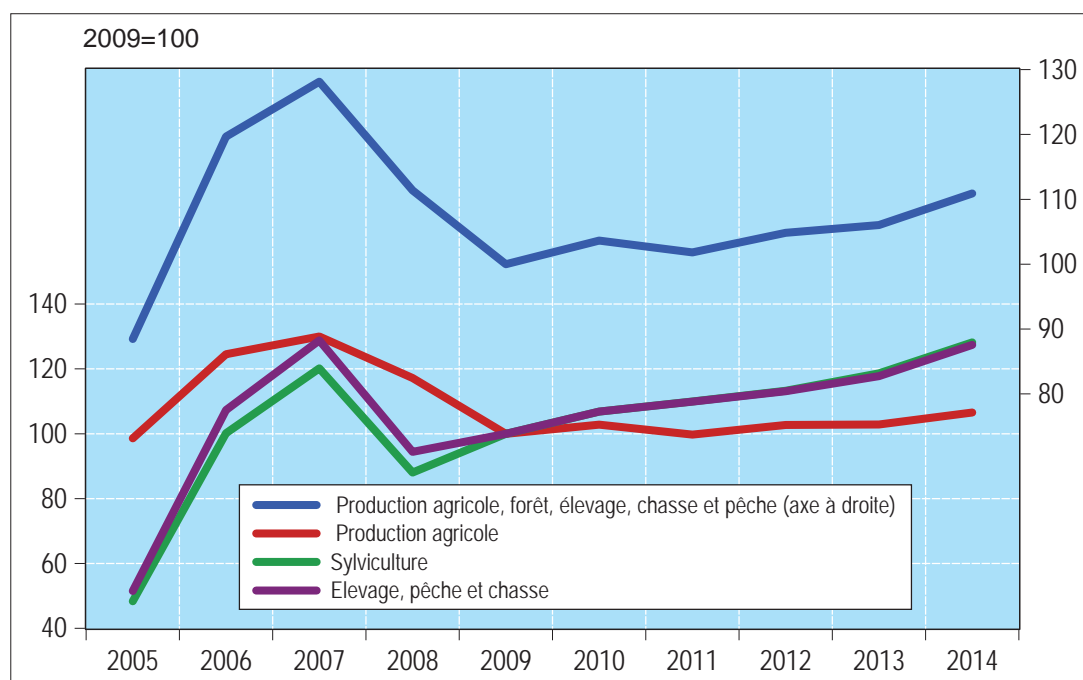
Comme en 2013, les activités de la branche « Agriculture, Forêt, Elevage, Chasse et Pêche » demeurent soutenues. En effet, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 4,7 % contre 4,2 % l'année précédente, gardant sa contribution à la croissance économique autour de 0,8 point. Aussi, son indice de production s'est-il amélioré de 4,6 %, s'établissant à 110,9 points en 2014.

I.1.1.1. Agriculture

Les efforts de redressement entrepris dans le domaine agricole ont été significatifs en 2014. En effet, les activités de cette sous-branche ont connu un accroissement de 4,0 %. Son indice d'activité s'est raffermi de 3,6 %, se fixant à 106,5 points au terme de l'année sous analyse. Cette évolution est consécutive essentiellement au développement des activités de la sous-composante « Production agricole vivrière » qui a pesé pour 98,5 % dans l'ensemble de la production agricole. Aussi, sa contribution à la croissance du PIB de 0,6 point, affiche-t-elle une diminution de 0,2 point par rapport à l'année précédente.

Cette évolution fait suite aux projets réalisés par le Gouvernement dans le cadre de la relance de ce secteur à travers des campagnes agricoles tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays, à la distribution de matériels, d'intrants agricoles et de têtes de bétail en provinces, ainsi qu'au lancement de trois grands projets avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD), dans le bassin du fleuve Congo, les deux Kasai et le Katanga.

Graphique I.3 Evolution des indices de production agricole globale et de production agricole d'exportation



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Cultures vivrières

En 2014, l'activité agricole vivrière a été marquée par un accroissement de 3,9 % de sa valeur ajoutée, soit 0,4 point de moins par rapport à son niveau de 2013. Son indice d'activité a renseigné un accroissement de 6,9 %, en liaison avec la hausse de 21,9 % de la production des fruits, de 10,7 % des oléagineux, de 9,8 % des céréales, de 5,9 % des légumes et légumineuses ainsi que de 2,8 % des racines et tubercules.

• Cultures de rente

La valeur ajoutée des activités relatives aux cultures de rente s'est accrue de 10,4 % contre 3,3 % l'année précédente. Ce raffermissement a été corroboré par l'évolution de son indice d'activité qui s'est inscrit dans la même dynamique, avec une progression de 2,5 %. Cette accélération résulte notamment de l'augmentation de la production de 18,0 % du café robusta, de 22,0 % du café arabica, de 26,0 % des grumes et de 32,0 % de l'huile de palme.

Quant aux productions du cacao et du caoutchouc, elles se sont, de nouveau, inscrites en baisse respectivement de 22,0 % et 36,0 %, suite principalement au vieillissement des plantations et à l'absence de recours aux nouvelles techniques de productions.

I.1.1.2. Forêt

Après une faible progression de 2,5 % en 2013, les activités de la sous-branche « Sylviculture » ont affiché une croissance forte de 25,5 % en 2014. Cette situation s'illustre dans les productions du bois de chauffage et du charbon de bois qui se sont accrues respectivement de 7,9 % et 9,9 %. Ces évolutions sont consécutives à l'accroissement de la demande de ces produits par les ménages pour pallier le déficit en fourniture de l'énergie électrique.

De même, l'indice d'activité de cette sous-branche s'est amélioré de 8,0 % en 2014, se situant à 128,2 points.

I.1.1.3. Elevage, Chasse et Pêche

La valeur ajoutée de la sous-branche « Elevage, Pêche et Chasse » a connu, en 2014, une évolution positive de 3,9 % contre 2,8 %, une année auparavant. Parallèlement, son indice d'activité s'est accru de 8,2 % en 2014, s'établissant à 127,4 points. Les bonnes techniques et pratiques utilisées ont permis de relever, quoique faiblement, le niveau de certaines productions à concurrence de 11,5 % pour le lait, 6,0 % pour les bovins, 0,4 % pour les porcins, 0,3 % pour les volailles et 0,1 % pour les caprins.

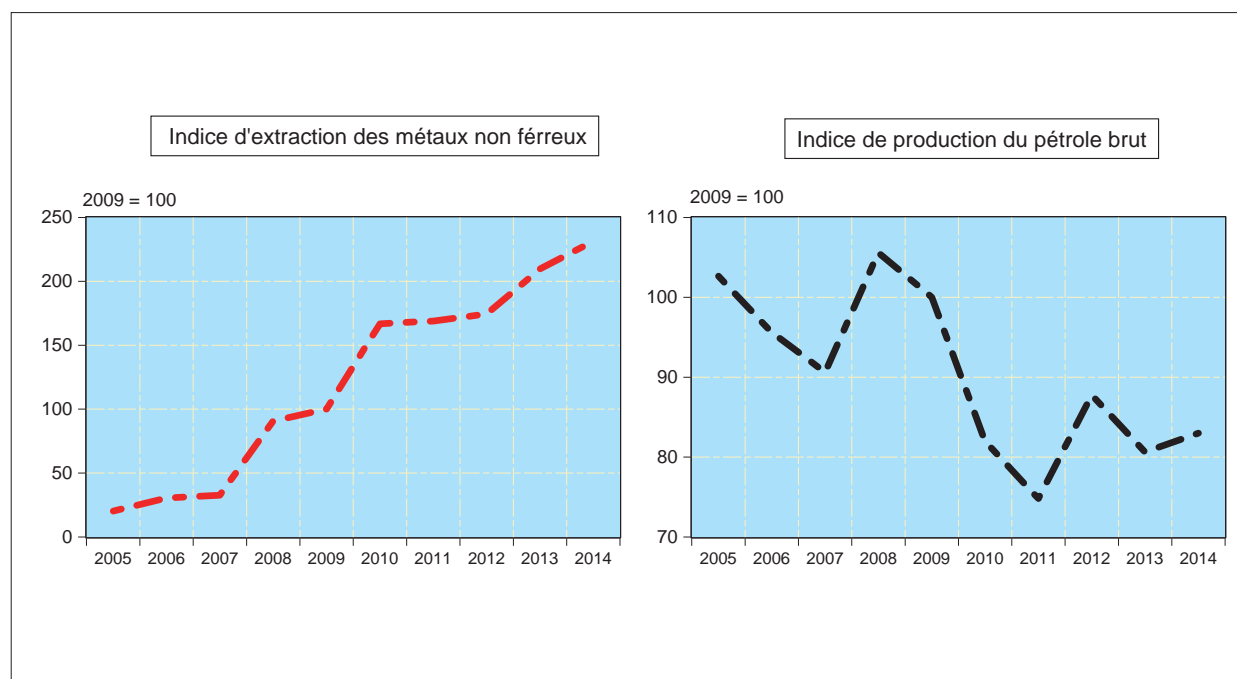
S'agissant des activités de pêche et chasse, elles ont enregistré des accroissements de 6,5 % pour la production de poisson et 10,2 % pour celle de gibier.

I.1.2. Extraction

Les activités extractives ont confirmé leur prépondérance dans la croissance économique de la RDC en 2014. En effet, après leur progression de 10,1 % en 2013, la valeur ajoutée de la branche « Extraction » s'est accrue de 19,4 % en 2014, portant sa contribution à la croissance du PIB à 4,7 points venant de 2,4. De même, l'indice d'activité de cette branche s'est chiffré à 200,5 points contre 181,0 une année auparavant.

A l'exception du cobalt et du diamant qui ont accusé des baisses de production, les autres produits miniers ont enregistré des hausses. Cette bonne tenue des activités de l'ensemble du secteur a été soutenue par des niveaux encore favorables, pour la RDC, des cours internationaux, en dépit de la baisse de la demande mondiale.

Graphique I.4 Indices des productions minières et du pétrole brut



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.2.1. Extraction des métaux non ferreux

L'indice d'activité de la sous-branche « extraction des métaux non ferreux » a enregistré une croissance de 10,3 % en 2014, après 20,2 % en 2013, se situant à 231,4 points, grâce à l'amélioration de la production du cuivre.

Encadré 2. Les potentialités minières de la RDC

Le secteur minier joue un rôle central dans l'économie avec une forte contribution à la croissance du PIB en 2014, soit environ 49,5 %. Il constitue le volume le plus important des exportations dans la balance commerciale du pays, soit 89,2 % à fin 2014.

Son potentiel est composé d'une gamme variée des produits classifiés comme suit :

- le groupe du cuivre : cuivre, cobalt, uranium, zinc, plomb, cadmium, germanium ;
- le groupe de l'Étain : cassitérite, wolframite, colombo-tantalite (coltan), béryl et monazite ;
- les minéralisations liées à la différenciation de magmas basique et alcalins : chrome, nickel, niobium et diamant ;
- les métaux précieux : or, argent et platine ;
- fer et manganèse.

Les réserves prouvées en RDC :

Avec des réserves dépassant 155,0 millions de tonnes, le cuivre est le produit minier le plus répandu en RDC. Son potentiel et celui des métaux qui l'accompagnent, soit 10,0 % des réserves mondiales du métal rouge et 34,0 % du cobalt, placent la RDC au rang de 6^{ème} producteur mondial après le Chili, la Chine, le Pérou, les USA et l'Australie, pour le cuivre, et de 1^{er} rang mondial pour le cobalt.

Par ailleurs, dans un environnement où les estimations tablent sur une réserve mondiale du cuivre fixée entre 480 millions de tonnes et 600,0 millions, un nouveau gisement de 700,0 millions de tonnes vient d'être découvert en RDC, lequel devrait hisser le pays au rang de 1^{er} producteur mondial.

La répartition géographique de ce potentiel en cuivre et en métaux qui l'accompagnent se présente comme suit :

Ressources	BDD	BC	EQ	KT	K-OCC	K-OR	KIN	MAN	N-KV	S-KV	OR
Cuivre		*	*	*	*	*					*
Cobalt				*	*	*					
Zinc				*							
Cadmium				*							
Germanium				*							*
Uranium				*							
Platine				*							
Plomb				*							
Palladium				*							
Argent				*							
Nickel				*	*	*					

Quant aux *métaux du groupe de l'étain*, il sied de signaler que la cassitérite est essentiellement localisée au Katanga, au Maniema et dans les Nord et Sud Kivu. La localisation des produits de ce groupe se présente comme suit :

Ressources	BDD	BC	EQ	KT	K-OCC	K-OR	KIN	MAN	N-KV	S-KV	OR
Cassitérite			*	*	*			*	*	*	
Wolframite				*				*	*	*	
Colombo-tantalite				*				*	*	*	
Pyrochlore				*					*		
Bismuth				*						*	
Spodumène				*							

En ce qui concerne le diamant, il est localisé principalement dans le bassin du Kasai, précisément à Tshikapa et Lubilanjé situé respectivement dans la partie Ouest et Est du pays.

Quant à l'or, il est fort répandu dans le pays, essentiellement dans les provinces du Nord et Sud Kivu, la province orientale, le Maniema, le Katanga et le Bas-Congo.

De ce qui précède, le Gouvernement devrait chercher à maximiser les revenus issus de l'exploitation de ces ressources non renouvelables dans le respect de l'environnement et des droits des sociétés minières à un juste rendement.

➤ Cuivre

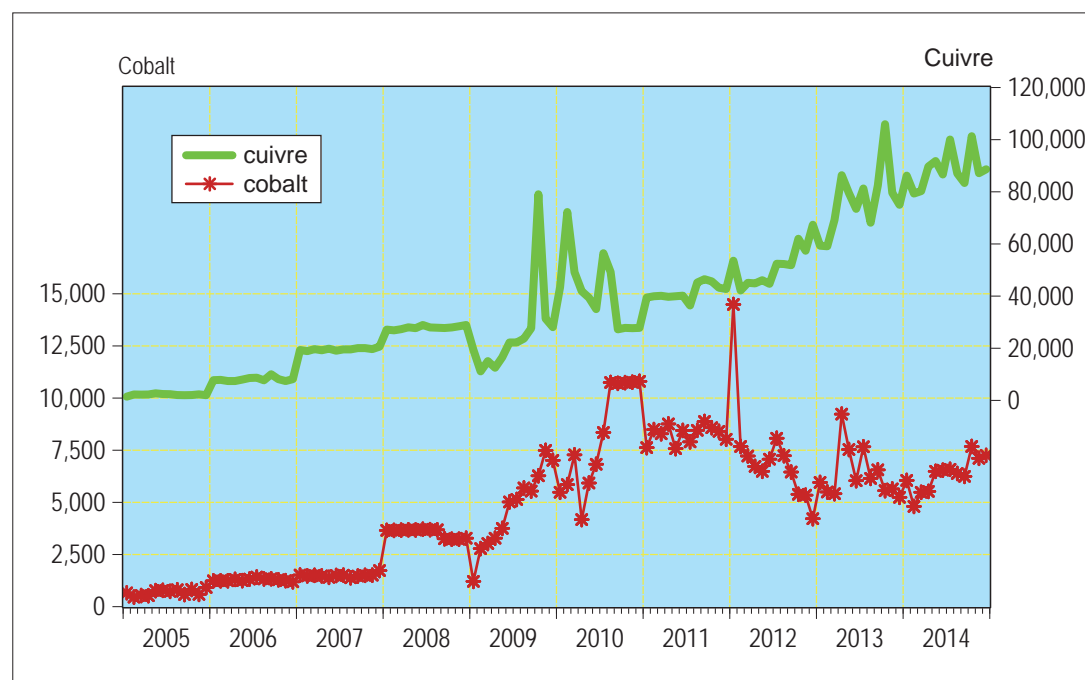
En 2014, la production du cuivre a battu son record de 2013. Elle s'est située à 1.065,7 milliers de tonnes, affichant un accroissement de 15,9 % par rapport à l'année précédente. L'entrée en phase d'exploitation de nouveaux gisements justifie cette évolution.

Au niveau de la GECAMINES, la production a connu un fléchissement de 19,5 %, après une progression exponentielle de 336,1 % en 2013. En effet, sa production s'est chiffrée à 127.950,0 tonnes en 2014, en raison essentiellement du déficit énergétique. Simultanément, la production d'autres sociétés s'est distinguée par un accroissement de 23,3 %, atteignant le volume de 937.794,0 tonnes.

➤ Cobalt

En 2014, la production totale du cobalt a quasiment stagné, s'établissant à 76.475 tonnes contre 76.517 tonnes en 2013. La part de production revenant à la GECAMINES a été de 2.285 tonnes contre 2.263 tonnes en 2013.

Graphique I.5 Production du cuivre et du cobalt
(en tonnes métriques)



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Zinc

A l'instar du cuivre, la production totale du zinc s'est accrue de 5,1 %, s'établissant à 12.737 tonnes en 2014. Cette évolution est consécutive à la volonté délibérée de la GECAMINES d'accroître ses investissements dans ce minerai, dans un contexte d'une hausse de son cours sur le marché mondial.

I.1.2.2. Autres produits d'extraction

L'indice d'activité d'autres produits d'extraction a indiqué une augmentation de 12,3 %, se chiffrant à 133,5 points. Cette hausse est expliquée essentiellement par la vigueur des activités d'extraction de l'or.

➤ Diamant

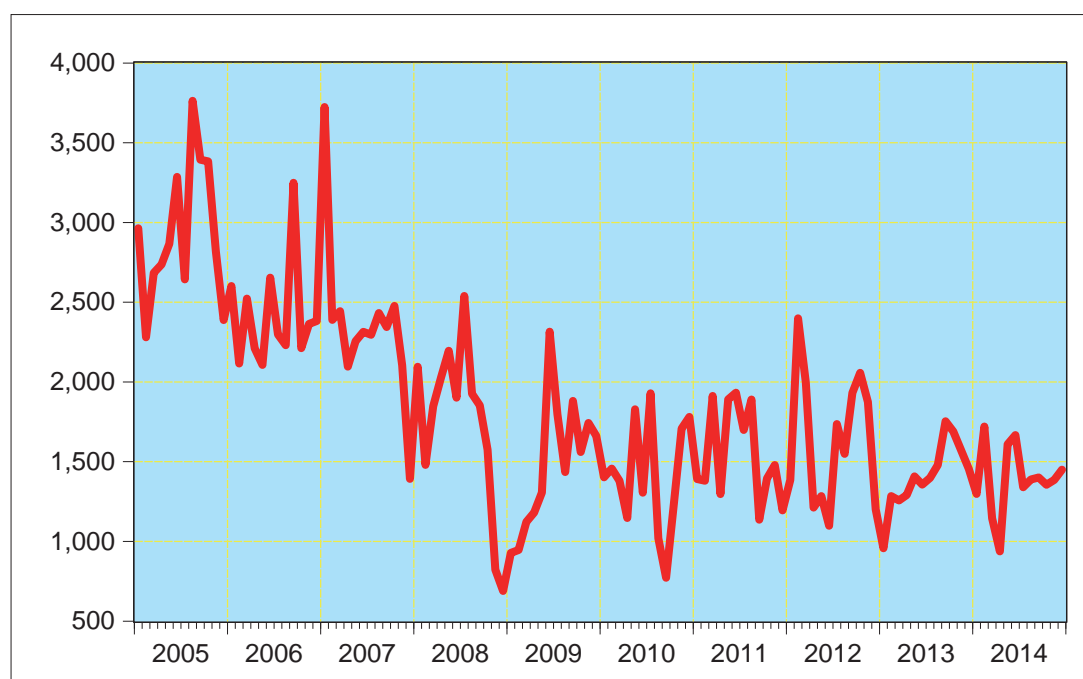
Après une baisse de 12,9 % en 2013, la production totale du diamant s'est contractée de 4,9 % en 2014, se situant à 16.699,0 milliers de carats.

La production industrielle du diamant par la MIBA reste confrontée à des contraintes structurelles qui freinent son essor. Il s'agit notamment de la sécurisation des sites, du déficit énergétique, de l'accumulation d'arriérés de paiement des charges sociales et de la vétusté des équipements. Dans ce contexte, la production industrielle de diamant s'est contractée, passant de 899,0 milliers de carats en 2013 à 244,0 milliers.

La production artisanale s'est également contractée comparativement à son niveau de 2013. Elle a subi une baisse de 1,2 % pour se situer à 16.455 milliers de carats en 2014. Cette situation est consécutive à la réduction des superficies exploitées par les artisans en faveur de nouvelles compagnies encore en phase de prospection.

Graphique I.6 Production de diamant

(en milliers de carats)



Source : Banque Centrale du Congo.

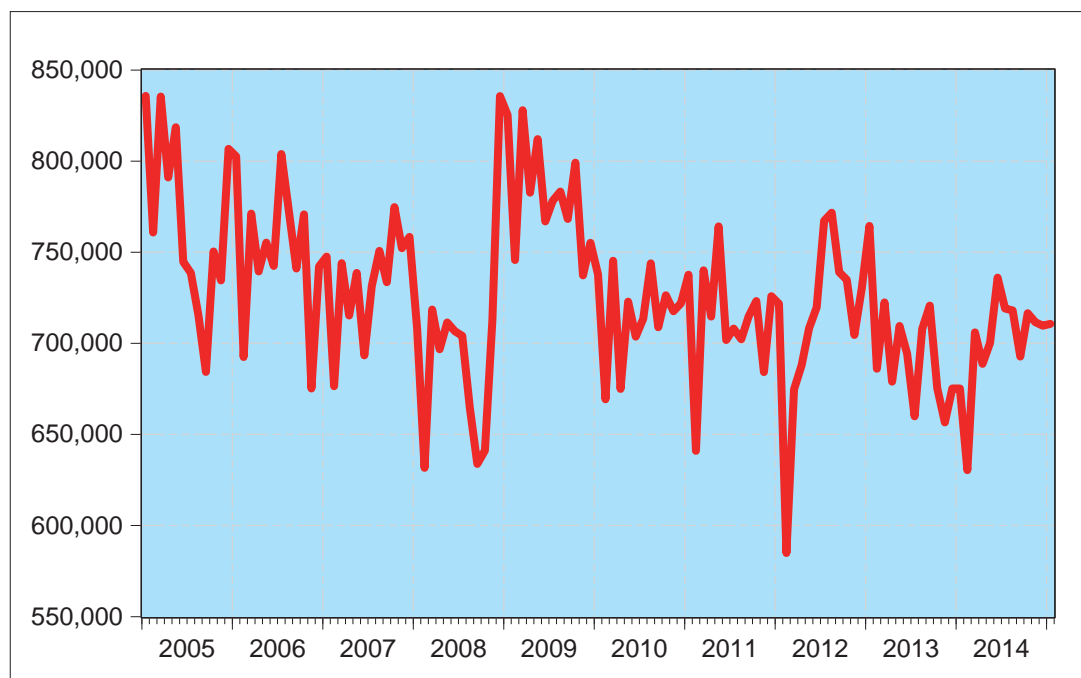
➤ Pétrole brut

En dépit de l'effondrement du cours de baril sur le marché mondial, l'indice de production du pétrole brut a connu un léger accroissement en 2014, soit 2,9 %, pour s'établir à 83,0 points.

La production du pétrole a atteint 8.355,3 milliers de baril contre 8.351,4 milliers en 2013. Les entreprises du secteur ont, une fois de plus, signalé une tendance à l'épuisement des réserves dans des gisements ouverts à l'exploitation, nécessitant des méthodes d'extraction assistées.

Graphique I.7 Production de pétrole brut

(en barils)



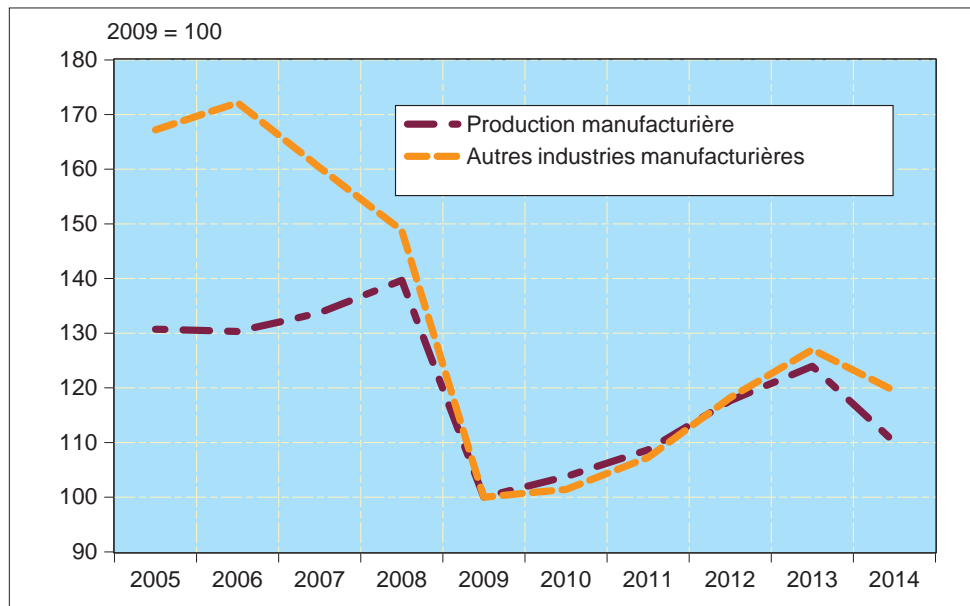
Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Or

Le dynamisme de la production de l'or s'est poursuivi en 2014, avec la réalisation d'une croissance exponentielle jamais atteinte auparavant. En effet, comparativement à l'année précédente, cette production s'est accrue de 285,1 % en 2014, atteignant 23.539,0 kgs. Ce bon comportement est consécutif au lancement des projets d'extension de deux grandes entreprises du secteur ainsi qu'aux efforts réalisés au niveau sécuritaire dans la partie Est de la RDC.

I.1.3. Industries manufacturières

Au cours de l'année 2014, la branche « Industrie Manufacturière » renseigne globalement un ralentissement de ses activités. En effet, la croissance de sa valeur ajoutée s'est établie à 9,9 % contre 10,1 % une année plutôt, sous l'effet principalement de la décélération des activités de la sous-branche « Industries alimentaires, boissons et tabac ».

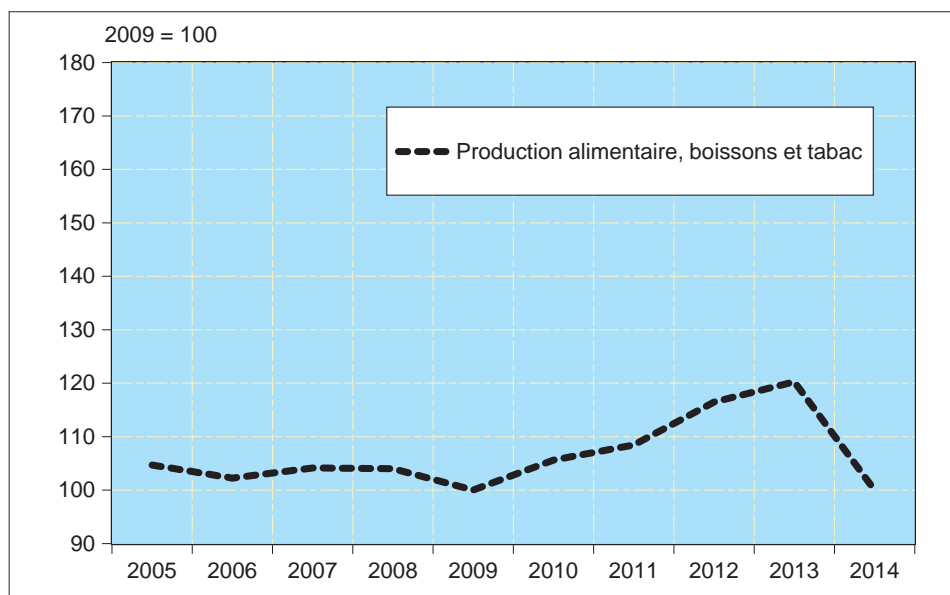
Graphique I.8 Evolution des indices de la production manufacturière

Source : Banque Centrale du Congo.

De même, l'indice global d'activité de cette branche a accusé un fléchissement de 11,2 % au cours de l'année sous examen, s'établissant à 110,0 points.

I.1.3.1. Industries alimentaires, boissons et tabacs

Les activités des « Industries alimentaires, boissons et tabacs » ont progressé de 13,2 % contre 14,2 % en 2013. Cette évolution a affecté la contribution de cette sous-branche à la croissance du PIB, laquelle s'est repliée à 12,4 % contre 14,1 % une année auparavant. Ainsi, son indice d'activité est passé, d'une année à l'autre, de 120,3 points à 124,0.

Graphique I.9 Indice de production des produits alimentaires, boissons et tabacs

Source : Banque Centrale du Congo.

Au niveau des composantes de cette sous-branche, quoique les indices de production des industries alimentaires et ceux de boissons aient enregistré des évolutions favorables, soit 3,5 % et 18,7 % respectivement, l'indice de production de l'industrie tabacicole a creusé le niveau global de cette sous-branche, se situant à 30,3 points contre 86,7 points en 2013.

Cependant, des évolutions à la hausse sont observées dans le comportement des industries alimentaires et de boissons, en dépit de la forte concurrence des produits importés. Cette situation résulte du dynamisme affiché par l'ensemble de produits de cette sous-branche.

En effet, outre la production du pain et celle de la farine de froment qui ont respectivement progressé de 3,5 % et 0,8 %, celle de tous les autres produits de cette sous-branche s'est améliorée de 3,0 % en 2014.

Pour ce qui est des « limonades et eaux gazeuses » ainsi que des « boissons alcoolisées », leur production s'est accrue respectivement de 8,1 % et 7,0 % ; alors que celle de la bière a augmenté de 5,2 %. Ces accroissements s'expliquent par l'ouverture de nouveaux points de vente dans le but de rencontrer la demande supplémentaire dans les milieux difficilement accessibles.

I.1.3.2. Autres industries manufacturières

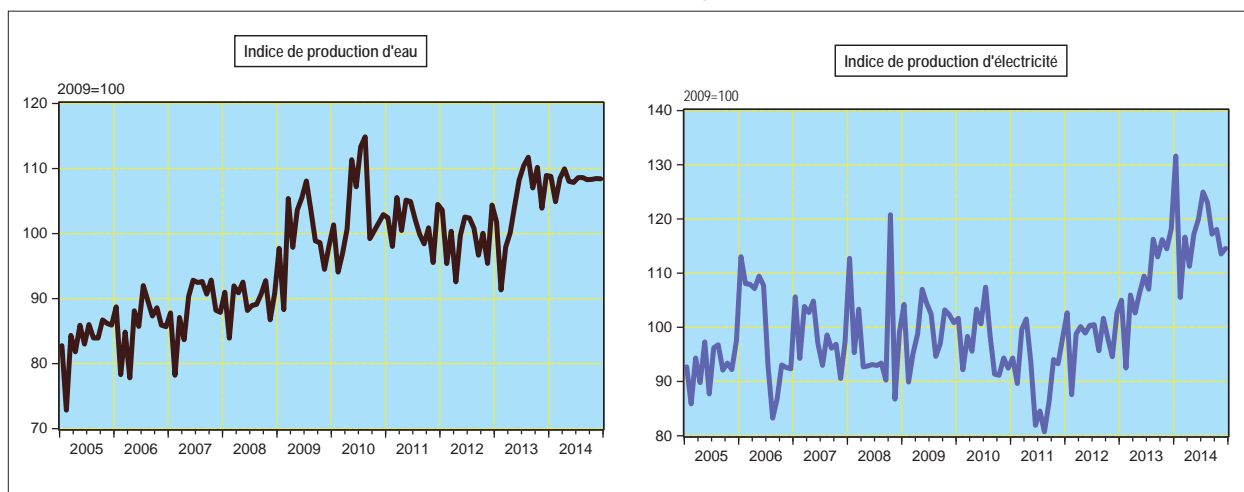
En 2014, l'indice de la sous-branche « Autres Industries Manufacturières » s'est fixé à 119,5 points contre 127,0 en 2013. La valeur ajoutée de cette sous-branche a connu une baisse de 5,5 %, due essentiellement au repli de l'industrie de la chimie de consommation. L'indice de production de cette dernière a reculé de 27,4 %, en raison notamment de la contraction des productions de la chaux et des explosifs respectivement de 37,9 % et 14,3 %.

Cependant, les autres composantes de cette sous-branche ont enregistré des hausses de leurs indices de production, à l'instar de Minéraux non métalliques pour 12,5 %, papiers-cartons-articles en papier et carton pour 4,0 %, transformation de bois pour 3,8 %.

I.1.4. Electricité et Eau

Les activités de production d'eau et d'électricité ont été marquées par des évolutions globalement haussières en 2014. Comparativement à l'année 2013, la valeur ajoutée de cette branche a progressé de 6,3 % en 2014 contre 7,2 %. Cette branche a contribué à 0,5 % à la croissance du PIB en 2014 contre 0,6 % une année auparavant.

Graphique I.10 Evolution des indices de production d'eau et d'électricité
(en pourcentage)



Source : Banque centrale du Congo.

I.1.4.1. Electricité

L'indice de production d'électricité a connu une amélioration de 9,4 % en 2014, s'établissant à 115,4 points, à la suite d'un niveau de production de 9.030 milliers de MWh. Cette évolution a été occasionnée par la hausse de la production des centrales thermiques, passant de 8,0 milliers de MWh à 689,0 milliers, d'une année à l'autre. Les taux de disponibilités élevés des équipements suite notamment aux entretiens réguliers des machines sont à la base de cet accroissement.

Du côté de la consommation d'électricité, son indice a augmenté de 7,4 %, s'établissant à 126,5 points. Le volume total consommé au cours de l'année 2014 a atteint 7.716,0 milliers de MWh contre 7.424,0 milliers, une année plus tôt. Cette situation est consécutive à l'amélioration des rendements réseaux.

I.1.4.2. Eau

L'indice de production d'eau potable a renseigné un affermissement de 6,5 %, se positionnant à 108,2 points. Le volume de production d'eau potable a totalisé 295,6 milliards de m³ en 2014 contre 277,6 milliards, l'année précédente. Cette amélioration est consécutive essentiellement à l'installation de nouvelles usines de captage et de traitement d'eau dans certaines parties du pays.

Quant à la consommation d'eau potable, son indice a progressé de 2,0 %, en dépit de pertes d'eau subies dans le circuit de distribution. Cette consommation est de 167,5 milliards de m³ en 2014 contre 165,5 milliards, une année avant. Cette évolution résulte de l'amélioration de la desserte en eau potable.

I.1.5. Bâtiments et travaux publics

En 2014, la progression de la valeur ajoutée des activités de construction s'est établie à 1,2 % après avoir atteint 14,1 %, une année auparavant. Ce ralentissement a été attesté par le comportement de l'indice de consommation du ciment qui s'est inscrit en baisse de 23,1 %. Cette dernière résulte du faible taux d'exécution des dépenses publiques d'investissement, ayant pour corollaire notamment le ralentissement des travaux de reconstruction et de modernisation du pays.

I.1.6. Commerce

Au terme de l'année sous analyse, les activités de commerce ont été marquées par un ralentissement de leur valeur ajoutée. En effet, les statistiques renseignent une progression de la branche de 4,6 % contre 8,2 % en 2013. En termes de contribution à la croissance, son niveau est passé de 1,2 point à 0,7 point, d'une année à l'autre.

I.1.7. Transports et Télécommunications

La branche « Transports et télécommunications » a enregistré une croissance de 6,0 % en 2014, après une hausse de 9,5 % observée l'année précédente. De même, sa contribution à la croissance s'est établie à 0,8 point venant de 1,2 point en 2013.

En dépit du ralentissement constaté, ce secteur a bénéficié de la diversification des produits proposés par le secteur de la téléphonie mobile ainsi que de l'amélioration des activités de transport, suite notamment à la création d'une entreprise publique de transport routier.

I.1.7.1. Transports

En 2014, les activités de transports se sont améliorées, tel qu'attesté par les indices de trafic des marchandises et des personnes ainsi que de manutention.

- **Trafic des marchandises et des personnes**

L'évolution du trafic des marchandises et des personnes a été très dynamique en 2014. En effet, son indice d'activité s'est amélioré de 8,2 %, s'établissant à 168,4 points en 2014. Cet affermissement a été favorisé par la réhabilitation de différentes routes d'utilité nationale, qui ont contribué à faciliter les échanges entre provinces, et à la restructuration des infrastructures aériennes.

S'agissant du trafic des marchandises, ses activités ont enregistré un accroissement de 7,9 % en 2014, consécutivement à l'amélioration de 9,3 % du trafic aérien ainsi qu'à celle de 8,0 % du trafic routier. Par contre, les activités du trafic fluvial se sont inscrites en baisse de 1,4 %, tandis que la croissance du trafic ferroviaire a été quasiment nulle.

Pour ce qui est du trafic des personnes, il s'est relevé de 12,4 % en 2014 contre 13,5 % l'année précédente, grâce essentiellement au dynamisme des trafics routier

et aérien qui ont affiché des évolutions positives de 15,4 % chacun au cours de la période sous examen. Parallèlement, les activités du trafic fluvial se sont repliées de 4,3 % et celles du trafic ferroviaire qui ont faiblement progressé de 0,8 %.

- **Manutention**

En 2014, l'indice d'activité de manutention, dans les principaux ports, s'est amélioré de 6,4 %, passant de 117,3 points en 2013 à 124,2 points. Les activités de chargement et de déchargement se sont accrues de 8,0 % au port de Matadi, alors qu'elles ont régressé de 5,7 % et de 4,1 % respectivement aux ports de Kinshasa et de Boma.

La détérioration des activités dans le port de Kinshasa résulte notamment de la baisse des échanges commerciaux entre Kinshasa et Brazzaville, à la suite du durcissement des conditions d'entrée aux frontières de ces deux capitales, tandis qu'au niveau de Boma, elle est liée à l'engorgement de ce port.

I.1.7.2. Télécommunications

Les activités de sociétés de télécommunication se sont consolidées en 2014. En effet, le nombre d'unités consommées s'est inscrit en hausse de 16,1 %, se fixant à 13.485,5 millions de minutes. Cette évolution tient à l'extension des activités de ces sociétés et à la multiplicité de nouveaux produits de consommation offerts sur le marché.

I.1.8. Autres services hors Administration Publique

La valeur ajoutée de cette branche a enregistré un rebond significatif de 10,9 % en 2014. Cette évolution est induite par l'amélioration des services bancaires, de l'hôtellerie et de la restauration.

I.1.9. Services d'Administration Publique

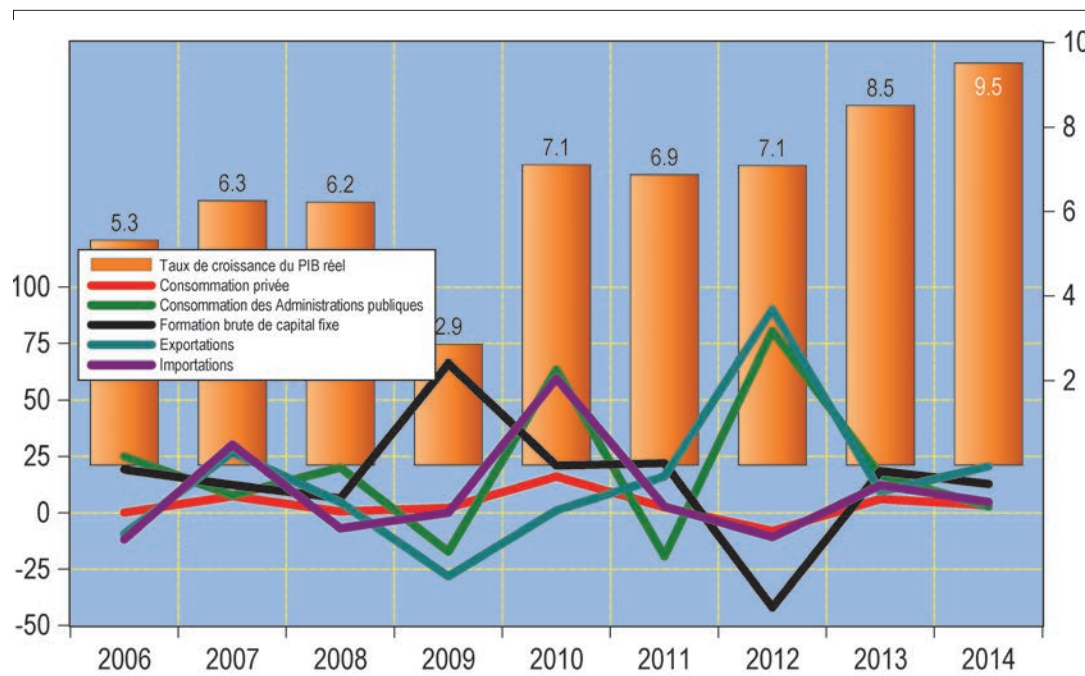
L'activité est restée solide au niveau de cette branche, attestée par le relèvement de 7,7 % de sa valeur ajoutée. Cette situation est liée au bon comportement des services publics, notamment la défense et la sécurité ainsi que la santé et l'enseignement.

I.2. EVOLUTION DU PIB SELON L'APPROCHE DE LA DEMANDE

L'évolution du PIB par la demande révèle une forte contribution à la croissance de l'activité pour l'absorption, associée à un léger relèvement du solde des échanges avec l'extérieur.

Graphique I.11 Contribution des composantes de la demande à la croissance

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.3 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB réel
(en pourcentage du PIB aux prix de 2005)

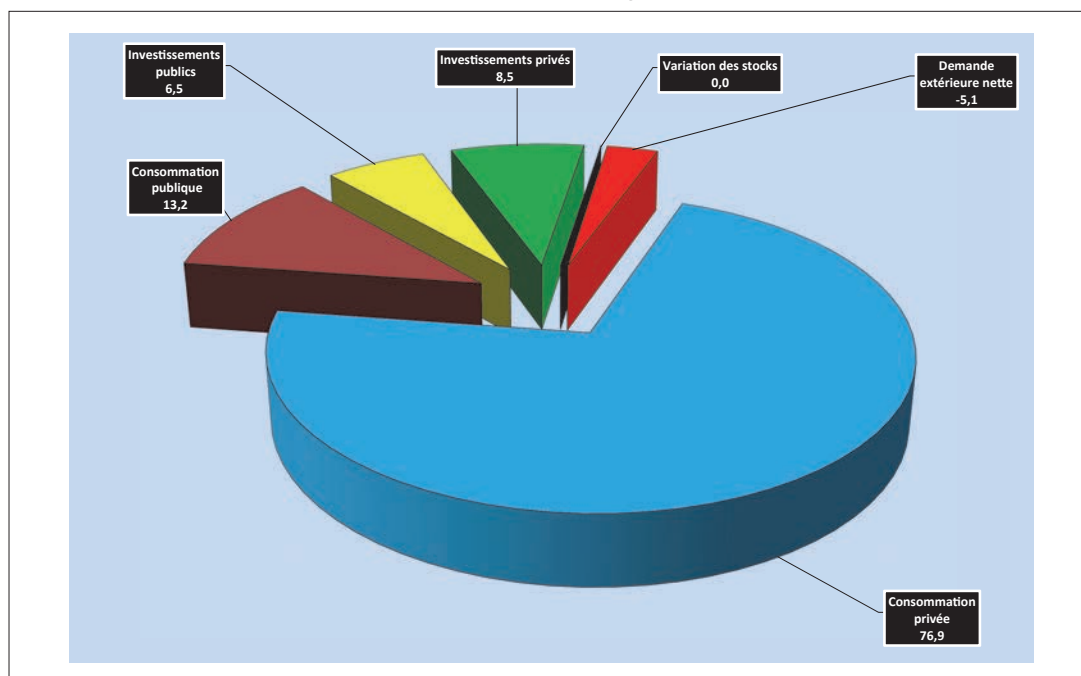
Composantes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Demande intérieure	106,4	104,9	106,6	103,2	109,5	123,0	120,2	101,2	101,5	100,7
Consommation publique	6,9	8,2	8,4	9,4	7,6	11,6	8,8	14,8	15,3	14,5
Consommation privée	87,7	83,4	84,2	79,7	79,2	85,8	82,3	70,6	69,0	69,1
Investissements bruts	11,8	13,3	14,0	14,0	22,7	25,6	29,2	15,9	17,1	17,2
Demande extérieur nette	-6,4	-4,9	-6,6	-3,2	-9,5	-23,0	-20,2	-1,2	-1,5	-0,7
Exportations de biens et services	22,9	19,7	23,5	23,2	16,2	15,3	16,6	29,4	30,3	28,4
Importations de biens et services	29,4	24,6	30,1	26,4	25,7	38,2	36,8	30,7	31,7	29,2
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

I.2.1. Demande intérieure

La demande intérieure s'est accrue de 8,7 % au cours de l'année sous examen, maintenant sa contribution à la croissance à 8,8 points de pourcentage. Cette croissance est essentiellement tirée par la consommation des ménages et la formation brute de capitale fixe.

Graphique I.12 Structure du Produit Intérieur Brut selon l'approche de la demande
(en pourcentage)



Source: Banque Centrale du Congo.

- **Consommation finale**

La consommation finale a été plus dynamique en 2014 tel que l'indique sa contribution à la croissance, laquelle est passée de 72,4 % à 75,7 %, d'une année à l'autre. Cette situation s'explique par l'amélioration des revenus disponibles des ménages, dans un contexte de stabilité de la monnaie nationale.

La demande du secteur privé a été la composante la plus déterminante avec une contribution à la croissance de 70,1 %, tandis que celle du secteur public s'est chiffrée à 5,6 %. La faible contribution, en 2014, de la consommation publique par rapport à l'année précédente résulte d'une faible mobilisation des recettes publiques sur fond d'une gestion sur base caisse.

- **Investissements bruts**

Les investissements bruts ont progressé de 9,6 % en 2014, en dépit du retard observé dans l'exécution de certains projets publics. Ainsi, ces investissements ont affiché une contribution à la croissance de 17,3 %, tirée par la Formation Brute du Capital Fixe qui a progressé de 10,7 %, d'une année à l'autre.

Cette progression découle notamment du dynamisme des industries extractives, de la télécommunication, du transport et, dans une moindre mesure, de la poursuite des travaux de reconstruction et de modernisation du pays par le Gouvernement.

I.2.2. Demande extérieure nette

La demande extérieure nette a contribué à hauteur de 7,0 % à la croissance de 2014, alors qu'elle avait plombé de 4,2 % la croissance du PIB en 2013. Quoique positive, cette faible contribution est liée essentiellement à un contexte économique international difficile.

Les exportations totales des biens et services ont progressé de 2,9 %, contre 11,6 % en 2013, représentant une contribution de 0,9 point à la croissance. Par ailleurs, les importations totales des biens et services ont enregistré un faible accroissement de 0,7 % contre 12,3 % en 2013.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

II.1. INFLATION CALCULEE PAR L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS)

L'inflation en RDC a poursuivi sa tendance baissière en 2014, en s'établissant à 1,03 %, après 1,07 % en 2013 et 2,72 % en 2012, par rapport à un objectif annuel de 3,7 %. Ce résultat a été réalisé en dépit de quelques pressions observées dans l'offre de certains produits, notamment ceux des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » ainsi que « Logement, Eau, Gaz, Electricité et autres combustibles ».

II.2. INFLATION CALCULEE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC)

➤ Evolution de l'indice général

L'indice des prix élaboré par la Banque Centrale du Congo indique une évolution maîtrisée et contenue de l'inflation. En effet, en rythme annuel, l'inflation s'est établie à 1,26 % en 2014 contre 1,08 % en 2013, largement inférieur à la cible de 3,7 %. En moyenne annuelle, l'inflation s'est située à 1,25 % en 2014 contre 1,16 % en 2013.

Comme pour l'indice INS, cette évolution a résulté d'une part, de la bonne régulation de la liquidité dans un contexte de bonne coordination des politiques conjoncturelles et, d'autre part, de l'absence des chocs majeurs tant internes qu'externes.

Tableau I.4 Evolution mensuelle de l'inflation
(en pourcentage)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2014	0,15	0,11	0,09	0,09	0,12	0,07	0,13	0,09	0,12	0,11	0,08	0,09
Taux mensuel 2013	0,07	0,07	0,06	0,08	0,12	0,08	0,11	0,08	0,09	0,12	0,08	0,12
Taux en cumul annuel 2014	0,15	0,26	0,35	0,44	0,56	0,63	0,76	0,86	0,98	1,09	1,17	1,26
Taux en cumul annuel 2013	0,07	0,14	0,20	0,29	0,40	0,48	0,59	0,67	0,76	0,88	0,96	1,08

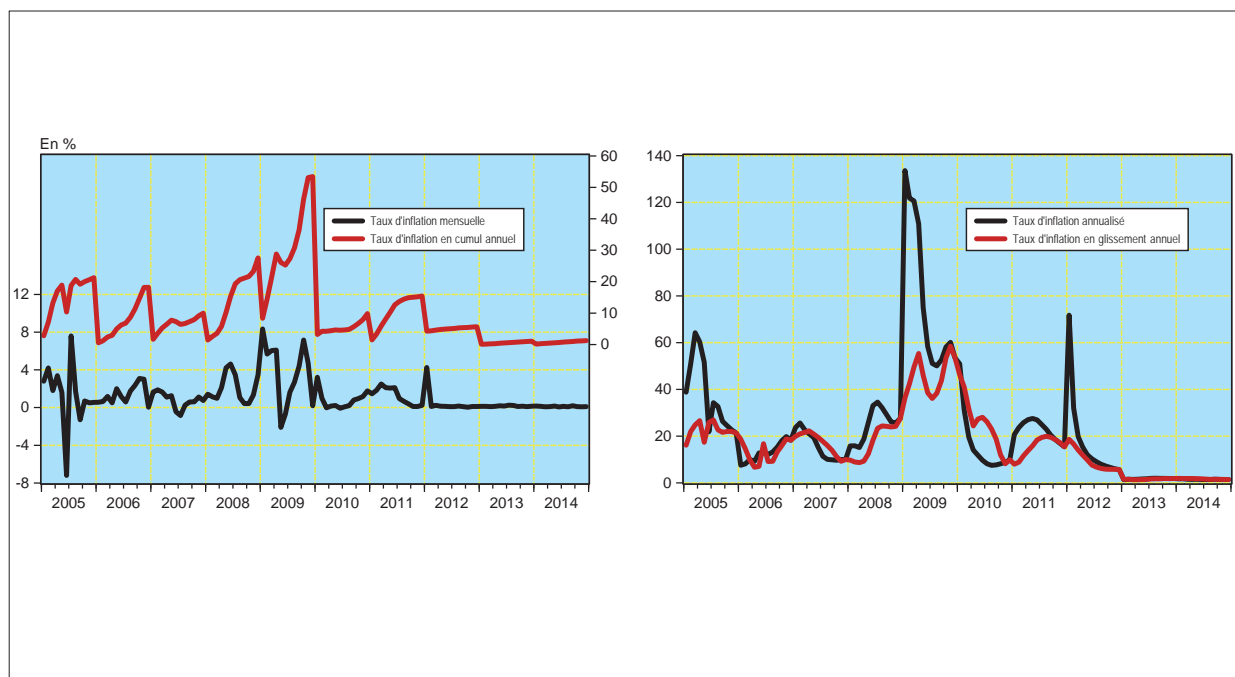
Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse infra-annuelle révèle de faibles perturbations sur le marché des biens et services, à la suite des facteurs suivants : (i) la hausse des prix de certains produits alimentaires consécutive à la fermeture d'une grande entreprise de commercialisation des surgelés et les tensions politiques entre Kinshasa et Brazzaville, au cours du mois

de mai ; (ii) la hausse des prix des billets d'avions, suite à la position dominante d'une grande compagnie opérant dans ce secteur, au cours du mois de juillet ; et (iii) l'anticipation des opérateurs économiques et la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, au cours du mois de septembre.

Graphique I.13 Evolution du taux d'inflation

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

➤ Inflation sous-jacente

Au cours de l'année sous analyse, les prix des biens et services sur le marché ont été relativement stables. En effet, le taux en cumul annuel a été de 1,01 % en 2014 contre 0,85 % en 2013.

Tableau I.5 Evolution mensuelle de l'inflation sous-jacente

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Taux mensuel 2014	0,13	0,08	0,08	0,07	0,09	0,06	0,11	0,08	0,08	0,08	0,06	0,07
Taux mensuel 2013	0,02	0,05	0,04	0,07	0,09	0,07	0,09	0,07	0,08	0,09	0,07	0,09
Taux en cumul annuel 2014	0,13	0,21	0,29	0,36	0,45	0,51	0,62	0,70	0,79	0,87	0,94	1,01
Taux en cumul annuel 2013	0,02	0,07	0,12	0,18	0,28	0,34	0,44	0,51	0,59	0,68	0,75	0,85

Source : Banque Centrale du Congo.

II.3. STRUCTURE DES PRIX DES CARBURANTS

En dépit de la forte baisse des cours du baril enregistrée sur les marchés internationaux au cours du second semestre 2014, une gestion plutôt « politique » de la structure

des prix des produits pétroliers a permis d'assurer une relative stabilité des prix à la pompe, au niveau national.

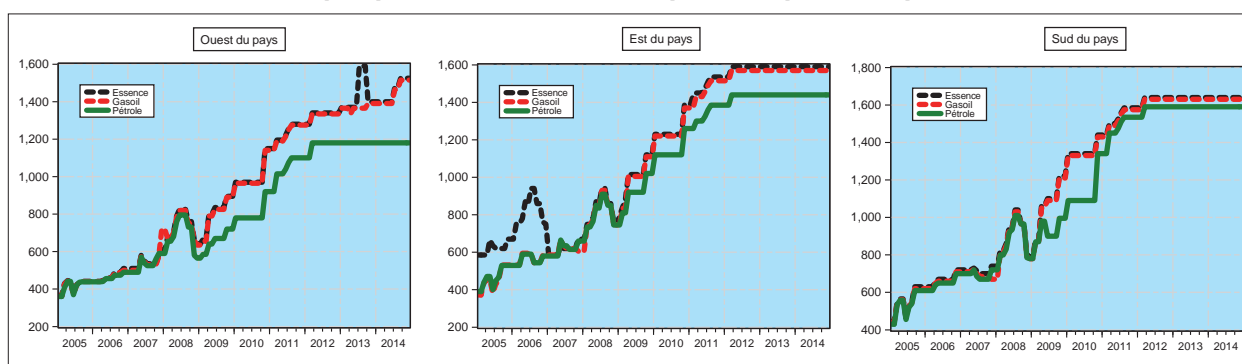
Ainsi, après le gel des prix au premier semestre, quatre structures des prix ont été publiées à partir du mois de juillet concernant le carburant terrestre et le fuel oil, carburant d'aviation. En date du 12 juillet, le prix du litre d'essence à la pompe a été porté, à l'ouest, à 1.475,0 CDF après les 1.400,0 CDF du 20 novembre 2013, et celui de gasoil à 1.465,0 CDF contre 1.390,0 CDF, tenant compte du changement du Prix Moyen Frontière Commercial (PMFC). Aussi, en dépit de la poursuite de la tendance baissière du PMFC, le Gouvernement a opté à trois reprises, au cours des mois de septembre, octobre et novembre, pour le maintien des prix du litre d'essence et de gasoil au profit de l'amélioration des recettes fiscales et parafiscales. Lors de ces modifications, seul le prix du fuel oil a été révisé à la baisse.

Tableau I.6 Evolution de la structure des prix des produits pétroliers

Structure du	ESSENCE		GASOIL		PETROLE		FUEL OIL	
	CDF/ l	USD/l	CDF/ l	USD/l	CDF/ l	USD/l	CDF/ l	USD/l
20/11/2013	1 400,00	1,4958	1 390,00	1,4851	1 180,00	1,2608	672,31	0,7183
12/07/2014	1 475,00	1,5727	1 465,00	1,5621	1 180,00	1,2582	750,99	0,8007
01/09/2014	1 525,00	1,6320	1 515,00	1,6213	1 180,00	1,2628	687,02	0,7352
24/10/2014	1 525,00	1,6326	1 515,00	1,6219	1 180,00	1,2632	637,20	0,6822
28/11/2014	1 525,00	1,6313	1 515,00	1,6206	1 180,00	1,2622	585,51	0,6263

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I.14 Evolution des prix des produits pétroliers



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE

III.1. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

Le Rapport Mondial sur le Développement Humain de 2014 (RMDH), publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement, classe la République Démocratique du Congo à la 186^{ème} position sur 187 pays, avec un IDH de 0,338 en 2013 contre 0,304 une année plus tôt. Rapproché à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, soit 0,502, l'IDH de la RDC reste inférieur de 0,164.

Par ailleurs, le Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) en 2014, élaboré par le Ministère du Plan en collaboration avec les partenaires techniques et financiers (PTF) de la RDC, présente un indice de développement humain nettement amélioré, se situant à 0,414. Sur cette base, la RDC aurait gagné 13 places, se situant au 174^{ème} rang sur 187 pays.

Tableau I.7 IDH selon les RMDH et RNDH

	Esperance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne d'années de scolarisation	RNB par habitant (PPA)	IDH
IDH 2013*	50,0	9,7	3,1	444	0,338
RNDH 2014**	51,7	11,8	8,6	732	0,414

Sources : (*) Rapport IDH 2014.

(**) Rapport National de Développement Humain sur la RDC 2014.

Selon le rapport publié par le PNUD, l'exploitation des immenses richesses naturelles et les progrès réalisés ces dernières années dans les domaines de la démocratie, de la croissance et de la stabilité macroéconomique restent exposés à plusieurs facteurs de risques socio-politiques. Ceux-ci sont de nature à compromettre potentiellement l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En dépit de la position actuellement occupée à l'échelle mondiale, des progrès timides ont été observés au niveau des trois paramètres rentrant dans le calcul de l'IDH (indice composite), à savoir : l'espérance de vie à la naissance (longévité), la durée moyenne de scolarisation (éducation) et le revenu national brut par habitant (niveau de vie).

III.1.1. Espérance de vie à la naissance

Une amélioration de ce paramètre a été observée en 2013, ramenant son niveau à 50,0 ans après 48,7 ans en 2012 et 46,5 ans en 1980. Toutefois, en dépit de ce progrès,

l'espérance de vie à la naissance en RDC reste encore faible comparativement à la moyenne actuelle de 57 ans observée en Afrique subsaharienne.

Tableau I.8 Indicateurs du Développement Humain (IDH)

	IDH	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne d'année de scolarisation	R.N.B par Habitant (\$PPA constant, en USD)
Développement Humain très élevé	0,890	80,2	11,7	16,3	40.046
Développement Humain élevé	0,735	74,5	8,1	13,4	13.231
Développement Humain moyen	0,614	67,9	5,5	11,7	5.960
Développement Humain faible	0,493	59,4	4,2	9,0	2.904
Afrique Subsaharienne	0,502	56,8	4,8	9,7	3.152
RDC	0,338	50,0	3,1	9,7	444,0

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2014.

III.1.2. Taux de scolarisation

L'indice de scolarisation est appréhendé à travers deux variables : la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation. La première variable est généralement inférieure à la seconde, le nombre d'enrôlés n'atteignant pas souvent celui de scolarisables.

Cet indice est en baisse, car le nombre moyen d'années de scolarisation est passé de 3,2 en 2000 à 3,1 en 2013, après avoir atteint le pic de 3,8 en 2010. Parallèlement, le nombre attendu d'années de scolarisation a sensiblement augmenté, passant de 6,7 en 2010 à 9,7 en 2013.

Cette déconnexion du nombre attendu par rapport au nombre moyen réel de scolarisation dénote, entre autres, les déficits dans la productivité et l'efficacité du système éducatif congolais.

III.1.3. Revenu brut par habitant en PPA (RNB)

L'évolution de ce paramètre en RDC indique un niveau de 444,0 USD en 2013, après 250,0 USD en 2000. Comparé à celui de l'Afrique subsaharienne, soit 3.152 USD, le RNB par habitant en PPA accuse un retard de 2.708 USD.

III.2. DEVELOPPEMENT DURABLE

En 2014, la RDC a participé à la 68^{ème} Assemblée des Nations Unies sur le développement durable, tenue respectivement en septembre à New York, aux USA et en décembre à

Lima, au Pérou, qui avait pour objectifs la réduction des émissions de carbone et le changement climatique.

Ces assises ont porté essentiellement sur l'accélération du développement inclusif et universel ainsi que la promotion des décisions de Rio + 20, dans les secteurs de transport, de la transition énergétique et des forêts.

A Lima, les débats ont essentiellement porté sur les modalités pratiques de mise en œuvre des décisions de New York.

Il est ressorti de ces assises, notamment les résolutions suivantes :

- la réduction des émissions des pays industrialisés pour 2020 inscrite désormais dans le cadre de la « convention climat » et la mise en place d'un dispositif pour enregistrer et vérifier les actions des pays en développement ;
- la limitation à long terme de l'augmentation de la température globale à 2°C, également inscrite dans le cadre de la « convention climat », en incluant la possibilité de renforcer en 2015 cet objectif à 1,5°C ;
- la nécessité de fixer le plus vite que possible un pic d'émissions avec engagement des pays à préciser la date et à élaborer des stratégies de développement sobres en carbone ;
- l'ambition des pays développés à réduire leurs émissions de 40,0 % à 70,0 % d'ici 2050.

Par ailleurs, les pays en développement exigent que les « contributions nationales » comprennent aussi des actions d'adaptation au réchauffement, car les concernant au plus haut niveau, ainsi que des soutiens financiers conséquents de la part des pays industrialisés.

Les Contributions Prévues Déterminées au niveau National (CPDN) ont réparti les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre globaux fixés au regard des enjeux scientifiques, des exigences des populations, et de justice climatique, et les mettre à charge des pays en fonction de leurs responsabilités différenciées et de leurs capacités à agir différemment.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.9 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	32,1	29,9	29,4	35,6	32,7	38,8	41,1	39,7	39,5	40,6
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	21,6	21,2	21,6	22,6	23,7	21,4	20,9	20,4	19,3	18,6
Agriculture	20,8	20,4	20,8	21,8	22,8	20,5	20,0	19,6	18,5	17,7
Vivrière	20,5	20,1	20,5	21,4	22,4	20,2	19,8	19,3	18,3	17,4
Rente	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Sylviculture	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,9
Élevage, pêche et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Industrie extractive	10,5	8,7	7,8	13,0	9,0	17,3	20,2	19,2	20,2	22,1
Secteur secondaire	21,3	21,1	22,4	20,2	24,0	21,3	20,8	21,0	21,1	20,9
Industries manufacturières	16,4	15,5	17,0	14,9	18,9	16,2	15,4	15,4	15,4	15,6
Agro industrielles	12,6	11,6	12,8	11,4	14,8	13,0	12,0	12,5	12,9	13,4
Autres industries manufacturières	3,8	3,9	4,2	3,5	4,1	3,2	3,4	2,9	2,5	2,1
Batiments et Travaux publics	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	4,0	4,4	4,7	4,8	4,5
Electricité, gaz et eau	3,8	4,3	4,2	4,0	4,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9
Secteur tertiaire	43,0	44,0	42,7	37,7	37,4	34,5	32,3	32,4	31,7	31,0
Commerce de gros et de détail	13,6	13,6	13,5	10,6	11,3	10,6	10,1	10,5	10,4	9,9
Transports et communications	13,8	13,9	13,3	12,8	11,9	10,7	9,9	10,0	9,9	9,7
Services marchands	12,9	11,1	10,3	7,7	7,8	7,6	7,1	7,0	6,7	6,9
Services non marchands	3,1	5,9	6,4	7,7	7,3	6,4	6,0	5,6	5,3	5,2
SIFIM	-0,4	-0,5	-0,8	-1,0	-1,0	-0,9	-0,8	-0,8	-0,7	-0,7
PIB au coût des facteurs	96,4	94,9	94,6	93,6	94,1	94,6	94,2	93,1	92,3	92,5
Droits et Taxes sur les produits	3,6	5,1	5,4	6,4	5,9	5,4	5,8	6,9	7,7	7,5
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.10 Utilisation du Produit Intérieur Brut*(en pourcentage du PIB à prix courants)*

Composantes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Demande intérieure	113,6	109,8	103,9	110,2	111,6	109,4	106,7	107,3	104,1	103,3
Consommation	101,8	95,1	90,2	99,3	97,0	97,5	95,0	95,3	88,7	88,3
Secteur public	6,9	9,3	8,6	7,2	11,2	11,8	10,8	13,0	12,5	11,9
Secteur privé	94,8	85,8	81,5	92,2	85,8	85,7	84,2	82,4	76,1	76,4
Investissements bruts	11,8	14,6	13,7	10,9	14,6	11,9	11,7	12,0	15,4	14,9
FBCF	11,7	14,6	13,6	10,7	14,5	11,8	11,6	11,9	15,3	14,9
Secteur public	2,6	3,7	4,0	4,1	4,0	5,1	5,1	4,3	6,2	6,4
Secteur privé	9,0	10,9	9,6	6,7	10,5	6,8	6,5	7,6	9,1	8,5
Variation des stocks	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Exportation nette	-13,6	-9,8	-3,9	-10,2	-11,6	-9,4	-6,7	-7,3	-4,1	-3,3
Exportations de biens et services	48,4	46,4	75,6	69,6	33,2	45,4	43,0	33,5	37,2	36,9
Exportations des biens	42,4	40,0	71,1	62,1	28,9	43,4	39,9	32,4	36,3	36,2
Produits miniers	40,9	38,1	68,5	59,8	28,1	42,7	39,3	32,0	32,6	26,2
Autres produits	1,5	1,9	2,6	2,2	0,9	0,7	0,6	0,4	3,7	10,0
Exportations des services	6,1	6,4	4,5	7,5	4,3	2,0	3,1	1,1	0,9	0,7
Importations de biens et services	62,0	56,1	79,5	79,7	44,8	54,8	49,7	40,8	41,3	40,2
Importations des biens	47,4	42,7	60,8	60,8	32,8	41,2	37,5	32,2	33,3	33,2
Consommations	20,1	14,8	15,1	13,1	8,6	6,9	8,5	6,9	8,2	9,9
Equipements	5,9	17,8	36,3	35,0	18,3	29,2	23,2	11,5	20,7	19,4
Intermédiaires	21,4	10,1	9,4	12,7	5,8	5,1	5,8	13,7	4,4	3,9
Importations des services	14,5	13,4	18,7	19,0	12,0	13,6	12,2	8,7	8,0	6,9
Produit Intérieur Brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.11 Produit Intérieur Brut

Années	Estimations aux prix de 2005			Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2005 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	en millions de USD	Indice (2005 = 100)	Variations annuelles (en %)	en millions de CDF	Indice (2005 = 100)			Variations annuelles (en %)
1980	7 496 281,8	15 822,3	132,2	0,3	0,000	0,000	0,000	46,3
1981	7 676 192,5	16 202,0	135,4	2,4	0,000	0,000	0,000	95,3
1982	7 637 811,6	16 121,0	134,7	-0,5	0,000	0,000	0,000	50,8
1983	7 745 504,7	16 348,3	136,6	1,4	0,000	0,000	0,000	64,3
1984	8 175 380,2	17 255,6	144,2	5,6	0,000	0,000	0,000	-82,9
1985	8 216 257,1	17 341,9	144,9	0,5	0,000	0,000	0,000	1 226,7
1986	8 604 064,5	18 160,4	151,7	4,7	0,000	0,000	0,000	27,3
1987	8 836 374,2	18 650,8	155,8	2,7	0,000	0,000	0,000	76,5
1988	8 889 392,5	18 762,7	156,8	0,6	0,000	0,000	0,000	88,5
1989	8 764 941,0	18 500,0	154,6	-1,4	0,000	0,000	0,000	112,1
1990	8 186 454,9	17 279,0	144,4	-6,6	0,000	0,000	0,000	108,5
1991	7 497 155,4	15 824,1	132,2	-8,4	0,001	0,000	0,000	2 166,3
1992	6 709 954,0	14 162,6	118,3	-10,5	0,029	0,000	0,000	4 143,0
1993	5 803 258,9	12 248,8	102,3	-13,5	0,448	0,000	0,000	1 663,3
1994	5 578 636,5	11 774,7	98,4	-3,9	115,369	0,002	0,002	26 691,7
1995	5 618 637,8	11 859,2	99,1	0,7	659,558	0,012	0,012	467,6
1996	5 556 071,7	11 727,1	98,0	-1,1	4 818,733	0,085	0,087	638,8
1997	5 255 549,5	11 092,8	92,7	-5,4	12 983,840	0,229	0,247	184,9
1998	5 164 264,5	10 900,1	91,1	-1,7	16 620,221	0,293	0,322	30,3
1999	4 943 744,8	10 434,7	87,2	-4,3	86 223,529	1,521	1,744	441,9
2000	4 602 626,4	9 714,7	81,2	-6,9	494 251,781	8,717	10,738	515,7
2001	4 505 970,9	9 510,7	79,5	-2,1	2 341 846,228	41,302	51,972	384,0
2002	4 662 260,0	9 840,5	82,2	3,5	3 198 119,292	56,404	68,596	32,0
2003	4 932 264,5	10 410,4	87,0	5,8	3 824 458,693	67,450	77,540	13,0
2004	5 259 764,4	11 101,7	92,8	6,6	4 327 493,642	76,322	82,275	6,1
2005	5 670 065,0	11 967,7	100,0	6,1	5 670 065,000	100,000	100,000	21,5
2006	5 971 768,0	12 604,5	105,3	5,3	6 767 519,545	119,355	113,325	13,3
2007	6 345 569,5	13 393,5	111,9	6,3	8 648 878,514	152,536	136,298	20,3
2008	6 740 637,9	14 227,3	118,9	6,2	11 067 568,514	195,193	164,192	20,5
2009	6 933 087,5	14 633,5	122,3	2,9	15 101 187,901	266,332	217,813	32,7
2010	7 425 889,7	15 673,7	131,0	7,1	19 536 676,925	344,558	263,089	20,8
2011	7 936 395,2	16 751,2	140,0	6,9	23 759 424,582	419,033	299,373	13,8
2012	8 498 839,5	17 938,3	149,9	7,1	26 954 556,932	475,384	317,156	5,9
2013 (p)	9 219 707,4	19 459,9	162,6	8,5	30 051 179,396	529,997	325,945	2,8
2014 (e)	10 092 596,3	21 302,3	178,0	9,5	33 224 281,141	585,959	329,195	1,0

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.12 Produit national brut et revenu national
(en millions de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012(p)	2013(p)	2014(e)
Produit intérieur brut	5 670 065,0	6 767 519,5	8 648 878,5	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1
Revenu des facteurs du reste du Monde	4 502,5	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	28 364,7
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	123 304,1	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	2 844 540,5
Revenu national brut	5 551 263,4	6 553 669,8	8 307 113,8	10 552 426,4	14 473 008,4	18 588 939,6	22 749 970,8	25 991 490,6	27 402 677,5	30 408 105,3
Consommation de capital fixe (-)	170 102,0	203 025,6	259 466,4	332 027,1	453 035,6	586 100,3	712 782,7	808 636,7	901 535,4	996 728,4
Revenu national net	5 381 161,4	6 350 644,3	8 047 647,4	10 220 399,4	14 019 972,7	18 002 839,3	22 037 188,1	25 182 853,9	26 501 142,1	29 411 376,9
Transferts courants du reste du Monde	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 927 908,6
Transferts courants au reste du Monde (-)	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	494 807,1
Revenu National disponible	5 735 485,2	6 688 275,2	8 492 945,6	10 779 203,4	15 149 855,9	18 766 226,9	23 334 426,7	26 805 371,7	27 665 177,3	31 844 478,4
Consommation finale (-)	5 771 210,1	6 436 201,0	7 797 755,4	10 993 523,6	14 646 971,4	19 054 549,5	22 571 338,9	25 695 512,4	26 652 900,8	29 351 747,1
Epargne nette	-35 724,9	252 074,3	695 190,1	-214 320,2	502 884,5	-288 322,6	763 087,8	1 109 859,3	1 012 276,5	2 492 731,3

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.13 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF, à prix courants)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	1 819 252,0	2 022 992,5	2 544 791,0	3 942 476,5	4 931 751,2	7 575 356,4	9 760 200,4	10 696 781,2	11 861 980,1	13 499 443,5
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	1 223 565,0	1 435 395,0	1 868 348,5	2 503 337,9	3 575 155,9	4 186 415,1	4 969 776,9	5 509 797,3	5 804 886,4	6 167 208,6
Agriculture	1 177 073,8	1 380 855,0	1 797 357,7	2 408 219,7	3 439 312,3	4 010 066,3	4 760 973,2	5 283 886,5	5 572 388,4	5 873 449,0
Vivrière	1 160 242,3	1 361 109,6	1 771 656,6	2 373 783,6	3 390 132,3	3 952 786,7	4 693 058,9	5 208 943,7	5 494 122,5	5 785 871,2
Rente	16 831,4	19 745,4	25 701,1	34 436,1	49 180,1	57 279,6	67 914,3	74 942,8	78 265,8	87 577,7
Sylviculture	44 352,2	52 030,6	67 724,5	90 741,8	129 593,3	169 112,6	200 295,2	216 462,1	222 678,1	283 418,2
Élevage, pêche et chasse	2 139,1	2 509,4	3 266,3	4 376,4	6 250,2	7 236,2	8 508,5	9 448,7	9 819,9	10 341,4
Industrie extractive	595 687,0	587 597,5	676 442,6	1 439 138,6	1 356 595,3	3 388 941,3	4 790 423,5	5 186 983,9	6 057 093,6	7 332 234,9
Secteur secondaire	1 206 952,0	1 424 693,0	1 936 121,7	2 237 890,1	3 629 200,1	4 169 632,9	4 937 335,4	5 663 507,3	6 349 940,3	6 952 900,9
Industries manufacturières	930 091,0	1 047 111,0	1 470 830,9	1 650 952,7	2 850 452,2	3 169 171,1	3 649 184,5	4 140 583,5	4 623 444,0	5 167 796,5
Agro industrielles	714 121,2	785 787,1	1 106 917,2	1 263 992,6	2 232 737,8	2 541 111,5	2 843 741,9	3 364 043,8	3 883 780,6	4 459 077,8
Autres industries manufacturières	215 969,8	261 323,9	363 913,7	386 960,1	617 714,4	628 059,6	805 442,6	776 539,7	739 663,4	708 718,8
Batiments et Travaux publics	60 921,0	84 129,0	104 647,6	143 709,8	165 381,2	788 880,5	1 055 675,0	1 264 563,2	1 448 504,5	1 485 564,5
Electricité, gaz et eau	215 940,0	293 453,0	360 643,2	443 227,6	613 366,7	211 581,3	232 475,9	258 360,6	277 991,7	299 539,9
Secteur tertiaire	2 440 679,0	2 978 059,0	3 697 136,8	4 177 278,9	5 646 184,1	6 740 687,6	7 673 851,3	8 730 280,5	9 513 006,7	10 290 838,7
Commerce de gros et de détail	771 632,0	920 832,0	1 167 412,0	1 168 894,0	1 708 909,5	2 080 030,0	2 391 107,6	2 842 133,3	3 110 794,7	3 299 680,1
Transports et communications	783 874,0	943 633,0	1 152 617,0	1 416 717,0	1 795 066,9	2 092 046,8	2 360 802,2	2 701 538,0	2 985 169,9	3 208 974,4
Services marchands	731 996,0	747 984,0	892 887,6	852 624,4	1 183 699,6	1 487 205,1	1 697 812,7	1 889 868,8	2 027 802,5	2 279 221,3
Services non marchands	173 582,0	400 136,0	554 584,6	847 869,2	1 104 123,0	1 252 290,6	1 418 022,8	1 510 537,8	1 592 494,0	1 739 391,0
SIFIM	-20 405,0	-34 526,0	-70 364,5	-108 825,7	-145 615,0	-170 885,0	-193 894,0	-213 797,5	-203 254,4	-236 428,1
PIB au coût des facteurs	5 466 883,0	6 425 744,5	8 178 049,5	10 357 645,5	14 207 135,5	18 485 676,9	22 371 387,1	25 090 569,1	27 724 927,0	30 743 183,1
Droits et Taxes sur les produits	203 182,0	341 775,0	470 829,0	709 923,0	894 052,4	1 051 000,0	1 388 037,5	1 863 987,9	2 326 252,4	2 481 098,1
PIB aux prix du marché	5 670 065,0	6 767 519,5	8 648 878,5	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.14 Contribution de différents secteurs au Produit Intérieur Brut
(Valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2005)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	1 819 252,0	1 976 873,0	2 019 161,6	2 116 704,1	2 278 161,9	2 941 574,3	3 348 156,4	3 579 904,8	3 850 312,1	4 359 309,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 223 565,0	1 292 547,0	1 328 266,0	1 365 092,4	1 403 061,5	1 463 774,1	1 505 702,3	1 557 695,7	1 623 832,3	1 700 798,4
Agriculture vivrière	1 177 073,8	1 243 434,7	1 277 796,5	1 313 223,6	1 349 750,1	1 398 958,8	1 448 545,8	1 498 331,1	1 562 980,1	1 624 998,6
rente	1 160 242,3	1 225 654,3	1 259 524,8	1 294 445,4	1 330 449,5	1 378 976,1	1 427 882,6	1 477 079,9	1 541 027,6	1 600 768,6
sylviculture	16 831,4	17 780,4	18 271,7	18 778,3	19 300,6	19 982,7	20 663,2	21 251,2	21 952,5	24 230,0
élevage, pêche et chasse	44 352,2	46 852,6	48 147,4	49 482,3	50 858,6	52 290,9	54 567,8	56 685,3	58 097,9	72 938,7
Extraction	2 139,1	2 259,7	2 322,1	2 386,5	2 452,9	2 524,4	2 588,7	2 679,3	2 754,4	2 861,1
	595 687,0	684 326,0	690 895,6	751 611,7	875 100,4	1 487 800,2	1 842 454,1	2 022 209,1	2 226 479,7	2 658 511,5
Secteur secondaire	1 206 952,0	1 165 139,0	1 241 275,6	1 266 612,0	1 174 805,2	1 149 784,1	1 208 122,4	1 301 608,0	1 444 709,1	1 551 625,9
Industries manufacturières	930 091,0	885 540,0	948 900,0	963 912,1	868 749,8	839 948,2	854 944,6	899 584,8	990 025,7	1 088 390,4
Industries alimentaires, boissons et tabac	714 121,2	672 504,2	721 418,0	730 194,2	655 482,4	663 160,5	647 244,3	713 604,4	814 907,6	922 882,5
Autres industries manufacturières	215 969,8	213 035,9	227 482,0	233 718,0	213 267,4	176 787,7	207 700,3	185 980,4	175 118,1	165 507,9
Bâtiment et travaux publics	215 940,0	215 105,0	226 720,7	235 336,1	248 985,5	252 309,7	297 487,1	342 531,9	390 908,0	395 452,1
Electricité, gaz, vapeur et eau	60 921,0	64 494,0	65 654,9	67 363,8	57 069,8	57 526,3	55 690,7	59 491,3	63 775,4	67 783,4
Secteur tertiaire	2 440 679,0	2 594 062,0	2 885 405,2	3 151 423,1	3 270 803,8	3 121 282,8	3 153 358,8	3 364 379,5	3 636 116,2	3 878 071,5
Commerce de gros et de détail	771 632,0	844 686,0	946 250,6	1 045 164,5	1 144 281,3	1 113 365,8	1 122 474,3	1 248 576,3	1 350 938,3	1 413 460,6
Transports et telecommunications	783 874,0	839 081,0	975 925,0	1 067 771,2	1 041 400,5	986 705,4	992 482,1	1 050 624,7	1 150 781,0	1 220 218,4
Autres services hors adm. publique	731 996,0	657 962,0	704 146,1	752 572,1	779 511,9	737 823,6	751 967,6	784 186,6	835 326,1	926 114,3
Services d'administration publique	173 582,0	273 881,0	295 542,9	337 130,4	365 314,5	341 062,4	344 872,0	340 760,1	355 261,1	382 749,7
SIFIM	-20 405,0	-21 548,0	-36 459,2	-51 215,1	-59 704,4	-57 674,5	-58 437,3	-59 768,3	-56 190,2	-64 471,5
PIB au coût des facteurs	5 466 883,0	5 736 074,0	6 145 842,4	6 534 739,3	6 723 770,9	7 212 641,2	7 709 637,6	8 245 892,3	8 931 137,3	9 789 007,3
Taxes sur les produits	203 182,0	235 694,0	199 727,1	205 898,7	209 316,6	213 248,5	226 757,5	252 947,2	288 570,0	303 589,0
PIB aux prix constants du marché	5 670 065,0	5 971 768,0	6 345 569,5	6 740 637,9	6 933 087,5	7 425 889,7	7 936 395,2	8 498 839,5	9 219 707,4	10 092 596,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.15 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF courants)

Composantes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Demande intérieure	6 439 138,1	7 427 395,0	8 983 368,3	12 195 140,9	16 846 223,2	21 375 394,6	25 353 008,8	28 932 271,9	31 293 576,7	34 308 877,7
Consommation	5 771 210,1	6 436 201,0	7 797 755,4	10 993 523,6	14 646 971,4	19 054 549,5	22 571 338,9	25 695 512,4	26 652 900,8	29 351 747,1
Secteur public	393 869,0	632 295,0	747 533,7	792 650,9	1 692 459,2	2 312 825,2	2 559 922,2	3 491 075,7	3 770 361,8	3 954 177,1
Secteur privé	5 377 341,1	5 803 906,0	7 050 221,7	10 200 872,6	12 954 512,3	16 741 724,3	20 011 416,8	22 204 436,6	22 882 539,0	25 397 569,9
Investissements bruts	667 928,0	991 194,0	1 185 612,8	1 201 617,3	2 199 251,7	2 320 845,1	2 781 669,9	3 236 759,6	4 640 675,9	4 957 130,6
FBCF	662 043,0	987 034,0	1 177 323,1	1 189 343,8	2 188 625,1	2 309 233,0	2 763 433,5	3 215 124,6	4 609 657,0	4 957 130,6
Secteur public	149 096,0	249 305,0	347 884,2	451 952,4	607 148,5	988 490,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 127 320,8
Secteur privé	512 947,0	737 729,0	829 438,9	737 391,5	1 581 476,6	1 320 742,7	1 548 887,4	2 058 579,6	2 734 063,9	2 829 809,8
Variation des stocks	5 885,0	4 160,0	8 289,8	12 273,5	10 626,6	11 612,1	18 236,4	21 635,0	31 019,0	0,0
Exportation nette	-769 073,1	-659 875,4	-334 489,8	-1 127 572,4	-1 745 035,3	-1 838 717,7	-1 593 584,2	-1 977 715,0	-1 242 397,3	-1 084 596,5
Exportations de biens et services	2 745 891,4	3 137 626,4	6 540 374,4	7 697 855,8	5 021 005,3	8 866 530,0	10 211 300,0	9 031 062,3	11 176 308,8	12 257 997,4
Exportations des biens	2 402 767,2	2 704 712,2	6 147 901,8	6 869 781,2	4 371 032,7	8 477 900,0	9 471 900,0	8 743 370,4	10 904 919,9	12 032 057,1
Produits miniers	2 318 660,6	2 577 563,8	5 924 772,4	6 623 859,7	4 240 090,2	8 335 197,6	9 335 153,2	8 622 445,7	9 801 721,0	11 282 438,4
Autres produits	84 106,5	127 148,4	223 129,4	245 921,5	130 942,5	142 702,4	136 746,8	120 924,7	1 103 199,0	749 618,7
Exportations des services	343 124,2	432 914,2	392 472,6	828 074,5	649 972,6	388 630,0	739 400,0	287 692,0	271 388,8	225 940,3
Importations de biens et services	3 514 964,5	3 797 501,8	6 874 864,1	8 825 428,2	6 766 040,6	10 705 247,7	11 804 884,2	11 008 777,3	12 418 706,1	13 342 593,9
Importations des biens	2 690 424,6	2 891 654,0	5 257 190,2	6 725 829,7	4 948 996,5	8 042 547,7	8 915 581,9	8 677 200,0	10 005 903,4	11 039 150,5
Consommations	1 139 751,6	1 001 008,1	1 307 496,9	1 450 599,1	1 303 864,7	1 342 450,0	2 024 008,3	1 871 519,7	2 449 265,4	3 293 801,6
Equipements	335 311,1	1 206 516,5	3 139 154,2	3 874 250,0	2 762 774,9	5 709 692,4	5 513 864,9	3 100 438,2	6 229 216,5	6 461 027,3
Intermédiaires	1 215 361,8	684 129,4	810 539,2	1 400 980,6	882 356,8	990 405,3	1 377 708,7	3 705 242,1	1 327 421,5	1 284 321,5
Importations des services	824 539,9	905 847,9	1 617 673,9	2 099 598,5	1 817 044,1	2 662 700,0	2 889 302,3	2 331 577,3	2 412 802,6	2 303 443,4
Produit Intérieur Brut	5 670 065,0	6 767 519,5	8 648 878,5	11 067 568,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 556,9	30 051 179,4	33 224 281,1

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.16 Utilisation du Produit Intérieur Brut
(en millions de CDF aux prix de 2005)

Composantes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Demande intérieure	6 034 437,0	6 262 370,0	6 762 849,3	6 955 810,2	7 590 643,8	9 131 587,5	9 541 135,4	8 604 161,0	9 354 960,6	10 166 958,5
Consommation	5 366 509,0	5 469 984,0	5 873 315,0	6 009 511,7	6 020 095,3	7 233 774,9	7 225 631,5	7 252 839,9	7 775 056,6	8 435 879,9
Secteur public	393 869,0	491 915,0	530 056,6	635 986,6	526 395,3	861 087,2	695 077,2	1 253 939,1	1 409 943,7	1 458 554,2
Secteur privé	4 972 640,0	4 978 069,0	5 343 258,4	5 373 525,0	5 493 700,0	6 372 687,6	6 530 554,3	5 998 900,8	6 365 112,8	6 977 325,7
Investissements bruts	667 928,0	792 386,0	889 534,2	946 298,5	1 570 548,5	1 897 812,6	2 315 503,9	1 351 321,1	1 579 904,1	1 731 078,6
FBCF	662 043,0	788 588,0	885 584,3	942 261,7	1 566 346,1	1 892 032,6	2 306 491,7	1 336 090,5	1 563 639,0	1 731 078,6
Secteur public	149 096,0	197 624,0	221 931,8	236 135,4	432 150,2	364 502,1	296 219,2	464 882,5	484 473,8	536 352,8
Secteur privé	512 947,0	590 964,0	663 652,6	706 126,3	1 134 196,0	1 527 530,5	2 010 272,5	871 208,0	1 079 165,2	1 194 725,7
Variation des stocks	5 885,0	3 798,0	3 949,9	4 036,8	4 202,3	5 779,9	9 012,1	15 230,6	16 265,1	0,0
Demande extérieure nette	-364 372,0	-290 602,0	-417 279,8	-215 172,3	-657 556,3	-1 705 714,0	-1 604 740,2	-105 297,0	-135 264,8	-74 362,1
Exportations de biens et services	1 300 950,1	1 179 092,0	1 494 263,3	1 564 269,5	1 458 217,6	1 133 973,2	1 315 926,0	2 500 248,4	2 790 007,3	2 870 766,6
Exportations des biens	1 136 472,5	1 011 549,6	1 281 936,8	1 341 995,5	1 245 764,3	1 059 717,7	1 152 845,2	2 382 639,0	2 697 752,9	2 795 007,2
Produits miniers	987 097,8	777 586,8	872 368,5	945 322,7	877 535,9	887 788,8	992 433,2	2 072 358,9	2 182 492,6	2 605 988,9
Autres produits	149 374,7	233 962,8	409 568,3	396 672,9	368 228,4	171 928,9	160 412,0	310 280,2	515 260,3	189 018,2
Exportations des services	164 477,6	167 542,4	212 326,5	222 274,0	212 453,4	74 255,5	163 080,8	117 609,4	92 254,5	75 759,4
Importations de biens et services	1 665 322,1	1 469 694,0	1 911 543,1	1 779 441,8	2 115 774,0	2 839 687,2	2 920 666,3	2 605 545,4	2 925 272,1	2 945 128,7
Importations des biens	1 474 037,9	1 293 427,3	1 725 406,6	1 607 108,6	1 744 114,5	2 268 701,4	2 349 771,6	2 166 371,6	2 469 700,3	2 516 125,7
Consommations	990 633,1	687 123,8	639 170,7	609 094,2	431 935,6	350 762,7	487 290,1	429 529,8	528 971,4	662 291,3
Equipements	425 418,4	539 670,6	1 030 268,2	925 694,6	1 147 953,5	1 625 313,2	361 361,4	775 230,8	1 628 646,3	1 572 715,7
Intermédiaires	57 986,4	66 632,9	55 967,7	72 319,9	164 225,4	292 625,6	1 501 120,0	961 611,1	312 082,6	281 118,7
Importations des services	191 284,2	176 266,7	186 136,5	172 333,2	371 659,5	570 985,7	570 894,7	439 173,8	455 571,8	429 003,0
Produit Intérieur Brut	5 670 065,0	5 971 768,0	6 345 569,5	6 740 637,9	6 933 087,5	7 425 873,5	7 936 395,2	8 498 864,0	9 219 695,8	10 092 596,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

Tableau I.17 Compte des opérations courantes de l'Etat
(en millions de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	2014 (p)
EMPLOIS:										
Consommation publique	393 869,0	632 295,0	747 533,7	792 650,9	1 692 459,2	2 312 825,2	2 559 922,2	3 491 075,7	3 770 361,8	3 954 177,1
Frais du personnel	142 242,1	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8
Consommation de biens et services	251 627,0	436 955,5	446 547,7	331 350,6	1 151 035,4	1 708 555,1	1 498 752,2	2 234 940,7	2 360 615,4	2 376 296,3
Transferts courants à l'extérieur	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	494 807,1
Subventions d'exploitation aux Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts aux ménages	6 566,0	6 202,9	17 825,4	23 866,0	5 667,9	50 381,9	52 181,5	49 003,2	57 246,8	27 916,4
Transferts à l'extérieur	439,7	537,4	1 627,1	8 729,5	2 813,7	17 532,8	21 554,7	25 659,1	29 975,6	14 617,6
Intérêts de la dette publique	48 051,2	95 304,5	39 145,6	63 966,2	22 420,0	60 800,2	222 997,4	224 346,5	262 087,3	127 806,6
Autres transferts (n.d.a)	37 702,4	123 426,0	263 064,5	307 166,1	213 606,4	636 946,5	640 636,0	569 555,0	665 368,8	324 466,5
Prestations de la Sécurité Sociale	21 073,4	21 545,2	22 017,1	25 800,1	35 686,5	30 979,7	37 859,8	33 501,4	31 903,1	31 903,1
Epargne de l'Etat	299 028,1	185 232,6	300 775,8	625 618,5	601 769,1	-81 130,3	848 705,3	915 061,9	677 684,6	1 646 228,7
TOTAL	806 729,9	1 064 543,6	1 391 989,3	1 860 683,1	2 574 422,7	3 028 336,0	4 383 856,9	5 308 202,9	5 494 628,0	6 127 116,1
RESSOURCES:										
Recettes ordinaires	322 787,2	464 582,4	588 169,0	841 783,8	1 139 888,0	1 437 339,2	2 085 442,4	2 753 315,0	3 252 108,1	3 134 401,2
Cessions de biens et services (1)	37 371,4	122 253,1	172 616,5	153 431,7	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	789 945,8
Impôts directs	171 091,0	183 973,6	239 668,3	373 458,6	440 936,8	577 742,7	801 498,8	1 082 109,7	1 433 154,5	1 433 154,5
Impôts indirects	57 393,4	131 826,7	168 316,1	305 990,1	343 989,9	494 669,7	613 412,8	746 086,7	911 300,9	911 300,9
Intérêts et dividendes	5 287,3	6 231,0	7 174,7	8 118,5	11 229,4	11,6	11 913,3	6,0	0,0	0,0
Autres recettes ordinaires (2)	51 644,2	20 297,9	393,4	784,9	164 863,7	70 490,5	167 079,9	177 283,5	117 706,9	-
Transferts courants de l'extérieur	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 927 908,6
Cotisations à la Sécurité Sociale	36 859,5	36 859,5	36 859,5	43 481,7	60 143,5	61 947,8	63 806,2	63 806,2	63 806,2	64 806,2
TOTAL	806 729,9	1 064 543,6	1 391 989,3	1 860 683,1	2 574 422,7	3 028 336,0	4 383 856,9	5 308 202,9	5 494 628,0	6 127 116,1

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales

(2) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I.18 Compte des opérations courantes de l'Etat

(en millions de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	2014 (p)
EMPLOIS:										
Consommation publique	393 869,0	632 295,0	747 533,7	792 650,9	1 692 459,2	2 312 825,2	2 559 922,2	3 491 075,7	3 770 361,8	3 954 177,1
Frais du personnel	142 242,1	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8
Consommation de biens et services	251 627,0	436 955,5	446 547,7	331 350,6	1 151 035,4	1 708 555,1	1 498 752,2	2 234 940,7	2 360 615,4	2 376 296,3
Transferts courants à l'extérieur	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	494 807,1
Subventions d'exploitation aux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises	-	-	-	12 885,8	-	-	-	-	-	-
Transferts aux ménages	6 566,0	6 202,9	17 825,4	23 866,0	5 667,9	50 381,9	52 181,5	49 003,2	57 246,8	27 916,4
Transferts à l'extérieur	439,7	537,4	1 627,1	8 729,5	2 813,7	17 532,8	21 554,7	25 659,1	29 975,6	14 617,6
Intérêts de la dette publique	48 051,2	95 304,5	39 145,6	63 966,2	22 420,0	60 800,2	222 997,4	224 346,5	262 087,3	127 806,6
Autres transferts (n.d.a)	37 702,4	123 426,0	263 064,5	307 166,1	213 606,4	636 946,5	640 636,0	569 555,0	665 368,8	324 466,5
Prestations de la Sécurité Sociale	21 073,4	21 545,2	22 017,1	25 800,1	35 686,5	30 979,7	37 859,8	33 501,4	31 903,1	31 903,1
Epargne de l'Etat	299 028,1	185 232,6	300 775,8	625 618,5	601 769,1	-81 130,3	848 705,3	915 061,9	677 684,6	1 646 228,7
TOTAL	806 729,9	1 064 543,6	1 391 989,3	1 860 683,1	2 574 422,7	3 028 336,0	4 383 856,9	5 308 202,9	5 494 628,0	6 127 116,1
RESSOURCES:										
Recettes ordinaires	322 787,2	464 582,4	588 169,0	841 783,8	1 139 888,0	1 437 339,2	2 085 442,4	2 753 315,0	3 252 108,1	3 134 401,2
Cessions de biens et services (1)	37 371,4	122 253,1	172 616,5	153 431,7	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	789 945,8
Impôts directs	171 091,0	183 973,6	239 666,3	373 458,6	440 936,8	577 742,7	801 498,8	1 082 109,7	1 433 154,5	1 433 154,5
Impôts indirects	57 393,4	131 826,7	168 316,1	305 990,1	343 989,9	494 669,7	613 412,8	746 086,7	911 300,9	911 300,9
Intérêts et dividendes	5 287,3	6 231,0	7 174,7	8 118,5	11 229,4	11,6	11 913,3	6,0	0,0	0,0
Autres recettes ordinaires (2)	51 644,2	20 297,9	393,4	784,9	164 863,7	70 490,5	167 079,9	177 283,5	117 706,9	-
Transferts courants de l'extérieur	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 927 908,6
Cotisations à la Sécurité Sociale	36 859,5	36 859,5	36 859,5	43 481,7	60 143,5	61 947,8	63 806,2	63 806,2	63 806,2	64 806,2
TOTAL	806 729,9	1 064 543,6	1 391 989,3	1 860 683,1	2 574 422,7	3 028 336,0	4 383 856,9	5 308 202,9	5 494 628,0	6 127 116,1

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales

(2) Il s'agit de recettes diverses.

Tableau I.19 Compte de capital et financier de l'Etat
(en millions de CDF à prix courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	2014 (p)
EMPLOIS:										
Formation brute de capital	149 096,0	249 305,0	347 884,2	451 952,4	607 148,5	988 490,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 127 320,8
Sur ressources intérieures	44 516,6	77 306,5	107 874,8	140 145,1	188 269,7	481 939,4	333 133,3	337 970,0	715 213,6	811 204,1
Sur ressources extérieures	104 579,4	171 998,5	240 009,4	311 807,3	418 878,8	506 550,8	881 412,8	818 574,9	1 160 379,5	1 316 116,8
Transferts de capital	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	7 137,8	8 137,8
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	7 137,8	8 137,8
Capacité(+)/Besoins(-) de financement	569 733,5	428 156,9	693 529,3	1 083 401,8	1 185 967,3	389 043,9	1 029 318,3	1 888 836,0	973 667,5	2 438 678,7
TOTAL	746 111,2	748 334,3	1 067 736,6	1 601 036,1	1 976 160,4	1 447 918,7	3 083 313,6	3 406 143,5	2 856 398,3	4 574 137,3
RESSOURCES:	0,0	0,0								
Epargne	299 028,1	185 232,6	300 775,8	625 618,5	601 769,1	-81 130,3	848 705,3	915 061,9	677 684,6	1 646 228,7
Transferts en capital reçus par l'Etat	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 927 908,6
TOTAL	746 111,2	748 334,3	1 067 736,6	1 601 036,1	1 976 160,4	1 447 918,7	3 083 313,6	3 406 143,5	2 856 398,3	4 574 137,3

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.20 Formation brute de capital fixe

(en millions de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)	2014 (p)
Par agent :										
Ménages	512 947,0	737 729,0	829 438,9	737 391,5	1 581 476,6	1 320 742,7	1 548 887,4	2 058 579,6	2 734 063,9	2 829 809,8
Administrations publiques	149 096,0	249 305,0	347 884,2	451 952,4	607 148,5	988 490,2	1 214 546,1	1 156 544,9	1 875 593,0	2 127 320,8
Total	662 043,0	987 034,0	1 177 323,1	1 189 343,8	2 188 625,1	2 309 233,0	2 763 433,5	3 215 124,6	4 609 657,0	4 957 130,6
Par type de biens d'investissement :										
Matériels d'équipement	68 852,5	101 664,5	121 476,7	122 717,0	225 823,3	238 267,6	1 226 964,5	1 427 515,3	2 037 941,1	2 191 560,1
Bâtiments et travaux publics	458 663,4	685 001,6	818 493,3	826 850,3	1 521 566,2	1 605 414,7	983 782,3	1 144 584,3	1 654 742,1	1 779 475,7
Projets administratifs	132 408,6	198 097,7	234 640,5	237 036,2	436 193,0	460 230,1	546 370,3	635 676,1	905 187,0	973 419,5
Cheptels	2 118,5	2 270,2	2 712,6	2 740,3	5 042,6	5 320,5	6 316,4	7 348,8	11 786,8	12 675,3
Total	662 043,0	987 034,0	1 177 323,1	1 189 343,8	2 188 625,1	2 309 233,0	2 763 433,5	3 215 124,6	4 609 657,0	4 957 130,6

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.21 Compte extérieur de l'économie
(en millions de CDF courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013(p)	2014(p)
1. Exportations de biens et services	2 745 891,4	3 137 626,4	6 540 374,4	7 697 855,8	5 021 005,3	8 866 530,0	10 211 300,0	9 031 062,3	11 176 308,8	12 257 997,4
2. Importations de biens et services	3 514 964,5	3 797 501,8	6 874 864,1	8 825 428,2	6 766 040,6	10 705 247,7	11 804 884,2	11 008 777,3	12 418 706,1	13 342 593,9
Solde sur biens et services	-769 073,1	-659 875,4	-334 489,8	-1 127 572,4	-1 745 035,3	-1 838 717,7	-1 593 584,2	-1 977 715,0	-1 242 397,3	-1 084 596,5
3. Rémunérations des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-2 576,1	6 244,0
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 607 055,0	-2 822 419,8
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	2 239 793,8
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	-533 551,0	-536 094,2	-230 956,4	-1 083 910,5	-1 243 331,6	-2 023 067,4	-1 305 799,3	-1 318 263,5	-2 687 993,2	-1 660 978,6
6. Transferts nets en capital	-43 238,1	38 286,7	-1 908,6	62 080,0	114 024,2	144 483,2	900 365,1	453 847,3	80 049,5	1 508,7
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	-99 723,5	100 679,3	-125 290,3	96 580,4	-593 267,0	159 442,4	540 757,3	350 099,8	445 428,6	397 764,2
8. Achat d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000,0
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	124 192,4	-88 045,5	-39 032,0	122 887,8	-371 733,0	-25 505,8	291 403,7	132 949,0	212 176,3	172 562,7
Total du financement net	124 192,4	-88 045,5	-39 032,0	122 887,8	-371 733,0	-25 505,8	291 403,7	132 949,0	212 176,3	173 562,7

Source: Banque Centrale du Congo.

**Tableau I.22 Evolution des indices d'activité économique
et des prix à la consommation des ménages**
(base 2009 = 100)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ()
I. VOLUME DE PRODUCTION										
1. Production agricole, forêt, élevage, chasse et pêche	88,5	119,7	128,1	111,4	100,0	103,6	101,8	104,8	106,0	110,9
2. Production agricole	98,6	124,5	130,0	117,2	100,0	102,8	99,8	102,7	102,9	106,5
3. Production agricole vivrière	96,7	200,9	240,8	176,8	100,0	105,8	107,5	109,3	109,1	116,7
4. Production agricole de rente	99,2	101,1	96,0	98,9	100,0	101,9	97,4	100,7	100,9	103,4
5. Sylviculture	48,3	100,2	120,1	88,1	100,0	106,8	110,0	113,3	118,6	128,2
6. Elevage, pêche et chasse	51,5	107,3	128,8	94,4	100,0	106,8	109,9	113,1	117,7	127,4
7. Extraction	41,0	49,4	54,7	93,8	100,0	148,7	151,4	158,4	181,0	200,5
8. Extraction des métaux non ferreux	20,2	30,4	32,6	90,6	100,0	166,8	168,9	174,4	209,7	231,4
9. Autres produits d'extraction	86,2	90,8	102,6	100,8	100,0	109,5	113,3	123,6	118,8	133,5
10. Production de pétrole brut	102,6	95,6	90,6	105,6	100,0	82,0	74,8	87,7	80,6	83,0
11. Production manufacturière	130,7	130,3	133,7	139,7	100,0	103,8	108,7	117,7	123,96	110,02
12. Production industries alimentaires, boissons et tabacs	104,7	102,2	104,1	104,0	100,0	105,6	108,4	116,5	120,3	124,0
13. Production d'autres industries manufacturières	167,2	172,2	160,3	148,8	100,0	101,4	107,3	118,2	127,0	119,5
14. Production de ciment	113,3	115,0	115,2	89,3	100,0	106,4	99,2	90,7	97,60	71,51
15. Production d'eau	83,6	86,0	88,7	89,8	100,0	103,7	101,5	99,3	101,61	108,22
16. Production d'électricité	113,0	105,6	112,7	104,2	100,0	89,6	87,6	92,5	105,51	115,39
II. VOLUME DE CONSOMMATION										
1. Consommation d'eau	87,6	92,3	90,9	95,3	100,0	102,3	108,0	109,0	107,35	109,47
2. Consommation intérieure d'électricité	104,4	74,8	83,7	91,7	100,0	101,1	120,3	124,2	117,77	126,51
3. Consommation intérieure de ciment	107,7	119,4	123,6	97,0	100,0	110,7	108,3	101,1	97,99	75,35
4. Consommation des produits pétroliers	75,5	80,8	88,5	99,4	100,0	106,6	135,3	142,2	140,60	134,29
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT										
1. Manutention dans les principaux ports	79,0	83,2	88,9	95,9	100,0	99,5	114,4	103,5	117,30	124,18
2. Trafic des marchandises et des personnes	48,2	57,1	68,4	82,3	100,0	117,6	134,6	153,9	155,63	168,41
IV. PRIX										
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	50,7	60,3	66,7	86,0	100,0	127,8	151,7	163,2	165,3	167,0
2. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, B.C.C., ⁽¹⁾	37,5	46,5	51,1	65,2	100,0	82,0	94,6	100,0	101,8	103,3
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES ⁽²⁾	39,8	46,1	61,8	77,6	100,0	120,0	137,7	153,5	172,0	190,6
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES ⁽²⁾	44,3	50,8	58,0	75,1	100,0	127,0	153,1	166,8	192,5	216,6
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ	34,2	36,7	48,4	72,2	100,0	115,9	-	-	-	-
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	74,6	87,9	95,2	133,6	100,0	105,6	147,0	148,2	144,3	132,0
V. Indice de volume du P.I.B. ⁽³⁾	37,5	44,8	57,3	73,3	100,0	129,4	157,3	178,5	199,0	220,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2010, base 100=2012.

(2) Il s'agit de l'indice moyen annuel.

(3) Calculé sur base du PIB constant aux prix de 2005.

**Tableau I.23 Importation et estimation de la production commercialisée
de principaux produits alimentaires**

(en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Production commercialisée:										
Manioc en cossettes	16 414	14 989	15 004	15 019	15 034	15 049	15 065	15 080	15 083	15 087
Tubercules ⁽¹⁾	435	489	417	422	427	427	429	442	443	445
Bananes plantains	534	488	489	490	490	432	407	493	494	495
Mais	1 269	1 155	1 156	1 156	1 156	1 156	1 157	1 157	1 160	1 163
Riz	346	456	516	317	317	317	318	318	319	320
Pois et haricots	194	201	208	216	223	231	239	249	249	250
Poissons frais	67	69	71	73	76	78	79	81	81	82
Viande	51	65	73	75	77	80	82	89	90	90
Légumes ⁽²⁾	93	87	88	90	93	96	99	102	102	105
Fruits ⁽³⁾	399	405	420	433	446	1 221	2 316	2 105	2 110	2 115
Importations:										
Mais	3,3	2,8	3	3	3,2	3,3	3,4	3,8	4	4
Riz	179	180	186	202	209	215	222	228	229	230
Poissons salés et fumés	5	5,4	6	6	6	6	7	7	7	7
Viande et abats	8	9	10	11	11	11	12	12	12	13
Blé	178	203	219	238	245	253	261	269	269	270

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de la DGDA.

1) Patates douces, pommes de terre et ignames.

2) Feuilles de manioc, piments et poivre.

3) Tomates, bananes douces et autres fruits.

Tableau I.24 Culture vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
I. CULTURES VIVRIERES										
Céréales										
Maïs grains	1 320	1 401	1 488	1 580	1 678	1 782	1 893	1 938	1 986	2 035
Riz paddy	489	553	627	709	803	755	709	645	811	1 020
Millet & sorgho	43	43	43	44	44	45	45	46	46	46
Blé & orge	25	30	22	25	30	31	32	33	30	35
Racines et tubercules										
Manioc tubercules	27 235	27 997	28 780	29 585	30 413	31 264	32 139	33 033	33 938	34 868
Patate douce	373	384	394	405	417	428	440	453	465	478
Taro	65	65	65	66	66	66	66	66	68	68
Pomme de terre	91	92	93	94	94	95	96	98	99	100
Oignons, ails...	71	148	178	130	148	158	163	168	175	190
Igname	81	83	85	87	89	91	93	95	98	100
Légumes et légumineuses										
Haricots	193	200	207	214	222	230	238	247	248	249
Vandzou	8	9	9	9	9	10	10	10	10	11
Feuilles de manioc	406	845	1 014	744	845	927	955	983	1 002	1 053
Tomates	64	133	160	117	133	141	145	150	158	169
Piments et poivre	44	92	110	81	92	100	103	106	109	120
Autres légumes	129	270	323	237	270	293	302	311	319	352
Oléagineux										
Arachides	353	360	367	375	382	390	397	405	413	422
Soja	14	15	16	17	18	19	20	20	20	21
Noix de palme (palmier à huile)	1 515	3 156	3 787	2 777	3 156	3 487	3 592	3 699	3 739	4 184
Autres oléagineux	48	101	121	89	101	115	118	122	136	142
Fruits										
Bananes plantains	468	608	791	1 028	1 336	1 737	2 258	2 935	3 815	4 960
Bananes douces	650	668	687	706	726	746	767	789	810	832
Autres fruits	686	692	698	703	709	715	722	728	734	741
II. ELEVAGE										
Bovins (en milliers de têtes)	594	630	667	707	750	795	842	893	947	1 003
Ovins (en milliers de têtes)	900	900	901	902	903	904	905	906	907	908
Caprins (en milliers de têtes)	4 022	4 028	4 034	4 040	4 046	4 052	4 058	4 064	4 070	4 074
Porcins (en milliers de têtes)	959	962	966	970	974	977	981	985	988	993
Volailles (en milliers de têtes)	19 769	19 828	19 888	19 948	20 007	20 067	20 128	20 188	20 249	20 309
Oeufs (en millions d'oeufs)	794	953	956	958	961	964	967	967	968	968
Lait (en millions de litres)	30	62	74	54	62	68	70	72	73	82
III. SYLVICULTURE										
Bois de chauffage (en m ³)	31 996	66 659	79 991	58 660	66 659	70 991	73 121	75 314	78 980	85 189
Charbon de bois (en m ³)	1 231	2 565	3 078	2 257	2 565	2 778	2 861	2 947	3 039	3 334
IV. PECHE ET CHASSE										
Poissons frais	185	385	462	339	385	405	417	430	456	486
Gibier	128	267	320	235	267	290	299	308	316	348

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.25 Production agro-industrielle
(en tonnes, sauf indication contraire)

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PLANTES STIMULANTES										
Café robusta	31 990	31 960	31 930	31 900	31 870	31 840	26 271	26 243	25 535	30 115
exportations	4 309	3 666	7 477	7 453	4 506	3 836	3 165	3 161	3 490	4 115
Café arabica	5 118	5 916	5 109	5 104	5 099	6 447	5 184	5 744	5 742	7 028
exportations	3 883	4 489	4 501	4 693	4 564	5 771	4 640	5 141	5 140	6 291
Cacao	5 630	5 590	5 550	5 510	5 470	5 431	4 616	5 353	5 314	4 122
exportations	1 289	950	990	55	57	44	38	585	379	294
Thé	1 570	1 378	1 980	2 220	2 490	2 479	2 615	3 508	3 933	4 331
Tabac	4 053	4 184	4 058	3 937	3 819	3 704	3 593	3 485	3 381	3 279
BOIS										
Grumes (m³)	391 321	380 238	401 065	264 568	238 111	451 167	406 700	412 831	414 604	520 513
exportations	117 845	150 505	213 308	140 711	107 415	203 528	183 468	186 234	187 034	234 811
OLEAGINEUX ⁽¹⁾	25 223	20 931	24 467	16 478	25 659	7 825	10 485	8 487	11 278	15 497
Huile de palme	17 531	13 024	16 110	7 926	5 908	6 621	8 872	7 181	9 543	13 113
Huile de palmistes	177	212	403	574	589	583	666	1 988	1 586	2 099
exportations	111	128	253	361	370	366	418	1 249	996	1 319
Tourteaux de palmistes	7 515	7 694	7 954	8 348	8 566	8 887	9 170	9 488	9 803	10 136
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES										
Coton-fibres	6 401	6 034	5 663	4 917	4 543	4 171	3 841	3 532	3 250	2 990
Huile de coton	86	81	76	67	62	57	53	49	46	42
Tourteaux de coton	480	452	425	370	343	315	291	268	247	228
Fibres Urena-Punga	2 861	2 228	1 706	580	45	45	6	4	1	0
PLANTES MEDICINALES										
Quinquina	4 743	4 352	4 198	3 674	3 471	3 209	3 000	2 790	2 595	2 413
exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC										
Caoutchouc	9 762	5 721	11 687	11 326	11 326	4 250	3 179	3 045	1 771	1 133
exportations	5 578	3 269	6 678	6 472	2 594	2 429	1 817	1 740	1 012	647
PLANTES INSECTICIDES										
Pyrèthre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES										
Canne à sucre	1 821 129	1 887 546	1 694 395	1 793 412	1 827 140	1 881 954	1 938 412	1 996 565	2 056 462	2 118 156

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.

(1) Production exportée.

Tableau I.26 Production minière et des hydrocarbures

Produits	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Cuivre	tonnes	26 389	99 121	235 742	335 066	309 181	497 537	499 198	619 942	919 588	1 065 744
dont : - Gécamines	tonnes	16 055	24 201	23 025	23 475	13 274	20 015	17 287	36 452	158 960	127 950
- Autres Sociétés	tonnes	10 334	74 920	212 717	311 591	295 907	477 522	481 911	583 490	760 628	937 794
Zinc	tonnes	15 110	33 784	11 925	15 465	19 636	9 223	14 758	10 572	12 114	12 737
dont : - Gécamines	tonnes	5 671	12 837	11 925	13 523	12 848	9 223	14 758	10 572	12 114	12 737
- Autres Sociétés	tonnes	9 439	20 947	-	1 942	6 788	-	-	-	-	-
Cobalt	tonnes	8 234	15 384	41 464	42 461	56 258	97 693	99 475	86 433	76 517	76 475
dont : - Gécamines	tonnes	934	738	730	314	456	877	715	1 522	2 263	2 285
- Autres Sociétés	tonnes	7 300	14 646	40 734	42 147	55 802	96 816	98 760	84 911	74 254	74 190
Or fin ⁽¹⁾	kilos	2 244	254	122	150	220	178	414	4 529	6 112	23 539
Diamant	milliers de carats	32 214	28 949	28 270	20 947	17 880	16 963	18 598	20 156,6	17 552	16 699
dont : - MIBA	milliers de carats	5 375	2 803	973	781	904	841	923	934	899	244
- Sengamines & autres ind.	milliers de carats	-	111	74	20	104	72	74	69	-	-
- Artisanal	milliers de carats	26 839	26 035	27 223	20 146	16 871	16 051	17 601	19 154	16 653	16 455
Cassitérite	tonnes	8 950	7 803	14 694	19 719	15 512	16 963	18 598	18 981	6 231	7 445
Wolframite	tonnes	485	1 222	1 194	715	352	77	45	71	115	24
Colombo-tantalite (coltan)	tonnes	152	299	393	630	464	279	383	586	500	504
Pétrole brut	milliers de barils	9 216	9 009	8 816	8 365	9 382	8 628	8 558	8 545	8 351	8 355
Indice de la production minière et hydrocarbure	2009 = 100	23	30	33	82	100	156	158	164	189	253

Sources : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris la production artisanale.

Tableau I.27 Principales productions manufacturières

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014(p)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS											
Industries alimentaires :											
Lait pasteurisé	10 ³ litres	61	61,8	74	54	62	68	70	72	74	77
Farine de maïs	tonnes	13 867	14 331,7	14 762	15 204	15 661	16 130	16 614	17 113	17 626	18 155
Farine de froment	tonnes	184 100	185 738,0	179 070	196 152	193 652	173 450	160 441	155 502	193 526	195 043
Riz décortiqué	tonnes	178	168,0	173	178	184	189	195	201	207	213
Sucre	tonnes	88 950	90 792,0	93 516	96 321	99 211	102 187	105 253	108 410	111 663	115 013
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	161	164,0	169	174	179	185	190	196	202	208
Pain	tonnes	143 054	145 231,0	149 588	177 067	183 265	189 679	196 318	203 189	210 300	217 661
Graisses et huiles de table	tonnes	1 201	1 227,0	1 264	1 302	1 341	1 381	1 422	1 465	1 509	1 554
Huiles de palme	tonnes	17 531	13 024,0	16 110	16 593	17 091	6 621	8 872	7 181	9 543	9 543
Margarine	tonnes	635	593,0	611	629	648	667	687	708	729	751
Aliments pour animaux	tonnes	22 427	21 768,0	22 421	23 094	23 786	24 500	25 235	25 992	26 772	27 575
Pêche lacustre	tonnes	875	845,4	871	897	924	952	980	1 009	1 040	1 071
Industries des boissons :											
Bières	10 ³ d'hl	2 272	2 617,2	2 951	3 321	3 575	3 911	4 118	4 663	4 838	5 089
Limonades et eaux gazeuses	10 ³ d'hl	1 037	1 245,0	1 303	1 554	1 795	1 831	1 957	2 109	2 044	2 210
Boissons alcooliques	hl	4 240	4 356,0	4 487	4 621	4 945	5 291	5 661	6 058	6 482	6 935
Industries du tabac :											
Cigarettes	10 ⁶ d'unités	3 228	3 333	3 446	3 705	3 213	3 563	3 833	4 424	4 283	5 667
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES											
Industries de tissu, confection et bonneterie :											
Bonneterie	10 ³ de pièces	98	80,0	82	80	78	75	73	71	69	67
Couvertures	10 ³ de pièces	15	12,0	12	6						
Sacs	10 ³ de pièces	5 314	5 287,0	5 446	4 356	3 485	2 788	2 231	1 784	1 428	1 142
Toiles d'emballages	milliers de m	11	11,0	11	9	9	10	10	10	10	11
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m ²	1 079	620,2	267	140	140	141	142	142	143	144
Tissus imprimés	milliers de m ²	8 514	6 382,2	5 616	2 808	1 404	702	351	176	88	44
Tissus polyester	milliers de m ²	478	1 406,0	1 237	619	309	155	77	39	19	10
Filatures	tonnes	372	299,4	209	167	134	107	86	68	55	44
Industries des chaussures et cuirs :											
Chaussures	10 ³ de paires	58 778	35 297,0	21 178	12 707	7 624	4 574	2 745	1 647	988	593
Industries de la chimie de consommation :											
Savons	tonnes	21 316	7 970,3	8 209	8 456	8 709	8 971	9 240	9 517	9 802	10 097
Peintures, vernis, émaux	tonnes	117	38 290,0	39 439	40 622	41 841	43 096	44 389	45 720	47 092	48 505
Allumettes	cartons	117 287	121 144,2	124 779	128 522	132 378	136 349	140 439	144 653	148 992	153 462
Explosifs	tonnes	28	26,0	27	22	17	14	11	9	7	6
Acétylène	kilos	12 568	4 934,0	8 087	11 754	8 723	8 996	7 784	7 372	6 659	6 164
Oxygène	10 ³ de m ³	63	48,3	15	23	16	16	13	12	10	9
Chaux	kilos	25 135	12 140,0	8 994	16 600	4 560	4 423	1 878	1 317	668	415
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés :											
Lubrifiants	litres	394 998	412 797,8	425 182	437 937	451 075	464 608	478 546	492 902	507 689	522 920
Industries du plastique :											
Pneus pour automobiles	10 ³ de pièces	50	45,0	50	55	61	68	75	83	92	102
Casiers et bacs de 32 litres	10 ³ de pièces	95	86,5	103	124	148	177	211	252	301	360
Divers articles plastiques	10 ³ de pièces	2 120	2 290,8	2 359	2 430	2 503	2 578	2 656	2 735	2 817	2 902
Industries des fabrications métalliques légères :											
Articles galvanisés	10 ³ de pièces	82	78,7	88	98	110	123	138	154	173	193
Machettes et houes	10 ³ de pièces	167	171,8	161	166	171	176	182	187	193	199
Pelles et bêches	10 ³ de pièces	23	23,0	22	23	24	24	25	26	27	28
Tôles galvanisées	10 ³ de pièces	306	314,0	323	333	343	353	364	375	386	398
Articles de ménage en aluminium	tonnes	49	49,5	51	53	54	56	57	59	61	63
Valises et malles	pièces	127	129,5	133	137	141	144	148	153	157	161
Bouchons couronnes	10 ⁶ de pièces	545	599,8	618	636	655	675	695	716	738	760
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction :											
Imprimés	10 ³ de pièces	338	315,0	329	344	360	376	393	411	430	449
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton											
Papiers et cartons	tonnes	419	433,8	447	460	474	488	503	518	534	550
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	54 554	61 645,0	63 494	65 399	67 361	69 382	71 463	73 607	75 816	78 090

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.28 Principales productions manufacturières

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (suite)											
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	403,4	393,2	385,6	403,0	407,0	411,1	415,2	419,3	423,5	427,8
Chaudronnerie	tonnes	217,3	240,9	178,1	231,7	232,9	234,0	235,2	236,4	237,6	238,8
Fonderie fonte et acier	tonnes	109,7	104,0	109,7	104,0	109,7	104,0	104,0	101,2	103,4	106,7
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	4,9	4,5	4,6	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	3,6	3,5
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	28,0	32,0	27,4	21,9	24,0	24,7	26,2	34,0	36,1	41,0
Constructions navales	pièces	2,9	4,0	4,0	3,0	5,0	3,0	3,0	8,0	11,0	19,0
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10 ³ de tonnes	499,0	519,2	530,2	411,21	460,34	489,75	457,76	417,71	449,28	329,21
Ciment métallurgique	10 ³ de tonnes	11,9	11,1	8,7	-	-	-	-	-	-	-
Produits en béton	tonnes	931,4	991,6	1 052,2	1 105,5	1 154,8	1 197,5	1 246,2	1 294,7	1 346,2	1 399,1
Carrelages	milliers de m ²	17,6	19,1	20,1	21,1	22,6	22,6	23,3	23,7	25,2	27,1
Fibro-ciment	milliers de m ²	148,6	160,3	165,3	175,8	186,2	194,4	204,5	214,3	224,9	235,9
Concassés	10 ³ de tonnes	337,6	437,9	549,7	581,2	633,2	692,1	700,3	356,9	361,2	285,1
Bouteilles	10 ³ de pièces	19 077,4	18 041,6	18 588,1	18 779,5	17 642,2	17 894,0	17 458,9	17 982,7	18 522,2	19 077,8
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m ³	3 114,0	3 780,0	2 867,2	3 377,1	3 542,9	3 649,2	3 792,6	3 924,3	4 069,4	4 215,3
Contreplaqués	m ³	624,0	715,0	591,3	659,8	683,0	703,5	726,4	749,1	773,0	797,4
Bois sciés	m ³	30 062,0	25 253,0	35 958,9	46 649,6	40 538,13	24 950,88	33 430,63	33 943,00	39 980,97	40 370,59
Placages	m ³	7 764,0	6 524,0	4 179,0	3 343,2	-	-	-	-	-	-
Matelas	10 ⁶ de pièces	2 864,7	3 071,7	3 141,4	3 235,6	3 332,7	3 432,7	3 535,6	3 641,7	3 751,0	3 863,5
Stylo à billes	10 ³ de pièces	3 361,9	3 963,4	4 477,1	5 049,3	5 582,4	6 141,6	6 772,7	7 460,2	8 221,9	9 059,1
Menuiserie métallique	tonnes	54,0	60,0	61,8	61,8	63,7	65,6	67,5	69,6	71,6	73,8
Mobiliers métalliques	pièces	615,0	600,0	762,8	584,6	629,9	657,6	697,1	733,5	774,6	816,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.29 Indice de la production des industries manufacturières ⁽¹⁾

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
A. INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABACS	104,7	102,2	104,1	104,0	100,0	105,6	108,4	116,5	120,3	124,0
Produits alimentaires	108,2	94,6	97,4	99,0	100,0	101,0	103,4	106,5	120,9	122,1
Boissons	102,0	105,7	105,1	95,4	100,0	102,3	100,2	103,3	114,5	123,9
Tabacs	100,5	103,7	107,3	115,3	100,0	110,9	119,3	137,7	86,7	30,3
B. AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	167,2	172,2	160,3	148,8	100,0	101,4	107,3	118,2	127,0	119,5
Confection et bonneterie, tissage et impression de tissu	446,2	393,4	277,8	166,7	100,0	60,0	87,8	86,8	85,1	86,9
Chaussures et cuirs	190,4	111,4	105,5	102,1	100,0	60,0	82,1	81,2	51,0	52,2
Chimie de consommation	92,3	94,2	97,0	100,0	100,0	100,0	108,1	108,6	108,9	79,0
Fabrication des produits pétroliers raffinés	87,6	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	106,1	109,3	112,6	115,9
Plastique	82,8	86,4	90,7	95,2	100,0	105,0	107,1	108,7	111,1	113,5
Fabrications métalliques légères	88,3	91,5	94,2	97,1	100,0	103,0	104,8	105,6	108,0	110,3
Edition, imprimerie et reproduction	92,6	86,4	90,7	95,2	100,0	103,0	127,3	131,8	136,4	141,2
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	84,0	86,4	90,7	95,2	100,0	103,0	129,2	134,3	139,7	145,3
Fabrication métalliques lourdes	96,9	101,4	86,9	98,8	100,0	101,1	107,8	108,0	111,7	115,7
Matériel de transport	246,3	322,9	215,0	92,9	100,0	101,1	88,3	114,8	117,3	119,9
Minéraux non métalliques	89,1	91,5	94,3	97,1	100,0	103,0	93,7	93,9	105,6	118,8
Transformation de bois	235,8	200,6	174,4	115,1	100,0	86,9	170,0	173,4	180,0	186,8
Autres non classées ailleurs	84,7	93,4	98,1	99,0	100,0	101,0	102,8	103,9	106,5	109,2
C. INDICE GLOBAL	122,9	123,8	128,5	138,7	100,0	104,7	110,9	121,6	126,7	110,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) base 2009 = 100.

Tableau I.30 Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation des stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique ⁽¹⁾	Total production ciment	Exportation ⁽²⁾	Consommation locale ⁽³⁾	Total	
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	415 665	492 523	31 477
2006	529 233	2 020	531 253	80 820	460 592	541 412	-10 160
2007	530 196	...	530 196	56 439	476 909	533 347	-3 151
2008	411 212	...	411 212	33 408	374 112	407 520	3 692
2009	460 344	...	460 344	62 723	385 798	448 521	11 823
2010	489 745	...	489 745	58 519	427 242	485 761	3 984
2011	457 761	...	457 761	37 958	420 268	458 226	-465
2012	417 713	...	417 713	29 807	390 157	419 963	-2 250
2013	449 283	...	449 283	26 894	422 837	449 731	-448
2014 (p)	329 205	...	329 205	12 573	316 911	329 484	-279

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA).

(2) Uniquement ciment Portland normal.

(3) Y compris ciment métallurgique.

Tableau I.31 Consommation de produits pétroliers
(en m³)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Essence auto	209 545	224 298	250 655	259 856	266 914	300 674	338 792	346 520	342 690	327 305
Carburant aviation	198 928	254 565	210 400	184 070	168 998	182 002	181 155	187 736	185 673	177 338
Pétrole	13 139	11 277	6 504	9 840	16 676	9 374	10 909	10 852	10 731	10 250
Gasoil	232 175	251 075	280 220	340 507	332 898	345 425	497 887	532 282	526 452	502 817
Fuel oil	43 714	46 571	46 970	46 054	43 613	47 930	45 696	48 781	48 246	46 080
Huiles	1 988	2 430	1 809	3 239	3 122	3 161	2 107	3 206	3 174	3 031
Total	699 489	790 215	796 558	843 567	832 221	888 565	1 076 547	1 129 375	1 116 966	1 066 820

Source : SEP-Congo.

Tableau I.32 Production et consommation d'électricité par province
(en milliers de Mwh)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
I. Production brute ⁽¹⁾										
dont:										
centrales hydroélectriques	7 119	7 620	7 537	7 477	7 657	7 446	7 001	7 538	8 341	8 341
centrales thermiques	9	9	6	18	8	8	9	9	8	689
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	7 128	7 629	7 543	7 495	7 665	7 454	7 010	7 547	8 349	9 030
II. Consommation										
intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dont : ville de Kinshasa	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
haute tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasai Occidental	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
- Ajustements ⁽²⁾
Total	4 496	5 697	4 636	5 201	6 104	6 630	6 781	6 678	7 424	7 716
III. Exportations ⁽³⁾	1 394	1 190	1 359	1 560	415	583	228	262	476	476
IV. Importations et Achats locaux ⁽⁴⁾	21	22	17	16	19	21	21	19	19	19
V. Pertes ⁽⁵⁾	1 259	764	1 565	750	1 165	261	23	626	469	858

Source: Société Nationale d'Electricité.

(1) I = II + III - IV + V non compris les autoproducteurs.

(2) Conformément au tableau 26.

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.

(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.33 Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S.N.EL . (Electricité)		
	Production (en mios de m3)	Consommation (en mios de m3)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consommation (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
2005	228 401	134 078	457 678	7 128	4 496	374 611
2006	235 068	141 288	469 602	7 629	5 697	443 844
2007	242 341	139 181	481 526	7 543	4 636	374 611
2008	245 253	145 826	489 734	7 495	5 201	428 297
2009	273 179	153 036	498 082	7 665	6 104	439 906
2010	283 202	156 544	507 659	7 454	6 630	440 777
2011	277 246	165 273	517 236	7 010	6 781	483 712
2012	271 328	166 868	528 182	7 547	6 678	540 789
2013	277 564	165 451	522 709	8 349	7 424	596 691
2014 (p)	295 630	167 490	525 446	9 030	7 716	599 827

Sources : REGIDESO et SNEL.

(1): Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.34 Activité de principaux organismes de transport
(en millions d'unités)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Marchandises (tm)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	41,24	52,19	72,43	82,45	84,30	86,20	82,44	87,15	84,79	83,62
1. ONATRA	41,24	52,19	72,43	82,45	84,30	86,20	82,44	87,15	84,79	83,62
Voies fluviales	41,10	52,05	68,59	77,67	83,00	83,00	78,56	83,74	81,40	79,81
Bas-fleuve	0,14	0,14	3,83	4,78	1,30	3,20	3,88	3,41	3,39	3,80
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	53,60	153,89	154,27	149,85	86,60	84,00	96,23	88,95	89,73	91,64
1. S.N.C.C. ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Sud (OCS)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réseau Est (SFE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	53,60	153,89	154,27	149,85	86,60	84,00	96,23	88,95	89,73	91,64
III. TRANSPORT AERIEN	22,40	25,10	25,10	25,10	37,65	43,93	50,98	59,32	61,28	67,00
IV. TRANSPORT ROUTIER	1 597,04	1 870,93	2 338,20	2 928,27	3 739,40	4 490,40	5 143,62	6 021,26	6 035,07	6 516,94
Total général	1 714,28	2 102,11	2 589,99	3 185,67	3 947,95	4 704,52	5 373,28	6 256,67	6 270,87	6 759,19
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	3,90	0,16	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,23	0,22
1. ONATRA	3,90	0,16	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,23	0,22
Voies fluviales	1,70	0,13	0,22	0,23	0,22	0,23	0,23	0,23	0,19	0,18
Bas-fleuve	2,20	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	214,10	207,92	208,68	209,42	210,42	211,72	209,05	205,73	201,73	203,40
1. S.N.C.C.	142,60	143,60	143,60	144,60	145,60	145,60	142,61	141,61	139,61	141,27
Réseau Sud (OCS)	142,60	143,60	143,60	144,60	145,60	145,60	142,61	141,61	139,61	141,27
Réseau Est (SFE)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	71,50	64,32	65,08	64,82	64,82	66,12	66,44	64,13	62,13	62,13
Voie ferrée (CFMK)	8,00	0,82	1,58	1,32	1,32	1,32	1,32	-	-	-
T.U.K.	63,50	63,50	63,50	63,50	63,50	64,80	65,13	64,13	62,13	62,13
III. TRANSPORT AERIEN	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	391,40	489,25	550,41	649,79	750,12
IV. TRANSPORT ROUTIER	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	105,40	131,75	148,22	174,98	202,00
Total général	714,80	704,89	705,74	706,48	707,48	708,78	830,31	904,62	1 026,73	1 155,74
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	48,16	57,06	68,41	82,27	100,00	117,60	134,56	153,89	155,63	168,41

Source : Rapports des sociétés de Transport.

(1) Données indisponibles à partir de 2005.

Tableau I.35 Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Port de Matadi	1 823,0	1 871,6	1 991,3	2 116,6	2 256,6	2 226,7	2 792,2	2 653,0	2 694,5	2 911,1
Entrées	1 455,4	1 486,8	1 533,7	1 668,2	1 932,9	1 853,1	2 287,8	2 211,0	2 297,0	2 478,4
Sorties	367,6	384,8	457,7	448,4	323,7	373,6	504,4	442,0	397,5	432,7
Port public de Kinshasa	237,1	210,7	286,9	346,2	331,8	368,2	276,1	286,3	246,7	232,6
Réseau fluvial	137,2	125,1	170,3	205,5	196,9	217,6	206,4	221,2	186,0	175,1
Chargement	8,5	5,9	15,9	42,2	63,4	62,7	64,5	83,7	80,1	59,6
Déchargement	128,6	119,2	154,4	163,3	133,5	155,0	142,0	137,5	105,9	115,5
C.F.M.K.	99,9	85,6	116,6	140,7	134,9	150,5	69,7	65,1	60,7	57,5
Chargement	25,0	23,4	31,9	47,1	33,0	43,0	9,5	13,2	10,7	10,3
Déchargement	74,9	62,1	84,7	93,6	101,8	107,5	60,2	51,9	50,0	47,2
Port de Boma	111,1	186,0	168,3	193,6	168,5	153,8	189,8	228,9	194,2	186,2
Chargement	20,8	38,7	41,9	34,8	24,5	15,2	22,3	29,1	28,9	19,4
Déchargement	90,2	147,4	126,3	158,9	144,0	138,6	167,5	199,8	165,4	166,8
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	2 171,2	2 268,3	2 446,5	2 656,4	2 756,9	2 748,7	3 258,1	3 168,2	3 135,5	3 329,9
Indice de manutention ⁽¹⁾ (2009 = 100)	79,0	83,2	88,9	95,9	100,0	99,5	114,4	103,5	117,3	124,2

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas le Chemin de Fer Matadi-Kinshasa (CFMK).

Tableau I.36 Communication téléphonique

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
Consommation	10 ³ minutes	2 002 511,7	2 769 121,0	4 394 135,3	4 659 274,7	5 942 425,9	7 870 870,2	5 277 834,3	9 304 236,7	11 619 142,5	13 485 539,4
Nombre d'abonnés	10 ³ unités	2 746,1	4 415,5	6 490,1	9 937,6	9 458,6	11 604,7	15 384,2	20 092,7	29 778,9	29 380,2

Source : Sociétés de communication.

Tableau I.37 Indice des prix de détail à Kinshasa
(Base décembre 1993 = 100)

	2012				2013				2014				Année	
	Année				Année				Année					
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre		
I. Prix aux marchés														
Indice général	590 882 686,5	606 503 508,8	617 643 339,1	629 080 199,6	611 027 433,5	678 697 023,2	706 578 193,9	730 462 550,6	692 418 209,2	745 812 711,7	764 433 400,5	771 126 372,2	759 816 314,1	
dont:														
- Alimentation	656 587 823,2	669 243 581,5	676 970 037,3	689 989 142,4	673 197 647,6	713 239 874,2	770 288 567,8	797 033 866,6	754 927 819,5	811 683 390,8	831 489 778,1	839 563 108,6	825 708 647,9	
- Habillement	515 411 137,8	537 720 267,9	548 709 561,9	561 435 568,8	540 819 131,6	607 334 153,0	663 297 101,5	698 430 404,1	661 150 906,0	719 008 198,2	743 097 779,9	750 100 561,7	735 241 430,9	
- Articles divers	456 001 075,0	473 059 597,5	492 775 253,6	498 511 350,7	480 086 819,2	514 251 364,2	542 464 013,4	555 512 356,7	534 789 146,9	566 786 190,4	577 731 038,0	580 439 935,3	574 360 595,4	
II. Prix aux magasins														
Indice général	450 854 326,6	465 935 955,0	482 168 640,9	495 311 468,4	473 567 597,7	566 461 126,2	607 588 642,3	643 463 814,4	602 031 868,5	654 709 505,1	666 546 943,3	667 457 811,3	663 120 794,2	
dont:														
- Alimentation	444 346 175,1	406 694 051,6	423 508 922,9	463 926 109,0	434 618 814,6	488 042 380,4	530 178 279,9	567 634 714,1	524 645 994,0	578 777 713,5	589 249 829,5	590 075 734,5	586 610 116,9	
- Articles divers	1 234 709 021,0	1 249 039 946,3	1 257 631 825,5	1 264 709 050,2	1 251 522 460,7	1 616 369 657,8	1 645 996 443,9	1 658 698 026,9	1 638 111 813,7	1 671 321 476,5	1 701 516 848,6	1 703 466 910,5	1 687 483 171,4	

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

Tableau I.38 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo
(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
2002	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
2004	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
2005	546 668,84	622 891,69	930 936,43	894 758,08	645 072,50
Décembre	585 343,10	620 822,80	928 752,80	929 766,50	675 402,20
2006	779 324,67	854 887,43	1 115 551,47	1 193 164,58	888 422,83
Décembre	697 790,46	736 669,78	1 077 901,63	1 083 425,23	798 296,97
2007	748 127,64	791 698,62	1 108 403,62	1 147 721,97	851 110,72
Décembre	762 945,94	817 241,23	1 128 393,28	1 213 631,52	877 842,41
2008	875 560,51	985 496,06	1 185 726,01	1 364 840,46	1 003 197,50
Décembre	976 421,57	1 222 749,48	1 248 220,94	1 459 471,78	1 119 877,68
2009	1 339 983,94	1 587 891,71	1 484 968,14	1 769 479,75	1 466 886,86
Décembre	1 540 774,46	2 048 321,60	1 628 793,81	2 057 565,61	1 718 316,98

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.39 Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la Banque Centrale du Congo
(Base décembre 2012 = 100)

Périodes	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	Articles d'habillement et chaussures	Logement, Eau, Gaz, Electricité et Autres Combustibles	Meubles, Articles de ménage et entretien courant du foyer	Santé	Transports	Communications	Loisir et Culture	Enseignement	Restaurants et Hôtels	Biens et Services	Indice Général
2010													
Décembre	96,08	87,63	88,92	85,81	87,00	85,20	85,70	89,88	90,00	91,05	86,40	87,18	81,98
2011													
Décembre	99,20	95,48	94,57	95,64	95,22	95,37	95,97	97,90	97,05	98,41	94,88	96,32	94,64
2012													
Décembre	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
2013													
Décembre	101,97	101,09	101,26	103,29	100,65	101,52	100,76	100,39	100,75	101,62	101,29	101,24	101,84
2014													
Décembre	103,51	101,93	102,62	104,86	101,56	102,58	102,99	101,20	101,66	102,16	102,39	102,28	103,29

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.40 Variation des indices des prix à la consommation
(en pourcentage)

PERIODES	Taux mensuels (1)					Taux cumulés (2)					Taux moyens mensuels				
	I.R.E.S.		US- EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US- EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US- EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.
	Magasins	Marchés				Magasins	Marchés				Magasins	Marchés			
2009															
Janvier	4,90	2,91	5,18	11,70	8,92	4,90	2,91	5,18	8,33	8,92	4,90	2,91	5,18	7,18	0,86
Février	2,41	5,47	5,37	7,12	3,15	7,42	8,54	10,83	14,49	12,35	3,64	4,18	5,28	6,29	6,00
Mars	2,19	2,70	2,34	5,49	1,66	9,78	11,46	13,42	21,42	14,22	3,16	3,68	4,29	5,61	4,53
Avril	2,13	2,99	2,01	7,78	2,74	12,12	14,79	15,70	28,83	17,35	2,90	3,51	3,71	6,70	4,08
Mai	1,52	0,81	1,70	-1,65	2,83	13,82	15,73	17,66	26,13	20,66	2,62	2,96	3,31	0,62	3,83
Juin	0,58	1,04	0,80	-1,32	-3,98	14,48	16,93	18,60	25,26	15,86	2,28	2,64	2,88	-1,35	2,48
Juillet	0,45	0,80	2,58	2,10	1,94	15,00	17,87	21,66	27,32	18,11	2,02	2,38	2,84	0,77	2,41
Août	0,75	2,11	3,03	2,28	5,42	15,86	20,36	25,35	30,73	24,51	1,86	2,34	2,86	2,37	2,78
Septembre	2,38	2,02	3,07	4,05	3,15	18,62	22,79	29,20	36,49	28,44	1,92	2,31	2,89	3,70	2,82
Octobre	2,43	1,64	0,12	7,20	2,49	21,50	24,81	29,36	46,27	31,64	1,97	2,24	2,61	5,66	2,79
Novembre	1,38	1,91	6,67	3,80	2,06	23,18	27,19	37,99	53,13	34,35	1,91	2,21	2,97	6,42	2,72
Décembre	2,94	2,59	1,19	-1,15	0,37	26,79	30,48	39,64	53,44	34,85	2,00	2,24	2,82	1,61	2,52
2010															
Janvier	3,22	2,49	1,12	3,22	4,61	2,49	0,75	1,12	3,22	4,61	0,75	2,49	1,12	3,22	4,61
Février	0,99	1,85	0,06	0,99	1,59	4,38	5,19	1,18	4,24	6,28	2,56	2,10	0,59	2,10	3,09
Mars	-0,02	2,11	0,33	-0,02	0,82	6,58	7,04	1,52	4,22	7,15	2,29	2,15	0,50	1,39	2,33
Avril	0,15	1,32	-0,28	0,15	-0,98	7,99	8,33	1,24	4,38	6,11	2,02	1,94	0,41	1,08	1,49
Mai	0,23	0,73	...	0,23	-0,43	8,78	9,51	...	4,62	5,65	1,83	1,70	...	0,91	1,11
Juin	-0,08	-0,07	...	-0,08	-0,08	8,71	11,35	...	4,54	5,57	1,81	1,40	...	0,74	0,91
Juillet	0,08	0,27	...	0,08	1,07	9,00	16,49	...	4,62	6,70	2,20	1,24	...	0,65	0,93
Août	0,21	0,53	...	0,21	0,90	9,58	19,81	...	4,84	7,69	2,29	1,15	...	0,59	0,93
Septembre	0,79	0,90	...	0,79	0,60	10,57	21,36	...	5,67	8,31	2,17	1,12	...	0,61	0,89
Octobre	0,96	1,33	...	0,96	1,30	12,03	23,28	...	6,68	11,08	2,11	1,43	...	0,65	1,06
Novembre	1,16	1,15	...	1,16	0,90	13,32	25,28	...	7,92	10,70	2,07	1,14	...	0,70	1,02
Décembre	1,84	1,97	...	1,78	5,87	15,55	27,31	...	9,84	5,87	2,03	1,21	...	0,79	0,48
2011															
Janvier	0,65	1,84	-	1,46	3,40	0,60	1,12	...	1,46	3,40	0,60	1,84	...	1,46	3,40
Février	1,06	0,74	-	1,84	1,12	1,66	1,72	...	3,32	4,56	0,83	1,29	...	1,65	2,25
Mars	2,79	0,74	-	2,50	-2,19	4,85	2,83	...	5,90	2,27	1,59	1,11	...	1,93	0,75
Avril	1,61	1,14	-	2,11	-0,80	6,30	3,76	...	8,14	1,45	1,54	1,11	...	1,98	0,36
Mai	0,67	1,16	-	2,01	2,16	6,79	5,18	...	10,31	3,64	1,32	1,12	...	1,98	0,72
Juin	1,04	1,77	-	2,11	-1,16	8,34	7,42	...	12,64	2,44	1,34	1,23	...	2,00	0,40
Juillet	1,91	1,61	-	0,95	0,89	10,04	8,86	...	13,71	3,35	1,38	1,29	...	1,85	0,47
Août	0,83	1,90	-	0,66	0,86	11,22	10,47	...	14,45	4,25	1,34	1,36	...	1,70	0,52
Septembre	0,71	1,21	-	0,40	0,05	11,66	11,96	...	14,91	4,29	1,23	1,34	...	1,56	0,47
Octobre	1,04	0,56	-	0,11	-0,23	12,79	12,28	...	15,04	4,05	1,21	1,41	...	1,41	0,40
Novembre	1,37	0,24	-	0,11	3,66	14,60	12,23	...	15,17	7,86	1,25	1,43	...	1,29	0,69
Décembre	0,29	0,46	-	0,24	2,30	14,51	13,42	...	15,43	10,35	1,14	1,49	...	1,20	0,82
2012															
Janvier	0,24	1,72	-	4,25	2,84	0,33	1,88	...	4,25	2,84	0,33	1,72	...	3,73	2,84
Février	0,63	0,64	-	0,11	0,02	1,05	1,48	...	4,36	2,52	0,52	1,18	...	0,65	1,25
Mars	0,43	0,45	-	0,24	0,15	1,44	2,55	...	4,61	2,66	0,48	0,94	...	0,19	0,88
Avril	0,58	1,22	-	0,15	0,56	1,93	4,01	...	4,77	3,17	0,48	1,01	...	0,20	0,78
Mai	0,61	0,81	-	0,13	0,06	2,81	5,04	...	4,90	3,24	0,56	0,97	...	0,12	0,64
Juin	0,63	1,04	-	0,10	0,04	3,42	5,53	...	5,00	3,31	0,56	0,98	...	0,10	0,54
Juillet	0,30	0,21	-	0,10	0,09	3,70	5,86	...	5,10	3,38	0,52	0,87	...	0,10	0,48
Août	0,38	0,38	-	0,17	0,07	3,99	6,50	...	5,28	3,45	0,49	0,81	...	0,13	0,42
Septembre	0,29	1,22	-	0,10	0,11	4,29	7,35	...	5,38	3,57	0,47	0,85	...	0,14	0,39
Octobre	0,13	-0,05	-	0,04	-0,01	4,43	7,62	...	5,42	3,52	0,43	0,76	...	0,06	0,35
Novembre	0,46	0,98	-	0,12	0,06	5,11	8,71	...	5,55	3,62	0,45	0,78	...	0,07	0,32
Décembre	0,80	0,89	-	0,11	0,09	5,81	9,45	...	5,67	3,72	0,47	0,79	...	0,13	0,30
2013															
Janvier	0,89	0,60	-	0,07	0,07	0,83	1,05	-	0,07	0,07	0,83	1,05	...	0,08	0,07
Février	1,53	1,06	-	0,07	0,07	0,07	2,67	-	0,14	0,14	2,67	2,17	...	0,12	0,07
Mars	5,92	1,45	-	0,06	0,04	8,70	3,59	-	0,20	0,18	8,70	3,59	...	0,12	0,06
Avril	1,47	1,37	-	0,08	0,06	10,10	5,17	-	0,29	0,24	10,10	5,17	...	0,11	0,06
Mai	0,98	1,25	-	0,12	0,07	10,89	6,18	-	0,40	0,31	10,89	6,18	...	0,18	0,06
Juin	1,78	0,96	-	0,08	0,06	12,90	7,47	-	0,48	0,37	12,90	7,47	...	0,17	0,06
Juillet	0,64	1,65	-	0,11	0,11	13,76	9,13	-	0,59	0,48	13,76	9,13	...	0,22	0,07
Août	1,49	1,21	-	0,08	0,16	15,76	10,32	-	0,67	0,55	15,76	10,32	...	0,06	0,08
Septembre	0,81	1,04	-	0,09	0,08	16,08	11,51	-	0,76	0,73	16,08	11,51	...	0,09	0,08
Octobre	1,82	1,08	-	0,12	0,12	18,27	12,79	-	0,88	0,85	18,27	12,79	...	0,11	0,08
Novembre	1,12	1,22	-	0,08	0,07	19,96	14,12	-	0,96	0,92	19,96	14,12	...	0,10	0,08
Décembre	2,86	1,18	-	0,12	0,12	23,53	15,54	-	1,08	1,07	23,53	15,54	...	0,11	0,09
2014															
Janvier	0,87	0,85	-	0,15	0,11	6,10	8,71	-	0,15	0,11	6,10	8,71	-	0,14	0,11
Février	0,59	0,64	-	0,11	0,14	7,04	9,18	-	0,26	0,25	7,04	9,18	-	0,12	0,25
Mars	0,29	0,64	-	0,09	0,15	12,90	10,28	-	0,35	0,41	12,90	10,28	-	0,10	0,41
Avril	0,64	0,47	-	0,09	0,10	13,89	10,44	-	0,44	0,50	13,89	10,44	-	0,09	0,50
Mai	0,67	0,26	-	0,12	0,12	14,29	10,92	-	0,56	0,62	14,29	10,92	-	0,11	0,62
Juin	0,07	0,35	-	0,07	0,08	15,60	10,84	-	0,63	0,71	15,60	10,84	-	0,09	0,71
Juillet	0,08	0,64	-	0,13	0,07	15,99	12,44	-	0,76	0,78	15,99	12,44	-	0,11	0,78
Août	0,23	0,39	-	0,09	0,05	17,16	13,37	-	0,86	0,83	17,16	13,37	-	0,11	0,83
Septembre	0,12	0,36	-	0,12	0,04	17,77	13,18	-	0,98	0,87	17,77	13,18	-	0,12	0,87
Octobre	0,05	0,30	-	0,11	0,06	19,76	14,45	-	1,09	0,93	19,76	14,45	-	0,10	0,93
Novembre	0,04	0,27	-	0,08	0,05	20,54	14,73	-	1,17	0,97	20,54	14,73	-	0,10	0,97
Décembre	0,04	0,31	-	0,09	0,05	23,00	15,06	-	1,26	1,03	23,00	15,06	-	0,08	1,03

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.

(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES



La situation des finances publiques, en 2014, a été marquée par la mise en œuvre d'une série de réformes visant à assainir ce secteur. En effet, le Gouvernement avait inscrit dans la loi relative aux finances publiques (LOFIP) des innovations majeures, parmi lesquelles figurent (i) la budgétisation fondée sur une logique de résultats à travers des budgets-programmes, (ii) l'approche budgétaire pluriannuelle, (iii) la prise en compte des principes de la libre administration des provinces et de la décentralisation, (iv) la redéfinition des budgets annexes et l'instauration des comptes spéciaux ainsi que (v) l'unité de caisse et de trésorerie.

Comparativement à l'exercice précédent, la conjonction de réformes mises en place a permis au Gouvernement de maîtriser davantage le niveau des dépenses, alors que les ressources collectées n'ont pas progressé de façon significative.

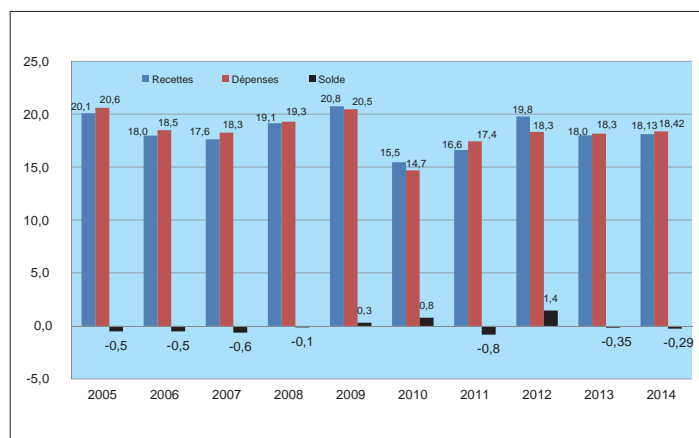
En conséquence, les opérations financières de l'Etat se sont clôturées par un déficit de 0,29 % du PIB, contre 0,35 % en 2013. Pour ce qui est des opérations à financement extérieur spécifique, elles se sont accrues de 28,8 % par rapport à l'exercice précédent.

En effet, en dépit de ces réformes, les recettes du cadre budgétaire n'ont connu qu'un accroissement modéré de 5,8 %, d'une année à l'autre, représentant seulement 13,1 % du PIB contre 13,7 %, une année plus tôt. En outre, ces recettes ont été réalisées en deçà des prévisions budgétaires. Ainsi, l'augmentation des ressources budgétaires a été impulsée par un accroissement dans la plupart des rubriques des recettes. Toutefois, la pression fiscale est passée de 11,3 % en 2013 à 10,9 % au cours de l'année sous analyse.

Dans le volet dépenses publiques du cadre budgétaire, le Gouvernement s'est engagé dans l'optique de la discipline budgétaire, en privilégiant une allocation stratégique des ressources en vue de contribuer au maintien de la stabilité du cadre macroéconomique. Les dépenses publiques ont été exécutées à 59,7 % de leurs prévisions de 7.449,0 milliards de CDF. Dans ce contexte, la part des dépenses en capital dans le PIB, qui était de 4,6 % en 2013 s'est élevée à 5,7 % alors que celle des dépenses courantes s'est située à 12,7 %, venant de 13,5 % l'année précédente.

Graphique II.1 Importance des opérations du cadre budgétaire

(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

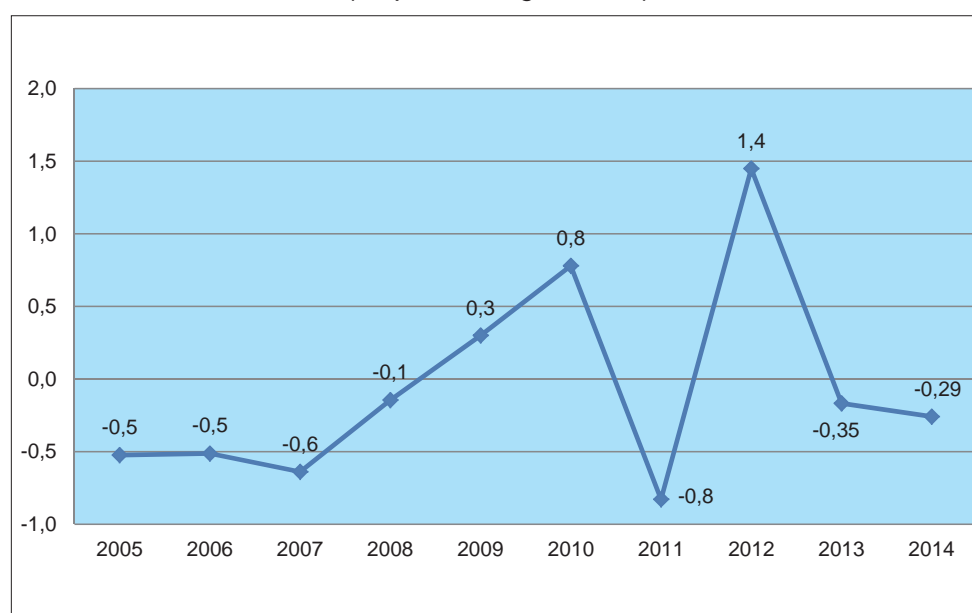
La politique budgétaire menée en 2014 a poursuivi la réalisation, d'un équilibre entre les recettes et les dépenses, en vue d'éviter tout recours au financement monétaire. Pour y arriver, le Gouvernement a initié un plan de réformes visant (i) l'amélioration des procédures fiscales et des règles de fond de la fiscalité indirecte et (ii) l'éradication de la fraude liée au phénomène de vente sur le marché local des produits importés par les bénéficiaires d'exonérations, notamment les missions diplomatiques et consulaires ainsi que les entreprises exécutant des travaux de réhabilitation des infrastructures publiques.

Cependant, la concrétisation de ces réformes n'a pas encore rencontré les attentes du Gouvernement, de voir augmenter sensiblement les recettes publiques. Certes, elles ont augmenté d'une année à l'autre mais avec un faible rythme. En effet, pendant que la production minière s'était accrue, paradoxalement les recettes de cette branche n'ont pas suivi.

Globalement, les finances publiques en 2014 ont été marquées par des moindres performances des régies financières par rapport aux prévisions budgétaires, contrairement à l'exercice précédent.

Graphique II.2 Evolution du solde budgétaire

(en pourcentage du PIB)



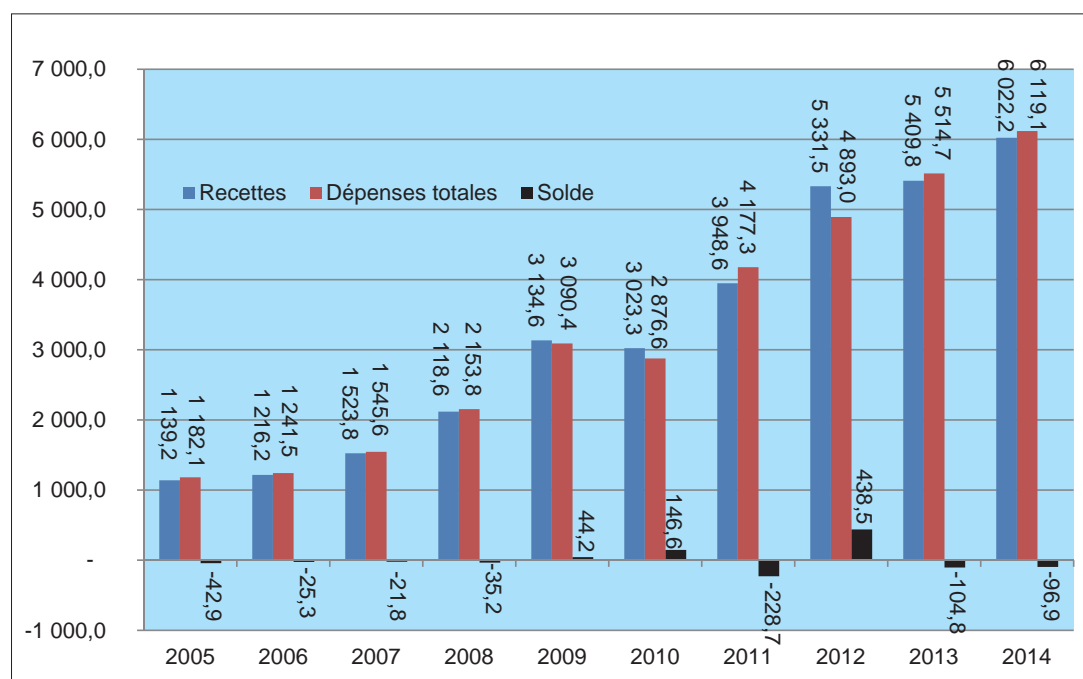
Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.1 Opérations intégrées des Administrations Publiques
(en milliards de CDF)

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Dépenses en capital (c)	Ajustements statistiques (d)	Besoins de financement (e)=(a)-(b)-(c)+(d)
2005	1 139,2	739,2	429,8	-13,2	-42,9
2006	1 216,2	952,9	298,1	9,4	-25,3
2007	1 523,8	1 101,6	477,4	33,5	-21,8
2008	2 118,6	1 376,1	758,5	-19,2	-35,2
2009	3 134,6	1 701,1	1 388,2	-1,1	44,2
2010	3 023,3	1 642,8	1 228,2	-5,7	146,6
2011	3 948,6	2 769,9	1 375,6	-31,8	-228,7
2012	5 331,5	3 016,8	1 924,1	47,9	438,5
2013	5 409,8	4 065,8	1 394,4	-54,5	-104,8
2014	6 022,2	4 209,0	1 899,1	-10,9	-96,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.3 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1. RECETTES

Les recettes totales ont atteint 4.362,6 milliards de CDF contre une programmation de 7.449,0 milliards. Ce résultat est induit par des moins-values constatées au niveau des recettes fiscales et non fiscales dont les taux de mobilisation respectifs ont été de 78,9 % et 60,3 %.

Rapportées au PIB, les recettes totales ont représenté 13,1 % en 2014, soit un repli de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2013.

I.1.1. Recettes courantes

Les recettes courantes ont été collectées en deçà de leurs prévisions. En effet, retenues dans la Loi des Finances à hauteur de 5.798,8 milliards de CDF, ces recettes se sont établies à 4.347,5 milliards. Rapportées au PIB, les recettes courantes ont représenté 13,1 %.

Concernant les recettes fiscales émanant des activités intérieures, elles ont représenté 83,2 % des recettes courantes, se chiffrant à 2.165,7 milliards de CDF contre 1.997,6 milliards en 2013. En pourcentage du PIB, elles ont représenté 6,5 % en 2014 contre 6,6 % l'année précédente. Quant aux recettes fiscales recouvrées sur les transactions extérieures, elles se sont accrues de 4,2 %, se situant à 1.449,7 milliards, soit 4,4 % du PIB.

Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles ont totalisé 732,0 milliards de CDF contre 664,9 milliards en 2013, soit 2,2 % du PIB sur les deux années.

Tableau II.2 Importance relative de différentes catégories des recettes
(en pourcentage du total)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1. Recettes fiscales	67,7	69,1	76,2	78,0	56,6	71,1	75,3	72,0	82,2	82,9
- Recettes des impôts sur le commerce extérieur	24,1	24,5	30,2	29,3	20,9	25,1	28,6	28,6	33,8	33,2
- Recettes des impôts sur les revenus	11,1	19,2	20,3	23,1	15,7	20,9	21,3	18,8	20,9	25,3
- Recettes des impôts sur les biens et services	21,6	21,9	24,3	24,6	19,3	24,4	24,8	23,4	24,9	23,2
- Autres recettes fiscales	10,9	3,5	1,4	1,0	0,7	0,7	0,7	1,2	2,7	1,2
2. Recettes non fiscales	11,5	9,8	19,7	16,8	19,0	23,3	23,1	24,5	16,1	16,8
3. Recettes exceptionnelles	20,8	21,1	4,1	5,1	24,4	5,6	1,6	3,4	1,7	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1. Recettes fiscales

I.1.1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

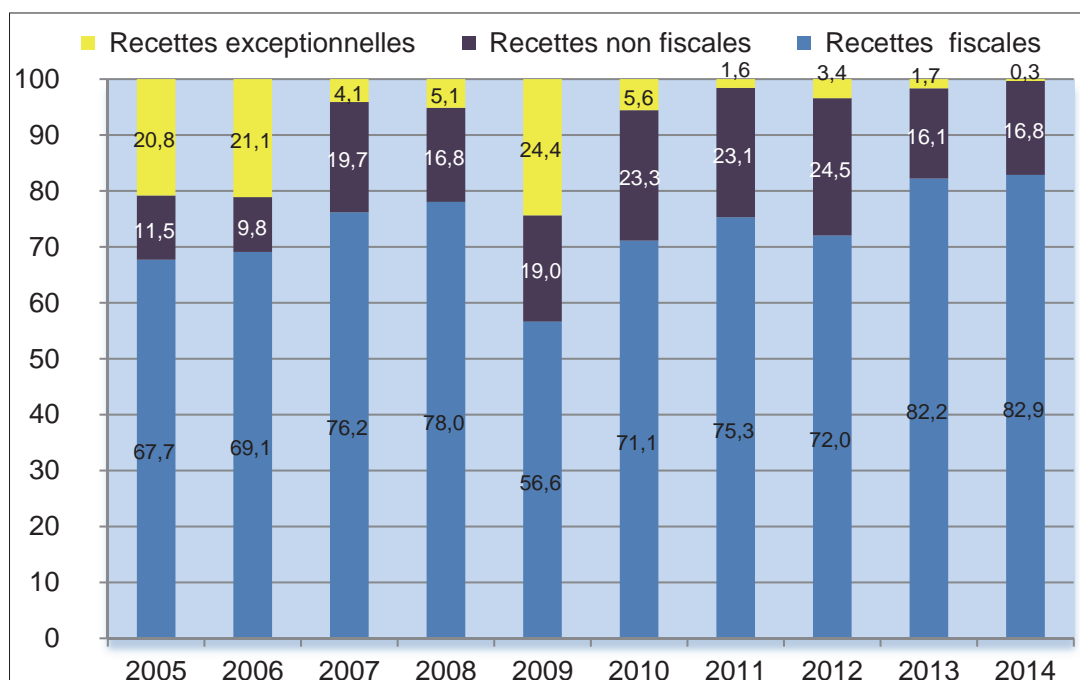
En 2014, les recettes au titre des impôts sur le commerce extérieur ont été mobilisées à concurrence de 1.449,7 milliards de CDF contre 1.391,1 milliards en 2013. Comparées aux prévisions budgétaires arrêtées à 1.911,9 milliards de CDF, il se dégage un taux de mobilisation de 75,8 %. Rapportées au PIB, ces recettes représentent 4,4 %. La contreperformance observée est essentiellement expliquée par les droits d'entrée.

En effet, les recettes des droits de sortie, constituées en grande partie des prélèvements sur les produits minéraux et végétaux, ont totalisé 7,3 milliards de CDF contre des prévisions de 14,7 milliards.

Concernant les recettes des droits d'entrée, elles se sont établies à 1.432,8 milliards de CDF contre des prévisions budgétaires de 1.895,3 milliards. Cette situation est due notamment à l'octroi des exonérations dérogatoires en matière de TVA en marge des dispositions de l'ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la TVA.

Graphique II.4 Importance de différentes catégories des recettes

(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

Prévues à 1.137,8 milliards de CDF pour l'exercice 2014, les recettes des impôts sur les revenus ont été mobilisées à hauteur de 1.102,1 milliards. Rapportés au PIB, ces revenus ont représenté 3,3 % contre 2,9 %, une année plus tôt.

Pour ce qui est des impôts prélevés sur les revenus des personnes physiques, ils ont connu un accroissement de 10,8 %, se situant à 582,7 milliards de CDF. Il sied de relever que cette amélioration a été réalisée dans un contexte de reversement de l'Impôt Professionnel sur la Rémunération (IPR) par quelques entreprises du portefeuille de l'Etat et la minoration de l'assiette fiscale.

S'agissant des impôts au titre des revenus des sociétés et des entreprises, ils se sont établis à 491,2 milliards de CDF contre 305,7 milliards en 2013. Ce résultat est expliqué par le paiement de l'impôt sur le bénéfice et profit ainsi que l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers des sociétés minières dont les imputations, pour la plupart, des pertes de leurs premières années d'activités, étaient arrivées à terme.

I.1.1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes issues de la TVA à l'intérieur, des droits de consommation, des sociétés pétrolières et de l'impôt sur les véhicules se sont situées à 1.012,1 milliards de CDF contre une prévision de 1.294,9 milliards. Ces revenus, comparés au PIB, ont représenté 3,0 % contre une prévision de 3,9 %. Cette sous-mobilisation se justifie par (i) la baisse du volume d'activités au niveau du commerce général induite par l'arrêt des activités d'un groupe d'entreprises réputé comme grand collecteur de la TVA et (ii) le manque de déclarations fiables dans le secteur pétrolier.

La composition des recettes sur les biens et services révèle que la TVA a représenté 57,6 % contre 57,9 % en 2013. Les contributions des droits de consommation et de l'impôt sur le véhicule sont passées de 32,3 % à 34,6 % pour la première rubrique et de 0,2 % à 0,1 % pour la seconde. Pour ce qui est des recettes des sociétés pétrolières, elles ont représenté 7,6 % du total des impôts sur les biens et services, contre 9,6 % une année auparavant.

Il sied de signaler que l'apport de cet impôt indirect demeure prépondérant, en dépit de l'absence d'un dispositif informatique permettant la remontée à l'Administration fiscale de l'information sur la TVA collectée.

I.1.1.1.4. Autres recettes fiscales

Les « Autres recettes fiscales » se sont chiffrées à 51,6 milliards de CDF, soit 21,5 % de la prévision budgétaire. Rapprochées au PIB, ces recettes n'ont représenté que 0,2 %.

L'essentiel de ces ressources, soit 98,1 %, provient des impôts exceptionnels sur les revenus à charge des employeurs, le résidu étant constitué par la rubrique « Divers ».

I.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales provenant des différents services d'assiette se sont chiffrées à 732,0 milliards de CDF contre une prévision de 1.214,0 milliards en 2014. Elles ont représenté une part de 2,2 % du PIB contre une prévision de 2,7 %.

Cette contreperformance fait suite à plusieurs facteurs qui continuent à plomber la mobilisation des recettes non fiscales. Il s'agit notamment : (i) du manque de

déclarations fiables dans le secteur pétrolier (ii) du déficit énergétique dans les sites d'exploitation minière et (iii) de la rétrocession de la taxe de déboisement et reboisement au Fonds forestier.

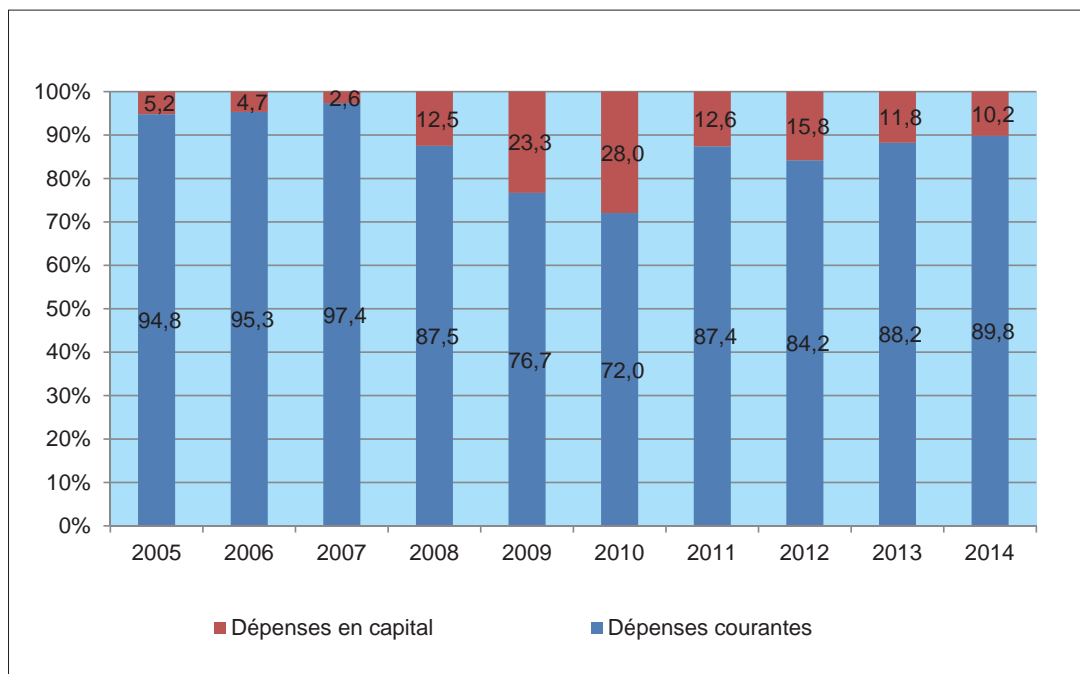
Il s'observe que toutes les composantes des recettes non fiscales ont été collectées en deçà de leurs assignations. En effet, les recettes « administratives, judiciaires et domaniales », du « portefeuille » et celles se rapportant à la rubrique « divers » ont atteint respectivement 505,6 milliards de CDF, 103,5 milliards et 64,3 milliards contre des prévisions de 566,0 milliards, 240,9 milliards et 88,7 milliards.

I.1.2. Recettes exceptionnelles

En 2014, les recettes exceptionnelles se sont chiffrées à 15,1 milliards de CDF contre 68,1 milliards une année plus tôt. Rapprochées au PIB, elles ont représenté 0,05 % contre 0,2 % en 2013. Comparées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 1.968,3 milliards de CDF, les recettes exceptionnelles, composées essentiellement des dons budgétaires, à concurrence de 99,2 %, ont été recouvrées à hauteur de 0,8 %. Cette faible réalisation est attribuée à l'absence des recettes provenant des sous rubriques telles que « Dons projets » et « Ressources PPTE », pourtant prévues, dans le même ordre à 1.587,2 milliards de CDF et 40,4 milliards, ainsi qu'à la modicité de « Prêts projets » chiffrés à 0,1 milliard de CDF contre une prévision de 184,0 milliards.

Graphique II.5 Structure des dépenses publiques

(en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

Encadré 3. La décentralisation fiscale : modèle approprié pour les pays à faible revenu comme la RDC

La décentralisation fiscale comporte des enjeux plus importants que la seule autonomie financière des collectivités locales. Elle a des implications sur l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) que les pays en développement se sont engagés à réaliser. Or, la majorité de ces objectifs sont aujourd'hui de la compétence des collectivités locales.

C'est dans ce contexte que la RDC s'était engagée formellement, en 1982, dans son processus de décentralisation politique, lequel se trouve aujourd'hui conforté et relancé par la constitution de 2006.

Du système fiscal congolais

Le système fiscal congolais est déclaratif et auto-liquidatif. Ce régime signifie qu'il revient aux contribuables de souscrire leurs déclarations fiscales aux échéances réglementaires. Celles-ci sont a priori supposées sincères et complètes, d'où l'obligation pour chaque contribuable d'être en mesure de justifier les éléments déclarés. L'administration fiscale dispose d'un pouvoir de contrôle visant la recherche des redevables défilants et la vérification de la véracité des déclarations.

La structure du système fiscal congolais comporte quatre classes d'impôts, à savoir :

- les impôts réels ;
- les impôts sur les revenus ;
- la TVA (à l'importation, à l'intérieur et à l'exportation) ;
- l'impôt exceptionnel sur les rémunérations des personnels expatriés.

Des avantages de la décentralisation fiscale dans une économie

En termes d'avantages attendus de la décentralisation fiscale, il y a lieu de relever:

- la consolidation de l'efficacité administrative et économique dans l'allocation de ressources limitées grâce à une meilleure compréhension des besoins locaux ;
- la transparence dans les paiements effectués par les contribuables locaux et le niveau des services fournis localement ;
- la subsidiarité, en assurant la responsabilité des agents et fonctionnaires élus localement ;
- la responsabilité, à travers la participation collective des citoyens au sein des institutions locales, pour renforcer le processus démocratique dans la prise des décisions.

Des conclusions

La décentralisation fiscale s'avère importante car elle est l'une des meilleures formes de partage de la richesse du pays.

Pour mener à bien cette décentralisation fiscale, quelques préalables s'avèrent indispensables, à savoir :

- la création de nouvelles taxes environnementales avec le principe du pollueur payeur;
- l'implication des élus des collectivités locales dans l'octroi des exonérations fiscales aux entreprises installées dans leur ressort ;
- la mise en place des intervenants de la chaîne fiscale pour renforcer la traçabilité des recettes publiques collectées localement;
- la réforme des règles d'assiette, de liquidation et de recouvrement des impôts locaux actuels.

I.2. DEPENSES PUBLIQUES

La gestion de la dépense publique a été marquée par la poursuite des mesures de rationalisation mise en œuvre par le Gouvernement. Ces mesures visent à contenir ces dépenses dans les limites des recettes mobilisées, afin de prévenir tout financement monétaire du déficit et contribuer ainsi à la consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique.

Ainsi, comparativement aux prévisions budgétaires qui se sont chiffrées à 7.449,0 milliards de CDF, les dépenses publiques ont été exécutées à hauteur de 4.448,6 milliards. Toutefois, ces dépenses se sont accrues de 6,6 %, représentant 13,4 % du PIB contre 13,9 % en 2013.

I.2.1. Dépenses courantes

L'accroissement des dépenses courantes a été faible au cours de l'année sous analyse, atteignant 8,6 % contre 29,7 % en 2013. Attendues à 4.602,4 milliards de CDF, elles ont été exécutées à hauteur de 86,8 %, représentant une valeur de 3.996,8 milliards, soit 12,0 % du PIB contre 12,2 % en 2013.

La décélération constatée a résulté de (i) l'atténuation de la croissance des dépenses des biens et services, (ii) la baisse des dépenses dues aux versements d'intérêt sur la dette publique ainsi que (iii) du recul des subventions et transferts.

I.2.1.1. Analyse des dépenses courantes par nature

I.2.1.1.1. Dépenses des biens et services

En accroissement de 16,3 % par rapport à l'année précédente, les dépenses des biens et services se sont chiffrées à 3.386,9 milliards de CDF, représentant 84,7 % de l'ensemble des dépenses courantes.

I.2.1.1.2. Versement des intérêts sur la dette publique

Après une augmentation de 51,2 % l'année précédente, le paiement des intérêts consécutifs à la dette publique a connu une forte baisse de 42,6 % en 2014, s'établissant à 139,6 milliards de CDF, soit 3,5 % des dépenses courantes. Cette diminution a été plus significative au niveau des intérêts sur la dette extérieure qui sont passés de 90,8 milliards de CDF à 22,5 milliards entre 2013 et 2014.

I.2.1.1.3. Subventions et transferts

Contrairement à l'année précédente, les dépenses de subventions et transferts ont accusé un recul de 10,4 %, se situant à 470,3 milliards de CDF. Il sied de remarquer que toutes les composantes de cette rubrique ont évolué à la baisse. Cette diminution a été plus prononcée dans les subventions et transferts aux entreprises publiques, soit 19,4 %.

I.2.1.2. Analyse des dépenses par service

La structure des dépenses courantes par service, en 2014, a évolué de manière similaire à l'année dernière. Son accroissement est localisé dans les « Autres services » à concurrence de 17,6 % contrebalancé par une diminution au niveau des « Institutions politiques » et des « Ministères » respectivement de 11,8 % et de 25,5 %.

Pour chaque rubrique, ces dépenses ont été exécutées en deçà de leurs prévisions. En effet, les Ministères ont utilisé leur ligne de crédit à hauteur de 60,9 %, les Institutions politiques et les Autres services ont consommé leurs crédits à concurrence de 95,4 % et 90,4 % respectivement.

Tableau II.3 Structure des dépenses courantes par ministères et institutions
(en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Services communs	74,7	78,3	65,0	68,9	82,3	69,6	74,8	67,2	75,9	82,2
Institutions politiques	7,7	6,6	7,2	7,1	5,9	13,7	12,2	14,0	10,2	8,3
Finances	4,5	4,5	9,2	6,9	3,4	2,1	1,9	2,8	3,3	1,8
Défense Nationale	6,9	4,6	8,2	8,3	3,0	6,8	4,4	5,8	4,4	3,0
Affaires Etrangères	1,3	1,1	0,6	0,7	1,1	1,4	0,8	1,5	0,6	0,5
Travaux Publiques	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0
Santé publique	0,2	0,8	1,1	0,8	0,5	0,2	0,3	0,5	0,6	0,6
Education Nationale	0,3	0,3	2,1	1,8	0,1	0,6	0,3	0,9	0,3	0,6
Autres Ministères	4,1	3,7	6,6	5,4	3,4	5,5	5,0	7,2	4,5	3,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Dépenses en capital

Chiffrées à 451,8 milliards de CDF, les dépenses du cadre budgétaire pour l'acquisition des biens en capital ont été exécutées à 15,9 % des prévisions. Par rapport à l'année précédente, elles ont diminué de 8,1 %, ramenant le ratio dépenses en capital/PIB à 1,4 % contre 1,6 %. Cette sous consommation des dépenses en capital contraste avec quelques dépassements de ligne de crédit observés dans certaines institutions.

I.2.2.1. Dépenses en capital par nature

L'analyse de l'exécution des dépenses en capital révèle une modification dans sa structure comparativement à l'année 2013. En effet, la rubrique « Infrastructures économiques » qui représentait 46,3 % des dépenses en 2013, a baissé à 25,4 % en 2014. Par contre, les dépenses allouées aux infrastructures sociales et collectives se sont accrues, atteignant 26,1 % contre 13,8 %, une année plus tôt.

I.2.2.2. Dépenses en capital par service

Selon la répartition des dépenses en capital par service, le Ministère de l'Agriculture a été le plus grand bénéficiaire avec une part de 16,2 % du total de ces dépenses et un accroissement de 118,6 % par rapport à 2013. Cette évolution a été influencée notamment par les décaissements relatifs au parc agro-industriel de BUKANGALONZO. Toutefois, par rapport aux prévisions budgétaires, ces dépenses d'investissement de ces ministères n'ont été exécutées qu'à concurrence de 40,0 %.

En outre, il convient de souligner qu'en dépit de la faible exécution des dépenses en capital, certains dépassements ont été constatés notamment au niveau des rubriques « Primature » et « Ministère des Sports et Loisirs ».

I.3. BESOIN DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les opérations du cadre budgétaire se sont soldées par un déficit représentant 0,29 % du PIB contre 0,35 % une année auparavant. Ce besoin de financement a été comblé par la consommation des dépôts de l'Etat auprès du système bancaire.

En ce qui concerne l'épargne publique au cours de l'année sous étude, elle s'est chiffrée à 365,8 milliards de CDF, correspondant à 8,4 % des recettes totales, contre 441,2 milliards en 2013. Il sied de noter que l'épargne publique rapportée aux recettes du cadre budgétaire a connu un repli de 2,2 points de pourcentage, d'une année à l'autre.

Tableau II.4 Moyens et besoins de financement des opérations du cadre budgétaire
(en millions de CDF)

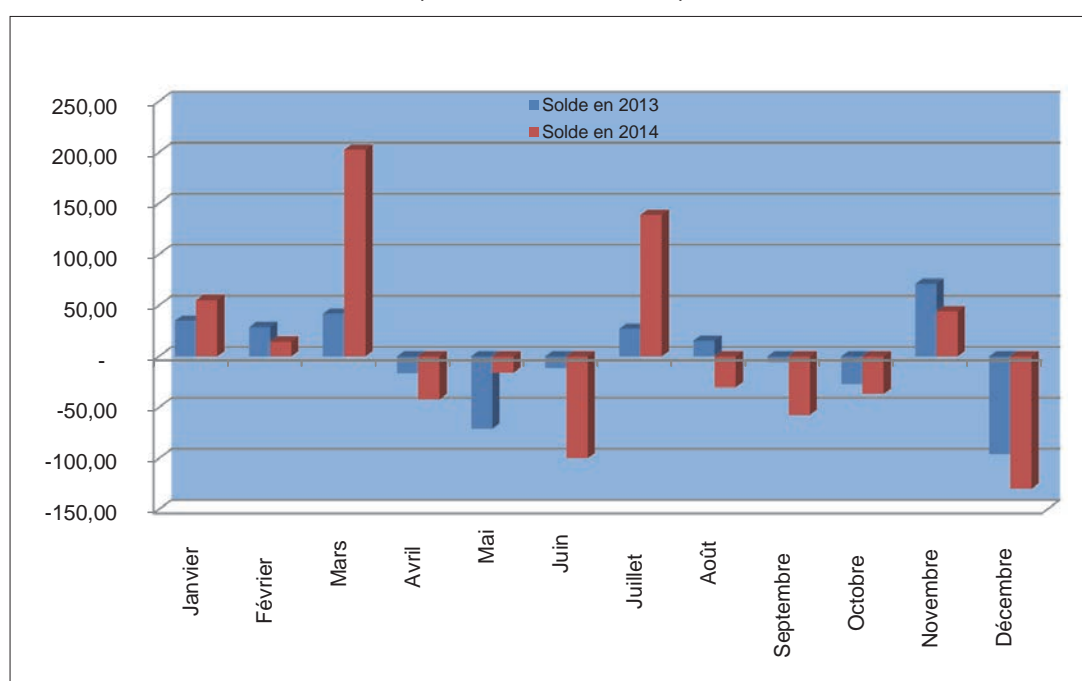
Année	Solde des opérations du cadre budgét.	Ajustement statistique	Besoins de financement
2005	-29,7	-13,2	-42,9
2006	-34,7	9,4	-25,3
2007	-55,3	33,5	-21,8
2008	-16,0	-19,2	-35,2
2009	45,3	-1,1	44,2
2010	152,3	-5,7	146,6
2011	-196,9	-31,8	-228,7
2012	390,6	47,9	438,5
2013	-50,4	-54,5	-104,8
2014	-85,9	-10,9	-96,9

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4. EVOLUTION COMPAREE DES SOLDES MENSUELS

En 2014, l'évolution des soldes mensuels a été marquée par d'importants excédents aux mois de mars et juillet, atteignant respectivement 202,3 milliards de CDF et 138,5 milliards. Cette situation résulte du bon comportement des recettes des régies financières lors des échéances fiscales. Cependant, les mois de juin et décembre ont enregistré d'importants besoins de financement, consécutifs aux festivités d'indépendance et de fin d'année.

Graphique II.6 Evolution mensuelle du solde budgétaire en 2013 et 2014
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Comparativement à l'année précédente, l'évolution de ces soldes présente la même allure, avec des excédents aux trois premiers mois ainsi qu'aux échéances fiscales.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Au cours de l'exercice 2014, les opérations à financement extérieur spécifique se sont établies à 1.659,6 milliards de CDF contre 1.288,2 milliards, une année plus tôt. Converties en dollar américain, elles ont représenté 1.793,7 millions de USD au cours de l'année sous analyse contre 1.392,3 millions, une année plus tôt.

II.1. RECETTES

Au terme de l'année 2014, les allocations des partenaires bilatéraux destinées au financement des projets et diverses activités se sont chiffrées à 499,9 milliards de CDF, représentant 30,1 % du total. Les principaux donateurs ont été le Royaume-Uni avec un appui de 282,0 milliards de CDF et la Chine avec 81,9 milliards, correspondant respectivement à 56,4 % et 16,4 % de l'ensemble des donations bilatérales.

Concernant les partenaires multilatéraux, les appuis de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne, des Nations Unies et de la BAD ont été respectivement d'ordre de 747,0 milliards de CDF, 119,7 milliards, 142,3 milliards et 150,7 milliards.

II.2. DEPENSES

Les donations des partenaires extérieurs ont permis de financer les dépenses courantes à hauteur de 212,2 milliards de CDF et les dépenses en capital de 1.447,4 milliards.

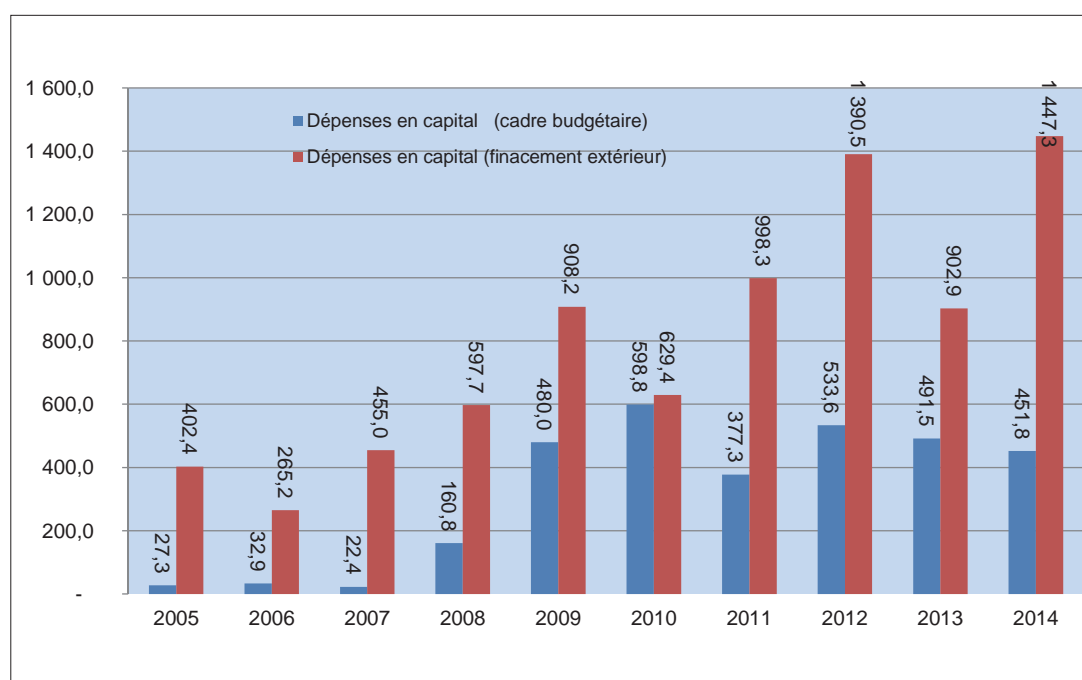
Pour ce qui est des dépenses courantes, la part de l'aide alimentaire a représenté 52,5 %, alors que celle affectée à l'assistance humanitaire et secours d'urgence l'a été pour 47,5 %.

Tableau II.5 Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
2005	644,0	241,5	402,4
2006	547,1	281,9	265,2
2007	730,0	274,9	455,0
2008	846,9	249,2	597,7
2009	1 029,8	121,6	908,2
2010	729,4	100,0	629,4
2011	1 149,0	150,7	998,3
2012	1 569,1	178,7	1 390,5
2013	1 288,2	385,4	902,9
2014	1 659,6	212,2	1 447,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique II.7 Evolution des dépenses en capital du cadre budgétaire et celles à financement extérieur
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

ANALYSE DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2014

Au cours de l'année 2014, l'analyse des états de suivi budgétaire révèle que les engagements se sont chiffrés à 3.903,3 milliards sur un total des crédits votés de 7.449,0 milliards de CDF, soit 52,4 %. Concernant les dépenses liquidées qui se sont établies à 3.895,3 milliards de CDF, une quotité de 95,0 % a été ordonnancée. En outre, le paiement effectif a été de 99,7 %, ramenant ainsi les arriérés à un niveau significativement bas, soit 0,3 % des dépenses ordonnancées.

III.1. ANALYSE PAR NATURE DES ARRIERES

L'analyse des arriérés de paiements par nature indique qu'une part prépondérante de l'ensemble, soit 89,6 %, a été localisée au niveau des dépenses affectées aux « Biens et Matériels » ainsi qu'aux « Transferts et interventions de l'Etat », à concurrence respectivement de 25,8 % et 63,8 %. Par contre, les dépenses allouées à la « Dette publique » et à la « Construction » ont légèrement dépassé leurs niveaux ordonnancés.

L'accumulation d'arriérés sur la rubrique « Transferts et intervention », résulte principalement du non-paiement des charges ordonnancées au titre de « Subvention aux entreprises publiques et para-publiques » et de « Fonds spécial d'intervention ».

S'agissant de la ligne « Biens et matériels », les écarts enregistrés émanent essentiellement de la rubrique « Vaccins et campagne de vaccination ».

Tableau II.6 Arriérés de paiements par nature des arriérés

(en millions de CDF)

RUBRIQUE	ORDONNANCEMENT	PAIEMENTS	ARRIERES
Dette publique	122 794,9	122 795,8	-1,0
Frais financiers	117 459,6	117 058,9	400,7
Dépensés du personnel	1 614 296,5	1 614 275,4	21,1
Biens et matériels	170 509,7	167 808,8	2 700,9
Dépensés de prestations	210 217,0	209 395,4	821,6
Transferts et intervention de l'Etat	1 128 839,6	1 122 148,4	6 691,2
Equipements	143 144,8	143 141,6	3,2
Construction	193 364,7	193 521,5	-156,8
Total général	3 700 626,6	3 690 145,8	10 480,8

Source : Etats de Suivi Budgétaire 2014, Ministère du Budget.

III.2. ANALYSE PAR FONCTION DES ARRIERES

Avec un total de 10,5 milliards de CDF d'arriérés, la structure de ces derniers renseigne la prééminence de ceux de la rubrique « logement et équipements collectifs », représentant plus de la moitié de l'ensemble, soit 71,0 %.

S'agissant des « Affaires économiques », « Ordre et sécurité » ainsi que « Protection de l'environnement », elles ont représenté des parts respectives de 16,8 %, 11,9 % et 10,0 % du total.

Tableau II.7 Arriérés de paiements par fonction des arriérés
(en millions de CDF)

RUBRIQUE	ORDONNANCEMENT	PAIEMENTS	ARRIERES
Administration publique	1.634.734,21	1.634.511,24	222,97
Défense	298.207,41	297.795,62	411,79
Ordre et sécurité	295.652,93	294.408,02	1.244,91
Affaires économiques	431.767,97	430.012,36	1.755,61
Protection de l'environnement	23.631,12	22.581,12	1.050,00
Santé	41.311,52	41.311,19	0,33
Logements et équipements collectifs	219.876,63	212.438,23	7.438,40
Religions, culture, sport et loisirs	57.385,63	57.117,08	268,77
Enseignement	658.985,17	659.021,62	-36,45
Protection sociale et affaires sociales	41.073,78	40.949,32	124,46
Total général	3.700.626,59	3.690.145,80	10.480,79

Etat Source : Etats de Suivi Budgétaire 2014, Ministère du Budget.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.8 Importance relative des finances publiques dans l'économie

	en millions de CDF														en pourcentage									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014				
1. Produit intérieur brut (3)	5 670 065,0	6 767 519,5	8 648 878,5	11 067 588,5	15 101 187,9	19 536 676,9	23 759 424,6	26 954 566,9	30 051 179,4	33 224 281,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0				
2. Dépenses publiques	1 168 931,5	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 537 526,4	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	5 791 807,4	20,6	18,5	18,3	19,3	20,5	13,0	17,4	18,2	18,2	17,4				
Consommation publique	724 612,9	944 858,5	1 084 508,8	1 346 986,6	1 677 210,4	1 567 665,8	2 728 076,6	2 963 272,6	3 991 111,1	3 828 016,7	12,8	14,0	12,5	12,2	11,1	8,0	11,5	13,3	13,3	11,5				
Formation brute de capital	429 756,6	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 199,8	912 320,6	1 375 570,3	1 924 107,7	1 384 396,6	1 899 120,3	7,6	4,4	5,5	6,9	9,2	4,7	5,8	4,6	4,6	5,7				
Transferts à d'autres secteurs	14 562,0	7 998,6	17 092,3	29 162,8	23 875,4	57 540,0	41 869,9	53 507,7	74 695,9	64 670,4	0,3	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2				
3. Charge fiscale brute	335 702,5	462 101,3	604 746,0	992 416,0	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7	5,9	6,8	7,0	9,0	7,9	8,4	8,9	10,1	11,3	10,9				
Commerce extérieur	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 381 069,6	1 449 722,5	2,1	2,4	2,8	3,4	2,9	2,9	3,4	4,6	4,6	4,8				
Exportations	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1				
Importations	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1	1,9	2,3	2,7	3,3	2,8	2,9	3,3	3,9	4,6	4,3				
Divers	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Activités intérieures	216 148,5	298 296,7	365 413,1	619 672,7	751 500,8	1 055 265,0	1 308 632,8	1 635 509,7	1 997 558,9	2 165 748,2	3,8	4,4	4,2	5,6	5,0	5,4	5,5	6,1	6,6	6,5				
Revenus	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7	1,0	1,9	1,9	2,7	2,2	2,5	2,5	2,6	2,9	3,3				
Biens et Services	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5	1,9	2,2	2,2	2,8	2,7	2,9	2,9	3,3	3,4	3,0				
Autres recettes fiscales	54 167,2	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1	1,0	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2				
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
4. Charge fiscale nette (1)	321 140,5	454 102,7	587 653,7	963 253,1	1 167 936,2	1 573 856,6	2 066 132,6	2 656 832,0	3 313 932,6	3 550 800,3	5,7	6,7	6,8	8,7	7,7	8,1	8,7	9,9	11,0	10,7				
5. Solde global (2)	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	431 629,0	-104 849,0	-96 866,0	-0,8	-0,4	-0,3	-0,3	0,3	0,8	-1,0	1,6	-0,35	-0,29				
6. Formation brute de Capital fixe (3)	662 043,0	804 620,1	1 383 907,8	2 351 239,4	2 607 880,2	3 986 469,1	5 985 628,0	6 845 743,0	6 972 207,0	2 127 320,8	19,9	20,7	19,5	20,9	19,8	22,0	39,2	25,4	25,9	6,4				
Contribution des administrations publiques	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	7,1	3,9	5,3	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4				
Acquisition directe des biens de capital	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	313 515,0	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4	7,1	3,9	5,3	5,4	6,0	1,6	4,2	5,2	3,0	4,4				
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cfr tableau II.10.

(3) à partir de 2005, les données révisées suivants SCN 93.

Tableau II.9 Situation intégrée des opérations des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1. Recettes non remboursables	1 139 225,2	1 216 224,2	1 523 756,1	2 118 576,4	3 134 561,6	3 023 273,1	3 948 621,8	5 331 527,0	5 409 849,7	6 022 222,9
a) cadre budgétaire	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 362 631,5
' Recettes courantes ⁽¹⁾	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 379,0	4 121 604,2	4 347 496,5
b) Donations	643 961,8	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4
Courantes ⁽²⁾	241 533,0	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0
En capital ⁽³⁾	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4
2. Dépenses courantes	739 174,9	952 857,1	1 101 601,1	1 376 149,4	1 701 085,8	1 642 779,3	2 769 946,5	3 016 780,3	4 065 807,0	4 209 047,8
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	241 533,0	281 906,5	274 925,4	249 193,4	121 613,0	100 005,9	150 696,5	178 680,3	385 364,9	212 245,0
3. Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	-2 378,4	-1 783,2	-32 885,1	144 722,0	525 249,5	751 108,6	180 405,0	924 279,0	441 162,1	350 693,6
4. Dépenses en capital	429 756,6	298 075,9	477 424,4	758 460,0	1 388 198,8	1 228 190,7	1 375 570,3	1 924 107,7	1 394 396,6	1 899 120,3
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	402 428,7	265 150,3	455 040,1	597 705,0	908 226,4	629 385,1	998 270,3	1 390 467,7	902 880,6	1 447 346,4
5. Total dépenses = 2 + 4	1 168 931,5	1 250 933,0	1 579 025,5	2 134 609,4	3 089 284,6	2 870 970,1	4 145 516,8	4 940 888,0	5 460 203,6	6 108 168,2
Cadre budgétaire	524 969,7	703 876,2	849 060,0	1 287 711,0	2 059 445,3	2 141 579,0	2 996 550,0	3 371 740,0	4 171 958,1	4 448 576,8
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	643 961,8	547 056,8	729 965,5	846 898,4	1 029 839,3	729 391,1	1 148 966,8	1 569 148,0	1 288 245,5	1 659 591,4
6. Solde (1 - 5)	-29 706,3	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-101 080,3
Cadre budgétaire	-29 706,3	-34 708,8	-55 269,4	-16 033,0	45 277,0	152 303,0	-196 895,0	390 639,0	-50 353,9	-101 080,3
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique ⁽⁹⁾	-13 193,1	9 405,3	33 469,7	-19 196,5	-1 114,3	-5 654,9	-31 821,0	47 854,0	-54 495,1	4 214,3
8. Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-96 866,0
9. Financement ⁽¹¹⁾	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0
Intérieur monétaire net	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0
Int. non monét. net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cfr tableau II.12.

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cfr tableaux III.16 et III.17.

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableaux III.11 & III.12.

(4) Cfr tableau II.21.

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat congolais.

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.

(7) Cfr tableau II.23.

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement(+).

(11) Cfr tableau II.26

Tableau II.10 Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A.RECETTES FISCALES	292 841,1	365 345,0	638 364,4	832 432,0	1 225 330,9	1 798 328,4	2 340 472,1	3 112 756,7	3 387 368,3	4 584 763,7
1.Impôts sur le comm. ext ⁽²⁾	108 015,3	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4
-Droits de sortie	6 571,9	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6
-Droits d'entrée	101 408,8	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8
-Divers	34,6	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-
2.Impôts sur les revenus ⁽³⁾	71 833,1	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5
-Personnes physiques	26 645,2	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3
-Sociétés et entreprises	45 187,9	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9
-Amendes et accroissements	-	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3
3.Impôts sur biens et serv. ⁽⁴⁾	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5
4.Autres recettes fiscales	40 165,9	54 698,0	122 458,1	94 895,5	73 222,4	152 298,3	170 896,7	220 156,4	215 965,2	240 187,3
a. I.E.R charge des employeurs	1 827,8	23,5	4 648,7	9 002,8	11 895,9	18 972,2	27 216,4	32 502,8	48 637,9	67 480,7
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	7 265,9	5 919,1	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	3 310,3	5 919,1	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	3 955,6	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	657,1	77,5	38 632,3	641,7	1 070,0	22 891,1	4 769,2	2 738,6	2 780,8	3 186,0
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
f. Pétroliers	37 681,0	54 597,0	71 911,1	79 332,0	60 256,6	110 435,0	138 911,1	184 915,0	164 546,4	169 520,7
B.RECETTES NON FISCALES	44 846,4	130 369,0	245 118,2	379 545,4	372 558,4	868 386,2	944 559,7	1 147 535,5	1 213 993,2	895 631,4
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	37 371	122 253	172 617	153 432	178 868,1	294 424,7	491 537,6	747 829,1	789 945,8	565 978,0
2.Portefeuille	7 475,0	8 116,0	72 501,7	100 968,0	76 690,3	187 338,0	234 776,6	282 706,4	267 277,3	240 914,3
3.Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	125 145,6	117 000,0	386 623,5	218 245,5	117 000,0	156 770,1	88 739,1
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	468 482,0	543 847,0	486 827,0	462 443,9	1 031 418,2	2 633 677,0	3 011 566,2	2 348 879,0	1 833 303,1	1 968 609,2
1 Dons projets	174 338,5	246 361,0	152 120,9	198 543,9	735 785,2	1 141 261,7	1 319 538,2	1 621 939,2	866 994,8	1 587 193,3
2.Prêts projets	130 891,0	148 167,0	113 508,1	73 600,0	77 871,8	1 077 105,8	1 089 569,7	403 068,1	588 149,5	184 042,6
3.Ressources PPTE	88 007,0	121 098,0	210 700,0	190 300,0	217 761,2	218 278,8	345 119,0	293 450,7	293 450,7	40 373,3
4.Appui budgétaire	75 245,5	-	-	-	-	158 351,3	257 339,3	30 421,0	84 708,0	0,0
5.Autres(Remboursement BCC)	-	28 221,0	10 498,0	-	-	38 679,4	-	-	-	157 000,0
D.BUDGETS POUR ORDRE⁽⁶⁾	-	-	-	106 993,9	293 086,2	307 126,0	449 726,0	-	-	-
TOTAL (A+B+C+D)	806 169,5	1 039 561,0	1 370 309,6	1 781 415,2	2 922 393,8	5 607 517,6	6 746 324,0	6 609 171,2	6 434 664,6	7 449 004,3

Source : Ministère du Budget.

(1) Non compris le fonds de contrepartie.

(2) Cf tableau II. 13.

(3) Cf tableau II. 15.

(4) Cf tableau II. 17.

(5) A partir de 2008, Bonus sur le contrat chinois, Pas de porte minier et vente de participations (CCT, CILU, CINAT, OKIMO).

(6) A partir de 2008, il s'agit des recettes des provinces

Tableau II.11 Recettes des Administrations Publiques
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I.RECETTES DU CADRE BUDGET ⁽¹⁾	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5
A.RECETTES FISCALES	335 702,5	462 101,3	604 746,0	992 416	1 191 811,6	1 631 396,6	2 108 002,5	2 710 339,7	3 388 628,5	3 615 470,7
1.Impôts s/comm. ext. ⁽²⁾	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5
-Droits de sortie	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4
-Droits d'entrée	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1
-Divers	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-
2.Impôts s/revenus ⁽³⁾	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7
-Revenus des pers. phys.	28 296,1	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4
-Revenus des soc. et ent	26 465,4	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6
-Amendes et accroiss.	1,7	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6
3.Impôts s/biens et services ⁽⁴⁾	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5
4.Autres recettes fiscales	54 167,2	23 221,6	11 267,8	12 748,3	14 201,9	16 980,7	20 236,6	44 596,6	109 267,8	51 619,1
a. I.E.R charge des employeurs	2 630,3	3 052,6	6 944,8	12 033,0	13 575,8	15 369,6	18 107,4	37 316,9	49 086,9	50 661,8
b. Impôts sur le patrimoine	-	-	3 987,6	-	-	-	-	-	-	-
-Impôts sur propriété immobilière	-	-	3 987,6	-	-	-	-	-	-	-
-Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d. Divers	51 537,0	20 169,0	335,3	715,3	626,1	1 611,1	2 129,2	7 279,7	60 180,9	957,3
e. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	56 787,8	65 787,7	156 567,6	214 090,0	400 190,4	535 092,5	647 338,5	923 381,3	664 885,7	732 025,7
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	29 090,7	42 220,1	71 582,0	81 885,8	160 877,5	369 623,0	353 656,0	599 476,7	434 147,0	505 619,0
2.Portefeuille	13 958,4	8 499,7	36 740,1	82 831,7	24 052,5	36 321,3	43 813,4	99 517,9	110 532,8	103 473,2
3.Royalties	13 738,6	15 068,0	48 245,5	49 372,6	51 356,5	60 550,2	85 415,6	54 383,9	62 679,9	58 676,6
4.O.GE.DE.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.Divers ⁽⁵⁾	-	-	-	-	163 904,0	68 598,0	164 453,5	170 002,8	57 526,0	64 257,0
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	102 773,1	141 278,4	32 477,0	65 172,0	512 720,3	127 392,9	44 314,0	128 657,0	68 090,0	15 135,0
1 Dons projets	23,2	1 545,0	32 477,0	65 172,0	286 640,3	-	-	128 657,0	35 631,0	-
2.Prêts projets	76 670,5	54 984,3	-	-	79 382,0	-	-	-	-	120,0
3.Ressources PPTE	26 079,5	46 526,9	-	-	-	-	-	-	-	-
4.Dons budgétaires	-	38 222,2	-	-	146 698,0	127 392,9	44 314,0	-	32 459,0	15 015,0
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	495 263,4	669 167,4	793 790,6	1 271 678,0	2 104 722,3	2 293 882,0	2 799 655,0	3 762 378,0	4 121 604,2	4 362 631,5

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A+B)

(2) Non compris la Gécamines.

(3) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

(4) Cfr tableau II.18.

(5) Bonus sur le contrat chinois, vente de participation et reliquat paie.

Tableau II.12 Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A.DROITS DE SORTIE	6 571,9	7 536,9	8 742,9	8 777,8	10 841,8	36 447,3	11 936,0	18 643,6	16 492,5	16 640,6
1. Droits de sortie ordin.	6 565,4	7 529,4	8 566,5	8 601,4	10 516,1	8 592,2	10 724,3	14 513,1	16 362,5	14 674,8
-Produits minéraux	5 434,6	6 352,1	6 382,6	6 044,5	4 404,3	3 718,4	5 396,0	6 320,4	6 954,9	7 417,2
-Produits végétaux	30,5	65,6	93,1	219,1	5 025,4	2 719,5	3 001,8	5 993,0	7 008,6	7 242,6
-Autres produits	1 100,3	1 111,7	2 090,8	2 337,9	1 086,4	2 154,3	2 326,5	2 199,7	2 399,0	15,0
2.I.C.A à l'exportation (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Amendes	6,5	7,5	176,4	176,4	325,7	27 855,1	1 211,7	4 130,5	130,0	1 965,8
B.DROITS D'ENTREE	101 408,8	132 677,4	212 304,5	331 766,1	420 328,1	657 504,3	815 601,2	1 067 085,0	1 145 880,1	1 895 301,8
1.Droits de douane	48 263,1	63 114,6	99 439,9	145 151,4	184 810,2	345 606,8	359 112,6	436 656,4	470 923,1	720 344,9
2. TVA (2)	50 919,2	66 577,5	101 747,4	175 979,9	224 545,3	303 543,7	437 093,8	575 000,0	663 906,9	1 174 933,5
3.Taxe statistique	1 955,8	2 534,1	5 442,7	5 442,7	6 947,3	7 350,3	3 889,9	-	-	-
4.Amendes	270,6	451,1	5 674,6	5 192,0	4 025,3	1 003,5	15 504,9	55 428,6	11 050,0	23,4
b.ENTREPOTS (2)	34,6	87,1	80,2	93,0	111,0	200,3	536,2	-	-	-
TOTAL(A+B+b)	108 015,3	140 301,5	221 127,6	340 636,8	431 280,9	694 151,9	828 073,4	1 085 728,6	1 162 372,6	1 911 942,4

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) Avant 2012, ICA à l'importation.

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.13 Recettes des impôts sur le commerce extérieur⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A.DROITS DE SORTIE	9 039,0	9 630,5	8 679,1	12 496,3	11 832,4	13 437,8	19 529,2	17 652,3	16 696,0	16 873,4
1.Droits de sortie ordin.	6 819,7	5 585,7	6 795,8	8 680,1	7 681,9	7 724,5	10 798,8	8 182,2	7 311,0	7 340,0
-Produits minéraux	5 645,1	4 980,7	4 717,3	7 296,3	5 370,9	3 849,8	4 939,5	3 245,2	2 551,4	2 870,0
-Produits végétaux	31,7	42,9	442,3	84,1	2 006,5	3 046,2	5 844,6	4 937,1	4 759,5	4 470,0
-Autres produits	1 143,0	562,1	1 636,2	1 299,6	304,4	828,5	14,7	-	-	-
2.I.C.A à l'exportation ⁽²⁾	2,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Taxe statistique	2 217,0	4 044,8	1 869,7	3 808,4	3 903,5	5 705,1	8 730,2	9 469,1	9 344,4	7 356,9
4.Amendes	-	-	13,7	7,9	247,1	8,2	0,2	1,0	40,7	2 176,5
B.DROITS D'ENTREE	110 407,8	154 045,2	230 595,8	360 177,4	428 144,6	562 412,4	779 343,3	1 057 177,7	1 374 373,6	1 432 849,1
1. Droits de douane	52 546,0	73 324,0	110 730,6	171 890,3	203 265,7	263 409,7	356 277,9	463 433,4	532 427,5	559 649,2
2. TVA ⁽²⁾	55 437,8	76 727,1	116 796,9	183 767,6	219 514,6	291 557,1	403 322,8	590 679,3	840 588,0	873 054,8
3. Taxe statistique	2 129,3	3 957,8	3 021,6	4 329,3	5 364,3	5 993,7	13 097,0	-	-	-
4. Amendes	294,7	36,4	46,7	190,2	-	1 451,9	6 645,6	3 065,0	1 358,1	145,1
C.ENTREPOTS ⁽³⁾	107,3	128,9	58,1	69,6	333,7	281,4	497,2	-	-	-
TOTAL	119 554,0	163 804,6	239 332,9	372 743,3	440 310,7	576 131,6	799 369,7	1 074 830,0	1 391 069,6	1 449 722,5

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris la Gécamines.

(2) Avant 2012, ICA à l'importation.

(3) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.14 Prévisions des recettes des impôts sur les revenus⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	26 645,2	41 442,4	72 352,2	87 392,8	160 946,0	189 879,7	288 101,9	448 353,1	535 894,8	702 637,3
1.Rémunérations	22 654,6	33 236,3	60 145,4	74 792,8	144 072,0	171 963,3	255 890,2	415 773,3	489 601,2	647 235,6
2.Revenus locatifs	1 713,4	2 263,0	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	2 245,5	5 943,0	10 286,3	12 599,0	14 694,7	15 737,2	28 844,2	28 252,4	38 667,8	55 401,8
4.Professions libérales	31,8	0,1	1 920,5	1,0	2 179,2	2 179,2	3 367,5	4 327,3	7 625,8	0,0
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	45 187,9	39 698,3	63 384,4	106 140,9	167 976,1	217 936,9	335 714,3	232 457,1	277 762,1	390 899,9
1.Sociétés	39 693,5	36 989,6	57 901,4	96 721,3	152 422,9	200 036,9	300 235,5	200 576,4	237 034,8	324 749,4
2.Entreprises	5 494,4	2 708,7	5 483,0	9 419,6	15 553,2	17 900,0	35 478,8	31 880,7	40 727,3	66 150,5
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	5,5	5,3	27,9	-	-	-	-	46 715,3	44 219,3
TOTAL	71 833,1	81 146,2	135 741,9	193 561,5	328 922,1	407 816,6	623 816,2	680 810,2	860 372,3	1 137 756,5

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr. note 1, tableau II.13.

Tableau II.15 Recettes des impôts sur les revenus ⁽¹⁾*(en millions de CDF)*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	28 296,1	49 694,3	71 933,5	131 234,0	169 903,9	231 952,2	302 001,2	432 323,0	525 699,9	582 680,4
1.Rémunérations ⁽²⁾	22 957,2	39 494,1	58 107,2	109 516,4	154 279,1	205 985,8	273 629,0	391 793,1	478 375,7	532 023,7
2.Revenus locatifs	1 987,7	2 176,0	-	8 462,5	-	-	-	-	-	-
3.Revenus mobiliers	2 065,4	6 761,8	13 826,2	13 252,4	15 500,7	23 355,8	27 052,8	37 918,3	45 671,6	50 656,7
4.Professions libérales	1 285,8	1 262,4	0,1	2,7	124,1	2 610,6	1 319,4	2 611,6	1 652,7	0,0
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	26 465,4	79 076,3	89 407,6	162 550,4	160 510,1	247 347,9	278 566,8	250 751,1	305 665,6	491 190,6
1.Sociétés	22 942,0	75 472,0	87 197,8	152 812,7	143 221,1	229 723,5	255 213,1	226 118,5	297 345,9	435 020,3
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	13 501,4	42 510,5	24 239,0	49 372,6	22 419,1	32 766,3	50 140,0	54 383,9	53 668,1	42 253,2
2.Entreprises	3 523,4	3 604,3	2 209,8	9 737,6	17 289,0	17 624,4	23 353,7	24 632,6	8 319,7	56 170,4
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	1,7	3,5	30,1	172,8	-	-	14 737,4	25 695,7	30 848,4	28 184,6
TOTAL	54 763,1	128 774,2	161 371,2	293 957,1	330 414,0	479 300,1	595 305,4	708 769,8	862 213,9	1 102 055,7

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr. note 1, tableau II.13.

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat.

Tableau II.16 Prévisions des recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A. TVA ⁽²⁾	40 289,6	59 210,3	105 595,9	136 579,3	226 372,6	345 240,0	430 259,6	684 960,7	673 363,3	747 667,7
B. DROITS DE CONSOMMATION	31 635,7	29 383,9	52 237,7	65 245,0	156 574,7	175 637,2	258 668,1	413 440,8	470 356,7	543 809,8
1. Bières	7 815,7	11 067,1	17 991,4	22 292,2	28 898,0	67 825,6	54 006,7	101 016,3	119 174,8	138 245,1
2. Huiles minérales	14 409,2	5 863,5	15 973,5	19 257,8	22 621,2	-	-	-	352,86	-
3. Tabacs et allumettes	8 252,4	10 697,2	14 096,2	17 858,7	25 476,5	55 020,6	66 615,5	84 625,9	91 694,5	101 118,9
4. Autres produits ⁽³⁾	1 139,9	1 728,9	3 096,2	4 755,9	78 108,2	49 158,0	125 948,0	187 357,7	257 314,6	304 122,2
5. Amendes	18,5	27,2	1 080,4	1 080,4	1 470,8	3 633,0	12 097,9	40 440,8	1 820,0	323,5
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁴⁾	901,4	605,1	1 203,2	1 513,7	8 958,2	23 184,3	28 758,1	27 659,9	4 938,3	3 400,1
TOTAL (A+B+C)	72 826,8	89 199,3	159 036,8	203 338,1	391 905,5	544 061,5	717 685,8	1 126 061,5	1 148 658,3	1 294 877,5

Source : Ministère du Budget.

(1) Cfr note 1, tableau II.13.

(2) Avant 2012, ICA à l'intérieur.

(3) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.

(4) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.17 Recettes des impôts sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A. TVA ⁽²⁾	52 315,5	67 532,4	110 251,4	172 947,4	231 871,9	297 311,1	387 754,0	539 181,9	593 970,0	582 746,0
B. DROITS DE CONSOMMATION	27 066,7	35 542,9	40 406,4	54 940,2	122 990,2	183 578,1	209 962,4	240 930,0	331 545,7	350 508,0
1. Bières	6 791,1	13 803,9	16 911,3	24 558,3	41 536,1	57 784,3	68 720,2	74 772,5	124 336,8	130 537,1
2. Huiles	12 696,9	8 343,4	8 330,1	2 689,5	18 963,2	-	-	-	-	-
3. Tabacs fabriqués	6 518,7	11 039,6	11 985,5	21 624,7	25 748,9	44 773,2	50 792,5	66 235,5	57 832,9	58 685,1
4. Autres produits ⁽³⁾	1 045,8	2 350,7	3 175,1	5 699,4	36 332,4	80 920,1	90 154,4	99 558,9	149 350,7	161 260,6
5. Amendes	14,4	5,4	4,4	368,2	409,6	100,5	295,3	363,1	25,3	25,2
C. SOCIETES PETROLIERES ⁽⁴⁾	27 257,4	42 523,8	40 665,4	82 831,7	41 025,0	59 959,5	91 751,9	99 517,9	98 208,0	77 319,7
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽⁵⁾	578,5	701,8	1 450,9	2 248,1	10 997,8	18 135,5	3 622,6	2 513,4	2 353,4	1 499,8
TOTAL	107 218,1	146 300,9	192 774,0	312 967,3	406 884,9	558 984,2	693 090,9	882 143,3	1 026 077,1	1 012 073,5

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Cfr. note 1, tableau II.13.

(2) Cfr. note 2, tableau II.17.

(3) Cfr. note 3, tableau II.17.

(4) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(5) Cfr. note 4, tableau II.17.

Tableau II.18 Budget des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par Ministère et Institution
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. Institutions politiques	22 053,1	32 906,0	42 789,8	48 989,9	69 158,7	169 907,7	192 297,5	318 510,0	308 747,9	345 889,1
Présidence de la République.	9 762,4	14 751,2	11 185,9	13 320,0	16 542,7	29 539,0	31 370,7	50 000,0	53 000,0	63 191,5
Assemblée Nationale & Sénat	5 003,1	4 829,0	22 480,8	24 349,6	32 133,3	104 810,3	99 654,7	122 850,0	132 098,9	142 809,9
Primature ⁽¹⁾	694,0	542,9	2 063,6	3 600,0	11 422,9	17 278,6	17 806,6	19 380,0	17 827,7	19 140,6
Organismes auxiliaires ⁽²⁾	2 090,9	9 404,0	2 577,9	2 925,0	3 151,2	7 244,9	3 713,4	7 200,0	8 500,0	15 656,9
Autres ⁽³⁾	3 664,2	1 484,0	1 787,5	2 389,2	2 205,9	5 461,9	23 889,5	48 080,0	27 746,0	3 273,6
Magistrature, Cours & Tribunaux	838,4	1 895,0	2 694,1	2 406,1	3 702,7	5 572,9	15 862,6	71 000,0	69 575,4	101 816,6
Comité Directeur CPP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	59 688,6	65 622,0	96 638,6	76 378,7	89 363,9	225 859,4	344 006,5	525 191,8	607 815,5	628 670,5
Administration du territoire.	3 284,4	5 275,3	10 726,1	12 179,8	13 220,0	25 190,8	59 940,0	76 416,0	92 376,4	102 571,6
Affaires Etrangères	2 104,3	2 480,9	5 152,0	3 359,6	4 216,8	11 960,1	14 404,4	14 713,0	19 928,6	2 300,0
Commerce	113,1	50,5	283,6	192,4	261,0	541,7	631,4	700,0	635,1	3 800,0
Défense Nationale	13 731,4	14 024,6	16 858,6	14 915,3	21 869,9	44 297,4	76 376,6	131 544,1	204 475,3	212 469,6
Anciens Combattants	50,9	33,9	163,0	126,0	217,5	487,6	515,0	621,0	744,1	800,0
Justice	594,0	451,7	1 228,9	839,9	869,9	3 683,8	6 052,2	25 000,0	18 977,8	21 750,0
Finances	1 971,9	7 010,3	9 117,8	6 808,3	6 524,7	10 743,7	15 315,2	20 000,0	23 640,8	25 517,4
Economie Nationale	222,3	118,1	328,5	252,0	435,0	1 083,4	3 338,6	3 000,0	2 915,0	3 050,0
Education Nationale ⁽⁴⁾	7 179,4	16 009,6	16 999,6	8 875,9	8 350,5	10 293,0	40 150,0	91 661,0	86 366,7	90 200,0
Information et presse	106,4	70,0	472,7	839,9	869,9	2 007,5	2 047,4	2 500,0	2 235,5	2 377,0
Agriculture , Pêche & Elevage	140,2	87,7	942,0	1 266,0	1 565,7	3 250,4	7 816,0	10 000,0	10 164,6	10 850,0
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	127,3	957,0	1 122,9	755,9	869,8	3 792,2	4 328,7	3 000,0	3 488,0	3 708,0
Mines & Hydrocarbure	143,3	116,1	567,2	671,9	1 000,4	3 423,0	3 818,0	7 780,0	7 942,4	8 286,1
Transports et Communications.	107,5	58,2	378,1	839,9	869,9	1 733,5	1 785,5	1 900,0	2 766,8	3 500,0
Fonction Publique	21 619,9	8 182,7	945,3	1 679,8	1 739,8	3 250,6	5 367,2	7 000,0	6 248,8	6 976,0
Affaires sociales	376,0	233,7	662,2	1 416,0	1 304,8	1 625,2	1 549,5	2 000,0	2 198,2	2 500,0
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	126,2	70,0	1 421,6	839,9	695,9	1 625,2	1 650,7	1 700,0	2 440,7	2 700,0
Santé Publique	275,5	250,3	7 102,8	2 525,9	2 609,4	8 103,9	18 201,0	27 870,0	31 219,4	30 000,0
Culture et Arts	95,9	49,7	1 370,7	839,9	698,5	2 007,5	1 999,5	1 762,5	1 625,1	2 180,0
Energie	144,3	72,0	283,6	252,0	393,2	1 083,5	1 085,2	1 200,0	1 389,7	1 450,0
Sports & Jeunesse	1 715,5	1 889,2	2 079,7	2 099,8	2 827,0	7 042,6	7 448,1	13 256,9	11 503,8	11 909,2
Affaires Foncières.	158,2	89,2	283,6	420,0	448,0	1 083,5	1 115,1	1 476,9	1 353,2	1 450,0
Travail et Prévoyance Sociales.	182,1	85,2	567,2	671,9	956,9	2 102,5	2 032,4	2 500,0	2 363,5	4 286,2
Portefeuille	126,6	96,0	378,1	420,0	435,0	1 679,4	1 713,8	2 000,0	1 740,3	1 860,0
Environnement	107,7	111,3	283,6	420,0	448,0	1 733,6	2 791,7	4 250,0	4 484,6	4 700,0
Développement rural	105,0	98,8	661,7	383,5	435,0	2 706,7	4 910,2	5 949,9	6 000,8	6 400,0
Plan	374,3	847,3	1 228,9	1 343,9	1 913,7	3 250,4	5 650,7	6 000,0	5 114,7	5 841,3
Recherche scientifique	105,5	506,1	378,1	329,7	782,9	1 625,2	1 815,8	1 900,0	1 697,6	2 000,0
Condition Féminine & Famille	170,6	75,6	283,6	563,6	1 000,0	2 166,9	1 830,2	2 350,0	1 903,5	2 100,0
Droits et libertés du Citoyen.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	161,0	71,6	309,4	178,1	500,0	1 081,8	1 109,2	1 400,0	1 204,0	1 300,0
Budget	2 971,4	3 128,8	7 099,9	4 315,3	4 349,1	10 237,9	12 134,6	25 000,0	24 114,6	23 514,6
Urbanisme et Habitat	102,2	53,4	425,1	545,9	522,0	4 002,8	4 598,8	4 608,7	4 369,5	4 500,0
Reconstruction	15,0	3,4	146,3	83,0	130,5	270,9	261,2	264,0	229,6	250,0
Coopération internationale	47,3	551,0	47,3	84,0	826,4	3 723,0	11 269,2	10 458,9	10 901,0	11 850,0
Relations avec le parlement	15,0	3,3	141,8	500,0	608,9	1 255,1	1 440,4	1 500,0	1 304,2	1 387,0
Réformes Institutionnelles	15,0	3,4	141,8	84,0	130,5	270,9	313,2	320,0	295,0	300,0
Relations avec partis politiques.	15,0	3,4	189,1	84,0	130,5	-	302,8	300,0	340,1	350,0
Petites et Moyennes Entreprises.	-	-	379,1	311,0	435,0	1 083,5	1 963,3	1 985,0	1 849,8	1 955,0
Tourisme et hôtellerie	104,2	51,5	283,6	262,0	261,0	541,7	568,2	600,0	532,9	600,0
Industrie	102,0	53,8	283,6	252,0	435,0	1 083,5	1 220,0	1 400,0	1 235,6	2 800,0
Ministères non identifiés	581,1	2 297,5	4 920,2	3 550,8	3 206,0	38 733,6	13 145,5	7 304,0	3 498,2	2 331,5
III. Autres services	391 253,7	702 392,0	1 028 591,2	1 373 068,7	1 830 771,9	2 452 217,6	3 934 420,8	3 583 607,2	3 008 937,8	3 627 879,0
Dette Publique	171 446,3	225 048,0	376 381,0	399 371,4	389 460,6	430 233,5	643 623,1	544 794,7	612 320,1	369 067,8
Villes et Provinces	12 432,0	22 556,0	45 727,0	106 953,9	455 880,9	497 402,0	833 040,0	973 221,0	212 400,0	212 400,0
Dépenses communes ⁽⁵⁾	158 201,4	205 762,0	350 131,4	511 418,3	619 600,2	858 899,7	1 200 100,5	1 439 432,1	1 526 913,8	1 694 425,3
Budgets annexes	29 633,1	36 030,0	91 110,6	92 998,2	127 823,7	140 670,0	171 458,2	293 069,8	376 731,2	437 326,1
Dépenses pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	178 846,0	71 441,3	68 943,9	216 236,2	332 773,8	434 555,5	285 789,6	247 272,7	864 383,7
Autres services	19 541,0	34 150,0	93 799,9	193 383,1	21 770,3	192 238,5	651 643,5	47 300,0	33 300,0	50 276,1
TOTAL	472 995,4	800 920,0	1 168 019,6	1 498 437,2	1 989 294,5	2 847 984,7	4 470 724,8	4 427 309,0	3 925 501,2	4 602 438,6

Source : Ministère du Budget.

(1) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(2) Principalement les Services de Sécurité.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption

Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses communes.

Tableau II.19 Exécution des dépenses courantes de l'Etat :
Répartition par Ministère et Institution
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. Institutions politiques	38 307,9	44 190,4	59 238,1	79 625,0	93 959,3	210 690,9	319 585,1	398 452,3	374 288,6	329 974,7
Présidence de la Républ. ⁽¹⁾	25 301,0	26 270,7	29 279,8	32 836,6	36 716,6	92 043,7	148 742,6	146 812,4	163 087,9	124 582,6
Assemblée Nationale & Sénat	3 866,0	9 466,8	12 522,7	13 577,9	33 314,0	84 373,6	110 146,7	129 889,8	108 832,8	114 111,8
Primature ⁽²⁾	4 826,9	2 827,7	7 894,4	15 696,2	21 790,6	27 879,9	34 714,8	35 948,3	45 509,8	50 705,4
Organismes auxiliaires	4 314,1	5 625,3	9 541,3	17 514,3	2 138,1	6 393,8	25 981,0	5 005,6	12 662,4	17 499,8
Autres ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	72 053,2	28 532,9	2 862,2
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	-	-	-	8 742,9	15 662,8	20 213,0
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II. Ministères	87 454,9	101 543,9	229 942,5	270 597,3	186 026,8	258 063,6	340 561,1	533 796,2	513 559,7	382 815,3
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	241,7	115,9	82,5	181,3	125,4	655,7	618,9	589,6	324,7	59,3
Intérieur	2 931,8	3 024,4	28 044,4	30 522,0	16 624,3	21 765,6	38 430,4	37 538,5	49 890,5	37 752,2
Affaires Etrangères	6 702,0	7 366,2	4 941,9	7 971,0	17 914,6	21 277,5	21 830,5	43 480,6	21 710,4	18 077,6
Défense Nationale	34 538,9	30 597,6	67 881,8	93 700,6	47 679,2	105 141,4	116 405,7	163 481,8	161 386,1	119 240,0
Anciens Combattants	10,3	0,9	96,7	14,8	-	29,3	-	91,3	15,8	49,2
Justice	666,8	1 554,3	2 484,7	3 356,2	3 831,9	2 882,2	7 947,0	8 085,2	9 491,9	11 952,5
Finances	22 264,3	30 362,6	75 945,8	77 663,5	53 945,7	33 032,7	49 875,3	79 070,8	121 845,7	71 176,8
Economie Nationale	120,1	386,4	527,8	233,0	55,8	680,6	363,7	339,9	2 132,7	2 018,9
Petites et moyennes entreprises	-	-	-	-	246,1	219,9	329,2	148,4	122,9	144,6
Education Nationale	1 606,2	1 816,7	17 254,4	19 856,3	1 042,2	9 190,2	7 862,9	26 700,4	11 384,5	24 807,2
Information et Presse	247,2	72,2	1 154,4	2 500,3	424,9	1 722,4	1 743,0	1 259,5	2 033,1	1 943,9
Agriculture	472,7	1 651,7	445,0	1 100,6	913,3	469,8	4 622,7	1 658,9	1 720,3	1 749,7
Travaux Publics ⁽⁴⁾	934,3	346,5	190,1	956,8	3 486,2	2 435,1	3 779,1	3 536,2	7 719,5	708,0
Mines, Industrie et Artisanat	232,5	65,7	3 542,8	1 160,8	63,3	468,0	1 257,8	1 326,7	1 430,3	1 212,8
Transports et Communications.	466,7	716,6	27,1	40,1	96,5	161,0	399,1	14 390,7	22 710,3	2 349,8
Fonction Publique	562,0	331,7	1 160,0	1 279,3	645,0	1 729,3	2 086,6	1 196,0	1 218,4	1 357,5
Postes, Télégraphes Télégrammes.	199,6	149,8	1 870,5	2 189,1	9,3	2 613,8	484,5	672,2	990,2	950,8
Santé Publique	1 179,0	5 476,6	9 029,8	9 448,9	8 500,5	2 424,2	8 762,6	14 032,2	23 419,8	22 114,2
Développement rural	94,4	106,1	120,6	132,9	11,6	412,2	294,1	735,4	595,6	783,8
Culture et Arts	317,5	342,7	72,9	88,0	408,6	858,0	1 247,1	1 097,5	1 274,9	695,5
Travail et Prévoyance Sociale	169,9	161,5	324,6	444,5	600,0	269,1	512,6	824,6	1 855,0	1 794,1
Energie	142,0	486,5	585,0	541,4	14,9	76,4	201,2	812,9	1 928,8	2 312,6
Tourisme et hôtellerie	137,3	286,3	616,1	888,1	-	36,2	28,5	62,4	75,4	62,3
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 422,1	1 805,6	1 873,7	1 180,1	12 228,9	13 584,3	17 798,8	16 675,5	18 989,5	11 646,4
Urbanisme, Habitat et Affaires Foncières.	77,9	10,8	97,1	100,0	1 517,0	551,0	802,4	690,8	1 273,7	1 014,0
Plan	865,8	1 599,9	339,9	609,8	2 566,4	766,1	2 485,5	2 601,2	2 921,1	2 390,0
Reconstruction	10,4	85,1	-	43,6	2 274,9	12,3	8,7	6,3	3,7	16,6
Portefeuille	950,8	559,8	79,9	708,7	8,6	353,4	919,0	1 349,9	633,7	467,3
Commerce	69,5	372,1	17,8	22,7	1,2	136,7	116,7	258,3	808,6	78,7
Environnement	174,7	397,4	353,0	384,2	258,8	266,3	427,2	890,2	952,7	1 098,7
Affaires sociales	260,3	1 094,2	103,0	110,3	1 088,9	390,2	292,0	1 954,2	704,1	670,4
Recherche scientifique	197,4	2 514,7	108,6	125,1	26,5	367,5	654,8	230,3	349,9	297,5
Condition Féminine	94,6	132,5	74,5	-	-	1 677,3	485,2	773,6	1 011,9	773,9
Budget	2 219,4	4 502,1	7 123,7	11 643,8	6 051,1	15 125,9	34 092,5	49 711,4	25 546,9	25 605,4
Coopération internationale**	5 085,8	184,9	111,3	120,2	726,3	5 749,5	8 007,9	51 166,8	9 647,7	8 892,7
Relations avec le Parlement	-	47,2	-	43,7	106,8	407,7	280,9	223,1	219,6	108,0
Réformes institutionnelles	0,4	-	-	0,7	-	-	26,1	15,0	11,2	14,7
Rélation avec les Partis Politiques	-	-	49,8	0,3	4,6	-	104,1	82,8	90,2	99,5
Ministères non identifiés	1 788,6	2 818,7	3 211,2	1 234,6	2 527,4	10 124,8	4 976,8	6 035,3	5 118,4	6 328,1
III. Autres services	371 879,1	525 216,3	537 495	776 733,7	1 299 486,7	1 074 018,9	1 959 103,8	1 905 851,5	2 792 593,8	3 284 012,8
Villes et Provinces	18 241,1	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	203 963,1	170 100,4
Dettes Publiques	109 881,5	95 273,2	34 396,0	59 138,9	224 840,6	111 457,4	244 088,0	160 451,0	372 917,6	255 656,2
Dépenses centralisées ⁽⁵⁾	178 905,9	247 742,0	314 968,0	494 017,2	603 596,0	604 270,1	1 111 170,0	1 293 459,0	1 463 767,0	1 609 074,7
Dépenses à ventiler	25 714,2	41 037,5	19 936,5	19 196,5	53 668,7	83 879,8	91 640,7	14 204,5	492 921,0	694 497,1
Subventions et transferts	26 430,1	45 454,0	62 057,0	62 797,0	99 140,6	97 163,6	104 361,9	176 820,0	246 056,3	303 989,0
Budget pour ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles	-	40 399,0	45 034,0	74 694,0	180 526,7	75 655,7	59 274,8	90 476,0	12 968,8	250 695,4
Autres services (PPTe)	12 706,2	19 389,0	12 575,0	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) En 2005 et 2006 Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).

(2) Primature, Vice-Primatures et Secrétariat du Gouvernement.

(3) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption
 Délégation Générale à la francophonie, Délégation générale à la MONUSCO.

(4) Y compris les dépenses de l'Office des Routes.

(5) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.

** Coopération Internationale et Coopération régionale.

Tableau II.20 Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. Biens et services	304 834,4	403 385,7	544 041,0	859 821,6	891 197,6	894 073,8	2 086 980,1	2 215 632,5	2 912 557,9	3 386 923,3
1. Rémunérations	142 242,1	195 339,5	300 986,0	461 300,3	541 423,7	604 270,1	1 061 170,0	1 256 135,0	1 409 746,4	1 577 880,8
2. Autres biens et services	162 592,3	208 046,1	243 055,0	398 521,3	349 773,9	289 803,7	1 025 810,1	959 497,5	1 502 811,5	1 809 042,5
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	16 576,3	57 884,7	57 992,5	173 446,1	65 727,2	80 223,7	106 465,7	209 639,6	111 729,2	167 808,8
Frais généraux et divers	37 773,1	60 904,5	72 751,7	81 242,9	75 182,2	79 706,6	78 710,5	104 338,4	64 874,1	108 244,7
Dépenses extérieures ⁽²⁾	-	-	4 416,5	5 845,7	-	-	-	18 066,0	11 582,1	12 109,8
Provinces et villes	18 241,1	35 921,6	48 528,5	66 890,2	137 714,1	101 592,3	348 568,4	170 441,0	199 774,2	170 100,4
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	1 105,4	2 567,9	5 880,9	4 157,0	10 350,3	7 327,9	29 114,6	28 440,1	45 937,1	49 248,6
A ventiler	88 896,5	50 767,5	53 484,8	66 939,5	60 800,1	20 953,3	462 950,9	428 572,4	1 068 914,8	1 301 530,1
II. Versements d'intérêts	99 878,1	113 097,3	34 396,0	41 015,4	63 111,0	51 512,4	126 625,4	160 780,8	243 168,9	139 559,1
1. Sur dette intérieure	17 283,1	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9
Découvert journalier ⁽³⁾	17 283,1	17 823,5	28 720,0	29 062,4	37 730,0	26 032,4	99 600,0	136 836,0	152 396,2	117 050,9
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	82 595,0	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2
Dette financière	82 595,0	95 273,8	5 676,0	11 953,0	25 381,0	25 480,0	27 025,4	23 944,8	90 772,7	22 508,2
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	92 929,4	154 467,6	248 238,7	226 119,0	625 164,2	597 187,2	405 644,5	461 686,7	524 715,3	470 320,4
1. Organismes publics ⁽⁴⁾	78 367,4	146 469,0	231 146,4	196 956,2	601 288,8	539 647,1	363 774,6	408 179,0	450 019,4	405 650,0
2. Entreprises	-	-	-	8 262,4	-	-	-	-	21 033,4	16 949,5
3. Ménages	13 648,0	7 360,9	15 662,6	15 303,0	15 954,9	42 685,6	29 630,4	35 118,8	34 017,5	30 448,0
Bourses d'études	210,2	-	2 509,0	2 146,1	1 183,1	-	-	-	22,9	-
Pensions civiles et militaires	887,1	2 884,8	3 694,1	4 942,8	4 827,6	6 998,0	8 397,6	11 810,9	17 633,0	17 514,6
Soins médicaux	2 636,9	2 241,8	5 889,5	3 956,3	3 729,3	17 214,4	16 102,5	12 691,7	8 641,9	7 855,9
Divers ⁽⁵⁾	9 913,7	2 234,3	3 569,9	4 257,9	6 214,9	18 473,2	5 130,3	10 616,2	7 719,7	5 077,5
4. A l'étranger ⁽⁶⁾	914,0	637,7	1 429,7	5 597,4	7 920,5	14 854,5	12 239,5	18 388,9	19 645,0	17 273,0
Total	497 641,8	670 950,6	826 675,7	1 126 956,0	1 579 472,8	1 542 773,4	2 619 250,0	2 838 100,0	3 680 442,1	3 996 802,8

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.

(2) Principalement les représentations diplomatiques.

(3) A partir de 2010, il enregistre aussi les intérêts sur créances titrisées et les commissions.

(4) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.

(5) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat.

(6) Concerne les cotisations à des organismes internationaux.

Tableau II.21 Budget des dépenses en capital de l'Etat :
Répartition par Ministère et Institution
 (en millions de CDF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Présidence	882,5	417,6	54,6	3 542,9	3 240,0	857,3	21 269,5	5 727,5	38 641,7	2 689,9	6 746,7
Affaires étrangères	11,5	-	54,6	-	200,7	-	-	-	-	237,1	3 252,0
Commerce	9,4	-	34,8	30,1	500,0	-	2 069,3	275,1	159,0	500,0	1 943,0
Finances	271,9	-	550,3	916,7	40 279,3	2 658,2	22 530,8	123 984,2	75 389,6	59 253,2	149 078,5
Education Nationale	415,6	2 267,3	3 556,1	13 121,3	16 753,6	66 983,9	124 894,0	153 351,4	117 164,0	120 287,4	76 004,8
Information	228,3	-	431,3	200,0	1 433,1	77,3	950,6	400,0	305,2	8 542,2	243,4
Agriculture, Pêche et Elevage	128,8	1 238,1	463,7	5 249,3	3 656,0	12 601,6	37 119,4	66 246,6	216 722,2	47 722,2	182 970,4
Développement rural	164,3	1 176,7	340,1	2 046,7	2 164,0	64 728,6	43 903,4	38 657,5	30 939,4	25 497,7	165 991,5
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	901,6	860,7	763,8	12 140,0	105 817,0	545 874,5	524 630,9	1 114 598,2	315 408,3	532 306,3	88 419,9
Mines et Affaires Foncières	88,1	-	324,6	577,8	1 546,1	-	7 595,8	3 669,3	12 187,6	1 000,0	27 743,1
Transports et Communications	372,3	-	193,2	1 667,5	8 578,3	15 200,1	199 689,2	360 050,2	140 147,2	108 357,8	77 883,2
Postes, Téléphones Télégrammes.	174,7	-	113,6	2 990,0	3 094,5	5 000,0	1 090,2	4 284,9	1 409,0	1 893,9	70 278,1
Santé Publique	299,3	2 350,8	5 062,1	6 132,0	12 236,1	104 917,4	245 424,0	111 874,9	344 923,9	125 208,0	328 211,3
Energie	664,0	-	386,4	2 726,2	37 302,0	64 356,9	707 432,2	1 382,5	367 381,0	246 035,2	-
Jeunesse et Sports	189,8	130,6	48,7	193,9	800,0	-	-	1 000,0	1 232,1	5 092,2	1 398,8
Défense Nationale(1)	405,2	8 272,0	1 026,8	300,0	2 150,0	-	43 401,3	22 882,8	11 006,1	7 115,2	72 569,4
Culture et Arts	69,2	-	46,6	30,1	500,0	-	-	300,0	1 576,9	1 500,0	1 294,5
Portefeuille	39,8	-	-	30,1	425,0	3 780,8	23 705,0	1 331,9	11 617,6	7 561,6	7 063,7
Environnement	258,7	239,0	687,9	271,3	3 475,8	39 219,0	68 890,1	80 057,9	31 567,6	10 362,9	47 543,8
Plan	472,4	-	1 533,9	1 157,5	12 898,5	1 918,0	80 493,6	11 441,5	124 713,4	53 378,5	31 185,8
Justice	69,4	-	61,1	30,1	750,0	-	14 916,4	8 667,6	5 968,7	5 714,3	8 074,3
Administration du Territoire	36,7	2 955,0	35,2	228,3	5 696,3	2 712,9	63 300,8	44 951,4	157 161,2	169 252,9	10 643,5
Primature	-	-	-	300,0	750,0	-	-	1 988,5	76,3	2 175,6	3 979,3
Affaires sociales	96,3	851,9	-	512,2	4 057,4	-	17 079,1	8 459,4	16 169,3	4 894,5	19 555,0
Recherche scientifique	95,8	130,6	-	691,2	-	-	1 500,0	3 602,1	1 294,3	2 403,6	2 414,9
Travail et Prevoyance Sociale	11,6	266,4	26,6	292,5	689,0	-	702,0	261,4	199,9	5 015,9	4 818,6
Fonction Publique	33,3	-	54,6	30,1	615,0	-	-	2 729,0	114,5	85,9	97 600,7
Economie Nationale	103,2	-	27,3	30,1	450,0	-	-	-	343,4	2 760,3	934,2
Assemblée Nationale & Sénat	-	-	140,7	5 687,7	680,0	-	8 460,4	3 379,5	2 615,2	501,4	10 772,5
Condition Féminine	18,5	130,6	-	30,1	300,0	-	12 467,1	1 900,0	25 600,0	11 931,5	8 969,6
Anciens Combattants	15,0	-	6,2	-	150,0	-	983,3	511,6	390,7	744,1	516,0
Budget	180,1	-	333,0	857,1	1 957,8	100,9	25 722,6	8 182,1	3 890,8	4 555,7	5 000,0
Conseil Judiciaire	-	-	-	-	-	-	2 851,8	-	405,9	10 595,8	11 462,0
Urbanisme et Habitat	89,4	928,2	772,9	1 031,5	2 900,0	-	1 098,4	8 443,1	8 660,8	13 525,9	4 812,1
Petites et Moyennes Entreprises	167,0	-	-	30,1	270,0	-	9 030,7	-	-	-	500,0
Reconstruction et Service National	45,3	-	-	-	-	-	-	95,9	101,6	1 379,8	-
Pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres ministères et institutions	186,2	2 381,5	469,5	1 949,9	6 662,4	2 111,9	446 331,2	80 911,3	116 377,9	909 084,9	1 316 691,1
Total (2)	7 195,0	24 597,0	17 600,0	65 024,6	282 978,0	933 099,4	2 759 532,9	2 275 599,3	2 181 862,2	2 509 163,4	2 846 565,7

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

(2) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.22 Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat :
Répartition par Ministère et Institution
 (en millions de CDF)

Ministères	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1.Présidence.	2 514,0	329,7	2 296,5	3 221,9	3 513,7	6 751,4	4 565,1	1 814,2	27 751,2	9 677,2
2.Primature	-	-	-	4 437,1	13 233,2	6 088,0	1 014,3	2 130,1	948,3	7 540,3
3.Finances	37,5	667,8	0,6	29 421,6	29 092,9	37 576,2	44 116,2	4 605,4	58 944,5	33 855,1
4.Education Nationale	2 015,0	1 928,6	2 996,9	3 481,0	26 760,5	3 104,3	5 148,1	2 379,1	18 925,5	30 603,1
5.Information	216,3	-	357,0	4 399,7	-	6 246,7	8 510,5	23,7	-	-
6.Agriculture	679,3	1 888,8	1 974,6	12 427,1	43 595,9	11 617,9	3 980,1	27 082,4	33 471,4	73 157,2
7.Travaux Publics	13 723,0	15 538,0	1 325,0	20 060,8	269 510,4	416 211,2	160 237,0	41 870,7	119 848,0	32 810,3
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	-	-	-	-	-	212,8	1 130,9	120,0
9.Transports et Communications.	207,9	155,9	2,8	231,0	20 244,7	-	973,1	15 599,5	32 974,9	41 426,8
10.Postes,Télégraphes Télé.	-	-	-	-	1 810,8	31,6	690,2	-	6 518,0	672,1
11.Santé Publique	640,7	3 084,4	3 831,7	5 739,9	20 496,0	8 579,6	1 381,1	17 478,2	31 356,2	33 324,3
12.Energie	-	914,5	-	4 131,7	12 871,8	8 120,3	51,7	192 066,2	0,0	-
13.Défense Nationale	3 346,3	3 049,9	4 843,5	2 955,1	7 280,8	6 313,5	4 801,9	31 201,8	12 275,2	13 290,7
14.Environnement	-	-	-	-	938,4	-	115,3	-	-	-
15.Plan	-	19,1	1 034,1	1 063,3	10 104,8	13 168,2	1 104,5	7 238,6	1 698,5	6 029,1
16.Développement rural	654,0	1 688,6	980,1	1 129,6	15 622,9	3 709,8	-	38,3	645,7	57,1
17.Justice	-	-	-	-	-	136,9	268,9	135,6	321,1	297,1
18.Affaires sociales	71,6	776,2	-	-	-	-	-	-	-	-
19.Affaires étrangères	21,7	109,9	75,0	899,7	53,9	1 500,1	4 013,1	933,2	-	120,1
20.Recherche scientifique	-	-	123,2	500,0	-	6,1	111,8	528,2	709,6	-
21.Assemblée Nationale	-	-	-	-	-	3 884,9	12 847,5	-	617,5	-
22.Condition féminine	-	228,4	-	-	-	-	-	66,7	-	356,7
23.Budget	-	12,5	42,2	365,9	31,1	7 487,5	966,7	794,5	1 080,0	814,2
24.Fonction Publique	-	178,0	37,5	81,2	52,3	440,7	-	-	40,1	644,3
25.Cultures & Arts	-	67,6	-	-	-	8,0	61,9	146,1	168,1	1 364,5
26.Sports & Loisirs	-	26,4	-	-	-	233,4	11,0	66,7	-	6 170,8
27.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28. Urbanisme & Habitat	226,0	1 731,6	370,7	574,1	-	-	-	-	65,8	125,0
29. Commerce Extérieur	-	-	-	-	-	-	22 688,4	665,0	-	-
30.Intérieur	-	268,0	-	-	2 483,4	1 578,7	2 420,3	12 044,0	3 262,7	6 277,0
31.Autres ministères	2 974,5	261,7	2 092,9	65 634,3	2 274,9	56 010,6	97 221,3	174 519,0	138 762,8	153 040,9
Total ⁽¹⁾	27 327,9	32 925,6	22 384,3	160 755,0	479 972,5	598 805,6	377 300,0	533 640,0	491 516,0	451 773,9

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de 2008, y compris les investissements sur ressources extérieures.

Tableau II.23 Encours de la dette publique libellé en monnaie nationale
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A. Auprès des institutions monétaires	20 232,3	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-723 426,0
Banque Centrale du Congo	38 943,0	78 032,1	89 851,4	124 575,0	107 828,2	-661 280,0	-394 023,0	-699 115,0	-635 903,0	-595 457,0
Banques de dépôts	-18 710,7	-32 496,3	-22 515,9	-22 010,1	-49 426,1	-54 084,0	-92 625,0	-226 026,0	-184 389,0	-127 969,0
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	20 232,3	45 535,8	67 335,4	102 564,9	58 402,1	-715 364,0	-486 648,0	-925 141,0	-820 292,0	-723 426,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cf tableau IV.22.

Tableau II.24 Couverture des besoins nets de financement de l'Etat
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Besoins nets de financement	-42 899,4	-25 303,5	-21 799,7	-35 229,5	44 162,8	146 648,1	-228 716,0	438 493,0	-104 849,0	-96 866,0
Moyens de financement :	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0
A.Financement intérieur monétaire	42 899,4	25 303,5	21 799,7	35 229,5	-44 162,8	-146 648,1	228 716,0	-438 493,0	104 849,0	96 866,0
Banque Centrale du Congo	50 786,2	39 089,1	11 819,2	34 723,6	-16 746,7	-134 496,8	267 257,0	-305 092,0	63 212,0	40 446,0
Banques de dépôts	-7 886,9	-13 785,6	9 980,4	505,9	-27 416,1	-12 151,3	-38 541,0	-133 401,0	41 637,0	56 420,0
B.Financement intérieur non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES



En 2014, le secteur extérieur a été caractérisé principalement par une amélioration du solde global de la Balance des paiements, induite par la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières.

Ainsi, la Banque Centrale du Congo, dans le cadre la mise œuvre de sa politique de change, a orienté ses interventions essentiellement vers les achats de devises sur le marché des changes. Toutefois, ces opérations, effectuées dans un contexte de stabilité du taux de change, n'ont pas permis de conforter davantage le niveau des réserves internationales, suite à l'entrée en application de la décision gouvernementale obligeant le paiement des redevances minières et pétrolières en monnaie locale.

S'agissant de la dette extérieure, aucun arriéré n'a été enregistré en 2014, le service de la dette ayant été effectué au-delà même des prévisions. Dans ce contexte, le ratio d'endettement s'est amélioré par rapport à son niveau de 2013.

Pour ce qui est des aides extérieures, celles-ci se sont accrues par rapport à l'année précédente, sous l'impulsion principale de la Banque mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

En ce qui concerne la coopération régionale, il y a lieu de relever que cette dernière a été essentiellement marquée par la tenue à Kinshasa, du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COMESA ainsi que de la réunion des Gouverneurs des Banques Centrales des Etat membres de cette même Organisation, dans le cadre de la promotion de l'intégration économique régionale.

CHAPITRE I

COMMERCE DES BIENS

En 2014, la valeur totale des échanges des biens entre la RDC et le reste du monde a atteint 22.463,5 milliards de CDF, équivalant à 67,6 % du PIB contre 20.620,3 milliards en 2013, soit 68,6 % du PIB.

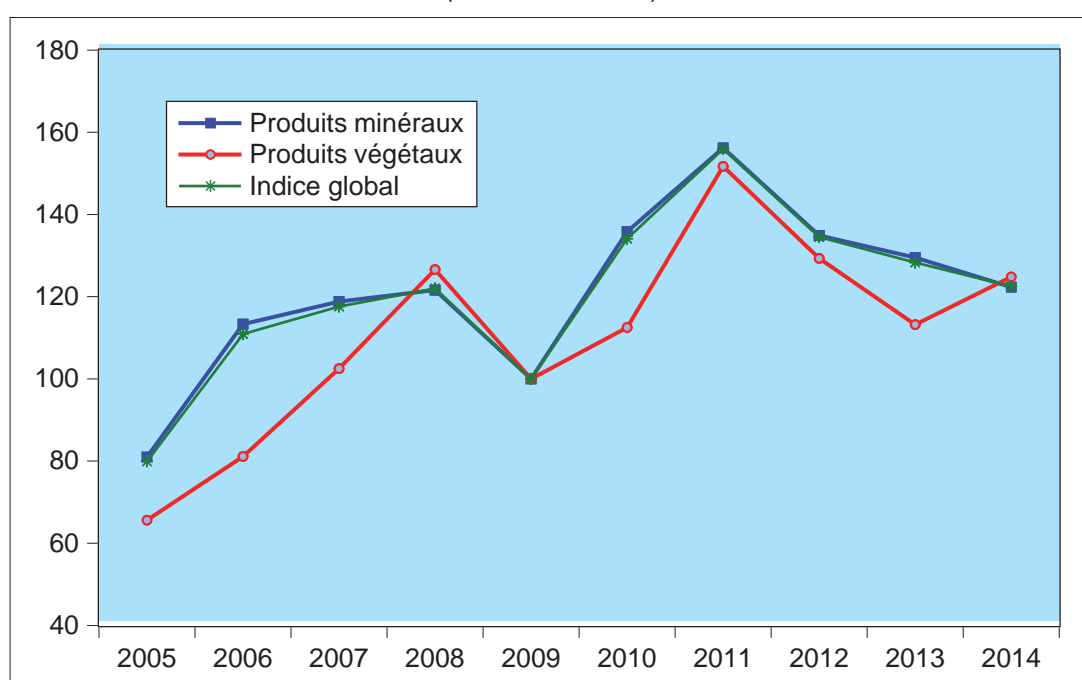
La balance des biens s'est soldée par un excédent de 339,3 milliards de CDF, représentant 1,0 % du PIB en 2014 contre celui de 739,9 milliards, soit 2,5 % du PIB en 2013. Le ralentissement observé résulte notamment de la baisse de la demande des pays émergents, essentiellement la Chine, laquelle a induit une progression moins rapide des exportations par rapport aux importations

I.1. COURS DE PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

En 2014, il s'est observé une baisse de l'indice global des cours mondiaux de principaux produits exportés par la RDC. En effet, cet indice global s'est fixé à 122,5 points revenant de 128,3 en 2013, à la suite du recul de l'indice des produits minéraux. Les exportations congolaises étant dominées par les produits miniers, les variations à la baisse des cours de ces produits ont impacté négativement la valeur totale desdites exportations.

Graphique III.1 Indice des cours de principaux produits

(Base 2009=100)



Source : Banque Centrale du Congo.

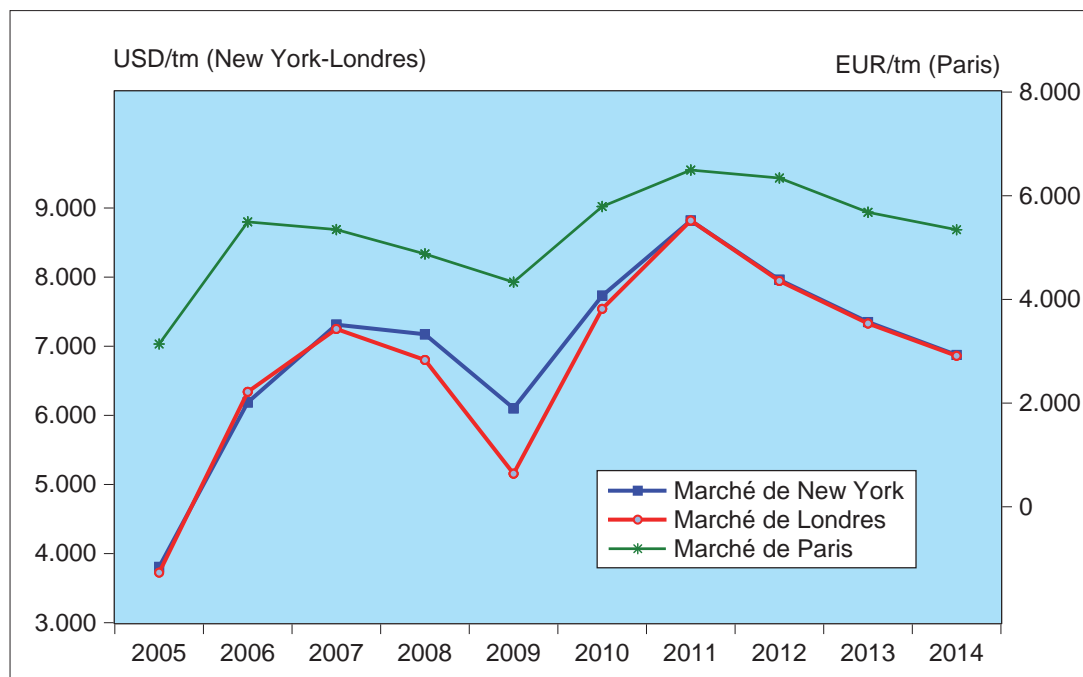
I.1.1. COURS DES PRODUITS MINIERES ET DES HYDROCARBURES

L'indice des cours des produits miniers et des hydrocarbures exportés par la RDC s'est détérioré de 5,5 %, en raison de la baisse, sur le marché international, des prix de la plupart des produits exportés par la RDC, à savoir : le pétrole, le cuivre, la cassitérite, le coltan et l'or.

S'agissant de la baisse du prix du baril en 2014, elle est consécutive à l'abondance de l'offre et au ralentissement de la demande de la Chine et de celle d'autres pays émergents. L'offre de ce produit a été alimentée par une hausse de la production du pétrole non conventionnel américain ainsi que de celle de l'Organisation des Pays producteurs et Exportateurs du Pétrole (OPEP). Cette dernière s'est améliorée grâce à la reprise de la production dans certains champs pétroliers du moyen orient après le relâchement des tensions géopolitiques.

Quant au cours du cuivre, sa baisse a notamment résulté d'une part, de la mesure prise par la Chine, premier consommateur mondial, de limiter l'usage du métal rouge comme garantie auprès des banques, en vue de diversifier les risques. Il sied de relever que 80,0 % des importations du cuivre étaient utilisés par les entreprises chinoises pour garantir des prêts bancaires immobiliers. D'autre part, la chute des cours du cuivre est liée à l'accroissement de la production du Chili, premier producteur mondial, en dépit de la grève observée dans l'une de ses plus importantes mines.

Graphique III.2 Cours du cuivre électrolytique sur les marchés mondiaux



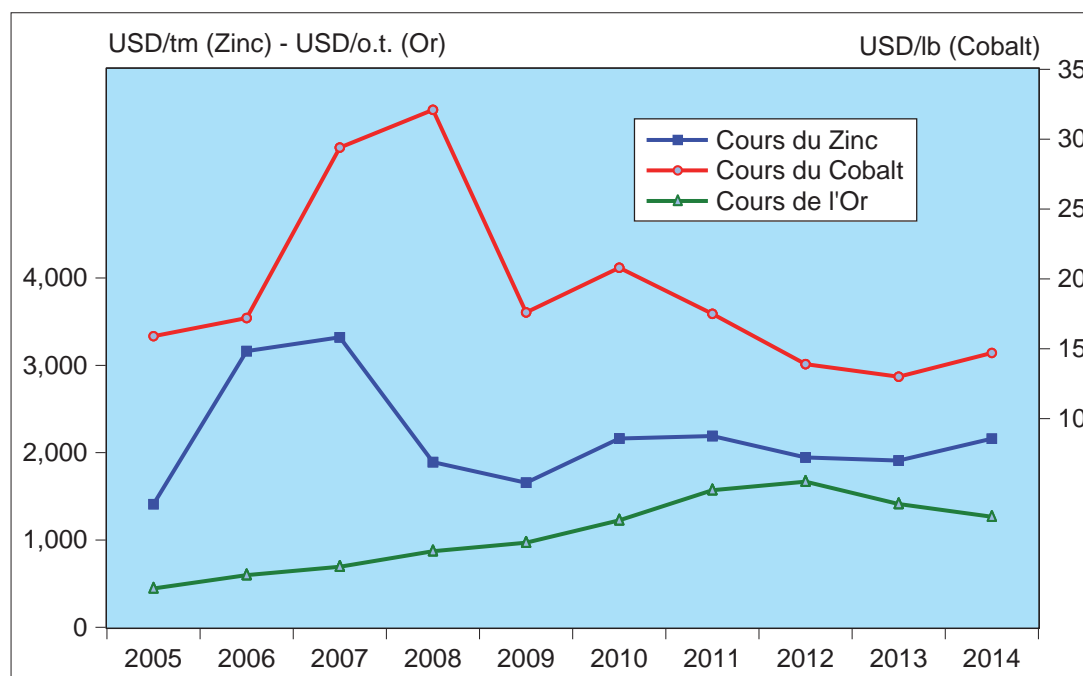
Source : Banque Centrale du Congo.

Pour ce qui est de l'or, son prix a baissé à la faveur de la saturation de l'offre sur le marché. En effet, plusieurs entreprises ont produit en fonction de leurs plans de

production qui tablaient sur une hausse continue du cours de ce métal. Par contre, la persistance d'une faible inflation en occident ainsi que les anticipations sur le resserrement de la politique monétaire américaine ont fait perdre à l'or son attraction en tant que valeur refuge et induit la baisse de sa demande.

Concernant la cassitérite, son cours s'est dégradé suite principalement à la baisse de la consommation dans l'industrie électronique. En effet, ce secteur qui est le principal utilisateur de ce produit, limite au fil des années sa consommation par la miniaturisation et l'utilisation de nouvelles techniques de soudure.

Graphique III.3 Cours du zinc, de l'or et du cobalt sur le marché international



Source : Banque Centrale du Congo.

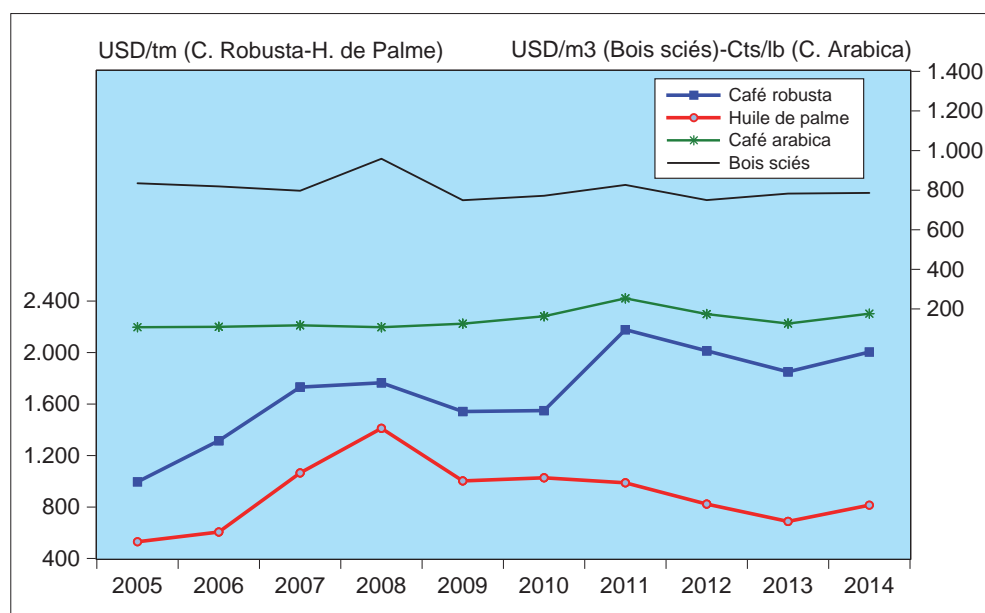
I.1.2. PRODUITS VEGETAUX

La RDC a bénéficié, en 2014, d'une amélioration de l'indice des cours mondiaux de ses principaux produits végétaux exportés. En effet, impulsé par l'amélioration des cours du café, de l'huile de palme et du bois scié, cet indice s'est fixé à 124,8 points venant de 113,2 points, l'année précédente.

Concernant les deux premiers produits, la hausse de leurs cours est consécutive principalement à la sécheresse observée, d'une part, dans les grandes régions caféières du Brésil, premier producteur et exportateur mondial, et d'autre part, en Indonésie et en Malaisie, grands producteurs de l'huile de palme. Par ailleurs, cette situation a été accentuée par la demande de plus en plus importante de ces produits, en particulier l'huile de palme, sollicitée surtout dans la fabrication du biocarburant.

Quant à l'amélioration du cours du bois scié, elle résulte de la vulgarisation de l'usage du bois, considéré comme plus économique, notamment dans le secteur de la construction. En outre, la production et la commercialisation de ce produit sont sujettes à plusieurs restrictions dans le cadre de la protection de l'environnement.

Graphique III.4 Cours de principaux produits végétaux exportés



Source : Banque Centrale du Congo.

I.2. EXPORTATIONS

Les exportations ont totalisé 11.401,4 milliards de CDF en 2014 contre 10.680,1 milliards, une année auparavant. Il sied de noter que la Chine et l'Afrique du sud ont constitué les deux premières destinations de ces exportations, représentant respectivement 22,9 % et 16,3 % de la valeur totale des biens vendus par la RDC au reste du monde. Avec la Chine, elles sont passées de 2.538,3 milliards de CDF à 2.611,9 milliards, d'une année à l'autre, tandis qu'avec l'Afrique du sud, elles se sont chiffrées à 1.857,7 milliards de CDF contre 829,9 milliards en 2013.

L'Union Européenne occupe, quant à elle, la troisième place. Ses achats en provenance de la RDC se sont situés à 520,8 milliards de CDF, enregistrant une baisse de plus de 60,0 %, expliquée notamment par la poursuite des effets liés à la récession dans cet espace économique.

Tableau III.1 Exportations de la RDC par destination
(en pourcentage)

Pays	2013	2014
Chine	23,8	22,9
Afrique du Sud	7,8	16,3
Autres	68,4	60,8

Source : Banque Centrale du Congo.

I.3. IMPORTATIONS

En 2014, les importations de la RDC ont atteint 11.062,1 milliards de CDF contre 9.940,2 milliards, l'année précédente. L'Union Européenne a été le plus grand fournisseur, suivie de la Chine et de la République Sud-Africaine. Leurs ventes ont respectivement représenté 23,2 %, 11,4 % et 10,6 % du total des biens acquis par la RDC. Une année plus tôt, ces importations avaient représenté respectivement 22,8 %, 18,0 % et 11,8 % du total.

Tableau III.2 Importations de la RDC par pays ou région de provenance
(en pourcentage)

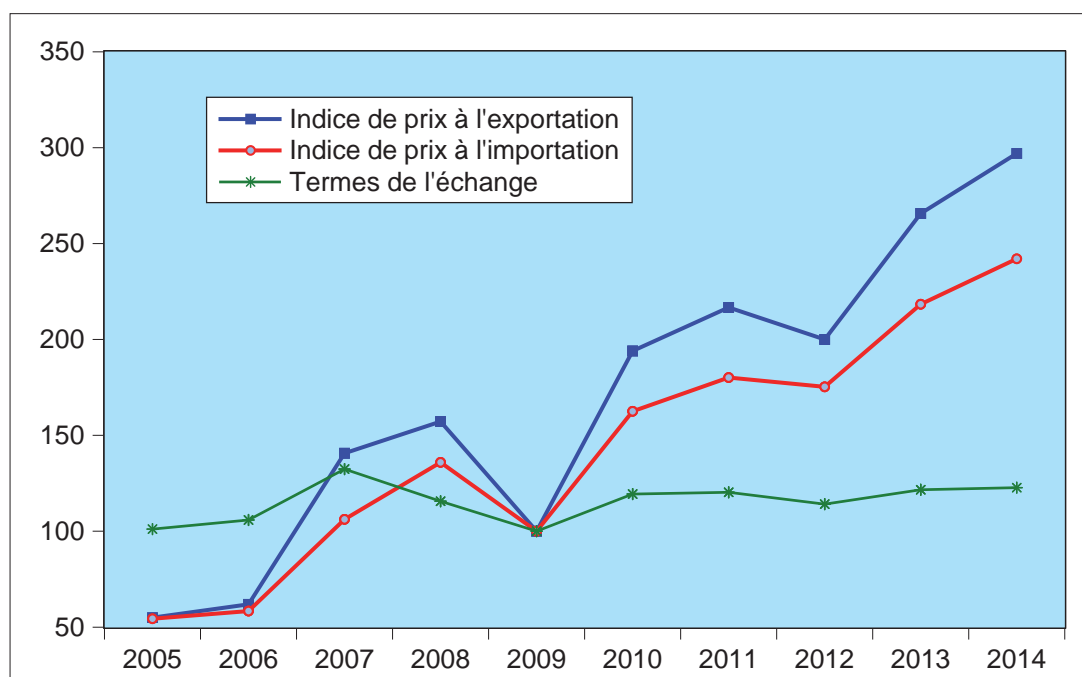
Pays	2013	2014
Union Européenne	22,8	23,2
Chine	18,0	11,4
Afrique du Sud	11,8	10,6
Autres	47,4	54,8

Source : Banque Centrale du Congo.

I.4. TERMES DE L'ECHANGE

L'indice des termes de l'échange a atteint 116,7 points contre 121,7 points, une année plus tôt, suite au recul plus prononcé de l'indice des prix à l'exportation par rapport à celui des prix à l'importation.

Graphique III.5 Evolution des termes de l'échange
(Base 2009=100)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE II

POLITIQUE DE CHANGE

La Banque Centrale du Congo a mené sa politique de change dans un environnement économique stable et un contexte de poursuite de la mise en œuvre des mesures de la dédollarisation de l'économie nationale. En effet, en vue de contribuer au processus de dédollarisation de l'économie congolaise, il a été décidé le paiement des obligations fiscales et non fiscales des miniers et pétroliers producteurs, en monnaie nationale dès le premier janvier 2014. Cette mesure a privé la BCC de sa principale source de constitution des réserves de change. Pour pallier cette situation, l'Institut d'Emission s'est orienté vers le marché des changes.

II.1. OBJECTIFS ET INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

Les objectifs de la politique de change de la Banque Centrale du Congo ont été maintenus. Il s'agit de (i) lisser les fluctuations du taux de change et (ii) améliorer le niveau des réserves de change.

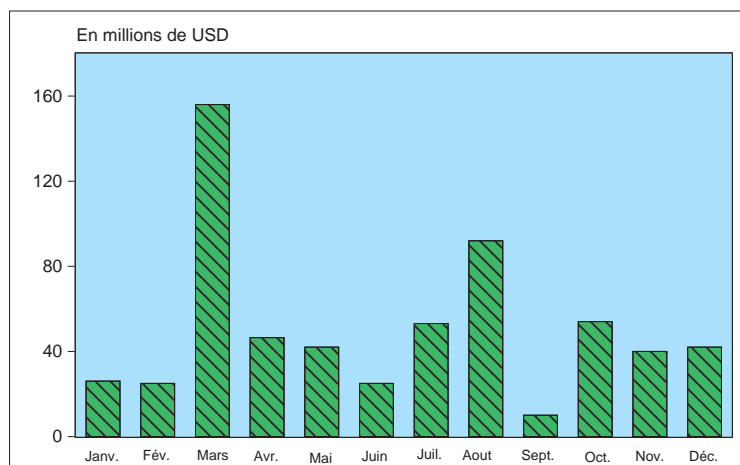
Dans un contexte d'une évolution favorable du taux de change, les actions de l'Institut d'Emission ont été essentiellement orientées vers la réalisation du second objectif. Ainsi, la BCC a procédé aux achats de gré à gré d'un import de 611,6 millions de USD sur le marché des changes contre 25,0 millions en 2013.

Tableau III.3 Volume des transactions en devises en 2014
(en millions de USD)

	2013	2014												
	Cumul	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul
Achats	2 339,8	243,9	280,3	413,6	293,9	272,8	259,9	345,7	341,4	253,5	340,1	352,1	283,1	3 680,4
dont BCC	25,0	26,0	25,0	156,0	46,5	42,0	25,0	53,1	92,0	10,0	54,0	40,0	42,0	611,6
Ventes	2 339,6	202,9	220,4	315,5	229,7	232,5	238,2	297,4	264,7	267,4	291,0	293,0	311,7	3 164,4
dont BCC	24,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde	-0,2	-41,0	-59,9	-98,1	-64,2	-40,4	-21,7	-48,2	-76,7	13,9	-49,1	-59,1	28,5	-515,9
Total	4 679,3	446,8	500,8	729,1	523,6	505,3	498,1	643,1	606,2	520,9	631,1	645,0	594,8	6 844,8

Source : Banque Centrale du Congo.

A la lumière du graphique ci-dessous, il s'observe que le mois de mars, correspondant à la grande échéance fiscale, a été déterminant dans le processus de constitution des réserves. En effet, les achats effectués en 2014 ont été réalisés à concurrence de 25,0 % au mois de mars.

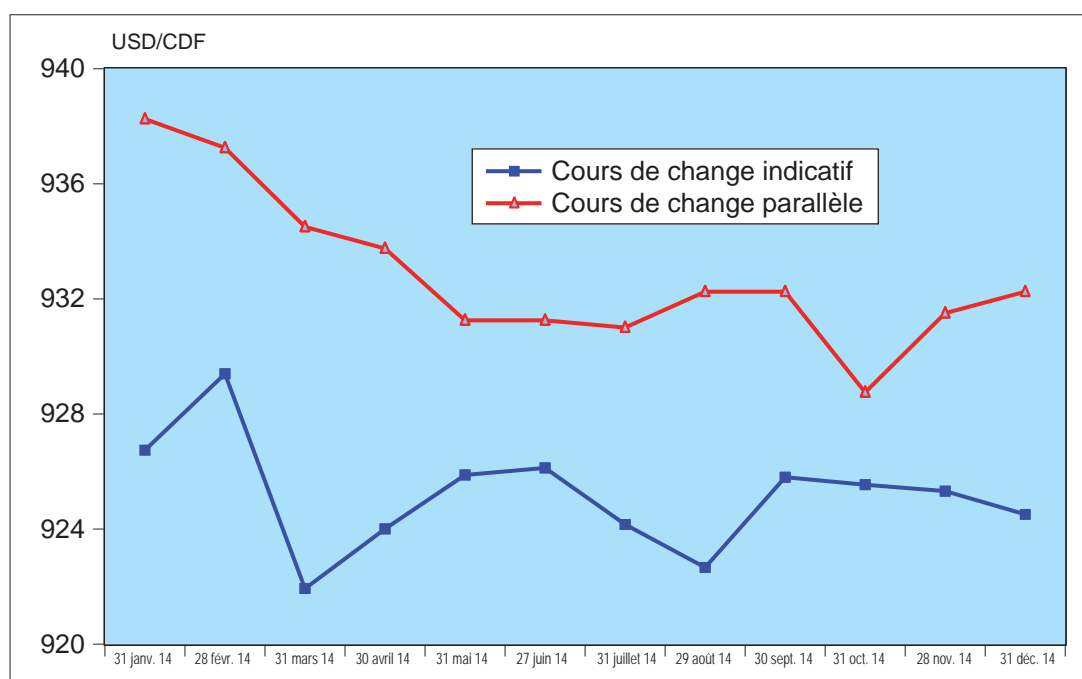
Graphique III.6 Evolution des achats de la BCC sur le marché des changes en 2014

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE CHANGE

II.2.1. Stabilité du taux de change

Le marché des changes est resté globalement stable en 2014. En effet, les taux de change, à l'interbancaire et au parallèle, ont fluctué dans l'intervalle de 921,0 CDF à 938,0 CDF le dollar américain.

Graphique III.7 Evolution du taux de change indicatif et parallèle en 2014

Source : Banque Centrale du Congo.

Le taux indicatif a enregistré une légère appréciation de 0,11 % par rapport à l'année 2013, à la suite notamment d'une bonne coordination des politiques conjoncturelles. En effet, le cours indicatif est passé de 925,5 CDF le dollar à fin décembre 2013 à 924,5 CDF, une année après.

Sur le marché parallèle, il a été noté un taux de 932,3 CDF le dollar à fin décembre 2014, soit une appréciation de 0,62 % par rapport à son niveau de 2013.

Cette évolution des taux indicatif et parallèle a induit un recul de l'écart entre les deux cours. Cet écart est en effet passé de 1,35 % à fin décembre 2013 à 0,84 % une année après.

Il convient d'indiquer que le taux moyen annuel, à l'indicatif, a été de 925,2 CDF le dollar en 2014 contre 919,8 CDF une année plus tôt. Sur le marché parallèle, il a été enregistré un taux moyen de 932,9 CDF le dollar américain contre 927,0 CDF en 2013.

Tableau III.4 Evolution du taux de change

Dates	Taux de change USD/CDF		Var. par rapport à fin décembre		Ecart (2) et (1) en %
	Cours indicatif (1)	Cours parallèle (2)	Cours indicatif	Cours parallèle	
31-déc-13	925,50	938,00	-1,12	-1,56	1,35
31-janv.-14	926,74	938,25	-0,13	-0,03	1,24
28-févr.-14	929,39	937,25	-0,42	0,08	0,85
31-mars-14	921,93	934,50	0,39	0,37	1,36
30-avr.-14	924,00	933,75	0,16	0,46	1,06
30-mai-14	925,87	931,25	-0,04	0,72	0,58
27-juin-14	926,12	931,25	-0,07	0,72	0,55
31-juil.-14	924,16	931,00	0,15	0,75	0,74
29-août-14	922,66	932,25	0,31	0,62	1,04
30-sept.-14	925,80	932,25	-0,03	0,62	0,70
31-oct.-14	925,54	928,75	0,00	1,00	0,35
28-nov.-14	925,32	931,50	0,02	0,70	0,67
31-déc.-14	924,51	932,25	0,11	0,62	0,84

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2. Réserves de change

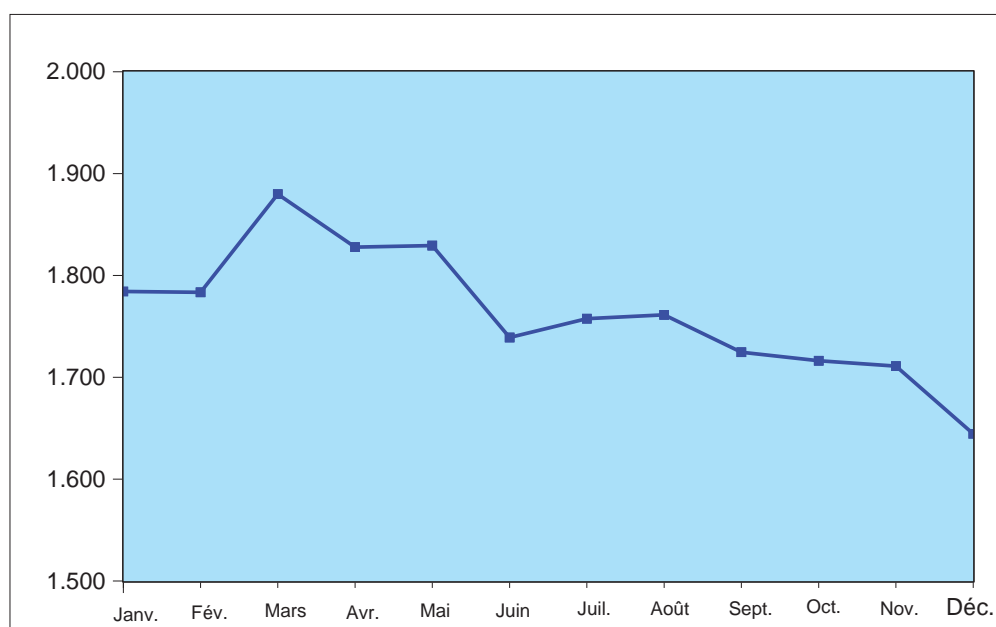
Au terme de l'année 2014, le stock des réserves de change s'est fixé à 1.644,46 millions de USD, correspondant à 7,85 semaines de couverture d'importations des biens et services sur ressources propres, contre 1.745,1 millions à fin 2013.

Tableau III.5 Evolution des réserves internationales en 2014*(en millions de USD, sauf indication contraire)*

Période	Niveau	en mois d'importation	en semaines d'importation
déc.-10	1 296,97	1,78	7,73
déc.-11	1 271,85	1,66	7,20
déc.-12	1 634,18	2,16	9,35
déc.-13	1 745,41	2,14	9,25
janv.-14	1 784,18	2,18	9,46
févr.-14	1 783,35	2,18	9,45
mars-14	1 879,74	2,30	9,97
avr.-14	1 827,78	2,02	8,73
mai-14	1 829,31	2,02	8,74
juin-14	1 739,01	1,92	8,30
juil.-14	1 757,53	1,94	8,39
août-14	1 761,32	1,94	8,41
sept.-14	1 724,59	1,90	8,24
oct.-14	1 716,22	1,89	8,20
nov.-14	1 710,87	1,89	8,17
déc.-14	1 644,46	1,81	7,85

Source : Banque Centrale du Congo.

La mesure portant paiement des obligations fiscales et non fiscales en monnaie nationale a sensiblement entamé la mobilisation des devises par la Banque Centrale. Cette dernière n'a pu acheter que 611,6 millions de USD en 2014 contre 973,0 millions en 2013, obtenus via le rachat systématique des recettes fiscales du Trésor.

Graphique III.8 Evolution des réserves de change en 2014*(en millions de USD)**Source : Banque Centrale du Congo.*

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements de la RDC a enregistré un solde excédentaire de 106,4 milliards de CDF contre 56,8 milliards, une année avant. En pourcentage du PIB, il a représenté 0,3 % contre 0,2 % en 2013. Cette évolution résulte de l'amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières, associée à une diminution du déficit du compte des transactions courantes.

Tableau III.6 Composantes de la balance des paiements
(en millions de CDF)

	2013	2014 ^(p)
Compte des transactions courantes	-2 859 074,5	-2 812 775,8
- Balance des biens	739 899,6	339 312,9
- Services nets	-2 114 507,4	-2 589 926,2
- Revenus primaires	-2 648 501,9	-2 813 331,9
- Revenus secondaires	1 164 035,2	2 251 169,5
Compte de capital et d'opérations financières	2 932 578,2	2 986 196,2
- Capitaux publics nets	43 366,6	481 156,4
- Capitaux privés nets	72 911,8	-3 511,9
- ACANFNP (*)	60 973,4	-935,5
- Opérations financières nettes	2 755 326,5	2 509 487,1
Erreurs et omissions	-16 738,0	-67 051,4
Solde global	56 765,7	106 369,1
Moyens (-) / Besoins de financement (+)	-56 765,7	-106 369,1

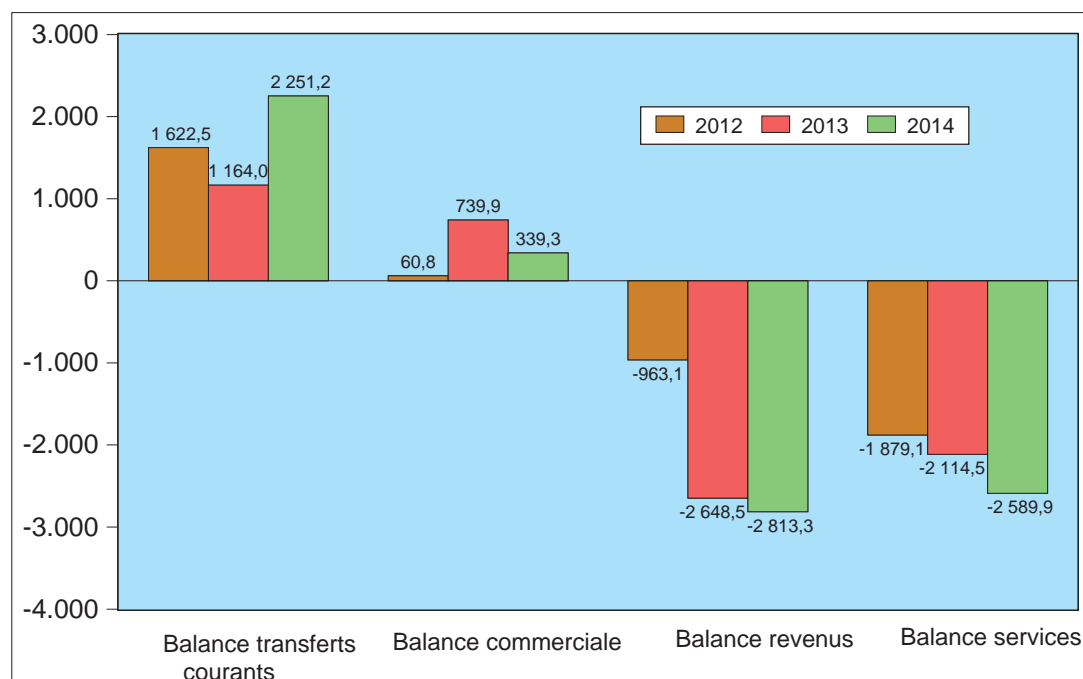
Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Acquisition et cession d'actifs non financiers et non produits.

III.1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte courant s'est établi à 8,5 % du PIB en 2014 contre 9,5 % en 2013. Cette amélioration est portée essentiellement par l'accroissement du solde des revenus secondaires.

Graphique III.9 Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Cfr. Tableau III.6.

III.1.1. Compte des biens

La balance des biens s'est soldée par un excédent de 339,3 milliards de CDF en 2014 contre 739,9 milliards en 2013. Ce recul du solde se justifie par une progression plus importante des importations que celle des exportations.

III.1.1.1. Exportations

La valeur des exportations des biens a enregistré une hausse de 6,8 % en 2014, contre 24,8 % en 2013. Cette situation est induite par le ralentissement de la croissance des exportations des produits miniers et hydrocarbures qui n'ont enregistré qu'une légère hausse de 5,1 % en 2014 contre 30,6 % en 2013, suite notamment à la baisse de leurs cours sur le marché mondial.

Tableau III.7 Structure des exportations
(en millions de CDF) ⁽¹⁾

	En millions de CDF ⁽¹⁾			
	2013		2014 ^(p)	
	Valeur	Part en % du total	Valeur	Part en % du total
I. PRODUITS MINIERES ET HYDROCARBURES	10 356 797,7	97,0	10 886 538,1	95,5
- Produits GECAMINES	254 095,4	2,4	395 915,5	3,5
- Autres sociétés	8 945 108,8	83,8	8 811 421,7	77,3
- Or	169 779,2	1,6	755 132,9	6,6
- Diamant	190 667,0	1,8	211 250,3	1,9
- Pétrole brut	797 147,3	7,5	712 817,6	6,3
II. PRODUITS AGRICOLES	216 055,0	2,0	506 598,7	4,4
- Café	47 008,3	0,4	227 818,3	2,0
- Caoutchouc	80 833,8	0,8	220 430,5	1,9
- Bois	78 532,7	0,7	42 145,4	0,4
- Autres ⁽²⁾	9 680,2	0,1	16 204,5	0,1
III. PRODUITS INDUSTRIELS ET ENERGETIQUES	107 254,3	1,0	8 292,3	0,1
- Ciment	6 814,1	0,1	4 562,5	0,0
- Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- Electricité	6 038,4	0,1	3 729,7	0,0
- Autres ⁽³⁾	94 401,7	0,9	0,0	0,0
TOTAL	10 680 107,0	100,0	11 401 429,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel USD/CDF : 2013 = 919,67 et 2014 = 925,23

(2) Cacao, thé.

(3) Bouteilles vides, mitrilles ferreuses, sucre de canne.

III.1.1.1.1. Exportations des produits miniers et hydrocarbures

Les exportations des produits miniers et hydrocarbures se sont chiffrées à 10.886,6 milliards de CDF contre 10.356,8 milliards en 2013, suite à l'entrée en phase d'exploitation de nouveaux gisements.

Les exportations du cuivre ont enregistré une baisse de 4,6 %, d'une année à l'autre, principalement justifiée par la baisse du prix sur le marché international. Ce dernier est passé de 7.329,5 USD la tonne au marché de Londres, en 2013, à 6.859,9 USD en 2014. En revanche, il s'est observé une hausse de 17,3 % du volume exporté, lequel s'est établi à 1.030.129,3 tonnes en 2014.

En ce qui concerne le diamant, la hausse des exportations s'explique essentiellement par l'amélioration de la production en 2014, sur fond de stabilité de son cours, soit

14,5 USD le carat, sur le marché international. Le volume exporté a été de 16,4 millions de carats contre 15,6 millions en 2013.

S'agissant du pétrole brut, la baisse des exportations de ce produit a été occasionnée par la chute de son cours sur le marché mondial, affectant le niveau du volume exporté. Le prix moyen annuel est passé de 97,9 USD le baril en 2013 à 93,4 USD en 2014 et le volume exporté a baissé de 8,1 %, d'une année à l'autre, se situant à 7,4 millions de barils.

Tableau III.8 Exportations des produits miniers et hydrocarbures

	Valeur en millions de CDF ⁽¹⁾			Variation en pourcentage	
	2012	2013	2014 ^(p)	2013	2014 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	7 927 148,0	10 356 797,7	10 886 538,1	30,6	5,1
Cuivre	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7	75,3	-4,6
Cobalt	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6	-26,2	17,9
Zinc	18 854,1	21 128,2	24 760,4	12,1	17,2
Diamant	269 592,3	190 667,0	211 250,3	-29,3	10,8
Or	94 626,8	169 779,2	755 132,9	79,4	344,8
Cassitérite	56 296,5	63 953,0	0,0	13,6	-100,0
Pétrole brut	870 129,2	797 147,3	712 817,6	-8,4	-10,6
Autres	6 350,8	7 458,0	84 661,5	17,4	1 035,2

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel USD/CDF : 2012=919,36; 2013 = 919,67 ; 2014 = 925,23

Quant à l'or, la forte ascension de ses exportations résulte exclusivement de la croissance du volume produit, lequel est passé de 6.111,9 kg en 2013 à 23.539,0 kg en 2014. A l'inverse, son prix a baissé, passant d'une moyenne annuelle de 1.411,7 USD/once troy à 1.266,4 USD en 2014.

III.1.1.1.2. Exportations des produits agricoles

La valeur globale des exportations des produits agricoles a augmenté de 134,5 %, se situant à 506,6 milliards de CDF, consécutivement à l'accroissement de celles du café et du caoutchouc, respectivement de 384,6 % et 172,7 %. Cette évolution résulte, d'une part, de la hausse des quantités exportées et, d'autre part, de la stabilité des cours sur le marché international.

En effet, d'une année à l'autre, les exportations du café sont passées de 47,0 milliards de CDF à 227,8 milliards. Celles du caoutchouc ont été de 220,4 milliards en 2014 contre 80,8 milliards en 2013.

III.1.1.1.3. Exportations des produits industriels et énergétiques

Les exportations des produits industriels et énergétiques ont connu un repli de 92,3 % par rapport à 2013, s'établissant à 8,3 milliards de CDF en 2014. Cette situation tient au recul des exportations de l'électricité de 38,2 %, suite notamment à une augmentation plus importante de la demande locale que de l'offre.

III.1.1.2. Importations

Les importations ont enregistré un accroissement de 11,3 % en 2014 après avoir progressé de 24,6 % l'année précédente. Toutefois, cette tendance n'a pas été observée au niveau de toutes les catégories de biens. En effet, alors que les importations d'énergie ainsi que des matières premières et semi-produits ont régressé respectivement de 46,0 % et de 33,1 %, d'une année à l'autre, celles des biens d'équipement et de consommation se sont sensiblement accrues, soit respectivement 20,1 % et 45,1 %.

Il sied de relever que la structure des importations a été dominée par les rubriques « Biens de Consommation » et « Biens d'équipement » qui ont ensemble représenté près de 88,3 % du total.

Tableau III.9 Structure des importations
(en millions de CDF)⁽¹⁾

	2013		2014 ^(p)	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	2 255 855,8	22,7	3 272 445,7	29,6
1. Non durables	1 803 379,4	18,1	2 578 555,5	23,3
2. Durables	452 476,4	4,6	693 890,2	6,3
B. ENERGIE	1 743 996,5	17,5	941 203,5	8,5
1. Matières brutes	373 286,8	3,8	192 895,4	1,7
2. Matières élaborées	1 370 709,7	13,8	748 308,2	6,8
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	535 252,8	5,4	358 076,7	3,2
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	267 010,5	2,7	178 435,9	1,6
2. Destinée à l'industrie	268 242,3	2,7	179 640,8	1,6
D. BIENS D'EQUIPEMENT	5 405 102,2	54,4	6 490 390,2	58,7
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	803 254,1	8,1	866 300,3	7,8
2. Matériels de transport	957 107,8	9,6	1 451 639,9	13,1
3. Machines pour industries spécialisées	976 214,9	9,8	1 454 724,1	13,2
4. Autres	2 668 525,5	26,8	2 717 725,9	24,6
TOTAL	9 940 207,4	100,0	11 062 116,1	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Cours de change moyen mensuel USD/CDF: 2013 = 919,67; 2014 = 925,23

III.1.2. Compte des services

Le déficit du compte des services s'est légèrement accentué, d'une année à l'autre, passant de 7,0 % du PIB en 2013 à 7,8 % en 2014.

Cette évolution a été essentiellement expliquée par la détérioration du solde des rubriques « Transports » et « Services reçus par les Administrations publiques » respectivement de 27,3 % et 82,3 %.

Tableau III.10 Répartition des opérations sur les services
(en millions de CDF)

	2013			2014 ^(p)		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transports	84 468,1	1 152 370,6	-1 067 902,6	121 878,1	1 478 726,4	-1 356 848,3
Voyages	7 735,4	156 382,8	-148 647,4	328,2	261 429,0	-261 100,7
Services de communication	15 980,3	32 817,8	-16 837,5	10 084,1	1 321,2	8 762,9
Services bâtiments et travaux publics	-	91 548,6	-91 548,6	-	18 514,8	-18 514,8
Services d'assurances	-	402 991,4	-402 991,4	-	438 749,9	-438 749,9
Services financiers	10 703,1	37 130,5	-26 427,4	6 754,0	39 892,5	-33 138,5
Services d'informatique et d'information	-	13 059,3	-13 059,3	-	-	-
Redevances et droits de licence	-	18 669,3	-18 669,3	-	-	-
Autres services aux entreprises	34 167,7	216 006,0	-181 838,2	11 637,1	236 149,6	-224 512,5
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	287,0	2 429,9	-2 142,9	181,1	2 718,0	-2 536,9
Services fournis ou reçus par les adm. Pub.	118 962,5	263 405,2	-144 442,7	75 069,3	338 356,7	-263 287,5
TOTAL	272 304,2	2 386 811,6	-2 114 507,4	225 931,9	2 815 858,1	-2 589 926,2
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	919,7	919,7	925,2	925,2	925,2

Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Compte des revenus primaires

Le compte des revenus primaires a affiché un solde déficitaire de 2.813,3 milliards de CDF contre 2.648,5 milliards en 2013. Cette situation est essentiellement le fait de l'aggravation du déficit des revenus des investissements, soit 10,4 % par rapport à 2013.

Tableau III.11 Evolution des revenus primaires
(en millions de CDF)

	2013	2014 ^(P)
1. RECETTES	133 183,1	28 364,7
- Rémunération des salariés	30 451,5	20 705,0
- Revenus des investissements	102 731,6	7 659,6
2. DEPENSES	2 781 685,0	2 841 696,6
- Rémunération des salariés	124 994,7	14 461,1
- Revenus des investissements	2 656 690,3	2 827 235,5
3. SOLDE	-2 648 501,9	-2 813 331,9
- Rémunération des salariés	-94 543,2	6 244,0
- Revenus des investissements	-2 553 958,8	-2 819 575,9
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2

Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.4. Compte des revenus secondaires

L'excédent de ce compte s'est amélioré, en proportion du PIB, passant de 3,9 % à 6,8 %, d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de la hausse de l'excédent des transferts publics qui a atteint 53,9 %.

Tableau III.12 Evolution des revenus secondaires
(en millions de CDF)

	2013	2014 ^(P)
1. RECETTES	2 178 713,7	2 708 978,0
- Transferts publics	1 288 245,6	1 659 591,0
- Transferts privés	890 468,1	1 049 387,0
2. DEPENSES	1 014 678,5	457 808,5
- Transferts publics	293 547,2	128 774,4
- Transferts privés	721 131,4	329 034,1
3. SOLDE	1 164 035,2	2 251 169,5
- Transferts publics	994 698,5	1 530 816,6
- Transferts privés	169 336,7	720 352,9
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2

Source : Banque Centrale du Congo.

III.2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est soldé par un excédent de 9,0 % du PIB contre 9,8 % enregistré une année plus tôt. L'amélioration de ce compte est essentiellement expliquée par l'augmentation de 169,0 % du compte capital impulsé par les transferts des capitaux publics. Ces derniers se sont établis à 481,2 milliards de CDF en 2014, venant de 43,4 milliards, l'année précédente.

Toutefois, alors que l'excédent du compte capital s'est amélioré en passant de 0,6 % du PIB en 2013 à 1,4 % en 2014, celui du compte financier a reculé, passant de 9,2 % du PIB à 7,6 %, au cours de la même période. L'évolution du solde des opérations financières est justifiée par le recul du compte des investissements de portefeuille.

Tableau III.13 Evolution du compte de capital et d'opérations financières
(en millions de CDF)

	2013			2014 ^(p)		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
1. CAPITAL	190 012,8	12 761,0	177 251,7	499 663,7	22 954,7	476 708,9
1.1. Transferts des capitaux	125 904,1	9 625,8	116 278,3	499 663,7	22 019,2	477 644,5
* Capitaux publics	43 366,6	-	43 366,6	481 156,4	-	481 156,4
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	0,0
- Autres transferts	43 366,6	-	43 366,6	481 156,4	-	481 156,4
* Capitaux privés	82 537,5	9 625,8	72 911,8	18 507,3	22 019,2	-3 511,9
- Transferts des migrants	-	-	-	-	-	0,0
- Remise de dettes	-	-	-	-	-	0,0
- Autres transferts	82 537,5	9 625,8	72 911,8	18 507,3	22 019,2	-3 511,9
1.2. AC ANFPN ⁽¹⁾	64 108,7	3 135,3	60 973,4	-	935,5	-935,5
2. OPERATIONS FINANCIERES	3 892 311,2	1 136 984,8	2 755 326,5	3 708 937,9	1 199 450,7	2 509 487,1
- Investissements directs	1 929 697,7	368 478,2	1 561 219,6	1 908 902,1	317 908,7	1 590 993,3
- Investissements de portefeuille	-	3 085,7	-3 085,7	-	12 623,3	-12 623,3
- Autres investissements	1 962 613,5	765 420,9	1 197 192,6	1 800 035,8	868 918,7	931 117,1
TOTAL (1+2)	4 082 324,0	1 149 745,8	2 932 578,2	4 208 601,6	1 222 405,4	2 986 196,2
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	919,7	919,7	925,2	925,2	925,2

Source : Banque Centrale du Congo.

III.3. MOYENS DE FINANCEMENT

La balance des paiements en 2014 a dégagé une capacité de financement de 106,4 milliards de CDF qui a permis de conforter davantage les avoirs extérieurs nets du système bancaire.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

L'endettement extérieur de la RDC demeure soutenable, représentant 13,5 % du PIB au 31 décembre 2014. Il convient de noter qu'aucun arriéré, au titre du service de la dette, n'a été enregistré au cours de l'année sous analyse.

IV.1. STOCK DE LA DETTE

A fin 2014, le stock de la dette extérieure s'est chiffré à 4.843,7 millions de USD, contre 5.209,3 millions en 2013. La quasi-totalité de ce stock est constituée des dettes à moyen et long terme, principalement contractées auprès des institutions multilatérales.

Tableau III.14 Stock de la dette extérieure
(en millions de USD)

	2013	2014	Variation (%)
I. Dette à moyen et long terme	5 203,9	4 838,6	-7,0
- Club de Paris	292,3	188,4	-35,5
- Club de Kinshasa	1 075,7	1 059,9	-1,5
- Club de Londres	80,8	18,0	-77,7
- Institutions multilatérales	2 484,4	2 301,6	-7,4
- Passif conditionnel	1 270,7	1 270,7	0,0
II. Dette à court terme	5,4	5,1	-5,7
- Divers BCC	5,4	5,1	-5,7
TOTAL (I + II)	5 209,3	4 843,7	-7,0

Source : Direction Générale de Dette Publique (DGDP) et BCC.

Encadré 4. Analyse de viabilité de la dette (AVD) de la RDC

Les résultats de l'AVD indiquent que le risque de surendettement apparaît modéré. En effet, les indicateurs d'endettement extérieur public demeurent en-dessous de leurs seuils respectifs durant toute la période de projection, qui est de 20 ans, dans le cadre du scénario de base. Toutefois, l'analyse de sensibilité met en exergue des dépassements importants et durables de plus de 10 ans pour tous les indicateurs d'endettement extérieur, y compris les indicateurs de liquidité. Ces dépassements justifient la détermination du risque de surendettement. L'accumulation de dette intérieure devant rester faible, elle ne remet pas en cause ce risque de surendettement.

Les indicateurs d'endettement apparaissent en tendance haussière au cours de la période de projection. Ceux de solvabilité se détériorent au cours des 10 prochaines années. La valeur actualisée de la dette par rapport au PIB,

augmenterait de 15,2% en 2014 à 27,2 % en 2026. Cette hausse devrait refléter une détérioration des déficits primaires induite par la réalisation d'importants projets d'investissement public.

Quant aux indicateurs de liquidité, ils pourraient augmenter inexorablement durant toute la période de projection, reflétant l'hypothèse d'une augmentation des coûts de financement public. Par exemple, le service de la dette rapporté aux exportations de biens et services triplerait au cours de la période de projection, passant de 2,5 % en 2014 à 7,3 % en 2034. D'une part, cette tendance devrait refléter une baisse de la part relative des financements extérieurs au profit des financements intérieurs avec le développement du marché de la dette intérieure et l'émergence d'émissions de titres d'Etat à partir de 2021, suite à l'apurement des arriérés de l'Etat. D'autre part, elle prend en compte une diminution anticipée du taux de concessionnalité de la dette extérieure, qui chuterait de 32,0 % en 2018 à 21,0 % en 2034.

Les indicateurs de dette publique apparaissent particulièrement sensibles à une plus faible croissance économique. En effet, une révision à la baisse du taux de croissance réelle du PIB, qui atteindrait, par exemple, 5,0 % en 2016 et 2017 au lieu de 10,0 % initialement prévu dans le scénario de référence, porterait la valeur actualisée de la dette publique rapportée au PIB à 40,0 % en 2025 et atteindrait son niveau le plus élevé de 43,0 % en 2027-28, soit 5 % de pourcentage au-dessus de son seuil. Bien que cet ajustement soit important, il n'en reste pas improbable étant donné qu'il n'est pas éloigné de la moyenne historique des 10 dernières années du taux de croissance du PIB.

IV.2. SERVICE DE LA DETTE

Au cours de l'année sous examen, le service de la dette s'est chiffré à 209,4 millions de USD, correspondant à un taux d'exécution de 110,8 %. Ce dépassement fait suite à un paiement anticipatif en faveur de certains créanciers dont l'échéance était fixée au 1^{er} janvier 2015 et aux compléments des paiements en faveur d'autres créanciers membres du Club de Kinshasa.

Ainsi, la ventilation du service de la dette par groupe des créanciers, est présentée comme reprise dans le tableau ci-dessous :

Tableau III.15 Service de la dette extérieure par groupes de créanciers en 2014
(en millions de USD)

Créanciers	Service prévu	Service effectué	Ecart	Taux d'exécution
Institutions multilatérales	78,8	103,4	24,7	131,3
dont : - FMI	0,6	0,7	0,1	120,9
- BDEGL	-	-	-	-
Club de Londres	1,0	-	-1,0	-
Club de Kinshasa	33,8	31,0	-2,8	91,8
Club de Paris	75,5	74,9	-0,5	99,3
Total	189,0	209,4	20,4	110,8

Source : Direction Générale de la Dette Publique et Banque Centrale du Congo.

IV.3. NOUVEAUX ENGAGEMENTS

En 2014, les emprunts contractés, tous concessionnels, ont atteint un total de 129,9 millions de USD, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau III.16 Engagements en 2014
(en millions de USD)

Objet du prêt	Date de signature	Montant de l'emprunt
1. Approvisionnement en eau potable dans les centres secondaires de la RDC	06 janvier	18 ,6
2. Projet d'aménagement de la route Batshimba-Tshikapa	07 janvier	9,3
3. Financement du projet de réhabilitation et d'équipement des cliniques universitaires de la ville de Kinshasa	21 mai	10,0
4. Financement additionnel du projet de construction du Barrage hydroélectrique de Katende II	26 juin	82,0
5. Financement du projet Intégré de réhabilitation de l'Agriculture dans la Province du Maniema	23 juillet	10,0
Total		129,9

Source : Direction Générale de la Dette Publique.

IV.4. TIRAGES

Les tirages effectués par la République Démocratique du Congo au cours de l'année 2014 ont atteint 90,8 millions de USD. Ce montant a permis de concrétiser, entre autres, le financement des projets des barrages hydroélectriques de KATENDE II et KAKOBOLA ainsi que la réalisation du réseau national Backbone à fibre optique (phase II). Il a également permis de financer la réhabilitation de la piste de l'aéroport international de N'djili, de développer la riziculture de Masina, de réhabiliter et étendre les installations d'adduction d'eau potable dans la ville de Mbuji-Mayi.

IV.5. RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FOND

IV.5.1. Créanciers multilatéraux

Une réunion d'harmonisation des vues sur les conditions d'allègement de la dette de la RDC due à la Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL) a eu lieu entre les experts du Ministère des Finances, de la DGDP et de la BCC, le 11 août 2014. A l'issue de ladite réunion, les experts ont élaboré trois scénarii d'allègement de cette dette :

- avec une décote de 82,4 %, conformément à l'élément commun de réduction de la dette ;
- avec une décote de 54,0 %, conformément au traitement appliqué lors des négociations BDEGL-RDC ;
- sans décote, conformément aux traitements appliqués lors des négociations Banque de Développement des Etats des Grands Lacs (BDEGL-RDC).

Un mémorandum sur la prise en charge de la créance de la Banque de la République du Burundi sur la Banque Centrale du Congo, reprenant ces trois scénarii, a été adressé au Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Finances.

IV.5.2. Autres Créanciers

IV.5.2.1. Créanciers membres du Club de Paris

Le 1^{er} juillet 2014, l'Espagne a signifié à la RDC la non poursuite des paiements des échéances courantes dues, dans le cadre d'un accord d'annulation de dette. Cet accord porte sur un montant de 8,3 millions de USD qui doit être affecté aux projets de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ce fonds sera géré conjointement avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

Par ailleurs, 30,3 millions de EUR ont été payés dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement « C2D ». Pour rappel, ce contrat porte sur les créances françaises d'aide publique au développement, échues depuis le 1^{er} juillet 2010. Les montants payés à la France par la RDC, au titre de ces créances, sont restitués à la RDC dans les 15 jours qui suivent, pour être affectés aux projets sectoriels à caractère social.

IV.5.2.2. Créanciers membres du Club de Londres

En février 2014, une délégation officielle de la RDC s'est rendue à New York en vue de négocier avec les créanciers membres du Club de Londres des modalités d'allègement et d'apurement de leurs créances. La plupart des créanciers membres de ce club n'ont pas répondu à ces assises, y compris la Union Bank Of California (UBOC), la banque des services de ce Club.

De ce fait, le Gouvernement congolais a levé l'option de ne considérer, dans cette créance, qu'un montant de 18,0 millions de USD dû à THEMIS et DE MOINES. Le reste devrait être considéré comme annulé, étant donné que les créanciers du Club de Londres ne semblent plus manifester d'intérêt pour recouvrer leurs créances.

IV.5.2.3. Créanciers membres du Club de Kinshasa

Certains bilatéraux membres du Club de Kinshasa, notamment les pays arabes, ont rééchelonné leurs créances sur la RDC sur une période relativement longue. Par contre, d'autres tels que l'Angola, la Namibie, la Chine, la Taiwan et les Emirats-Arabes Unis n'ont pas encore négocié avec la RDC le rééchelonnement de leurs créances.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

En 2014, l'aide extérieure a atteint 1.659,6 milliards de CDF, soit 5,0 % du PIB, contre 1.457,1 milliards en 2013. Ces donations ont concerné les appuis des partenaires multilatéraux et bilatéraux, à concurrence respectivement de 69,9 % et 30,1 %.

L'enveloppe globale a été portée par les donations provenant de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement qui ont presque doublé comparativement à 2013.

V.1. ASSISTANCE MULTILATERALE

Les interventions des institutions multilatérales en faveur de la RDC se sont chiffrées à 1.159,7 milliards de CDF et ont été orientées principalement vers la « Coopération technique, projets d'investissement et autres ». Elles ont enregistré une augmentation de 35,6 % par rapport à 2013.

V.1.1. Nations-Unies

L'aide en provenance des Nations-Unies a été affectée essentiellement à l'assistance technique et alimentaire. Ces interventions, évaluées à 142,3 milliards de CDF en 2014, ont augmenté de 23,3 % par rapport à l'année précédente.

V.1.2. Commission Européenne

La Commission Européenne a accordé à la RDC des ressources équivalant à 119,7 milliards de CDF en 2014, en baisse de 29,0 % par rapport à l'année précédente. Ces interventions ont porté uniquement sur le volet « Coopération technique, projets d'investissement et autres ».

V.1.3. Banque Mondiale

Au cours de l'année 2014, les donations de la Banque Mondiale, évaluées à 747,0 milliards de CDF, ont représenté la plus grande fraction de l'aide extérieure d'origine multilatérale, soit 45,0 % du total. Par ailleurs, ces interventions, en progression de 49,8 % par rapport à 2013, ont concerné les volets « Coopération technique, projets d'investissement et autres » et « Aide alimentaire ».

V.I.4. Banque Africaine de Développement

La Banque Africaine de Développement a offert à la RDC 150,7 milliards de CDF contre 72,9 milliards, une année auparavant. Les dons de la BAD ont été orientés dans les volets « Coopération technique, projets d'investissement et autres », « Aide alimentaire » et « Assistance et secours d'urgence ».

Tableau III.17 Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en milliards de CDF)

	2 013	2014 ^(p)
A. Donations Multilatérales	855,5	1 159,7
- Nations Unies	115,4	142,3
- Commission Européenne	168,6	119,7
- Banque mondiale	498,5	747,0
- BAD	72,9	150,7
- ACBF ⁽¹⁾	-	0,0
- Pooled Fund/ GAVI ⁽²⁾	-	0,0
B. Donations Bilatérales	601,6	499,9
- Belgique	62,0	34,2
- France	-	32,8
- Allemagne	9,5	-
- Italie	-	-
- Finlande	-	-
- Canada	39,1	32,3
- Japon	-	-
- Pays-Bas	67,8	2,1
- Espagne	-	-
- Suède	33,2	28,3
- Suisse	-	-
- Royaume-Uni	211,4	282,0
- USA	166,6	-
- Chine	12,0	81,9
- Inde	-	-
- Afrique du Sud	0,1	-
- Autres	-	6,4
C. ONG	-	-
Total	1 457,1	1 659,6
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2

Source : Ministère du Plan et Banque Centrale du Congo.

(1) African Capacity Building Foundation.

(2) GAVI à partir de 2011.

V.2. ASSISTANCE BILATERALE

Les partenaires bilatéraux ont décaissé 499,9 milliards de CDF au titre de l'aide en faveur de la RDC en 2014, soit une contraction de 16,9 % par rapport à 2013. Il convient de noter que 72,8 % de ces aides ont été octroyés par le Royaume Uni et la Chine.

Par ailleurs, au cours de l'année 2014, certains partenaires traditionnels ont réduit leurs interventions.

Tableau III.18 Types de donations d'origine multilatérale

(en millions de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et secours d'urgence	
	2013	2014 ^(p)	2013	2014 ^(p)	2013	2014 ^(p)
Total	810 610,4	1 054 428,1	43 969,4	99 353,0	943,6	5 906,1
Nations Unies	109 093,2	100 542,0	6 346,6	37 023,3	0,9	4 727,1
Commission Européenne	152 333,3	119 674,5	16 287,4	-	-	-
Banque Mondiale	486 709,8	703 733,0	11 831,6	43 283,7	-	-
BAD	62 474,1	130 478,6	9 503,9	19 045,9	942,7	1 179,1
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2	919,7	925,2	919,7	925,2

Source : Ministère du Plan et Banque Centrale du Congo.

Tableau III.19 Types de donations d'origine bilatérale

(en millions de CDF)

	Coopération technique, projets d'investissement et autres		Aide alimentaire		Assistance et secours d'urgence	
	2013	2014 ^(p)	2013	2014 ^(p)	2013	2014 ^(p)
Total	459 581,4	392 918,3	52 267,6	12 000,8	89 825,1	94 985,1
Belgique	55 166,4	22 346,4	6 835,9	4 498,1	-	7 325,5
USA	138 151,1	-	21 627,9	-	6 778,0	-
Royaume-Uni	165 522,3	226 181,3	-	-	45 940,3	55 788,5
Canada	21 132,2	24 008,3	452,5	921,2	17 515,1	7 373,3
Chine	11 506,0	81 297,6	493,9	592,5	-	-
Autres pays	68 103,4	39 084,8	22 857,5	5 989,0	19 591,7	24 497,7
Taux de change moyen USD/CDF	919,7	925,2	919,7	925,2	919,7	925,2

Source : Ministère du Plan et Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE VI

COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE

VI.1. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

La RDC a poursuivi la mise en place des recommandations issues de son premier examen des politiques commerciales dont le prochain est prévu en 2016. En 2014, au total 21 pays membres de l'OMC ont fait l'objet d'une évaluation des politiques commerciales, tel que l'indique le tableau ci-après :

Tableau III.20 Pays ayant défendus leurs examens de politique commerciale

Pays	Période	N ^{ième} examen
USA	Décembre	Douzième
Chine (Hong Kong)	Novembre	Septième
Djibouti	Octobre	Deuxième
Maurice	Octobre	Quatrième
Taipei Chinois	Septembre	Troisième
Mongolie	Septembre	Deuxième
Panama	Juillet	Deuxième
Chine	Juillet	Cinquième
Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) : - Antigua-et-Barbuda ; - Dominique ; - Grenade ; - Saint-Kitts-et-Nevis ; - Sainte-Lucie ; - Saint-Vincent-et-les Grenadines.	Juin	Troisième
Ghana	Mai	Quatrième
Qatar	Avril	Deuxième
Royaume de Bahreïn	Avril	Troisième
Oman	Avril	Deuxième
Myanmar	Mars	Premier
Malaisie	Mars	Sixième
Tonga	Février	Premier

VI.2. MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE (COMESA)

Plusieurs activités ont été organisées par le COMESA, notamment le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement ainsi que la réunion des Gouverneurs des Banques Centrales, tenus à Kinshasa, respectivement en février et novembre 2014.

VI.2.1. Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement

Le 17^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du COMESA s'est déroulé à Kinshasa du 26 au 27 février 2014. En marge de ce Sommet, se sont tenues, du 17 au 23 février, respectivement la 32^{ème} réunion du Comité intergouvernemental et la 32^{ème} réunion du Conseil des ministres du COMESA.

A l'ordre du jour, figuraient plusieurs points, dont ceux relatifs :

- au commerce et douanes ;
- au développement de la statistique ;
- à la Banque de la Zone d'Echange Préférentielle (ZEP).

VI.2.1.1. Commerce et douanes

Le Sommet a noté que le commerce total intra-COMESA s'est accru de 5,0 % en 2012, passant de 18,4 milliards de USD en 2011 à 19,3 milliards en 2012. Parmi les pays ayant contribué à cette croissance figurent la Libye, la Zambie, le Rwanda et la RDC, qui ont tous enregistré des progressions aussi bien dans les exportations que dans les importations.

Nonobstant cette évolution, le Sommet a noté que le commerce intra-COMESA reste timide suite à la faible complémentarité parmi les Etats membres. La complémentarité commerciale permet de réaliser comment l'offre d'exportation d'un pays cadre avec la demande d'importation de ses partenaires commerciaux. Ainsi, l'analyse de la complémentarité bilatérale des pays du COMESA ne révèle qu'une complémentarité partielle dans tous les cas du commerce bilatéral.

De ce qui précède, le Sommet a relevé et préconisé ce qui suit :

- a. le secteur privé a un grand rôle à jouer en matière de promotion de la valeur ajoutée et du commerce intra-COMESA afin d'améliorer la complémentarité du commerce dans la région ;
- b. l'étude sur l'utilisation des préférences, qui a été menée par le Secrétariat, devrait être diffusée auprès des Etats membres. A cet égard, il convient de tenir compte des échanges qui ont lieu dans le cadre d'autres zones de libre-échange ;
- c. il est nécessaire pour la région de se doter d'une politique d'industrialisation commune.

VI.2.1.2. Développement de la statistique

Le Traité du COMESA, particulièrement les articles 139 et 140, prévoit le contexte politique pour le développement de la statistique dans la région COMESA. Les aspects liés à la fourniture régulière de statistiques ponctuelles et harmonisées aux fins d'assurer le suivi de la réalisation des objectifs du Marché commun sont essentiels à l'action prévue dans le Traité.

Aussi, le Sommet a noté que le plan de travail statistique pluriannuel 2010-2013 portant sur des pôles sélectionnés de statistiques, est arrivé à terme en 2013, et que les progrès réalisés à ce jour peuvent être déclinés comme suit :

Programme	Impact
Statistique sur le commerce international des marchandises	Douze Etats membres (dont la RDC) exécutent actuellement les recommandations clés du Manuel de l'ONU sur les statistiques du commerce des marchandises contre aucun en 2010. De plus, les capacités des pays ont été renforcées en matière de compilation desdites statistiques.
Statistiques sur l'Investissement Direct Etranger (IDE)	De deux Etats membres initialement, huit (non compris la RDC) financent actuellement et régulièrement les enquêtes sur l'IDE sur la base des meilleures pratiques et recommandations internationales. Les capacités nationales ont été renforcées sur les concepts clés des IDE. En tout, plus de 300 experts de banques centrales, de bureaux des statistiques, de centres d'investissement ont été formés sur les concepts de balance des paiements liés à l'IDE durant la période du programme de travail pluriannuel.
Programme de comparaison international	Les capacités des bureaux des statistiques à entreprendre des enquêtes sur le programme de connaissance de l'infrastructure en Afrique (AIKP) ont été renforcées et plus de 38 statisticiens ont été formés.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHCP)	D'une situation d'indice comparable non existant, le COMESA dispose actuellement d'un indice harmonisé pour quinze Etats membres. Les bureaux des statistiques dans ces pays ont intégré le calcul de l'IHCP dans leur travail statistique régulier. Plus de 50 statisticiens ont été formés.
Statistiques des infrastructures	Des données limitées sur les infrastructures en 2010, des données complètes sur les infrastructures sont actuellement disponibles dans dix-sept Etats membres. Plus de 160 experts et statisticiens des ministères du secteur ont été formés.
Statistiques sur le commerce international des services	Suite à une étude du COMESA, une feuille de route nationale sur comment réaliser les recommandations centrales du Manuel sur les statistiques du commerce international des services, est actuellement disponible. Il sied de relever que 38 négociateurs commerciaux et statisticiens de balance des paiements ont été formés.
Dissémination	Des données COMstat sont actuellement disponibles. En outre, des publications phares sont actuellement disponibles en version électronique et en copie dure.

De ce qui précède, le Sommet :

- a approuvé, dans le nouveau plan de travail pluriannuel 2014-2017, les travaux sur le développement des pôles suivants : (i) statistiques sur l'IDE, (ii) indices harmonisés des prix à la consommation, (iii) statistiques du commerce international des marchandises, (iv) statistiques des infrastructures et (v) comptes nationaux ;
- a adopté la stratégie des statistiques du COMESA ;
- a instruit le Secrétariat de collaborer avec les Etats membres pour définir une feuille de route sur le processus de migration du manuel 5 au manuel 6 de la balance des paiements.

VI.2.1.3. Banque de la Zone d'Echanges Préférentiels

Le Sommet a reçu le rapport de la Banque de la ZEP qui présente un aperçu de la situation et des évolutions pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2013 ainsi que les états financiers arrêtés au 30 juin 2013. Le mandat de la Banque de la ZEP est de fournir une assistance financière aux Etats membres à travers la promotion du développement économique et social dans la sous-région et au niveau international.

Par ailleurs, le Sommet a examiné les états financiers de la Banque. Il en ressort qu'au 31 décembre 2012, le total bilantaire de la banque a été majoré de 35,0 %, permettant ainsi une augmentation du volume de financement aux Etats membres, réparti à travers divers secteurs et pays. Cette augmentation a induit la hausse de la rentabilité de la Banque, renforçant sa capacité à accroître ses activités de financement.

De ce qui précède, le Sommet a :

- exhorté les Etats membres à continuer à investir dans leur Banque régionale et a appelé le Burundi, les Comores, la RDC, l'Erythrée, la Somalie, la Tanzanie et l'Ouganda à s'acquitter de leurs soldes de souscription au capital durant l'exercice financier 2014 ;
- félicité le Djibouti et le Soudan pour avoir épongé entièrement leurs soldes de souscription au capital durant l'exercice 2013 ;
- salué la RDC, la Tanzanie et l'Ouganda pour avoir accompli des progrès substantiels vers le paiement de leurs soldes de souscription durant l'exercice dernier.

VI.2.2. Réunion des Gouverneurs des Banques Centrales

Cette réunion a passé en revue le rapport de la 20^{ème} Réunion du Comité finance et affaires monétaires qui décrivait notamment (i) l'avancement de la mise en œuvre du Système Régional de Paiement et de Règlement (SRPR), (ii) les activités de l'Institut Monétaire du COMESA (IMC) et (iii) la Convergence Macroéconomique des Etats membres en 2013.

Pour ce qui est du Système Régional de Paiement et de Règlement (SRPR) de la Chambre de Compensation du COMESA, il a été noté un grand progrès dans sa mise en œuvre. Les Banques Centrales du Kenya, du Malawi, de l'Ile Maurice, du Rwanda, du Swaziland et de l'Ouganda sont opérationnelles dans le système et les autres sont assez avancées dans les préparatifs de connexion. Pour permettre à l'ensemble de la région de tirer véritablement profit de ce système, les Gouverneurs ont invité toutes les banques centrales à sensibiliser leurs parties prenantes à l'utilisation du SRPR.

En ce qui concerne les activités de l'Institut Monétaire du COMESA, les gouverneurs ont demandé à l'institut de prendre en compte les préoccupations des pays membres, exprimées lors de la 12^{ème} Réunion du Sous-comité Politiques Monétaires et de Taux de Change. Ainsi, il devra réorganiser en 2015, une autre formation sur la gestion des réserves de change et une sur la modélisation et prévision. Il devra prendre des dispositions pratiques pour permettre aux participants de mieux maîtriser la matière et l'appliquer dans leurs pays respectifs.

Pour ce qui est des critères de convergence, il ressort dudit rapport qu'à fin 2013, neuf pays sur les dix-neuf n'ont pas atteint le critère fiscal, dix n'ont pas atteint le critère d'inflation, douze n'ont pas rempli les critères de gestion des réserves de change. Par ailleurs, des progrès significatifs ont été notés dans l'adhésion aux 29 Principes

fondamentaux de la Supervision et la Règlementation bancaire ainsi que dans la modernisation des systèmes de paiement.

Les gouverneurs ont pris acte de la nécessité d'harmoniser les critères de convergence macroéconomiques du COMESA avec ceux des autres communautés économiques régionales dont la SADC et l'EAC.

En ce qui concerne la RDC, elle a satisfait à 8 critères du COMESA sur les 12, comme l'indique le tableau des critères de convergence macroéconomique en 2013, ci-dessous :

Tableau III.21 Critères de convergence macroéconomique

Critères primaires				
N°	Critères	Cible	Réalisation	Observation
1	Déficit budgétaire/PIB	< 5,0 %	-0,02 %	Respecté
2	Taux d'inflation	< 5,0 %	1,07 %	Respecté
3	Elimination du financement du déficit public par la Banque Centrale	0,0	0,0	Respecté
4	Réserves internationales	≥ 4 mois	2,1 mois	Non respecté
Critères secondaires				
1	Non accumulation de nouveaux arriérés	0,0	0,0	Respecté
2	Recettes fiscales/PIB	≥ 20,0 %	11,2 %	Non Respecté
3	Dette publique/PIB	< 70,0 %	28,7 %	Respecté
4	Masse salariale/Recettes fiscales	< 35,0 %	45,4 %	Non respecté
5	Maintien de la stabilité du taux de change réel		0,3	Respecté
6	Financement des investissements publics/Recettes fiscales	Au moins 20,0 %	9,2 %	Non Respecté
7	Maintien des taux d'intérêt réels positifs		0,93	Respecté
8	Taux de croissance	≥ 7,0 %	8,5 %	Respecté

Source : Banque Centrale du Congo.

VI.3. COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

Au cours de l'année 2014, la CEEAC a organisé plusieurs activités à travers ses différents comités techniques. Il s'agit notamment de la réunion du Comité commerce et douane. Par ailleurs, la Conférence des Chefs d'Etat et le Conseil des Ministres appuyé par la Commission Consultative ont tenu leurs réunions ordinaires.

VI.3.1 Comité Technique Commerce et Douanes

En 2014, ce Comité s'est réuni en février à Kinshasa, en République Démocratique du Congo et a examiné plusieurs dossiers ayant trait à l'intégration régionale à soumettre, pour validation, aux Ministres en charge des Finances et du Commerce.

Lors de cette réunion, plusieurs projets de textes et dossiers relatifs à l'harmonisation

des instruments de la Zone de Libre Echange de la CEEAC avec ceux de la CEMAC, ont été adoptés. Il s'agit notamment (i) des éléments de calcul de la Valeur Ajoutée intérieure des produits industriels originaires de la CEEAC, (ii) de la révision et de la simplification du formulaire du dossier d'agrément au Tarif Préférentiel, (iii) du Corrigendum au nouveau schéma d'acheminement et de traitement du dossier d'agrément, et (iv) de l'approbation des spécimens du Certificat d'origine CEEAC actualisé ainsi que de celui du formulaire uniformisé du dossier de demande d'agrément au Tarif Préférentiel CEEAC-CEMAC .

Deux projets de décisions dont l'un portant création d'une Unité de Gestion et l'autre adoptant le Schéma d'opérationnalisation du Fonds Spécial Régional de Développement Agricole (FSRDA) ont été adoptés. En attendant la création d'une institution financière propre à la CEEAC, les Etats membres ont convenu de déléguer la gestion de ce Fonds à la BDEAC pour les pays de la zone CEMAC. Celle-ci sera assistée des institutions financières nationales des pays hors CEMAC. Par ailleurs, ils ont convenu de l'affectation d'une quote-part de la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI) au budget du FSRDA.

VI.3.2. Conseil des Ministres et des Gouverneurs des banques centrales

La XVI^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres s'est déroulée en novembre 2014, en prélude de la conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement. Ont pris part à ces assises, (i) tous les pays membres ainsi que le Rwanda comme invité, (ii) les organismes spécialisés, à savoir : le Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC), la Commission des Forêts de l'Afrique Centrale (COMIFAC) et la Commission Régionale des pêches du Golfe de Guinée (COREP) ainsi que (iii) quelques organisation internationales et régionales.

Ils ont validé plusieurs dossiers à soumettre aux Chefs d'Etat portant notamment sur les questions :

- (vi) de paix et sécurité : le Conseil a pris connaissance de l'état actuel de l'opérationnalisation du Conseil de paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX). Il a instruit le Secrétariat Général d'approfondir la question sécuritaire en Afrique Centrale et de proposer des actions qui permettront de pacifier la zone. Par ailleurs, il a exhorté les Etats membres à ratifier la Convention de Kinshasa sur les armes légères et le petit calibre et à procéder à la signature du Traité des Nations Unies sur le Commerce des Armes (TCA). Il a également pris connaissance du projet de décision portant création d'une unité d'appui électoral, en tant qu'observateur, aux Etats membres au sein du Secrétariat Général ;
- (vii) d'intégration physique et économique : le Conseil a indiqué que la sous-région Afrique Centrale demeure l'une de moins avancées du continent, les décisions

communautaires prises dans ce sens tardent à s'appliquer. Ils ont décidé que le Secrétariat Général étende la mission circulaire, sur la Zone de Libre Echange, qu'elle avait amorcée à l'ensemble d'Etats membres. En ce qui concerne les APE, il a été proposé aux Chefs d'Etat, pour approbation, le projet de décision créant le Fonds Régional APE, afin de permettre la conclusion d'un APE régional équilibré et ce, en conformité avec les intérêts de la population. Plusieurs autres dossiers portant sur les infrastructures de transports, la politique régionale d'eau, la promotion de l'économie verte, la politique agricole commune et l'harmonisation des statistiques de la sous-région ont été soumis à la sanction des Chefs d'Etat.

- (viii) d'intégration sociale et culturelle, le conseil des Ministres a approuvé et recommandé aux Chefs d'Etat l'adoption des projets de déclarations et décisions, relatifs à ces questions. Il s'agit, entre autres, de la création de l'Organisation de la Santé de l'Afrique Centrale (OSAC), la création des Pôles d'Excellence Technologique Universitaire (PETU), de l'accord de coopération entre la CEEAC et le Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES) ainsi que de l'accélération de la scolarisation des filles et l'alphabétisation des femmes dans les Etats membres de la CEEAC.

VI.4. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)

En raison de l'épidémie à virus Ebola, les réunions annuelles de l'ABCA (réunion du bureau, Symposium, réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs) n'ont pas pu se tenir. Pour pallier cette situation, le Bureau de l'ABCA s'est réuni en décembre 2014 à Port-Louis à Maurice, pour prendre en charge les questions urgentes de l'Association.

A la suite de cette réunion, le programme de travail de l'ABCA pour l'année 2015 et le budget correspondant ont été élaborés et envoyés aux Gouverneurs de l'ABCA pour approbation.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.22 Cours de principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés	Cotation	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Cuivre	New York	3 808,0	6 187,6	7 311,3	7 172,2	6 102,0	7 730,1	8 819,1	7 960,3	7 349,8	6 873,0
	Londres : 3 mois	3 724,5	6 338,5	7 249,7	6 801,3	5 155,2	7 540,7	8 818,8	7 943,6	7 329,5	6 859,9
	Paris ⁽¹⁾	3 139,8	5 496,3	5 346,5	4 877,1	4 331,8	5 790,4	6 494,7	6 341,9	5 680,9	5 344,2
Etain	Londres : 3 mois	7 155,5	8 358,9	14 085,2	18 085,2	14 855,2	21 281,5	26 094,9	21 104,1	22 341,0	21 897,2
Zinc	Londres : 3 mois	1 410,8	3 163,2	3 321,5	1 892,4	1 655,1	2 162,7	2 190,5	1 946,0	1 909,9	2 160,9
Diamant	Kinshasa (CEEC)	23,1	24,9	22,6	26,5	13,7	18,4	20,0	13,2	14,4	14,5
	Londres ⁽²⁾	15,9	17,2	29,4	32,1	17,6	20,8	17,5	13,9	13,0	14,7
Coltan	Londres	...	...	...	...	39,6	61,9	125,4	117,1	115,0	92,3
Or	New York	445,2	597,3	693,6	871,0	968,8	1 225,2	1 570,8	1 668,0	1 411,7	1 266,4
	New York ⁽³⁾	50,7	61,6	71,7	100,5	61,7	79,5	95,1	94,2	97,9	93,4
Pétrole											
Argent	New York	716,5	1 029,4	1 058,2	1 086,9	1 466,0	2 014,6	3 515,8	3 120,5	2 389,2	1 908,8

Sources : Bourse Les Echos et Centre d'Evaluation et d'Expertise.

(1) Avant 2009, la cotation de l'Union Minière sur le Marché de Bruxelles.

(2) Avant 2009, la cotation sur le Marché de Bruxelles.

(3) Avant 2008, la cotation sur le Marché de l'Arabie Saoudite

Tableau III.23 Cours de principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et Marchés	Cotation	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Café											
Robusta	USD/tonne	995,1	1 315,8	1 731,0	1 765,0	1 541,4	1 549,6	2 178,4	2 013,8	1 850,6	2 004,5
Arabica	Cts/lb	107,7	109,6	117,6	108,0	125,5	163,3	253,4	174,6	126,0	176,4
Cacao	USD/tonne	1 474,7	1 496,2	1 887,2	2 548,3	2 801,2	2 928,0	2 929,1	2 237,7	2 210,0	2 210,0
	(Marché à terme)										
Huile ⁽¹⁾											
de palme	EUR/tn	424,8	481,3	778,3	962,1	682,5	734,9	743,2	640,0	517,6	611,8
de palmistes	EUR/tn	623,0	571,3	877,3	1 135,0	694,2	923,5	917,6	864,1	901,7	894,5
Coton	Cts/lb	50,3	52,6	57,9	64,4	57,0	93,7	137,1	79,9	83,3	76,6
Caoutchouc ⁽²⁾	Pence/Kg	129,0	147,7	170,8	194,9	190,9	250,2	483,3	336,2	279,7	196,5
Bois Sapelli											
Bois dur grume ⁽³⁾	USD/m ³	283,7	297,8	272,6	292,2	286,4	340,0	306,2	287,4	311,2	301,6
Bois dur Scié ⁽³⁾	USD/m ³	834,8	818,9	797,1	958,3	748,8	771,4	826,2	750,0	782,5	786,2

Sources : Bourse Les Echos et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1) Avant 2009, la cotation du marché de Bruxelles.

(2) A partir de 2011, Cts/kg.

(3) AFRISTAT à partir de 2007.

Tableau III.24 Evolution des indices des cours des matières premières
(Indice 2009 = 100)

Période	Indices de principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global ⁽¹⁾
2005	81,0	65,6	79,9
2006	113,3	81,1	110,9
2007	118,8	102,5	117,6
2008	121,6	126,6	122,0
2009	100,0	100,0	100,0
2010	135,8	112,5	134,1
2011	156,2	151,7	155,9
2012	134,9	129,3	134,5
2013	129,5	113,2	128,3
2014	122,3	124,8	122,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.25 Répartition des exportations par principaux pays de destination
(Valeur F.O.B.)

PAYS	En millions de CDF									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(e)	2014 ^(e)
1. Union Européenne	683 987,3	669 443,3	1 107 262,4	525 293,7	991 974,7	1 707 140,1	1 812 468,1	1 735 118,3	2 259 575,8	520 796,9
U.E.B.L. ⁽¹⁾	434 973,5	372 103,6	557 791,2	229 400,6	291 991,1	681 065,8	680 389,8	671 330,9	890 052,7	305 489,2
France	90 921,0	24 094,2	161 512,2	28 827,3	101 135,5	171 441,9	163 554,3	165 214,2	241 566,0	15 009,7
Italie	14 890,1	18 509,4	27 855,4	9 896,8	15 829,3	33 328,2	33 090,4	32 751,6	46 324,6	4 839,1
Allemagne	14 723,7	12 322,3	16 859,8	7 145,9	12 141,4	23 076,8	23 800,0	23 112,1	31 969,6	32 494,4
Pays-Bas	6 405,2	18 589,2	36 040,9	20 417,2	48 418,1	69 870,6	77 548,4	72 663,6	91 979,3	2 499,6
Royaume-Uni	8 401,7	1 037,2	1 954,8	2 511,6	6 317,0	7 717,5	9 306,6	8 388,7	14 993,2	139 865,0
Irlande, Danemark et Grèce	249,6	91 111,1	1 343,9	1 163,7	3 019,6	3 838,6	4 493,0	4 105,9	7 803,3	2 130,2
Portugal	19 798,0	20 184,9	28 954,9	20 775,1	39 043,8	60 556,6	68 045,3	63 385,6	78 077,2	2 930,5
Espagne	3 244,2	3 111,5	5 925,4	-	2 858,1	6 986,3	7 544,3	7 162,9	11 355,9	5 183,8
Autres pays de l'U.E.	90 380,3	108 379,9	269 024,0	205 155,5	471 220,8	649 257,8	744 695,9	687 002,8	845 454,0	10 355,4
2. Amérique du Nord	203 594,9	62 788,5	232 005,7	136 731,0	236 468,2	403 269,3	438 809,4	415 095,3	563 300,2	483 820,5
3. Japon	2 495,5	1 835,0	3 420,8	12 447,2	34 284,6	37 450,5	47 379,8	41 793,1	59 255,9	603,3
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	2 578,7	14 719,8	2 321,3	4 944,4	8 729,6	11 949,6	14 668,1	13 115,1	21 975,4	699 115,9
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	892 656,5	748 786,6	1 345 010,2	679 416,2	1 271 457,1	2 159 809,6	2 313 325,4	2 205 121,8	2 904 107,3	1 704 336,6
5. Destinations diverses	245 728,0	517 147,4	1 831 489,3	3 175 362,2	2 253 571,6	5 519 903,0	6 395 523,4	5 833 199,8	7 775 999,8	9 697 092,4
Chine ⁽²⁾	230 796,3	367 923,9	1 261 373,6	1 990 228,2	2 604 964,2	2 538 290,5	2 611 913,8
Brésil ⁽³⁾	52 575,8	61 608,3	175 285,7	187 132,0	177 475,6	248 909,3	-
Afrique du Sud ^{(3)*}	...	...	...	110 700,9	65 727,0	181 869,6	231 814,0	644 023,8	829 957,9	1 857 728,4
Autres pays	...	...	...	2 781 289,1	1 758 312,4	3 901 374,1	3 986 349,3	2 406 736,2	4 158 842,1	5 227 450,2
Total	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 401 429,0
Taux de change moyen USD/CDF	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2005, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2005, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

**Tableau III.26 Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(Valeur F.O.B.)**

PAYS	En millions de CDF									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(e)	2014 ^(e)
1. Union Européenne	778 261,4	473 980,8	817 571,7	612 476,4	1 159 700,5	1 720 160,6	1 852 949,7	1 845 415,2	2 264 960,9	2 567 429,9
U.E.B.L. ⁽¹⁾	450 033,9	148 062,9	269 695,3	239 851,4	422 981,0	621 596,4	681 049,8	672 739,2	825 683,0	816 984,6
France	115 797,2	115 100,2	177 878,6	111 573,6	187 131,4	313 244,0	322 901,6	328 605,9	403 312,7	449 802,1
Italie	29 477,1	32 424,3	69 313,4	56 219,7	105 929,8	153 270,3	166 607,2	165 202,6	202 760,5	107 487,5
Allemagne	58 954,3	47 619,4	87 779,8	72 582,5	123 250,1	188 779,8	203 956,9	202 835,7	248 949,3	224 045,6
Pays-Bas	52 782,8	45 047,0	79 792,0	79 391,5	142 124,5	201 642,9	224 635,5	220 133,8	270 180,1	428 133,5
Royaume-Uni	18 595,8	20 399,8	21 902,0	15 379,3	28 586,0	43 390,4	46 045,6	46 193,8	56 695,8	87 565,0
Irlande, Danemark et Grèce	19 651,4	21 835,5	31 435,8	3 596,2	7 225,4	25 499,8	18 092,6	22 549,0	27 675,4	68 837,9
Portugal	4 222,6	6 221,6	9 052,8	5 714,8	12 818,0	17 935,9	19 073,9	19 115,5	23 461,3	34 301,8
Espagne	9 176,1	12 682,6	19 239,4	-	17 228,4	32 203,1	35 492,0	34 959,7	42 907,6	125 616,9
Autres pays de l'U.E.	19 570,2	24 587,4	51 482,6	28 167,4	112 425,9	122 598,2	135 094,5	133 080,1	163 335,2	224 654,9
2. Amérique du Nord	68 698,8	58 178,3	122 221,8	85 450,0	167 563,2	246 663,8	262 901,1	263 186,9	323 021,1	303 231,4
3. Japon	15 071,5	15 554,1	19 153,5	22 786,5	43 231,1	57 249,9	65 444,5	63 354,4	77 757,7	40 946,5
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	31 060,6	31 377,4	41 081,3	8 234,8	83 317,1	81 436,2	86 428,5	86 702,4	106 413,7	475 713,0
Sous-total O.C.D.E. (1+2+3+4)	893 092,3	579 090,5	1 000 028,3	728 947,6	1 453 811,9	2 105 510,5	2 267 723,7	2 258 658,9	2 772 153,4	3 387 320,8
5. Provenances diverses	381 578,7	774 294,2	1 716 258,2	3 045 050,9	2 537 355,0	5 179 794,6	5 929 640,3	5 718 864,1	7 168 054,0	7 674 795,3
Chine ⁽²⁾	645 685,1	521 575,5	1 081 548,5	1 678 337,3	1 419 147,3	1 793 357,4	1 260 158,2
Brésil ⁽³⁾	31 333,2	43 903,4	71 462,2	71 411,3	73 584,9	90 591,5	63 165,9
Afrique du Sud ^{(3)(r)}	...	...	...	61 112,7	90 004,6	118 196,8	136 495,4	1 127 429,1	1 170 133,6	1 175 149,6
Autres pays	...	...	...	2 306 920,0	1 881 871,5	3 908 587,1	4 043 396,3	3 098 702,8	4 113 971,6	5 176 321,6
Total	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 062 116,1
Taux de change moyen USD/CDF	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

- A partir de 2005, les estimations sont faites sur base des données des statistiques miroirs.

- A partir de 2008, les estimations sont faites sur base du Rapport commercial, Statistical Database - Comstat.

(1) A partir de 2005, Belgique et Luxembourg inclus dans l'Union européenne.

(2) A partir de 2013, Chiffres de la Direction Générale des Douanes de Chine.

(3) Chiffres estimés sur base des statistiques miroirs.

(r) Chiffres rectifiés.

Tableau III.27 Balance commerciale

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de USD		
	Exportations F.O.B. ⁽¹⁾	Importations F.O.B.	Solde	Exportations F.O.B. ⁽¹⁾	Importations F.O.B.	Solde
2005	1 138 384,5	1 274 671,0	-136 286,5	2 402,8	2 690,4	-287,7
2006	1 265 934,0	1 353 384,7	-87 450,7	2 704,7	2 891,6	-186,8
2007	3 176 499,5	2 716 286,4	460 213,1	6 147,9	5 257,2	890,7
2008	3 854 778,4	3 773 998,6	80 779,8	6 869,8	6 725,8	144,0
2009	3 525 028,7	3 991 167,0	-466 138,3	4 371,0	4 949,0	-578,0
2010	7 679 712,6	7 285 305,1	394 407,4	8 477,9	8 042,5	435,4
2011	8 708 848,8	8 197 364,0	511 484,8	9 471,9	8 915,6	556,3
2012	8 038 321,5	7 977 523,0	60 798,6	8 743,4	8 677,2	66,1
2013	10 680 107,0	9 940 207,4	739 899,6	11 613,0	10 808,4	804,5
2014 ^(p)	11 401 429,0	11 062 116,1	339 312,9	12 322,9	11 956,1	366,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Avant 2009, les exportations aux prix C.I.F.

Tableau III.28 Evolution des termes de l'échange*(Base : 2009 = 100)*

Périodes	Données exprimées en USD			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
2005	55,0	54,4	101,1	32,3	31,9	101,1
2006	61,9	58,4	105,9	35,9	33,9	105,9
2007	140,7	106,2	132,4	90,1	68,1	132,4
2008	157,2	135,9	115,6	109,4	94,6	115,6
2009	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2010	194,0	162,5	119,4	217,9	182,5	119,4
2011	216,7	180,1	120,3	247,1	205,4	120,3
2012	200,0	175,3	114,1	228,0	199,9	114,1
2013	265,7	218,4	121,7	303,0	249,1	121,7
2014 ^(p)	281,9	241,6	116,7	323,4	277,2	116,7

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.29 Cours interbancaires des devises ⁽¹⁾
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 GBP	1 CAD	1 CHF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 EUR	1 ZAR	1 AUD
2005										
Décembre	437,07	762,22	376,21	334,64	367,96	78,91	622,78	517,15	68,69	...
2006										
Décembre	521,85	1 023,92	390,28	431,42	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04	...
2007										
Décembre	500,56	1 010,98	499,02	438,53	445,10	110,91	785,00	727,53	72,99	...
2008										
Décembre	606,04	905,30	491,30	529,92	664,21	124,43	918,67	816,19	60,88	...
2009										
Décembre	904,53	1 469,33	857,13	879,35	968,34	201,61	1 433,51	1 322,47	120,77	...
2010										
Décembre	911,78	1 422,43	902,84	937,12	1 092,26	183,53	1 398,59	1 203,86	133,49	...
2011										
Décembre	898,12	1 401,74	797,47	964,11	1 164,80	180,02	1 393,90	1 184,20	111,53	...
2012										
Janvier	917,79	1 422,35	905,43	977,92	977,92	180,50	1 408,13	1 184,03	114,43	...
Février	920,60	1 453,65	922,20	1 016,32	1 016,32	185,42	1 425,30	1 216,15	119,98	...
Mars	921,55	1 457,65	927,63	1 009,00	1 009,00	185,56	1 420,54	1 216,90	121,21	...
Avril	922,00	1 461,81	927,92	1 009,24	1 009,24	185,05	1 422,40	1 213,32	117,73	...
Mai	923,57	1 472,44	916,27	986,64	986,64	180,75	1 415,55	1 185,50	113,77	...
Juin	921,77	1 432,77	896,08	961,03	961,03	175,97	1 394,83	1 154,24	109,68	...
Juillet	920,06	1 434,33	906,03	942,44	942,44	172,58	1 386,73	1 132,02	111,55	...
Août	919,08	1 443,86	925,36	948,16	948,16	173,65	1 389,86	1 139,10	111,32	...
Septembre	918,44	1 477,96	937,91	931,82	931,82	179,90	1 410,98	1 180,04	110,90	...
Octobre	916,83	1 474,90	930,58	982,95	982,95	181,36	1 412,63	1 189,62	106,18	...
Novembre	915,71	1 461,67	918,28	974,63	974,63	179,10	1 400,53	1 174,85	105,69	...
Décembre	914,93	1 459,66	928,71	1 003,21	1 003,21	182,96	1 408,10	1 200,17	105,82	...
2013										
Janvier	915,96	1 462,42	922,86	991,81	1 030,76	185,63	1 406,68	1 217,62	104,28	961,41
Février	917,84	1 425,50	910,79	998,50	986,65	187,32	1 403,07	1 228,75	103,27	947,96
Mars	917,22	1 383,08	894,72	970,49	965,87	181,43	1 369,82	1 190,12	99,89	948,08
Avril	917,47	1 403,40	900,24	978,39	940,84	181,86	1 380,05	1 192,94	100,29	953,15
Mai	918,85	1 406,25	901,66	962,55	911,91	182,01	1 377,92	1 193,93	98,76	912,83
Juin	918,44	1 421,56	891,06	982,14	942,31	184,57	1 390,14	1 210,71	91,76	867,99
Juillet	918,05	1 393,29	879,30	970,28	920,61	182,92	1 379,59	1 199,88	92,61	842,16
Août	917,98	1 423,92	880,67	987,05	939,57	186,48	1 394,67	1 223,20	91,30	830,35
Septembre	919,26	1 454,89	885,27	993,44	926,02	186,89	1 398,86	1 225,94	92,14	852,02
Octobre	923,24	1 486,29	891,42	1 023,08	944,51	192,00	1 421,09	1 259,39	93,11	877,90
Novembre	925,13	1 485,17	882,86	1 013,02	926,39	190,25	1 415,90	1 247,97	90,74	864,06
Décembre	926,63	1 516,42	871,40	1038,00	894,88	193,68	1 425,39	1 270,45	89,36	829,29
2014										
Janvier	927,77	1 527,15	849,36	1 026,72	892,79	192,73	1 424,67	1 264,21	85,73	825,71
Février	927,37	1 534,60	838,85	1 035,95	908,39	192,94	1 427,66	1 265,61	84,32	831,63
Mars	926,01	1 539,84	833,50	1 051,64	905,15	195,21	1 433,05	1 280,48	86,16	838,78
Avril	924,29	1 547,04	840,55	1 046,75	901,50	194,54	1 430,74	1 276,09	87,71	860,96
Mai	924,77	1 557,99	848,57	1 041,17	908,51	193,70	1 430,50	1 270,60	88,80	859,41
Juin	925,03	1 561,42	853,15	1 031,75	905,91	188,34	1 425,25	1 255,19	86,65	865,42
Juillet	924,07	1 577,88	862,03	1 030,28	908,74	190,84	1 424,66	1 251,85	86,74	867,87
Août	924,58	1 545,68	845,85	1 015,97	897,98	187,73	1 411,36	1 231,44	86,63	860,19
Septembre	924,29	1 507,99	840,86	989,21	863,93	182,12	1 387,71	1 194,64	84,46	840,32
Octobre	925,05	1 485,97	825,22	970,91	857,28	178,76	1 375,24	1 172,58	83,51	813,69
Novembre	924,34	1 458,20	816,70	957,37	797,29	175,79	1 356,43	1 152,76	83,38	799,74
Décembre	925,14	1 433,39	800,82	949,54	775,13	174,06	1 347,96	1 155,82	80,64	766,50

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Moyennes mensuelles.

Tableau III.30 Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles
(Données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours Parallèles ⁽¹⁾		Ecart en %	
	USD	Euro	USD	Euro	USD	Euro
2005						
Décembre	431,28	-	434,31	-	0,7	-
2006						
Décembre	503,43	-	515,93	-	2,5	-
2007						
Décembre	502,99	729,81	504,72	-	0,3	-
2008						
Décembre	639,32	905,07	657,45	-	2,8	-
2009						
Décembre	902,66	1292,00	904,60	-	0,2	-
2010⁽¹⁾						
Décembre	915,13	1202,05	931,67	1 214,07	1,8	1,0
2011						
Décembre	910,82	1 173,90	914,00	1 178,00	0,0	0,3
2012						
Janvier	920,08	1 212,05	931,00	1 206,40	0,1	-0,5
Février	918,03	1 233,83	931,00	1 234,24	0,1	0,0
Mars	919,93	1 226,92	930,67	1 223,64	0,1	-0,3
Avril	922,73	1 218,80	930,33	1 213,06	0,1	-0,5
Mai	923,05	1 144,42	926,33	1 127,28	0,0	-1,5
Juin	919,32	1 157,15	927,00	1 138,98	0,1	-1,6
Juillet	915,32	1 125,83	923,67	1 105,20	0,1	-1,8
Août	919,28	1 159,61	928,67	1 138,98	0,1	-1,8
Septembre	917,02	1 177,85	922,67	1 172,21	0,1	-0,5
Octobre	917,00	1 190,72	921,67	1 177,60	0,1	-1,1
Novembre	913,77	1 186,41	922,00	1 169,67	0,1	-1,4
Décembre	915,17	1 214,23	923,33	1 211,75	0,1	-0,2
2013						
Janvier	918,22	1 237,46	925,67	1 169,27	0,1	-5,5
Février	918,43	1 203,51	922,00	1 177,61	0,0	-2,2
Mars	918,89	1 173,17	922,33	1 146,80	0,0	-2,2
Avril	917,05	1 202,27	922,00	1 158,70	0,1	-3,6
Mai	918,06	1 191,06	922,67	1 132,67	0,1	-4,9
Juin	917,49	1 194,79	925,00	1 143,00	0,1	-4,3
Juillet	916,34	1 213,75	922,67	1 136,80	0,1	-6,3
Août	917,89	1 212,50	928,00	1 147,00	0,1	-5,4
Septembre	921,59	1 249,91	929,00	1 156,30	0,1	-7,5
Octobre	918,99	1 273,63	932,75	1 192,28	0,1	-6,4
Novembre	921,06	1 260,22	938,75	1 188,10	0,2	-5,7
Décembre	925,50	1 266,42	938,00	1 173,38	0,1	-7,3
2014						
Janvier	926,74	1 255,62	938,25	1 197,15	0,1	-4,7
Février	929,39	1 274,02	937,25	1 196,48	0,1	-6,1
Mars	921,93	1 271,32	934,50	1 191,44	0,1	-6,3
Avril	924,00	1 280,32	933,75	1 191,94	0,1	-6,9
Mai	925,87	1 255,29	931,25	1 235,56	0,1	-1,6
Juin	926,12	1 260,99	931,25	1 188,94	0,1	-5,7
Juillet	924,16	1 235,65	931,00	1 165,30	0,1	-5,7
Août	922,66	1 219,04	932,25	1 165,95	0,1	-4,4
Septembre	925,80	1 174,06	932,25	1 161,61	0,1	-1,1
Octobre	925,54	1 169,67	928,75	1 142,96	0,0	-2,3
Novembre	925,32	1 154,86	931,50	1 137,96	0,1	-1,5
Décembre	924,51	1 127,80	932,25	1 138,27	0,1	0,9

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) A partir de Janvier 2010, cours de change parallèle moyen observé sur les principales places de référence de la Ville province de Kinshasa.

Tableau III.31 Balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	Crédit										Débit									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(#)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES																				
A. Biens et services	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	8 866,5	10 211,3	9 031,1	11 909,1	12 567,0	3 515,0	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1	10 705,2	11 804,9	11 008,8	13 403,7	14 999,5
Balance commerciale	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 322,9	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	11 956,1
1. Marchandises	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 322,9	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	11 956,1
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	343,1	432,9	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	296,1	244,2	824,5	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 595,3	3 043,4
3. Transports	11,5	2,7	21,8	37,0	52,4	88,7	114,5	91,3	91,8	131,7	331,2	357,0	734,5	995,2	800,0	1 513,1	1 412,6	921,5	1 253,0	1 598,2
4. Voyages	3,2	3,1	0,7	0,7	24,0	10,7	11,4	6,9	8,4	0,4	53,5	92,7	108,7	126,7	121,2	149,6	298,3	107,5	170,0	282,6
5. Services de communications	28,5	57,5	62,3	101,4	92,5	67,4	74,4	44,5	17,4	10,9	1,2	1,0	1,0	1,4	33,5	0,9	1,2	3,0	35,7	1,4
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	27,2	-	-	-	0,0	0,0	23,4	21,2	20,8	28,1	51,2	14,1	18,8	47,2	99,5	20,0
7. Service d'assurance	-	-	-	-	20,0	-	5,8	-	0,0	0,0	89,6	93,4	213,7	249,6	197,1	326,1	338,3	401,7	438,2	474,2
8. Services financiers	19,1	38,5	41,7	67,9	69,7	45,1	49,6	29,8	11,6	7,3	27,0	27,2	28,4	46,7	72,0	33,3	42,4	75,5	40,4	43,1
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	14,2	0,0
10. Redevances et droits de licence	35,2	49,6	53,8	125,0	108,5	-	-	-	0,0	0,0	2,1	1,9	1,9	2,6	34,3	0,0	-	-	20,3	0,0
11. Autres services aux entreprises	32,9	66,4	71,9	117,0	103,1	77,7	69,5	51,4	37,2	12,6	147,3	166,8	331,7	402,7	348,5	458,1	519,1	380,9	234,9	255,2
12. Sces personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,5	1,0	1,1	1,8	24,8	1,2	1,0	0,8	0,3	0,2	2,4	2,2	2,1	2,9	34,5	1,9	2,5	6,3	2,6	2,9
13. Sces fournis ou reçus par les admin. publiques	212,3	214,1	139,1	377,4	127,7	97,8	413,2	63,0	129,4	81,1	146,9	142,4	174,8	243,7	124,8	165,6	255,9	388,0	286,4	365,7
B. Revenus	9,5	17,6	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	144,8	30,7	260,3	474,5	687,5	935,8	805,0	1 094,5	1 266,1	1 065,8	3 024,7	3 071,4
14. Rémunérations des salariés	8,9	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4	32,3	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	15,6
15. Revenus des investissements	0,6	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	8,3	228,0	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	3 055,7
C. Transferts courants	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 369,0	2 927,9	195,8	481,7	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 103,3	494,8
16. Transferts publics	752,6	819,1	909,1	1 243,0	1 385,9	906,5	1 417,5	1 865,9	1 400,8	1 793,7	30,5	129,6	168,5	202,8	76,0	212,7	246,5	330,3	319,2	139,2
17. Transferts privés	191,0	384,0	575,3	495,4	318,4	781,5	1 012,9	843,7	968,2	1 134,2	165,3	352,1	454,0	539,6	227,2	632,6	773,0	614,4	784,1	355,6
TOTAL (A + B + C)	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 453,9	6 751,3	10 602,8	12 809,9	11 758,9	14 422,9	15 525,6	3 971,0	4 753,7	8 184,9	10 503,7	7 874,2	12 645,0	14 090,5	13 019,4	17 531,7	18 565,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																				
D. Capital	59,1	151,5	54,8	170,5	403,8	333,6	1 240,5	645,1	206,6	540,0	150,4	69,9	56,3	60,5	259,8	494,2	307,9	158,7	13,9	24,8
D.1. Transferts des capitaux	59,1	151,5	52,6	170,5	401,0	333,6	1 240,1	645,1	136,9	540,0	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	23,8
Capitaux publics	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux privés	1,5	0,1	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	20,0	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	23,8
20. Transferts des migrants	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-	0,1	1,6	53,5	174,0	255,9	327,1	252,7	89,7	20,0	150,4	69,7	56,3	59,9	259,6	493,1	260,8	151,4	10,5	23,8
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits	-	-	2,2	-	2,9	-	0,4	0,1	69,7	0,0	-	0,1	0,0	0,6	0,3	1,2	47,0	7,3	3,4	1,0
E. Opérations financières	923,7	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 232,3	4 008,7	748,2	1 270,7	2 958,7	2 983,0	2 240,5	4 341,7	3 100,1	4 715,9	1 236,3	1 296,4
24. Investissements directs	266,6	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	2 063,2	13,4	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6
25. Investissements de portefeuille	-	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	2,9	-	0,0	0,0	294,7	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6
26. Autres investissements	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	1 945,5	440,1	839,0	1 110,8	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1
TOTAL (D + E)	982,8	1 353,8	2 958,4	3 445,1	2 958,4	5 514,0	4 733,7	6 706,4	4 438,9	4 548,7	898,6	1 340,6	3 015,0	3 043,5	2 500,4	4 836,0	3 407,9	4 874,6	1 250,2	1 321,2
F. Erreurs et omissions	-	-	-	16,0	-	166,1	30,10	29,9	-	-	7,3	42,7	80,8	-	247,0	-	-	-	18,2	70,7
Total (A à F)	4 681,8	5 712,1	11 009,2	12 915,0	9 709,6	16 282,9	17 573,7	18 495,2	18 861,8	20 074,3	4 876,9	6 136,9	11 280,6	13 547,2	10 621,6	17 481,0	17 498,4	18 800,1	19 957,6	

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.32 Solde de la balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(a)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-769,1	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 494,7	-2 432,5
Balance commerciale	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	366,7
1. Marchandises	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	366,7
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-481,4	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 799,2
3. Transports	-319,7	-354,3	-712,7	-958,3	-747,6	-1 424,4	-1 298,1	-830,2	-1 161,2	-1 466,5
4. Voyages	-50,3	-89,7	-108,0	-126,0	-97,3	-138,9	-286,9	-100,6	-161,6	-282,2
5. Services de communications	27,4	56,5	61,3	100,0	59,0	66,5	73,2	41,5	-18,3	9,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-23,4	-21,2	-20,8	-28,1	-24,0	-14,1	-18,8	-47,2	-99,5	-20,0
7. Service d'assurance	-89,6	-93,4	-213,7	-249,6	-177,1	-326,1	-332,5	-401,7	-438,2	-474,2
8. Services financiers	-7,9	11,3	13,4	21,2	-2,2	11,8	7,2	-45,7	-28,7	-35,8
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-14,2	0,0
10. Redevances et droits de licence	33,1	47,7	51,9	122,4	74,3	-	-	-	-20,3	0,0
11. Autres services aux entreprises	-114,4	-100,4	-259,8	-285,7	-245,4	-380,4	-449,6	-329,5	-197,7	-242,7
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-1,9	-1,1	-1,0	-1,0	-9,6	-0,7	-1,5	-5,5	-2,3	-2,7
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	65,4	71,6	-35,7	133,7	2,9	-67,8	157,3	-325,0	-157,1	-284,6
B. Revenus	-250,8	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 879,8	-3 040,7
14. Rémunérations des salariés	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1	-102,8	6,7
15. Revenus des investissements	-227,4	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-1 004,4	-2 777,0	-3 047,4
C. Transferts courants	747,9	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 265,7	2 433,1
16. Transferts publics	722,1	689,5	740,6	1 040,1	1 309,9	693,9	1 171,0	1 535,6	1 081,6	1 654,5
17. Transferts privés	25,7	31,9	121,2	-44,3	91,1	148,9	239,9	229,2	184,1	778,6
TOTAL (A + B+ C)	-272,0	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-3 108,8	-3 040,1
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-91,3	81,7	-1,5	110,0	144,0	158,3	932,6	486,4	192,7	515,2
D.1. Transferts des capitaux	-91,3	81,8	-3,7	110,6	141,4	159,5	979,3	493,7	126,4	516,2
Capitaux publics	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	57,6	151,4	50,9	117,1	227,0	77,7	913,0	392,4	47,2	520,0
Capitaux privés	-148,8	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,1	66,3	101,2	79,3	-3,8
20. Transferts des migrants	1,51	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-150,4	-69,6	-54,6	-6,4	-85,6	-237,2	66,3	101,2	79,3	-3,8
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-0,1	2,2	-0,6	2,6	-1,2	-46,6	-7,3	66,3	-1,0
E. Opérations financières	175,4	-68,5	98,9	291,5	314,0	838,7	393,1	1 345,4	2 996,0	2 712,3
24. Investissements directs	253,2	237,8	1 793,7	1 672,8	629,0	2 932,1	1 596,0	2 891,6	1 697,6	1 719,6
25. Investissements de portefeuille	-294,7	-413,2	-1 833,6	-1 574,9	-1 189,4	-3 237,4	-2 136,9	-3 532,4	-3,4	-13,6
26. Autres investissements	217,0	107,0	-15,2	193,7	874,4	1 144,0	934,0	1 986,2	1 301,8	1 006,4
TOTAL (D + E)	84,2	13,2	97,4	401,6	458,0	678,0	1 325,8	1 831,8	3 188,7	3 227,5
F. Erreurs et omissions	-7,3	-42,7	-80,8	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-18,2	-70,7
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-195,1	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,7
Moyens de financement	195,1	424,8	271,0	632,2	912,0	1 198,0	-75,3	-601,2	-61,7	-116,7
G. Financement traditionnel	0,6	-35,8	-293,0	121,3	469,0	771,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,7
1. Arriérés (réduction -)	-	-	-	-	123,7	197,0	-	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	0,6	-35,8	-293,0	121,3	345,3	574,8	-75,3	-601,2	-61,7	-116,7
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	46,9	31,7	-199,2	82,0	-790,6	-807,0	166,4	-347,2	-43,8	30,3
* Crédit net du FMI	-20,3	44,1	-35,6	-9,5	-526,4	-421,4	157,6	-0,2	-2,2	-40,5
- FMI compte spécial en DTS	4,1	1,1	-3,0	-2,8	126,4	69,1	-2,6	0,7	2,0	30,9
- Crédit FMI	-24,4	43,0	-32,6	-6,7	-652,8	-490,5	160,2	-0,8	-4,2	-71,4
* Autres avoirs extérieurs nets (accroissement -)	67,2	-12,4	-163,7	91,5	-264,2	-385,7	8,8	-347,1	-41,7	70,8
- Autres avoirs en devises	100,9	-24,4	-23,6	105,9	-134,9	-376,2	7,8	-347,8	-38,3	74,8
- Autres engagements	-33,7	12,0	-140,0	-14,4	-129,3	-9,4	1,0	0,7	-3,4	-4,0
- Avoirs extérieurs nets BCM (accroissement -)	-46,3	-4,1	-93,8	39,3	-445,3	-232,3	-91,1	-254,0	-17,9	-147,1
* Avoirs	-10,1	-71,8	-139,0	-36,7	-401,6	-216,4	-80,7	-304,1	-130,3	-111,3
* Engagements	-36,2	67,7	45,2	76,0	-43,7	-15,8	-10,4	50,2	112,5	-35,8
H. Financement exceptionnel	194,5	460,6	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-	-	-
1. Consolidation des arriérés	-	121,6	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Allègement de la dette	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-	-	-
- Rééchelonnement dette extérieure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Remise de la dette	194,5	339,0	564,0	510,9	443,0	426,3	-	-	-	-
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
I. Solde résiduel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau III.33 Balance générale des paiements (1)
(en millions de CDF)

	Credit										Débit										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(*)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(*)	
COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES																					
A. Biens et services	1 300 950,1	1 468 558,4	3 379 282,4	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 683,1	8 302 814,6	10 952 411,2	11 627 360,9	1 665 322,0	1 771 364,6	3 552 106,6	4 952 127,4	5 456 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	10 127 086,4	12 327 019,0	13 877 974,2	
Balance commerciale																					
1. Merchandises	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 401 429,0	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 775 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 062 116,1	
2. Or non monétaire																					
Services	162 565,6	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	225 931,9	390 651,0	423 979,9	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 815 858,1	
3. Transports	5 427,4	1 277,4	11 273,3	20 740,8	42 281,0	80 349,0	105 275,9	83 930,7	84 468,1	121 878,1	156 916,1	167 103,8	379 513,8	558 449,7	645 153,1	1 370 642,9	1 298 783,0	847 198,8	1 152 370,6	1 478 726,4	
4. Voyages	1 508,4	1 443,6	383,5	383,0	9 719,8	19 337,0	10 481,6	6 340,6	7 755,4	328,2	25 354,2	43 407,3	56 173,8	71 090,9	97 771,8	135 515,3	274 315,1	98 831,7	156 382,8	261 429,0	
5. Services de communications	13 511,1	26 916,8	32 187,7	56 887,7	74 589,9	61 054,3	68 406,4	40 932,8	15 980,3	10 084,1	54 755,5	49 000,0	53 100,0	78 151,5	97 771,8	135 515,3	1 134,4	2 797,2	32 817,8	1 321,2	
6. Services de bâtiment et travaux publics										0,0	0,0	9 902,1	10 729,9	15 792,1	14 320,8	12 772,5	17 265,9	43 354,7	91 548,6	18 514,8	
7. Service assurance										0,0	42 450,7	43 709,2	110 420,1	140 081,5	158 949,7	295 397,9	311 075,3	369 287,5	402 991,4	438 749,9	
8. Services financiers	9 049,3	18 028,0	21 538,3	38 101,6	56 243,0	40 881,0	45 604,3	27 415,5	10 703,1	6 754,0	12 792,1	12 742,9	14 659,9	26 189,9	58 056,5	30 164,8	39 017,4	69 437,8	37 130,5	39 892,5	
9. Services d'information et d'information										0,0	0,0	902,0	977,4	1 438,5	27 630,2	-	-	-	13 059,32	-	-
10. Redevances et droits de licence	16 654,1	23 224,8	27 727,7	70 121,2	87 514,0	-	-	-	-	0,0	994,9	902,0	977,4	1 438,5	27 630,2	-	-	-	18 669,31	-	-
11. Autres services aux entreprises	15 591,9	31 062,1	37 144,8	65 648,8	83 146,2	70 357,4	63 901,1	47 236,7	34 167,7	11 637,1	69 787,9	78 056,1	171 396,3	225 933,6	281 031,7	414 970,3	477 295,5	350 177,7	216 006,0	236 149,6	
12. Scés personnels, culturels et relatifs aux loisirs	242,7	483,4	578,1	1 021,7	1 087,0	1 087,0	919,4	735,2	287,0	181,1	1 126,4	1 088,1	1 092,4	1 607,8	2 791,6	1 721,1	2 333,7	5 754,5	2 429,9	2 718,0	
13. Scés fournis ou reçus par les admin. publiques	100 580,8	100 188,4	71 884,6	211 745,2	102 966,1	88 592,2	379 912,8	57 901,6	118 962,5	75 069,3	69 617,8	66 658,4	90 325,6	136 743,3	100 650,1	150 008,9	235 321,6	356 723,4	263 405,2	338 356,7	
B. Revenus	4 502,5	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	15 449,9	16 789,0	133 183,1	28 364,7	123 304,1	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	2 841 696,6	
14. Rémunérations des salariés	4 206,4	5 969,2	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0	15 282,1	14 749,3	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	14 461,1	
15. Revenus des investissements	296,1	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	7 659,6	108 022,0	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 075,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	2 827 205,5	
C. Transferts courants	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,2	1 718 713,7	2 708 978,9	92 754,9	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 838,5	
16. Transferts publics	356 577,2	383 374,1	469 719,9	697 148,3	1 117 634,8	821 153,8	1 303 307,0	1 715 458,5	1 288 245,6	1 659 591,0	14 440,6	60 655,3	87 068,3	113 810,3	61 251,1	192 629,2	226 642,1	303 671,3	293 547,2	128 774,4	
17. Transferts privés	90 506,0	179 727,6	297 240,9	277 969,3	256 756,5	707 895,2	931 301,3	775 623,1	890 468,1	1 049 387,0	78 318,9	164 815,4	234 594,3	302 803,3	183 257,0	573 032,2	710 727,5	564 892,5	721 131,4	329 034,1	
TOTAL (A + B + C)	1 752 535,7	2 039 919,7	4 159 685,4	5 304 795,6	5 444 570,9	9 604 550,9	11 777 941,3	10 810 683,2	13 264 308,0	14 364 703,6	1 881 385,5	2 224 944,5	4 228 976,2	5 893 822,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	11 969 505,5	16 123 382,5	17 177 479,4	
COMPTES DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES																					
D. Capital	27 996,6	70 931,0	28 300,4	95 679,4	325 680,7	302 191,8	1 140 566,0	593 105,0	190 012,8	499 663,7	71 234,7	32 705,2	29 095,9	33 945,8	209 554,7	447 688,6	283 056,4	145 945,3	12 761,0	22 954,7	
D.1. Transferts des capitaux	27 996,6	70 931,0	27 171,8	95 679,4	323 356,1	302 191,8	1 140 198,2	593 049,2	125 904,1	499 663,7	71 234,7	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	22 019,2	
Capitaux publics	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
18. Remises de dettes																					
19. Autres transferts	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux privés	714,8	58,6	848,7	29 971,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	18 507,3	71 234,7	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	22 019,2	
20. Transferts des migrants																					
21. Remises de dettes																					
22. Autres transferts		58,6	848,7	29 971,5	140 311,5	231 807,2	300 749,0	232 286,6	82 537,5	18 507,3	71 234,7	32 644,4	29 080,4	33 599,5	209 331,9	446 647,9	239 833,1	139 201,9	9 625,8	22 019,2	
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin. non produits																					
E. Opérations financières	437 617,8	562 699,3	1 500 239,3	1 837 428,9	2 060 087,5	4 692 687,6	3 211 789,7	5 572 525,1	3 892 311,2	3 708 937,9	354 504,2	594 744,3	1 528 687,5	1 675 843,6	1 806 879,7	3 932 948,7	2 850 315,9	4 335 597,5	1 136 984,8	1 199 450,7	
24. Investissements directs	126 309,9	119 875,8	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,1	3 045 057,8	1 929 697,7	1 908 902,1	6 370,2	8 591,8	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2	317 908,7	
25. Investissements de portefeuille																					
26. Autres investissements	311 307,9	442 722,4	566 064,4	868 004,7	1 524 762,2	2 029 675,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 962 613,5	1 800 035,8	208 510,8	392 705,6	573 298,7	759 725,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	765 420,9	868 918,7	
TOTAL (D + E)	465 614,4	633 630,3	1 528 539,7	1 933 108,3	2 385 768,2	4 994 879,5	4 352 355,7	6 165 630,2	4 082 324,0	4 208 601,6	425 738,9	627 449,5	1 557 783,4	1 707 789,4	2 106 434,4	4 380 667,3	3 133 372,3	4 481 542,7	1 149 745,8	1 222 405,4	
F. Erreurs et omissions																					
Total. (A + F)	2 218 150,2	2 672 550,0	5 688 225,0	7 246 887,9	7 830 339,1	14 749 896,2	16 157 972,1	17 003 800,3	17 346 632,0	18 573 305,2	2 310 983,1	2 872 379,7	5 828 486,7	7 601 622,0	8 565 820,9	15 835 132,7	16 089 751,3	16 451 048,3	17 289 866,3	18 466 936,1	
Taux de change: moyen USD/CDF	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,4	919,7	925,2

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Selon le cinquième manuel de la BDP du FMI.

Tableau III.34 Solde de la balance générale des paiements ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(a)
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	-364 371,9	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 250 613,3
Balance commerciale	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	339 312,9
1. Marchandises	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	339 312,9
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-228 085,4	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 589 926,2
3. Transports	-151 488,7	-165 826,4	-368 240,5	-537 708,9	-602 872,1	-1 290 293,9	-1 193 507,0	-763 268,2	-1 067 902,6	-1 356 848,3
4. Voyages	-23 845,8	-41 963,7	-55 790,3	-70 707,9	-78 434,8	-125 795,5	-263 833,4	-92 491,1	-148 647,4	-261 100,7
5. Services de communications	12 963,6	26 426,7	31 656,7	56 106,2	47 586,4	60 239,1	67 272,0	38 135,6	-16 837,5	8 762,9
6. Services de bâtiment et travaux publics	-11 063,5	-9 902,1	-10 729,9	-15 792,1	-19 385,3	-12 772,5	-17 265,9	-43 354,7	-91 548,6	-18 514,8
7. Service d'assurance	-42 450,7	-43 709,2	-110 420,1	-140 081,5	-142 820,7	-295 397,9	-305 742,5	-369 287,5	-402 991,4	-438 749,9
8. Services financiers	-3 742,8	5 285,1	6 898,3	11 911,7	-1 813,5	10 716,2	6 586,9	-42 022,3	-26 427,4	-33 138,5
9. Services d'informatique et d'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-13 059,3	0,0
10. Redevances et droits de licence	15 659,1	22 322,8	26 795,3	68 682,6	59 883,8	-	-	-	-18 669,3	0,0
11. Autres services aux entreprises	-54 196,0	-46 994,0	-134 251,5	-160 304,8	-197 885,6	-344 612,8	-413 394,3	-302 941,0	-181 838,2	-224 512,5
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-883,7	-524,7	-514,3	-586,0	-7 761,5	-634,1	-1 414,3	-5 019,4	-2 142,9	-2 536,9
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	30 963,0	33 530,0	-18 441,0	75 001,9	2 316,0	-61 416,7	144 591,3	-298 821,8	-144 442,7	-263 287,5
B. Revenus	-118 801,6	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-2 813 331,9
14. Rémunérations des salariés	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-94 543,2	6 244,0
15. Revenus des investissements	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 553 958,8	-2 819 575,9
C. Transferts courants	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	2 251 169,5
16. Transferts publics	342 136,6	322 718,8	382 651,6	583 638,0	1 056 383,7	628 524,6	1 076 664,9	1 411 787,2	994 698,5	1 530 816,6
17. Transferts privés	12 187,1	14 912,2	62 646,5	-24 834,0	73 499,5	134 863,1	220 573,8	210 730,5	169 336,7	720 352,9
TOTAL (A + B + C)	-128 849,8	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-2 812 775,8
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-43 238,1	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	143 432,4	857 509,6	447 159,7	177 251,8	476 709,0
D.1. Transferts des capitaux	-43 238,1	38 286,7	-1 908,6	62 080,0	114 024,2	144 483,2	900 365,1	453 847,3	116 278,3	477 644,5
Capitaux publics	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	27 281,8	70 872,4	26 323,1	65 681,9	183 044,6	70 384,6	839 449,2	360 762,6	43 366,6	481 156,4
Capitaux privés	-70 519,9	-32 585,7	-28 231,7	-3 602,0	-69 020,4	-214 777,2	60 915,9	93 084,7	72 911,8	-3 511,9
20. Transferts des migrants	714,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	-71 234,7	-32 585,7	-28 231,7	-3 602,0	-69 020,4	-214 840,6	60 915,9	93 084,7	72 911,8	-3 511,9
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-60,8	1 113,1	-346,3	2 101,8	-1 050,8	-42 855,5	-6 687,5	60 973,4	-935,5
E. Opérations financières	83 113,6	-32 045,0	51 097,2	163 585,3	253 207,8	759 737,1	361 473,8	1 236 927,7	2 755 326,5	2 509 487,1
24. Investissements directs	119 939,7	111 284,0	926 785,0	938 635,4	507 260,3	2 656 018,0	1 467 449,4	2 658 434,0	1 561 219,6	1 590 993,3
25. Investissements de portefeuille	-139 623,1	-193 395,8	-947 369,0	-883 729,6	-959 232,5	-2 932 574,2	-1 964 760,9	-3 247 587,5	-3 085,7	-12 623,3
26. Autres investissements	102 797,1	50 066,8	-7 864,3	108 679,5	705 180,0	1 036 275,2	858 785,2	1 826 081,1	1 197 192,6	931 117,1
TOTAL (D + E)	39 875,5	6 180,8	50 301,7	225 318,9	369 333,7	614 166,8	1 218 983,3	1 684 087,4	2 932 578,2	2 986 196,2
F. Erreurs et omissions	-3 458,6	-19 985,6	-41 727,1	8 977,9	-199 193,7	150 461,8	27 675,2	27 488,9	-16 738,0	-67 051,4
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-92 432,9	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	56 765,7	106 369,1
Moyens de financement	92 432,9	198 829,7	140 003,5	354 743,6	735 481,8	1 085 209,3	-69 220,9	-552 756,1	-56 765,7	-106 369,1
G. Financement traditionnel	284,3	-16 756,1	-140 003,5	68 064,0	378 226,1	699 127,6	-69 220,9	-552 756,1	-56 765,7	-106 369,1
1. Arriérés (réduction -)	-	-	-	-	99 758,1	178 451,9	-	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)	284,3	-16 756,1	-151 404,2	68 064,0	278 467,9	520 675,7	-69 220,9	-552 756,1	-56 765,7	-106 369,1
- Avoirs extérieurs nets BCC (accroissement -)	22 220,3	14 837,1	-102 939,2	46 011,9	-637 581,1	-731 063,6	152 967,3	-319 226,7	-40 583,1	28 449,1

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Selon le Cinquième Manuel de Balance des paiements du FMI.

Tableau III.35 Balance des paiements ⁽¹⁾
(en millions de USD)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(*)
I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. RECETTES	3 699,0	4 358,4	8 050,8	9 453,9	6 751,3	10 602,8	12 809,9	11 758,9	14 422,9	15 525,6
Biens et services	2 745,9	3 137,6	6 540,4	7 697,9	5 021,0	8 866,5	10 211,3	9 031,1	11 909,1	12 567,0
Biens	2 402,8	2 704,7	6 147,9	6 869,8	4 371,0	8 477,9	9 471,9	8 743,4	11 613,0	12 322,9
Services	343,1	432,9	392,5	828,1	650,0	388,6	739,4	287,7	296,1	244,2
Revenus primaires	9,5	17,6	26,0	17,7	26,0	48,3	168,2	18,3	144,8	30,7
Rémunération des salariés	8,9	12,8	8,8	14,7	19,5	15,7	114,6	12,2	33,1	22,4
Revenus de placements	0,6	4,9	17,2	3,1	6,5	32,6	53,6	6,1	111,7	8,3
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	943,7	1 203,1	1 484,4	1 738,3	1 704,2	1 688,0	2 430,4	2 709,6	2 369,0	2 927,9
B. PAIEMENTS	3 971,0	4 753,7	8 184,9	10 503,7	7 874,2	12 645,0	14 090,5	13 019,4	17 531,7	18 565,7
Biens et services	3 515,0	3 797,4	6 874,9	8 825,4	6 766,1	10 705,2	11 804,9	11 008,8	13 403,7	14 999,5
Biens	2 690,4	2 891,6	5 257,2	6 725,8	4 949,0	8 042,5	8 915,6	8 677,2	10 808,4	11 956,1
Services	824,5	905,8	1 617,7	2 099,6	1 817,0	2 662,7	2 889,3	2 331,6	2 595,3	3 043,4
Revenus primaires	260,3	474,5	687,5	935,8	805,0	1 094,5	1 266,1	1 065,8	3 024,7	3 071,4
Rémunération des salariés	32,3	31,5	26,4	37,4	30,9	57,2	39,6	55,3	135,9	15,6
Revenus de placements	228,0	443,0	661,1	898,4	774,1	1 037,3	1 226,5	1 010,5	2 888,7	3 055,7
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	195,8	481,7	622,6	742,5	303,2	845,2	1 019,5	944,7	1 103,3	494,8
C. SOLDES	-272,0	-395,3	-134,1	-1 049,8	-1 123,0	-2 042,2	-1 280,6	-1 260,5	-3 108,8	-3 040,1
Biens et services	-769,1	-659,8	-334,5	-1 127,6	-1 745,1	-1 838,7	-1 593,6	-1 977,8	-1 494,7	-2 432,5
Biens	-287,7	-186,8	890,7	144,0	-578,0	435,4	556,3	66,1	804,5	366,7
Services	-481,4	-472,9	-1 225,2	-1 271,5	-1 167,1	-2 274,1	-2 149,9	-2 043,9	-2 299,2	-2 799,2
Revenus primaires	-250,8	-456,9	-661,5	-918,1	-778,9	-1 046,2	-1 097,9	-1 047,5	-2 879,8	-3 040,7
Rémunération des salariés	-23,4	-18,8	-17,5	-22,7	-11,4	-41,5	75,0	-43,1	-102,8	6,7
Revenus de placements	-227,4	-438,1	-643,9	-895,3	-767,5	-1 004,7	-1 172,9	-1 004,4	-2 777,0	-3 047,4
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	747,9	721,4	861,8	995,9	1 401,1	842,7	1 410,9	1 764,8	1 265,7	2 433,1
II. COMPTE DE CAPITAL	-91,3	81,7	-1,5	110,0	144,0	-160,6	932,6	486,4	192,7	515,2
III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL	-363,2	-313,6	-135,6	-939,7	-979,0	-2 202,8	-348,0	-774,1	-2 916,1	-2 524,9
IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)	-370,5	-356,3	-215,9	-923,7	-1 226,0	-2 036,7	-317,9	-744,2	-2 934,3	-2 595,6
Acquisition nette d'actifs financiers	553,1	845,9	2 687,7	2 350,8	1 328,5	3 143,7	3 175,3	5 317,1	1 298,0	1 413,1
Investissements directs	13,4	18,4	14,3	54,1	34,8	7,2	90,9	420,5	400,7	343,6
Investissements de portefeuille	294,7	413,3	1 833,6	1 575,0	1 189,4	3 237,7	2 139,8	3 532,4	3,4	13,6
Autres investissements	440,1	839,0	1 110,8	1 353,9	1 016,3	1 096,9	869,4	762,9	832,3	939,1
Avoirs de réserves	-195,1	-424,8	-271,0	-632,2	-912,0	-1 198,0	75,3	601,2	61,7	116,7
Accroissement net du passif	923,7	1 202,2	2 903,6	3 274,6	2 554,5	5 180,4	3 493,2	6 061,3	4 232,3	4 008,7
Investissements directs	266,6	256,1	1 808,0	1 726,8	663,8	2 939,3	1 686,9	3 312,1	2 098,2	2 063,2
Investissements de portefeuille	-	0,1	-	0,1	-	0,3	2,9	-	-	-
Autres investissements	657,1	946,0	1 095,6	1 547,6	1 890,7	2 240,9	1 803,4	2 749,2	2 134,0	1 945,5
V. ERREURS ET OMISSIONS NETTES ⁽¹⁾	-7,3	-42,7	-80,2	16,0	-247,0	166,1	30,1	29,9	-18,2	-70,7

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

(1) Selon le 6^{ème} Manuel de la Balance des Paiements.

Tableau III.36 Balance des paiements ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(*)
I. COMPTE COURANT OU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. RECETTES	1 752 535,7	2 039 919,7	4 159 685,4	5 304 795,6	5 444 570,9	9 604 555,0	11 777 941,3	10 810 685,2	13 264 308,0	14 364 703,6
Biens et services	1 300 950,1	1 468 558,4	3 379 282,4	4 319 428,4	4 049 200,5	8 031 753,4	9 388 683,1	8 302 814,6	10 952 411,2	11 627 360,9
Biens	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 401 429,0
Services	162 565,6	202 624,4	202 782,8	464 650,0	524 171,8	352 040,8	679 834,3	264 493,1	272 304,2	225 931,9
Revenus primaires	4 502,5	8 259,5	13 442,2	9 949,5	20 979,2	43 752,6	154 649,9	16 789,0	133 183,1	28 364,7
Rémunération des salariés	4 206,4	5 969,2	4 556,2	8 230,6	15 698,1	14 221,9	105 367,9	11 215,7	30 451,5	20 705,0
Revenus de placements	296,1	2 290,3	8 886,0	1 719,0	5 281,0	29 530,7	49 282,0	5 573,3	102 731,6	7 659,6
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	447 083,2	563 101,7	766 960,8	975 417,6	1 374 391,3	1 529 049,0	2 234 608,3	2 491 081,6	2 178 713,7	2 708 978,0
B. PAIEMENTS	1 881 385,5	2 224 944,5	4 228 976,2	5 893 832,6	6 350 192,8	11 454 465,4	12 955 379,0	11 969 505,5	16 123 382,5	17 177 479,4
Biens et services	1 665 322,0	1 777 364,6	3 552 106,6	4 952 127,4	5 456 526,1	9 697 314,1	10 853 905,7	10 121 086,4	12 327 019,0	13 877 974,2
Biens	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 062 116,1
Services	390 651,0	423 979,9	835 820,2	1 178 128,8	1 465 359,1	2 412 008,9	2 656 541,6	2 143 563,4	2 386 811,6	2 815 858,1
Revenus primaires	123 304,1	222 109,2	355 206,9	525 091,6	649 158,7	991 489,9	1 164 103,7	979 855,3	2 781 685,0	2 841 696,6
Rémunération des salariés	15 282,1	14 749,3	13 616,1	20 977,7	24 904,6	51 814,7	36 409,8	50 846,4	124 994,7	14 461,1
Revenus de placements	108 022,0	207 359,9	341 590,8	504 113,9	624 254,1	939 675,3	1 127 693,8	929 008,9	2 656 690,3	2 827 235,5
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	92 759,4	225 470,7	321 662,7	416 613,7	244 508,1	765 661,3	937 369,6	868 563,8	1 014 678,5	457 808,5
C. SOLDES	-128 849,8	-185 024,9	-69 290,9	-589 037,0	-905 621,9	-1 849 910,4	-1 177 437,6	-1 158 820,3	-2 859 074,5	-2 812 775,8
Biens et services	-364 371,9	-308 806,2	-172 824,3	-632 698,9	-1 407 325,6	-1 665 560,7	-1 465 222,5	-1 818 271,8	-1 374 607,8	-2 250 613,3
Biens	-136 286,5	-87 450,7	460 213,1	80 779,8	-466 138,3	394 407,4	511 484,8	60 798,6	739 899,6	339 312,9
Services	-228 085,4	-221 355,4	-633 037,3	-713 478,8	-941 187,3	-2 059 968,1	-1 976 707,3	-1 879 070,3	-2 114 507,4	-2 589 926,2
Revenus primaires	-118 801,6	-213 849,7	-341 764,7	-515 142,1	-628 179,6	-947 737,3	-1 009 453,8	-963 066,3	-2 648 501,9	-2 813 331,9
Rémunération des salariés	-11 075,7	-8 780,1	-9 059,9	-12 747,2	-9 206,5	-37 592,8	68 958,0	-39 630,7	-94 543,2	6 244,0
Revenus de placements	-107 725,9	-205 069,6	-332 704,8	-502 394,9	-618 973,1	-910 144,5	-1 078 411,8	-923 435,6	-2 553 958,8	-2 819 575,9
Autres revenus primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus secondaires (transferts courants)	354 323,8	337 631,0	445 298,1	558 804,0	1 129 883,2	763 387,7	1 297 238,7	1 622 517,8	1 164 035,2	2 251 169,5
II. COMPTE DE CAPITAL	-43 238,1	38 225,8	-795,5	61 733,6	116 125,9	143 432,4	857 509,6	447 159,7	177 251,8	476 709,0
III. SOLDE DU COMPTE COURANT ET DU COMPTE DE CAPITAL	-172 087,9	-146 799,0	-70 086,4	-527 303,4	-789 496,0	-1 706 478,0	-319 928,1	-711 660,5	-2 681 822,8	-2 336 066,7
IV. COMPTE FINANCIER, PRETS NETS (+)/ EMPRUNTS NETS (-)	-175 546,5	-166 784,7	-111 546,6	-518 328,9	-988 689,6	-1 844 928,2	-292 252,9	-684 171,6	-2 698 560,8	-2 403 118,1
Acquisition nette d'actifs financiers	262 071,3	395 914,6	1 388 692,7	1 319 100,0	1 071 397,9	2 847 759,4	2 919 536,8	4 888 353,5	1 193 750,5	1 305 819,8
Investissements directs	6 370,2	8 591,8	7 389,8	30 332,7	28 065,0	6 522,1	83 554,8	386 623,8	368 478,2	317 908,7
Investissements de portefeuille	139 623,1	193 446,9	947 369,0	883 785,7	959 232,5	2 932 846,0	1 967 427,3	3 247 587,5	3 085,7	12 623,3
Autres investissements	208 510,8	392 705,6	573 928,7	759 252,2	819 582,2	993 600,6	799 333,8	701 386,2	765 420,9	868 918,7
Avoirs de réserves	-92 432,9	-198 829,7	-139 994,8	-354 743,6	-735 481,8	-1 085 209,3	69 220,9	552 756,1	56 765,7	106 369,1
Accroissement net du passif	437 617,8	562 699,3	1 500 239,3	1 837 428,9	2 060 087,5	4 692 687,6	3 211 789,7	5 572 525,1	3 892 311,2	3 708 937,9
Investissements directs	126 309,9	119 875,8	934 174,8	968 968,1	535 325,3	2 662 540,1	1 551 004,2	3 045 057,8	1 929 697,7	1 908 902,1
Investissements de portefeuille	-	51,1	-	56,1	-	271,8	2 666,4	-	-	-
Autres investissements	311 307,9	442 772,4	566 064,4	868 404,7	1 524 762,2	2 029 875,8	1 658 119,1	2 527 467,3	1 962 613,5	1 800 035,8
V. ERREURS ET OMISSIONS NETTES ⁽¹⁾	-3 458,6	-19 985,6	-41 727,1	8 977,9	-199 193,7	-150 461,8	27 675,2	27 488,9	-16 738,0	-67 051,4
Taux de change moyen USD/CDF	473,78	468,05	516,68	561,12	806,45	905,85	919,44	919,36	919,67	925,23

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Compte financier net moins la somme des soldes des comptes courant et de capital.

(1) Selon le MBP6.

Tableau III.37 Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit

(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
Produits miniers et hydrocarbures	1 098 536,5	1 206 422,5	3 061 196,8	3 716 786,8	3 434 884,1	7 550 445,5	8 583 093,7	7 927 148,0	10 356 797,7	10 886 538,1
Cuivre	55 749,2	219 479,6	1 053 966,4	1 379 307,9	1 335 569,5	2 814 496,8	3 772 693,0	4 165 310,1	7 300 717,1	6 967 870,7
Cobalt	277 147,1	245 101,3	1 193 656,8	1 425 733,5	1 385 503,9	3 436 324,1	3 395 224,4	2 445 988,2	1 805 948,0	2 130 044,6
Zinc	10 142,7	106 198,7	57 263,5	13 961,0	25 343,2	18 503,9	38 181,7	18 854,1	21 128,2	24 760,4
Diamant	548 464,1	409 525,8	427 569,8	378 484,0	189 336,9	281 246,5	335 241,2	269 592,3	190 667,0	211 250,3
Plomb	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 493,1
Or	-	1 343,0	2 079,3	3 866,1	4 907,5	5 341,9	9 255,6	94 626,8	169 779,2	755 132,9
Cassitérite	-	-	9 208,1	76 447,7	91 923,7	121 734,0	123 632,2	56 296,5	63 953,0	0,0
Pétrole brut	205 110,3	209 594,4	316 315,7	433 325,7	394 129,6	594 124,6	903 940,7	870 129,2	797 147,3	712 817,6
Autres	1 923,1	15 179,6	1 137,2	5 660,9	8 169,8	278 673,7	4 924,8	6 350,8	7 458,0	83 168,4
Produits agricoles	27 555,7	45 408,7	84 878,8	100 131,5	62 609,4	100 548,6	97 256,1	84 066,8	216 055,0	506 598,7
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Café	3 834,2	17 520,1	33 310,4	49 917,9	30 215,3	42 261,7	28 885,5	16 971,8	47 008,3	227 818,3
Thé	-	40,3	0,4	0,5	-	-	-	-	-	102,0
Cacao	437,0	79,4	1 080,2	120,0	24,3	37,5	159,0	47,4	6 737,3	16 102,4
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	1 787,8	3 529,3	8 797,6	9 132,5	-	-	8 251,0	4 363,1	80 833,8	220 430,5
Bois	21 496,7	24 239,5	41 690,1	40 941,5	32 369,8	58 231,4	59 960,6	61 431,2	78 532,7	42 145,4
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	19,08	-	18,12	-	1 253,2	2 942,9	-
Produits industriels	12 292,3	14 102,8	30 424,0	37 860,2	27 535,2	28 718,4	28 498,9	27 106,8	107 254,3	8 292,2
Ciment	7 784,7	9 110,9	7 110,6	6 889,7	12 722,1	12 096,0	11 627,1	7 553,6	6 814,1	4 562,5
Produits chimiques	515,9	391,8	436,8	474,3	684,8	-	-	-	-	-
Sucre de canne	3 491,8	3 601,1	4 014,6	4 359,9	6 294,5	-	-	-	-	-
Divers	499,8	999,0	18 862,1	26 136,2	7 833,8	16 622,4	16 871,9	19 553,2	100 440,2	3 729,7
Total	1 138 384,5	1 265 934,0	3 176 499,5	3 854 778,4	3 525 028,7	7 679 712,6	8 708 848,8	8 038 321,5	10 680 107,0	11 401 429,0

Source: Banque Centrale du Congo et CEEC.

Tableau III.38 Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisations sur ressources propres ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^(e)	2014 ^(e)
A. Biens de consommation	539 992,2	468 503,2	675 557,8	813 960,4	1 051 514,6	1 216 052,2	1 860 959,0	1 720 603,9	2 255 855,8	3 272 445,7
Alimentation, boissons, tabacs	321 835,4	279 227,9	402 632,5	485 120,4	626 702,7	724 767,1	1 079 869,9	1 012 063,4	1 321 195,7	1 913 393,5
Textiles, habillement	13 499,8	11 712,6	16 888,9	20 349,0	26 287,9	30 401,3	51 749,3	133 742,6	139 421,9	182 146,0
Autres biens non durables	62 099,1	53 877,9	77 689,2	93 605,4	120 924,2	139 846,0	238 046,7	280 799,9	342 761,7	483 016,0
Biens de consommation durables	142 557,9	123 684,8	178 347,3	214 885,5	277 599,8	321 037,8	491 293,2	293 997,9	452 476,4	693 890,2
B. Energie	456 147,4	250 472,6	330 681,0	613 956,5	547 522,5	684 009,8	934 951,7	2 693 569,7	1 743 996,5	941 203,5
Matières brutes	912,3	500,9	661,4	1 227,9	1 095,0	1 368,0	1 869,9	725 905,0	373 286,8	192 895,4
Matières élaborées	455 235,1	249 971,7	330 019,6	612 728,6	546 427,5	682 641,7	933 081,8	1 967 664,7	1 370 709,7	748 308,2
C. Matières premières et semi-produits	119 667,5	69 721,4	88 108,6	172 161,9	164 062,9	213 144,4	331 772,1	712 888,7	535 252,8	358 076,7
Destinés à l'alimentation	56 004,4	32 629,6	41 234,8	80 571,8	76 781,4	99 751,6	154 992,9	348 807,4	259 054,4	172 895,9
Destinés à l'agriculture	2 752,4	1 603,6	2 026,5	3 959,7	3 773,4	4 902,3	7 907,3	8 580,7	7 956,1	5 540,1
Textiles, cuirs, caoutchouc	13 761,8	8 018,0	10 132,5	19 798,6	18 867,2	24 511,6	33 602,5	12 828,1	20 317,2	15 127,7
Produits chimiques, colorants	27 403,9	15 966,2	20 176,9	39 425,1	37 570,4	48 810,1	62 475,8	159 432,6	115 172,3	76 397,1
Matériaux de construction	5 983,4	3 486,1	4 405,4	8 608,1	8 203,1	10 657,2	36 987,0	90 332,1	65 869,5	43 784,9
Minerais et produits métalliques	8 975,1	5 229,1	6 608,1	12 912,1	12 304,7	15 985,8	24 071,0	39 709,0	31 976,3	21 702,5
Autres	4 786,7	2 788,9	3 524,3	6 886,5	6 562,5	8 525,8	11 735,8	53 198,8	34 907,0	22 628,5
D. Biens d'équipement	158 863,9	564 687,5	1 621 939,0	2 173 919,8	2 228 067,0	5 172 098,8	5 069 681,2	2 850 460,7	5 405 102,2	6 490 390,2
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	14 297,8	50 821,9	145 974,5	195 652,8	200 526,0	465 488,9	454 243,4	523 012,2	803 254,1	866 300,3
Véhicules routiers non domestiques	83 244,7	295 896,3	849 896,0	1 139 133,9	1 167 507,1	2 710 179,8	1 698 530,7	124 649,0	821 254,8	1 290 968,0
Autres matériels de transport	5 878,0	20 893,4	60 011,7	80 435,0	82 438,5	191 367,7	119 934,4	74 131,4	135 853,0	160 671,9
Machines pour industries spécialisées	5 401,4	19 199,4	55 145,9	73 913,3	75 754,3	175 851,4	1 775 909,3	228 952,7	976 214,9	1 454 724,1
Autres	50 042,1	177 876,6	510 910,8	684 784,7	701 841,1	1 629 211,1	1 021 063,3	1 899 715,4	2 668 525,5	2 717 725,9
Total	1 274 671,0	1 353 384,7	2 716 286,4	3 773 998,6	3 991 167,0	7 285 305,1	8 197 364,0	7 977 523,0	9 940 207,4	11 062 116,1
Taux de change moyen USD/CDF	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

Tableau III.39 Dette extérieure*(en millions de USD)*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Stock	9 999,6	10 522,1	10 973,2	10 878,8	12 467,7	4 783,4	4 652,2	4 939,7	5 209,3	4 843,7
* F.M.I.	792,4	831,3	867,2	653,4	1 602,4	321,5	476,4	476,0	474,5	474,5
* Club de Paris	5 106,0	5 349,0	5 856,4	5 972,3	6 679,3	353,2	346,5	354,9	292,3	188,4
* Club de Kinshasa	471,6	612,7	586,3	540,3	609,2	1 452,0	1 497,6	1 776,8	1 075,7	1 059,9
* Club de Londres	28,6	28,6	41,4	41,4	41,4	80,8	80,8	80,8	80,8	18,0
* Institutions multilatérales	3 297,4	3 383,3	3 446,2	3 501,7	3 371,8	2 570,0	2 245,0	2 245,7	2 009,9	1 827,1
dont BAD	969,9	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0	-	1 208,5	-	-	-
* Autres ⁽¹⁾	303,6	317,3	175,8	169,7	163,7	5,9	6,0	5,4	1 276,1	1 275,8
Encours	9 884,6	9 761,9	10 606,2	10 383,9	10 764,7	4 197,4	4 089,7	4 455,0	4 694,7	4 389,6
* F.M.I.	792,4	831,3	867,2	653,4	796,9	321,5	476,4	476,4	474,5	474,5
* Club de Paris	5 106,0	5 272,7	5 650,1	5 640,0	5 944,9	352,5	345,4	354,8	292,3	188,4
* Club de Kinshasa	363,2	255,5	439,9	396,9	463,9	1 025,2	1 095,3	1 372,7	719,9	701,4
* Club de Londres	28,6	28,6	28,6	28,6	28,6	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	3 295,6	3 373,9	3 444,6	3 500,2	3 371,6	2 492,3	2 166,8	2 245,7	2 009,9	1 827,1
dont BAD	-	970,4	978,5	1 070,5	2 945,0	-	1 208,5	1 005,0	-	-
* Autres ⁽¹⁾	298,8	-	175,8	164,9	158,8	5,91	6,0	5,4	1 198,2	1 198,2
Service de la dette										
- Service dû	720,0	931,3	675,3	1 751,9	2 538,1	192,6	168,0	172,9	191,5	189,0
* F.M.I.	-	3,5	70,3	146,4	156,9	66,3	2,6	1,0	-	0,5
* Club de Paris	-	142,3	206,3	807,2	1 736,2	33,5	4,5	12,8	43,7	75,5
* Club de Kinshasa	349,9	402,5	201,3	400,8	403,3	36,1	108,0	64,2	57,1	33,8
* Club de Londres	28,6	28,6	12,8	41,4	41,4	-	0,0	-	-	1,0
* Institutions multilatérales	37,9	24,7	28,1	186,4	28,9	56,6	52,9	95,0	90,7	78,3
dont BAD	-	-	-	-	-	-	20,9	-	29,1	-
* Autres	303,6	329,8	156,5	169,7	171,4	-	-	-	-	-
- Service effectué	143,5	142,6	163,0	378,7	208,0	158,9	184,1	172,9	191,5	209,4
* F.M.I.	-	3,5	70,3	135,4	134,3	53,2	3,6	1,0	-	0,7
* Club de Paris	67,5	66,0	-	-	-	33,5	3,3	12,8	43,7	74,9
* Club de Kinshasa	41,1	45,3	54,9	55,3	15,3	22,2	124,2	64,2	57,1	31,0
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	35,0	15,3	26,5	188,0	51,5	50,0	53,0	95,0	90,7	102,7
dont BAD	-	4,5	7,9	-	-	-	29,7	-	29,1	-
* Autres	-	12,5	11,4	-	6,9	-	-	-	-	-
- Arriérés	576,5	788,8	512,2	1 373,2	2 330,1	33,7	-16,2	-	-	-20,4
* F.M.I.	-	-	-	10,9	22,6	13,1	-1,0	-	-	-0,2
* Club de Paris	-67,5	76,3	206,3	807,2	1 736,2	0,0	1,2	-	-	0,5

Sources : Direction Générale de la Dette Publique, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

Tableau III.40 Dette extérieure
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Stock	4 312 615,5	5 337 283,7	5 519 366,0	6 955 046,5	11 254 040,2	4 377 457,9	4 237 321,0	4 520 651,9	4 821 205,0	4 478 065,6
* F.M.I.	341 741,0	421 646,9	436 189,5	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	435 659,8	439 114,3	438 642,5
* Club de Paris	2 202 109,6	2 713 270,0	2 945 687,2	3 818 182,0	6 029 078,5	323 205,4	315 572,1	324 795,5	270 478,3	174 214,5
* Club de Kinshasa	203 391,1	310 793,0	294 875,5	345 455,9	549 897,4	1 328 786,3	1 364 063,6	1 626 064,1	995 591,7	979 914,8
* Club de Londres	12 321,6	14 492,0	20 823,6	26 448,7	37 342,9	73 942,5	73 594,3	73 946,1	74 780,7	16 641,2
* Institutions multilatérales	1 422 098,7	1 716 156,8	1 733 390,4	2 238 736,1	3 043 572,2	2 351 873,7	2 044 792,9	2 055 226,1	1 860 206,1	1 689 170,4
dont BAD	418 303,7	492 220,8	492 146,7	684 360,3	2 658 336,3	-	1 100 717,9	-	-	-
* Autres ⁽¹⁾	130 953,5	160 925,1	88 399,8	108 510,0	147 763,7	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 181 033,9	1 179 482,2
Encours	4 262 996,9	4 951 682,5	5 334 750,0	6 638 631,7	9 716 869,5	3 841 182,9	3 725 011,6	4 077 121,6	4 344 951,1	4 062 552,3
* F.M.I.	341 741,0	421 646,9	436 189,5	417 713,9	1 446 385,4	294 241,6	433 878,6	435 659,8	439 114,3	438 642,5
* Club de Paris	2 202 109,6	2 674 553,0	2 841 921,2	3 605 788,8	5 366 240,3	322 601,5	314 588,4	324 713,1	270 478,3	174 401,8
* Club de Kinshasa	156 640,5	129 584,9	221 263,5	253 715,6	418 726,6	938 190,8	997 594,8	1 256 232,9	666 223,6	649 148,0
* Club de Londres	12 321,6	14 492,0	14 370,3	18 265,4	25 788,9	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	1 421 326,7	1 711 405,8	1 732 585,6	2 237 745,1	3 043 380,6	2 280 740,6	1 973 530,3	2 055 226,1	1 860 206,1	1 690 959,3
dont BAD	-	492 220,8	492 171,8	684 360,3	2 658 336,3	0,0	1 100 717,9	919 732,3	-	-
* Autres ⁽¹⁾	128 857,5	-	88 419,9	105 402,9	143 376,8	5 408,4	5 419,4	4 960,2	1 108 928,8	1 108 928,8
Service de la dette										
- Service dû	310 520,7	472 411,5	339 666,4	1 120 023,9	2 291 064,7	176 260,2	152 984,2	158 233,7	177 224,6	174 733,1
* F.M.I.	-	1 798,0	35 359,9	93 585,0	141 667,7	60 675,7	2 328,7	906,0	-	443,4
* Club de Paris	-	72 177,1	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	30 698,9	4 115,1	11 695,9	40 481,5	69 770,8
* Club de Kinshasa	150 904,5	204 164,5	101 251,1	256 238,9	364 045,9	33 061,8	98 330,4	58 726,8	52 827,7	31 217,2
* Club de Londres	12 321,6	14 492,0	6 438,2	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	924,5
* Institutions multilatérales	16 341,2	12 513,5	14 133,9	119 172,9	26 114,5	51 823,8	48 210,0	86 905,0	83 915,4	72 377,2
dont BAD	-	-	-	-	-	-	19 065,5	-	26 941,4	-
* Autres	130 953,5	167 266,4	78 717,3	108 510,0	154 686,3	-	-	-	-	-
- Service effectué	61 892,8	72 318,4	81 986,7	242 110,5	187 796,3	145 385,9	167 700,3	158 233,7	177 224,6	193 551,9
* F.M.I.	-	1 798,0	35 334,8	86 591,4	121 267,9	48 679,9	3 242,5	906,0	-	670,7
* Club de Paris	29 089,8	33 460,1	-	-	-	30 687,0	3 005,7	11 695,9	40 481,5	69 270,3
* Club de Kinshasa	17 725,6	22 956,4	27 613,9	35 340,7	13 822,7	20 285,7	113 142,2	58 726,8	52 827,7	28 668,4
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	15 077,5	7 762,5	13 329,1	120 178,3	46 514,3	45 733,3	48 309,9	86 905,0	83 915,4	94 942,5
dont BAD	-	2 264,9	3 973,6	-	-	-	27 069,6	-	26 941,4	-
* Autres	-	6 341,3	5 708,9	-	6 191,4	-	-	-	-	-
- Arriérés	248 627,9	400 093,2	257 679,7	877 913,4	2 103 268,4	30 874,3	-14 716,1	-	-	-18 818,8
* F.M.I.	-	-	-	6 993,5	20 399,8	11 995,7	-913,8	-	-	-227,3
* Club de Paris	-29 089,8	38 717,0	103 766,0	516 068,5	1 567 207,3	11,9	1 109,4	-	-	500,5
* Club de Kinshasa	133 178,9	181 208,1	73 637,2	220 898,2	350 223,2	12 776,1	-14 811,8	-	-	2 548,8
* Club de Londres	12 321,6	14 492,0	6 413,1	26 448,7	37 342,9	-	-	-	-	924,5
* Institutions multilatérales	1 263,6	4 751,0	804,8	-1 005,5	-20 399,8	6 090,5	-99,9	-	-	-22 565,3
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-8 004,1	-	-	-
* Autres	130 953,5	160 925,1	73 008,4	108 510,0	148 494,9	-	-	-	-	-
Taux de change fin période USD/CDF	431,3	507,2	503,0	639,3	902,7	915,1	910,8	915,2	925,5	924,5

Sources : Direction Générale de la Dette Publique, sauf pour les chiffres du FMI et du Club de Londres - Banque Centrale du Congo.

(1) Il s'agit du montant constituant le passif conditionnel et les engagements de la BCC.

Tableau III.41 Provenance des donations extérieures d'origine publique ⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2014 ^(a)
A. Donations Multilatérales	523 730,1	456 151,2	408 894,6	431 025,6	757 589,4	681 173,2	863 360,8	865 867,6	855 527,1	1 159 686,0
- Nations Unies	231 397,6	242 753,5	149 089,1	126 660,9	116 098,1	98 433,4	37 421,7	160 767,2	115 443,5	142 292,4
- Commission Européenne	155 846,6	71 411,2	106 446,5	124 217,0	165 002,9	195 549,2	288 100,3	222 086,8	168 620,7	119 674,3
- Banque mondiale	130 815,3	131 012,3	94 893,4	136 823,1	288 809,3	262 899,1	407 809,6	378 436,9	498 541,4	747 016,6
- BAD	1 617,6	7 179,5	39 996,6	18 560,9	166 413,7	100 149,0	71 084,2	84 242,0	72 921,6	150 702,7
- ACBF ⁽²⁾	235,0	-	213,3	35,2	-	-	-	-	-	0,0
- Pooled Fund/ GAVI ⁽³⁾	3 818,0	3 794,8	18 255,7	24 728,6	21 265,4	24 142,5	58 945,0	20 334,7	-	0,0
B. Donations Bilatérales	334 537,5	314 309,9	440 944,1	451 606,7	584 464,1	895 129,3	718 598,8	1 058 223,0	601 571,2	499 904,4
- Belgique	64 266,0	47 175,3	109 343,9	103 086,0	138 479,9	159 404,4	144 711,0	122 872,9	62 002,3	34 169,5
- France	20 105,7	3 558,8	14 634,3	10 256,9	35 178,4	25 943,3	18 764,3	-	-	32 782,6
- Allemagne	14 389,5	5 288,8	13 395,3	11 459,7	41 135,5	39 857,1	1 312,1	156 444,2	9 492,8	-
- Italie	2 976,0	7 399,5	2 866,0	11 632,2	-	5 126,4	-	-	-	-
- Finlande	-	1 205,9	3 285,5	144,0	-	-	-	-	-	-
- Canada	17 129,1	22 375,8	23 205,2	17 815,7	40 271,8	25 283,1	31 479,2	33 010,3	39 101,6	32 302,4
- Japon	18 811,4	8 541,9	11 576,7	33 564,0	42 711,3	121 468,6	33 720,4	83 398,9	-	-
- Pays-Bas	48 720,1	22 307,4	51 505,7	36 940,9	59 173,3	51 818,7	51 629,1	21 000,9	67 761,3	2 130,8
- Espagne	2 603,6	3 578,2	9 808,3	17 739,8	5 397,3	-	-	-	-	-
- Suède	5 612,4	28 322,5	18 083,7	23 013,6	16 172,5	21 006,1	71 850,8	81 691,6	33 227,7	28 288,8
- Suisse	2 145,1	960,0	2 697,1	2 628,0	25,0	-	-	-	-	-
- Royaume-Uni	63 620,7	118 206,3	123 085,3	80 461,1	83 825,8	328 363,5	201 702,5	187 651,6	211 355,0	281 970,1
- USA	70 009,1	34 895,3	6 022,4	82 910,7	63 092,3	77 333,3	118 226,3	191 997,9	166 557,8	-
- Chine	2 404,0	113,1	24 550,0	4 987,0	52 974,1	16 888,5	33 704,5	123 360,5	12 000,8	81 889,9
- Inde	592,2	4 601,6	474,8	7 715,2	6 026,8	22 636,3	11 498,7	56 761,7	-	-
- Afrique du Sud	-	37,5	20 283,4	2 283,2	-	-	-	32,5	71,7	-
- Autres	1 152,6	5 742,0	6 126,6	4 968,5	-	-	-	-	-	6 370,2
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	858 267,6	770 461,1	849 838,7	882 632,3	1 342 053,5	1 576 302,5	1 581 959,6	1 924 090,6	1 457 098,3	1 659 590,4
Taux de change moyen USD/CDF	473,8	468,0	516,7	561,1	806,5	905,9	919,4	919,4	919,7	925,2

Source : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE) (2005-2006),

(1) A partir de 2007, statistiques provisoires tirées de la PGAI au Secrétariat d'Appui et du Suivi. Evaluation des Ressources Extérieures (SASEREX), Ministère du Plan.

(2) African Capacity Building Foundation.

(3) GAVI à partir de 2011.

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

BANQUE CENTRALE
DU CONGO



Le Gouverneur
18.02.08



125109 A

VINGT MILLE FRANCS

KUMI MBILI
AKUMI HABIDI
MIBALE
KUMI ZOLE

20 000 F

L'assouplissement de la politique monétaire s'est poursuivi, en 2014, dans un environnement global caractérisé par l'absence de risques d'inflation. D'une part, la chute continue des cours internationaux des produits de base, notamment celui du pétrole brut et, d'autre part, l'accroissement modéré de l'offre de monnaie, au plan national, dans un contexte d'accélération de la croissance, ont réduit les pressions sur les prix à la consommation.

Ainsi, l'Institut d'Emission a décidé d'injecter graduellement la liquidité au travers du Bon Banque Centrale du Congo (Bon BCC).

S'agissant du marché monétaire, son évolution indique globalement un accroissement considérable du volume des transactions à la suite du maintien, à un faible niveau, du taux directeur. La même tendance est renseignée en ce qui concerne l'évolution de l'encours du crédit bancaire. En effet, l'activité bancaire est demeurée dynamique avec principalement une croissance des crédits bancaires au-delà de celle de l'activité économique. Toutefois, la dollarisation financière demeure élevée en dépit de la baisse observée.

CHAPITRE I

POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année 2014, l'action de l'Autorité monétaire s'est de nouveau inscrite dans le sens de l'assouplissement de sa politique monétaire. En effet, le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts à terme en monnaie nationale a été revu à la baisse et une injection de la liquidité a été opérée via l'encours du Bon BCC. Par ailleurs, le taux directeur a été maintenu à un niveau très bas. Toutefois, l'objectif final de la politique monétaire s'est situé en deçà de sa cible.

I.1. CADRE OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La modification du cadre opérationnel amorcée en 2013 s'est poursuivie en 2014. Il s'est agi de l'élargissement de la maturité du Bon BCC, à travers l'introduction de celle de 84 jours ainsi que de l'application de la discrimination du coefficient de la réserve obligatoire en fonction de la monnaie des dépôts.

En ce qui concerne le Bon BCC, appelé billet de trésorerie « BTR » jusqu'au 14 mars 2014, l'introduction de la maturité de 84 jours, dont la première opération a été lancée le 02 avril 2014, a répondu à la nécessité de (i) ponctionner la liquidité oisive en vue de réduire les pressions de très court terme sur le marché et (ii) promouvoir le développement du marché secondaire de ce titre.

En outre, cette nouvelle maturité devrait permettre aux banques de disposer d'un titre à utiliser comme collatéral pour un éventuel refinancement à la Banque Centrale, tout en s'assurant un certain niveau de rémunération pour toute la période, échappant ainsi aux éventuelles évolutions baissières des taux d'intérêt.

S'agissant du réaménagement de la réserve obligatoire, il a consisté en une discrimination du coefficient entre celui sur les dépôts en monnaie nationale et celui sur les dépôts en devises. Cette réforme visait à encourager les banques à mobiliser davantage de dépôts en monnaie nationale en vue de contribuer au processus de la dé-dollarisation de l'économie congolaise.

Quant au suivi de la politique monétaire, il a été efficacement assuré par le Comité de Politique Monétaire à travers ses réunions hebdomadaires et mensuelles.

I.2. EVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE

L'interaction entre les facteurs autonomes et institutionnels de la liquidité bancaire en 2014 s'est traduite par une injection nette de liquidité de 124,9 milliards de CDF contre un niveau programmé de 98,5 milliards. L'essentiel de cet accroissement de

la liquidité bancaire émane des facteurs institutionnels pour un montant de 110,3 milliards.

Tableau IV.1 Evolution des facteurs de la liquidité bancaire
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2014		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
1. Facteurs autonomes	41,7	-81,8	-123,5	102,9	96,3	-6,6	144,6	14,6	-130,1
2. Facteurs institutionnels	20,8	-55,3	-76,1	25,3	-55,0	-80,3	46,10	-110,3	-156,5
Impact (1-2)	20,9	-26,5	-47,4	77,6	151,3	73,7	98,5	124,9	26,4

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.1. Facteurs autonomes de la liquidité

L'expansion de la liquidité via les facteurs autonomes n'a été que de 14,6 milliards de CDF contre un volume attendu de 144,6 milliards. Le gap ainsi observé est principalement occasionné par le comportement des avoirs extérieurs nets qui ont asséché la liquidité bancaire de 28,4 milliards alors qu'ils devaient injecter 207,4 milliards de CDF.

Tableau IV.2 Evolution des facteurs autonomes
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2014		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
Facteurs autonomes(1)*	41,7	-81,8	-123,4	102,9	96,3	-6,6	144,6	14,6	-130,1
Avoirs extérieurs nets	131,5	25,3	-106,2	75,9	-53,8	-129,7	207,4	-28,4	-235,9
Avoirs intérieurs nets ²	-89,9	-107,1	-17,2	27,1	150,1	123,0	-62,8	43,0	105,8
Crédits intérieurs	-63,2	-73,9	-10,7	27,1	164,4	137,3	-36,1	90,5	126,7
Crédit net à l'Etat	-27,2	-89,9	-62,7	27,1	130,1	103,0	-0,2	40,2	40,3
Créances sur les BCM (RME)	-43,0	12,6	55,7	27,0	32,2	5,2	-43,0	44,9	87,9
Créances sur le secteur privé	7,1	3,4	-3,7	0,0	2,1	2,1	7,1	5,5	-1,5
Autres postes nets hors bon BCC	-26,6	-33,2	-6,5	0,0	-14,3	-14,3	-26,6	-47,5	-20,9

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) (+) injection ; (-) ponction

(1) hors circulation fiduciaire

(2) hors Bon BCC

L'analyse, sous les deux périodes de l'année 2014, relève que :

- au premier semestre, les facteurs autonomes ont ponctionné 81,8 milliards de CDF contre une injection prévue de 41,7 milliards. Cet assèchement de la liquidité bancaire a été essentiellement occasionné par le comportement des avoirs intérieurs

nets à travers le crédit net à l'Etat qui, comme l'indique le tableau ci-dessus, a réalisé une ponction nettement supérieure à sa programmation ;

- au second semestre, bien qu'en deçà du niveau programmé, les facteurs autonomes ont pu réaliser une injection de liquidité de l'ordre de 96,3 milliards de CDF. L'afflux de la liquidité aux six derniers mois de l'année est du ressort des avoirs intérieurs nets où toutes ses composantes renseignent des niveaux de réalisation bien supérieurs à ceux programmés.

I.2.2. Réaction de la politique monétaire

I.2.2.1. Comportement des facteurs institutionnels

A fin décembre 2014, les instruments monétaires ont induit une expansion de la liquidité pour un montant de 110,3 milliards de CDF. Cet accroissement de l'offre monétaire résulte de l'évolution de l'encours du Bon BCC et du refinancement alors que l'action de la réserve obligatoire a ponctionné 16,1 milliards, en dépit de la baisse de son coefficient sur les dépôts à terme en monnaie nationale.

Tableau IV.3 Evolution des facteurs institutionnels de la liquidité
(flux en milliards de CDF)

	1 ^{er} semestre			2 ^{ème} semestre			2014		
	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart	Progr.	Réal.	Ecart
Facteurs institutionnels (*)	20,8	-55,3	-76,1	25,3	-55,0	-80,3	46,1	-110,3	-156,5
Bon BCC	18,4	-74,8	-93,2	29,0	17,9	-11,1	47,4	-56,9	-104,3
Réserve obligatoire	8,3	22,2	13,9	18,4	-6,1	-24,5	26,7	16,1	-10,6
Refinancement	5,9	2,8	-3,2	22,1	66,7	44,6	28,0	69,5	41,5

Source : Banque Centrale du Congo.

(*)(+) : ponction et (-) : injection

La déclinaison semestrielle de l'évolution de la liquidité régulée par les facteurs institutionnels renseigne que :

- au premier semestre, sur une ponction attendue de 20,8 milliards, une injection de 55,3 milliards a été notée, suite à une contraction de 74,8 milliards de l'encours de Bon BCC, bien que l'action de la réserve obligatoire ait occasionné une ponction de 22,2 milliards de loin supérieure à celle programmée, soit 8,3 milliards de CDF ;
- au second semestre, les facteurs institutionnels ont injecté 55,0 milliards de CDF contre une ponction programmée de 25,3 milliards, justifiée par une hausse de 66,7 milliards de l'encours de refinancement et une baisse de 6,1 milliards du volume de la réserve obligatoire, dans un contexte de retrait de liquidité à travers le Bon BCC.

I.2.2.2. Orientation des instruments de la politique monétaire

En 2014, les instruments de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo ont été globalement assouplis. En effet, l'encours du Bon BCC a diminué et le coefficient de la réserve obligatoire sur les dépôts en monnaie nationale a été revu à la baisse dans le but de contribuer au processus de dé-dollarisation. Toutefois, le taux d'intérêt directeur est resté inchangé, tout au long de l'année, dans un environnement marqué notamment par un faible niveau d'inflation.

I.2.2.2.1. Comportement du taux directeur

Durant l'année 2014, le taux directeur est a été maintenu à 2,0 %. Pour rappel, l'Institut d'Emission avait procédé, à deux reprises, à la révision dans le sens baissier du taux directeur, une année auparavant.

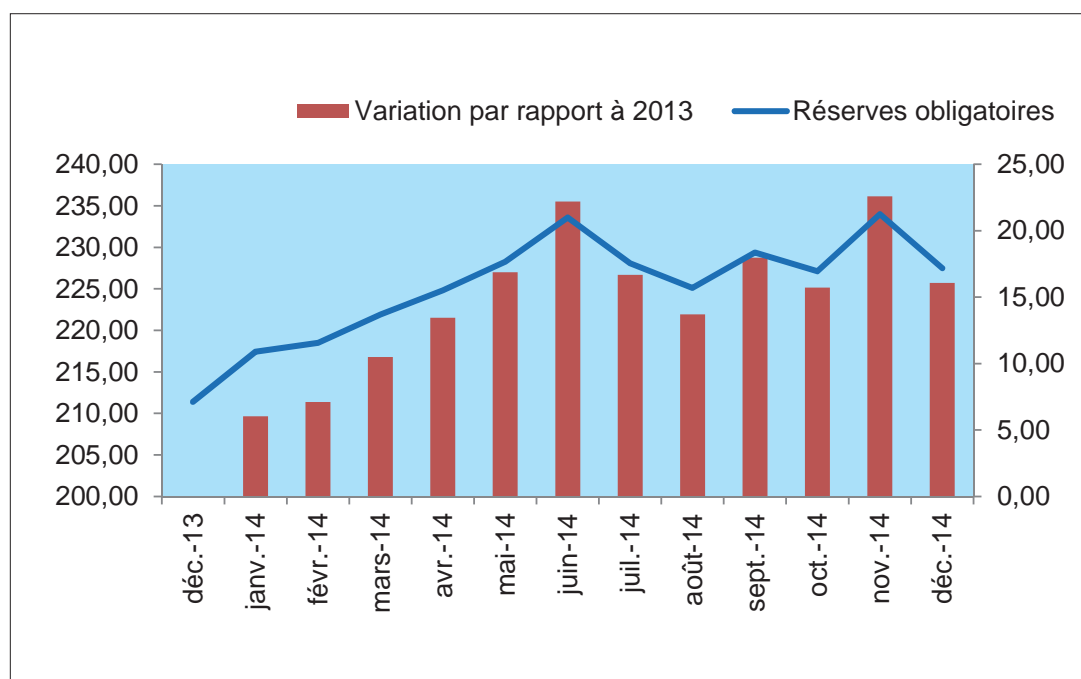
Par ailleurs, le maintien du taux de base pendant l'année 2014 a été justifié notamment par :

- la stabilité macroéconomique attestée, essentiellement, par le faible niveau de l'inflation de 1,03 % en glissement annuel et la maîtrise du taux de change dégageant une appréciation de 0,11 %, d'une année à l'autre ;
- les perspectives favorables de l'activité économique attestées par le renforcement de la confiance des chefs d'entreprises. En effet, l'indice du baromètre de la conjoncture est passé, en moyenne annuelle, à 21,6 % en 2014 contre 17,8 % une année avant.

I.2.2.2.2. Comportement de la réserve obligatoire

En 2014, le coefficient de la réserve obligatoire a permis de ponctionner 16,1 milliards de CDF contre un niveau programmé de 26,7 milliards. Il sied de relever que le niveau réalisé demeure inférieur à celui de 2013 situé à 61,1 milliards.

Graphique IV.1 Evolution de la réserve obligatoire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

L'évolution de la réserve obligatoire en 2014 révèle deux périodes marquées par une ponction de 22,2 milliards de CDF au premier semestre et une injection de 6,1 milliards au deuxième semestre, liée à un ajustement à la baisse des coefficients de réserve en monnaie nationale. En effet, à partir du mois de juillet, le coefficient sur les dépôts en monnaie nationale est passé de 7,0 % à 5,0 % pour les dépôts à vue et de 3,0 % à 0 % pour ceux à terme.

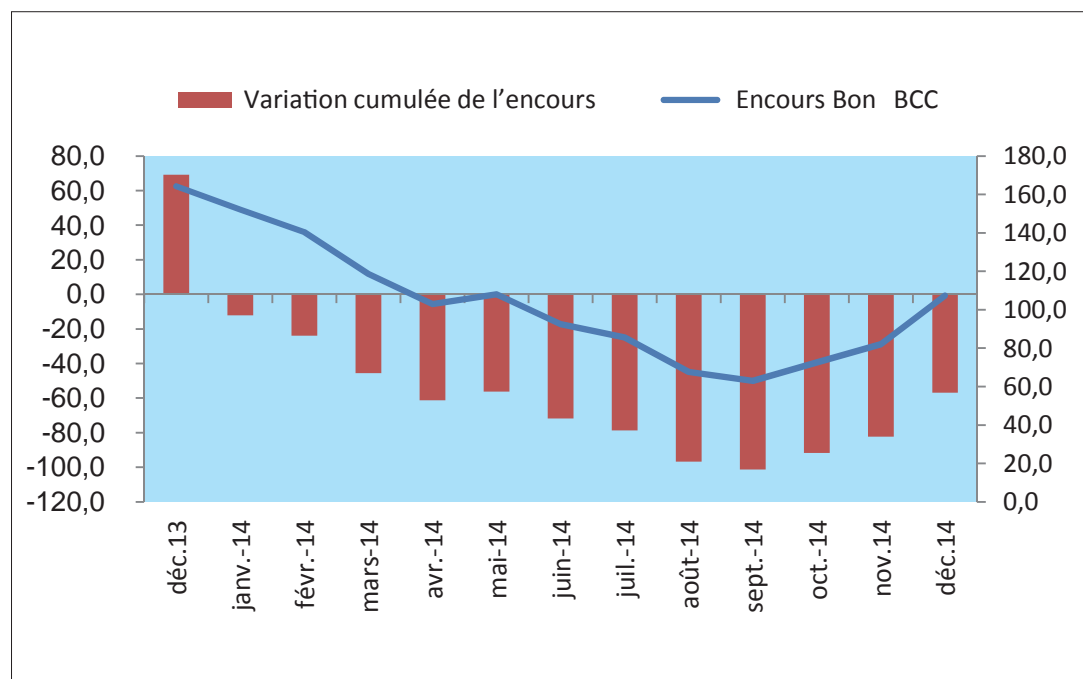
I.2.2.2.3. Comportement du Bon BCC

Au cours de l'année 2014, l'évolution de l'encours du Bon BCC révèle deux phases majeures :

- la première, couvrant les trois premiers trimestres, a été caractérisée par des injections de 104,3 milliards de CDF dans le but de compenser les retraits de liquidité induits par les excédents budgétaires ;
- la seconde, se rapportant au dernier trimestre, a été marquée par des ponctions de 47,4 milliards de CDF afin de préserver la stabilité du cadre macroéconomique dans un contexte d'expansion de la liquidité pendant les fêtes de fin d'année.

Il sied d'indiquer que la maturité à 7 jours a été suspendue de juin à octobre 2014, à la suite de la remarquable stabilité observée au cours de cette période.

Graphique IV.2 Evolution de l'encours du Bon BCC
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

L'encours, établi à 164,3 milliards de CDF à fin 2013, s'est situé à 107,4 milliards à fin 2014.

Tableau IV.4 Evolution de l'encours du Bon BCC en 2014
(en milliards de CDF)

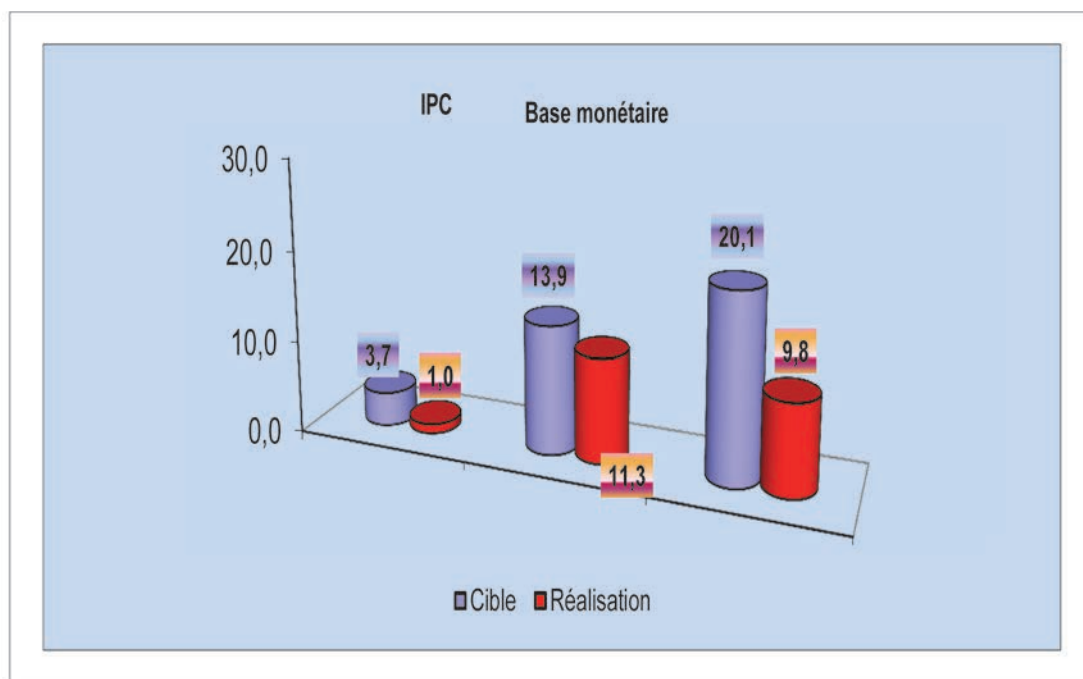
	déc.13	janv.-14	févr.-14	mars-14	avr.-14	mai-14	juin-14	juil.-14	août-14	sept.-14	oct.-14	nov.14	déc.14
Encours du Bon BCC	164,26	152,16	140,34	118,64	103,00	108,00	92,50	85,51	67,59	63,00	72,50	82,00	107,36
Variation cumulée de l'encours	69,26	-12,11	-23,92	-45,62	-61,27	-56,26	-71,76	-78,76	-96,68	-101,26	-91,76	-82,26	-56,90
Taux moyen pondéré	1,72	1,39	1,08	0,33	0,44	0,25	1,04	1,28	1,77	1,57	0,5	0,62	1,82

Source : Banque Centrale du Congo.

I.3. EVALUATION DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Au cours de l'année 2014, les objectifs de la politique monétaire se sont situés en deçà de leurs cibles respectives. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 1,03 % contre un objectif de 3,7 %. En outre, la base monétaire au sens strict et la masse monétaire hors provisions et dépôts en devises ont enregistré des croissances respectives de 11,3 % et 9,8 % contre de niveaux programmés de 13,9 % et 20,1 %. Cette situation s'explique principalement par un faible accroissement des facteurs autonomes de la liquidité, en particulier les avoirs intérieurs nets.

Graphique IV.3 Objectifs de la politique monétaire
(Variation en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

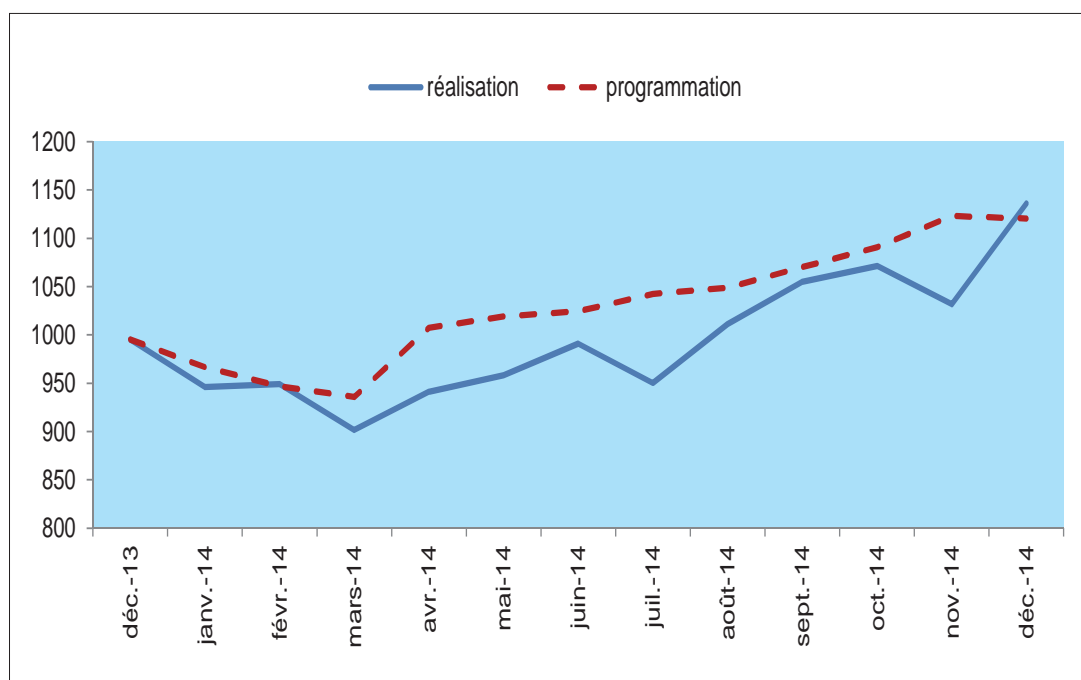
CHAPITRE II

EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

II.1. BASE MONETAIRE

A fin 2014, la base monétaire au sens large a connu une expansion de 14,2 %, se situant à 1.136,2 milliards de CDF. En effet, au cours de l'année sous analyse, l'offre de la monnaie centrale a connu des variations modérées tout en évoluant en deçà de son niveau programmé, à l'exception des mois de février et de décembre. Par ailleurs, les mois de mars, juillet et novembre ont été caractérisés par des contractions de la monnaie centrale, induites par le comportement des avoirs intérieurs nets, sous l'action du crédit net à l'Etat.

Graphique IV.4 Evolution de la Base monétaire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.1. Composantes de la base monétaire

La progression de l'offre de monnaie centrale en 2014 est localisée au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts des établissements de crédit.

L'accroissement de la circulation fiduciaire s'est traduit par une augmentation des émissions monétaires nettes et des décaissements aux guichets de la banque centrale.

Ce comportement est imputable à une préférence des agents économiques à détenir les espèces à la fin de l'année pour faire face aux dépenses liées aux festivités en cette période.

Les dépôts de banques, quant à eux, ont progressé de 61,6 milliards de CDF par rapport à leur niveau de fin 2013. Cet accroissement tient principalement à une progression des dépôts de la clientèle des banques.

Tableau IV.5 Composantes de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2012	2013	2014	Variation en %	
				2013	2014
Base monétaire	852,1	995,2	1136,2	16,8	14,2
Base monétaire (sens strict)	844,6	988,4	1108,6	17,0	12,2
Circulation fiduciaire	642,6	760,5	817,4	18,3	7,5
Dépôts des banques	198,5	210,4	272,1	6,0	29,3
Autres dépôts	4,4	14,9	17,1	238,6	14,6
Dépôts en devises	3,6	2,8	23,9	-22,2	753,6
Provisions pour importations	3,9	4,1	3,6	5,1	-12,2

Source : Banque Centrale du Congo.

II.1.2. Contreparties de la base monétaire

S'agissant des contreparties, l'expansion de la base monétaire au cours de l'année 2013 tient de la progression des avoirs intérieurs nets contrebalancée par un recul des avoirs extérieurs nets.

En effet, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 27,6 %, se situant à 783,1 milliards de CDF à fin 2014. Cette évolution s'explique principalement par une hausse du crédit intérieur, particulièrement les créances sur les banques commerciales qui se sont accrues de 240,5 % par rapport à 2013, atteignant 162,4 milliards de CDF. Cette explosion est due à une reprise des refinancements sur le marché en banque, sous l'action des opérations sur les facilités permanentes.

Tableau IV.6 Contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	2012	2013	2014	Variation en %	
				2013	2014
Avoirs extérieurs nets	337,1	381,5	353,1	13,2	-7,4
Avoirs intérieurs nets	514,96	613,7	783,1	19,2	27,6
- Créances nettes sur l'Etat	-374,4	-302,3	-262,2	-19,3	-13,3
- Créances nettes sur les banques commerciales	11,5	47,7	162,4	314,8	240,5
- Créances sur le secteur privé	10,2	6,6	12,7	-35,3	92,4
- Autres postes nets	867,6	861,8	871,2	-0,7	1,1

Source : Banque Centrale du Congo.

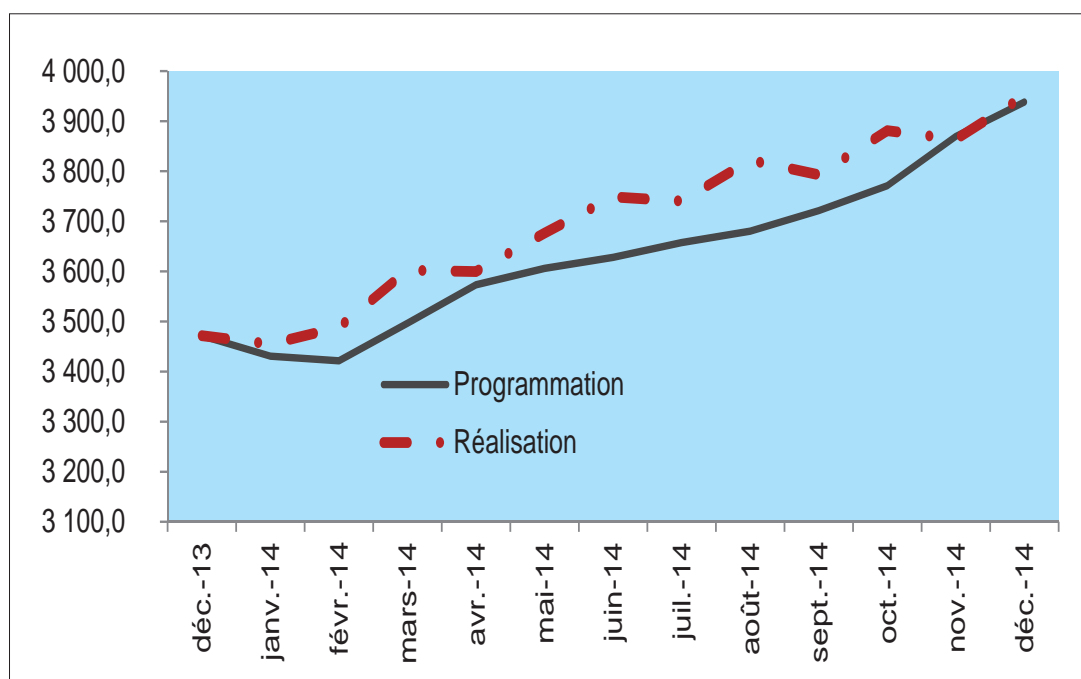
Le crédit net à l'Etat a modérément augmenté de 40,2 milliards de CDF, venant de -302,1 milliards à fin décembre 2013. Cette situation est liée à la consommation par l'Etat de ses excédents antérieurement constitués.

S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils se sont détériorés de 28,5 milliards de CDF par rapport au niveau de 2013, soit 381,5 milliards suite, notamment, à la faiblesse des achats des devises par la Banque Centrale.

II.2. MASSE MONETAIRE

En 2014, la masse monétaire s'est accrue de 13,6 % par rapport à son niveau de 3.493,2 milliards, d'une année auparavant. Cette création monétaire est l'effet conjugué des avoirs extérieurs net et des avoirs intérieurs nets.

Graphique IV.5 Evolution de la masse monétaire
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.1. Composantes de la masse monétaire

L'augmentation de la masse monétaire est localisée principalement au niveau des dépôts en devises, avec une hausse de 15,5 %.

Quant aux disponibilités monétaires (M1), leur accroissement a été tiré par la circulation fiduciaire de 49,6 milliards et les dépôts à vue de 58,0 milliards. Toutefois, il s'observe une décélération dans l'évolution des dépôts à vue, imputable à la maturation du processus de la bancarisation de la paie des agents de la Fonction Publique.

Tableau IV.7 Composantes de la masse monétaire*(en milliards de CDF)*

	2012	2013	2014	Variation en %	
				2013	2014
Masse monétaire M2	2952,9	3493,2	3968,1	18,3	13,6
Monnaie M1	883,8	1072,6	1180,2	21,4	10,0
* Circulation fiduciaire	595,2	692,9	742,5	16,4	7,2
* Dépôts à vue	288,7	379,7	437,7	31,5	15,3
Quasi-monnaie	2046,3	2398,9	2770,2	17,2	15,5
* Dépôts à terme en MN	25,7	30,4	35,6	18,3	17,4
* Dépôts en devises	2020,5	2368,6	2734,6	17,2	15,5
Provision pour importation	22,8	21,7	17,6	-4,8	-18,9

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2. Contreparties de la masse monétaire

L'expansion de la masse monétaire en 2014 est due principalement à une hausse substantielle des avoirs intérieurs nets, sous l'effet du financement de l'économie, et dans une moindre mesure, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets.

Tableau IV.8 Contreparties de la masse monétaire*(en milliards de CDF)*

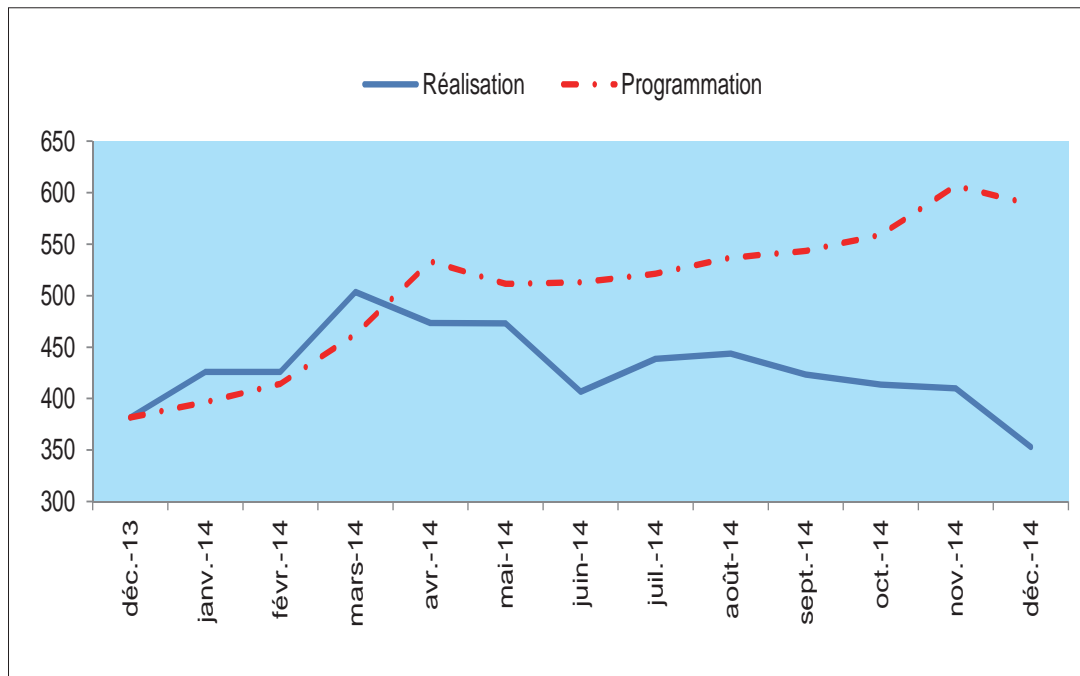
	2012	2013	2014	Variation en %	
				2013	2014
Avoirs extérieurs nets	1.389,2	1.445,9	1.552,2	4,1	7,4
Avoirs intérieurs nets	1.563,7	2.047,3	2.415,9	30,9	18,0
Créances nettes sur l'Etat	-600,4	-495,6	-398,7	17,5	19,6
Créances sur le secteur privé	1.147,2	1.444,6	1.780,5	25,9	23,3
Autres postes nets	859,7	963,5	912,0	12,1	-5,4

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2.1. Evolution des avoirs extérieurs nets

En 2014, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont accrus de 7,4 %, se situant à 1.552,2 milliards de CDF. Cette hausse a été essentiellement induite par l'accroissement des avoirs extérieurs nets des banques commerciales de 134,8 milliards alors que ceux de la Banque Centrale ont enregistré un recul de 28,5 milliards.

Graphique IV.6 Evolution des avoirs extérieurs nets
(en milliards de CDF)

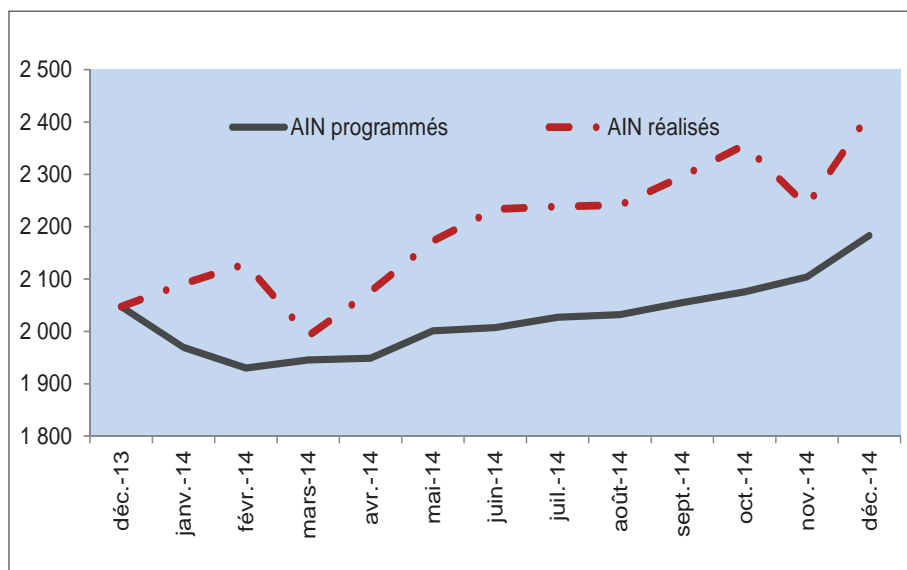


Source : Banque Centrale du Congo.

II.2.2.2. Evolution des avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets ont connu une augmentation de 18,0 %, s'établissant à 2.415,9 milliards de CDF. Cette évolution tient principalement de la hausse des créances sur le secteur privé.

Graphique IV.7 Evolution des avoirs intérieurs nets
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

En ce qui concerne les créances nettes sur l'Etat, établies à -495,6 milliards de CDF à fin 2013, elles se sont accrues de 96,9 milliards de CDF en 2014, du fait de la baisse des dépôts de l'Etat auprès du système bancaire.

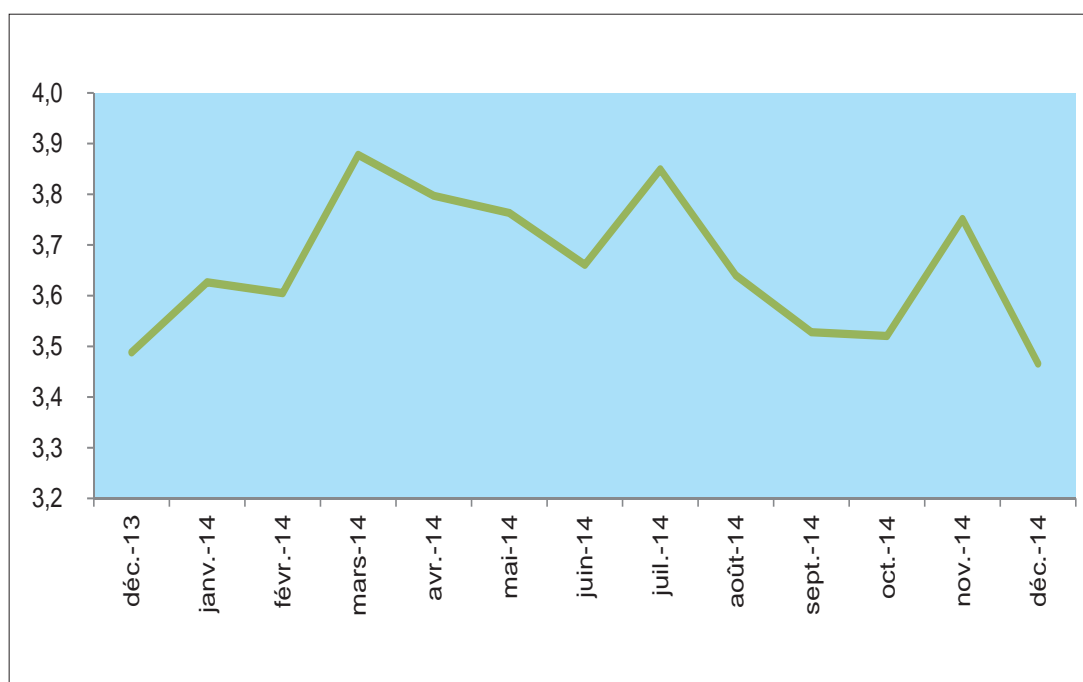
Quant aux concours à l'économie, ils se sont élevés à 1.780,5 milliards de CDF, soit un accroissement de 23,3 % par rapport à 2013. Cette évolution est expliquée par les perspectives favorables de consolidation de l'activité économique observée en 2014, tels qu'attestées par les résultats du baromètre de conjoncture.

II.3. EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR MONETAIRE

A l'instar de l'année 2013, le multiplicateur monétaire a été globalement stable au cours de l'année sous analyse, évoluant autour d'une moyenne de 3,7.

Cet agrégat, mesurant la création monétaire supplémentaire générée par une augmentation de la base monétaire, a connu un pic et un niveau bas respectivement en mars et en décembre.

Graphique IV.8 Evolution du multiplicateur monétaire



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

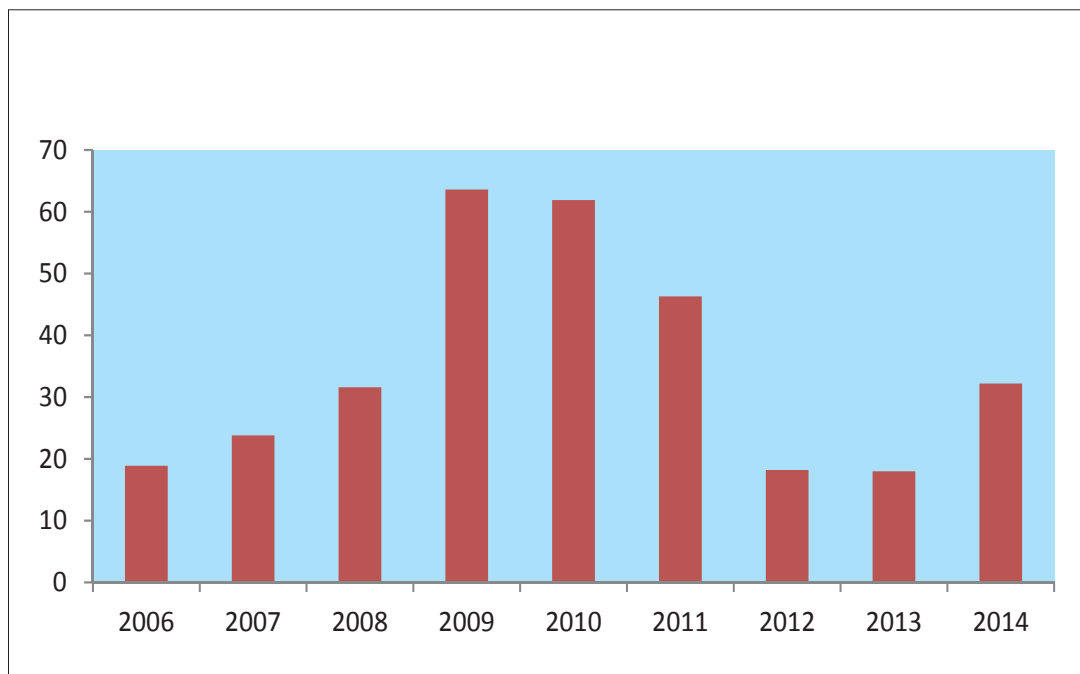
En 2014, le marché monétaire a présenté des évolutions divergentes au niveau de ses trois compartiments. En effet, les marchés en banque et interbancaire ont été les plus dynamiques alors que celui du Bon BCC a accusé un recul considérable. Pour ce qui est de différents taux d'intérêt, ils sont demeurés stables dans l'ensemble, exceptés les taux moyens pondérés sur le Bon BCC qui ont évolué en dents de scie.

Cette évolution est justifiée par la stabilité du cadre macroéconomique attestée par celle du taux de change et le faible niveau d'inflation.

III.1. EVOLUTION DU VOLUME DES TRANSACTIONS

L'analyse des transactions sur le marché monétaire révèle une augmentation de leur volume en 2014 par rapport à 2013, s'établissant à 10.712,4 milliards de CDF contre 5.150,3 milliards.

Graphique IV.9 *Volume des transactions sur le marché monétaire*
(en pourcentage du PIB)



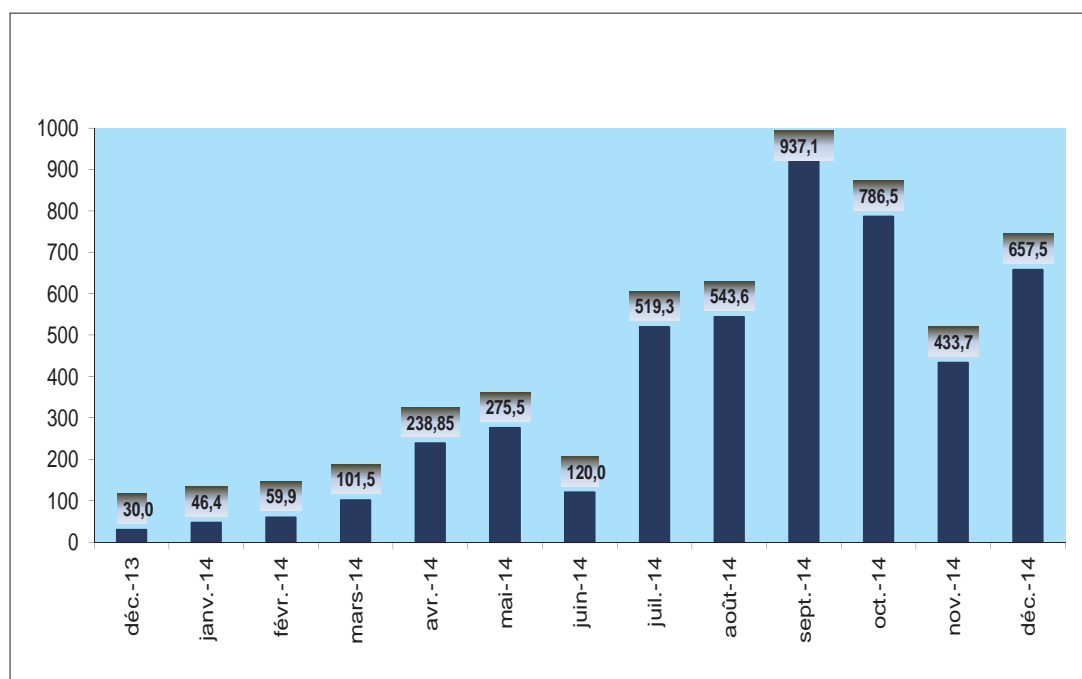
Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.1. Marché en banque

Le guichet des prêts à court terme, à l'instar de 2013, n'a pas été sollicité au courant de l'année 2014. Quant au guichet des facilités permanentes, il est resté dynamique, enregistrant un volume annuel de 4.719,8 milliards de CDF contre 54,4 milliards en 2013. La demande croissante de la monnaie nationale au cours de cette année explique cette évolution.

Graphique IV.10 Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque

(en milliards de CDF)

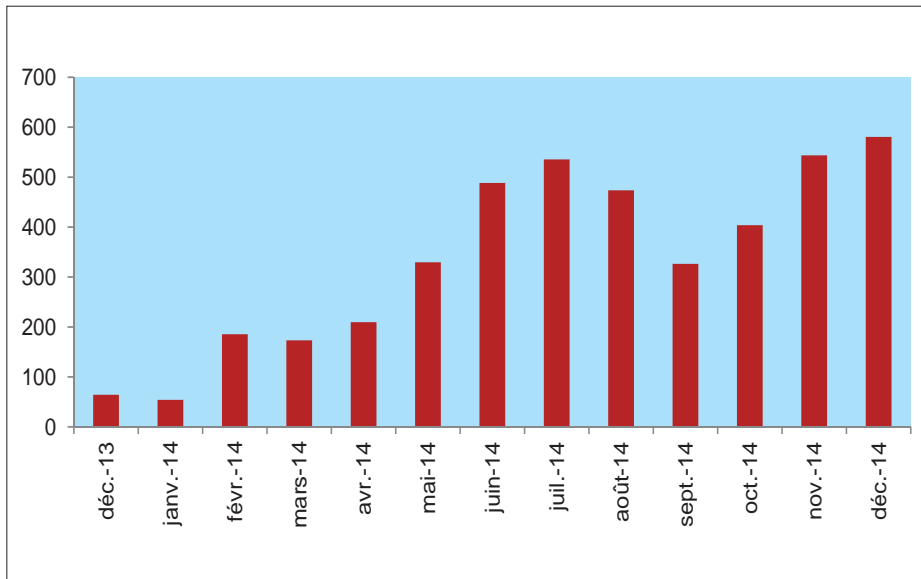


Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.2. Marché interbancaire

Le guichet interbancaire est aussi demeuré très actif, avec un volume global de 4.303,5 milliards de CDF, soit une hausse de 136,5 %. Cependant, à partir d'août 2014, il s'est observé une baisse sensible des activités sur ce guichet compte tenu de la surliquidité des banques. A cet effet, les transactions ont baissé, passant de 535,4 milliards de CDF à fin juillet à 403,8 milliards à fin octobre pour s'accroître de 176,7 milliards à fin décembre 2014, s'établissant à 580,5 milliards de CDF.

Graphique IV.11 Volume mensuel des transactions interbancaires
(en milliards de CDF)

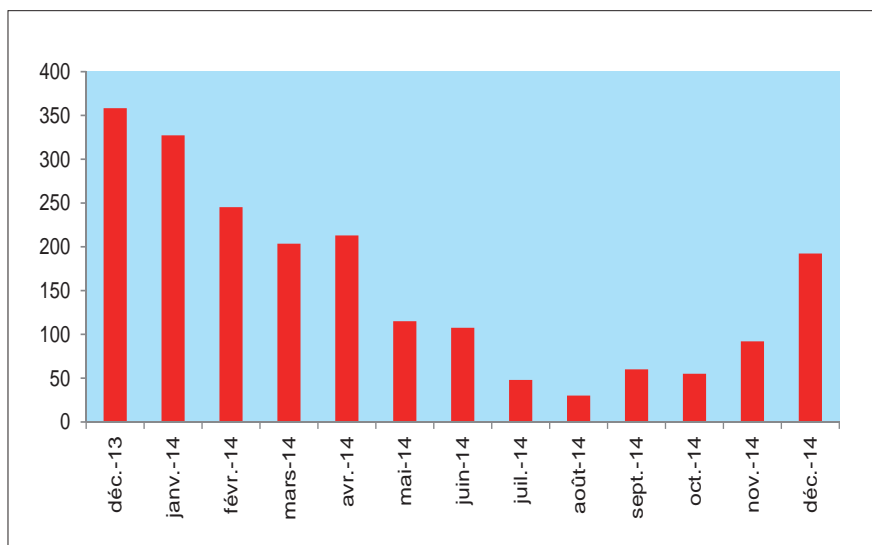


Source : Banque Centrale du Congo.

III.1.3. Marché du Bon BCC

Le volume des soumissions retenues du Bon BCC, au cours de l'année 2014, s'est chiffré à 1.689,1 milliards de CDF contre 4.165,1 milliards à fin 2013. Ce reflux est expliqué par la forte demande de liquidité au sein de l'économie, induite par d'importants excédents réalisés par le Trésor au regard de la programmation financière. Cette situation a contraint la Banque Centrale du Congo à réduire sensiblement ses fourchettes d'appels d'offres.

Graphique IV.12 Volume mensuel des ventes du Bon BCC
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

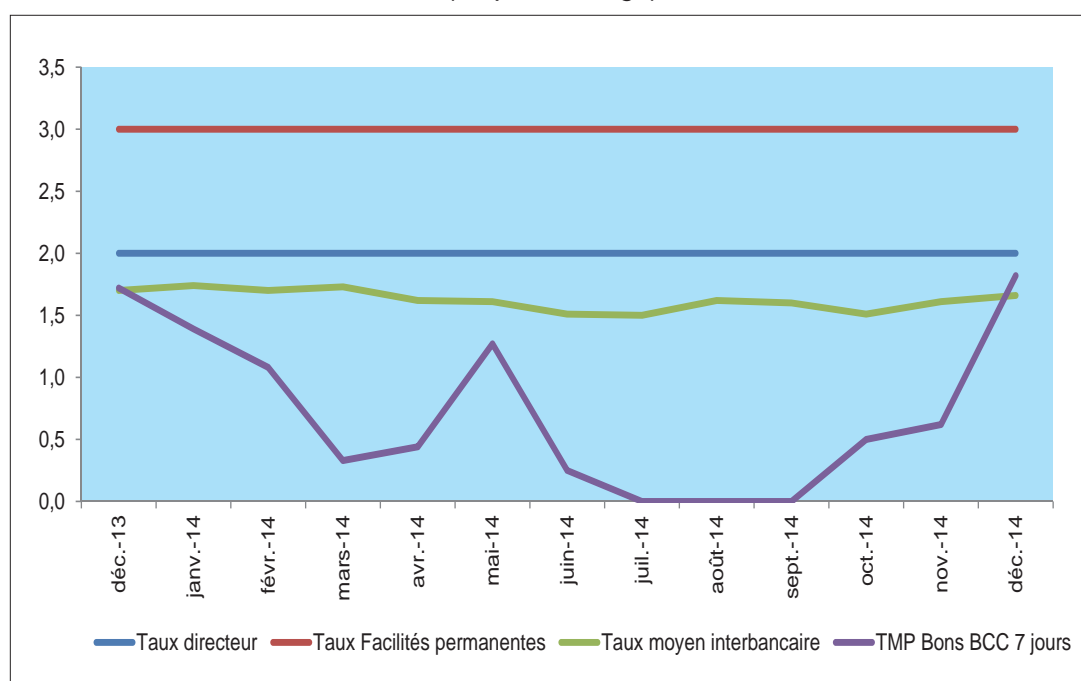
III.2. COMPORTEMENT DES TAUX D'INTERET

III.2.1. Evolution des taux d'intérêt nominaux

En 2014, l'Institut d'Emission n'a opéré aucun ajustement du taux directeur alors qu'il en avait effectué deux au cours de l'année précédente. En effet, le taux est demeuré constant à 2,0 %, depuis le 08 novembre 2013.

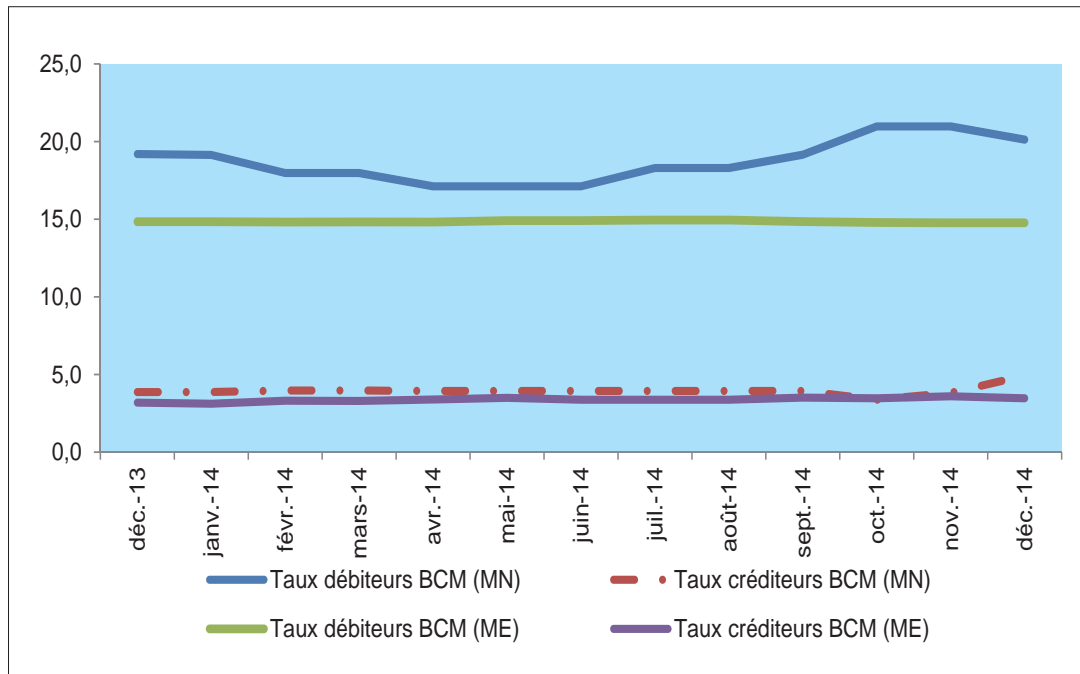
Le maintien du taux de base, expliqué par la faible volatilité du taux de change et le faible niveau d'inflation, a contribué à la stabilité des taux à l'interbancaire et sur le marché du titre de dette de la Banque Centrale. Cette constance dudit taux a également favorisé la stabilité des taux débiteurs des banques, en l'absence des variations significatives des autres facteurs.

Graphique IV.13 Taux d'intérêt de la BCC et du marché interbancaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Les taux débiteurs en monnaie nationale (MN) et en monnaies étrangères (ME) ont évolué respectivement autour de 19,0 % et 14,0 %, tout au long de l'année 2014. De même, les taux créditeurs en MN et ME se sont situés respectivement à 3,0 % et 4,0 %.

Graphique IV.14 Taux d'intérêt des banques commerciales*(en pourcentage)*

Source : Banque Centrale du Congo.

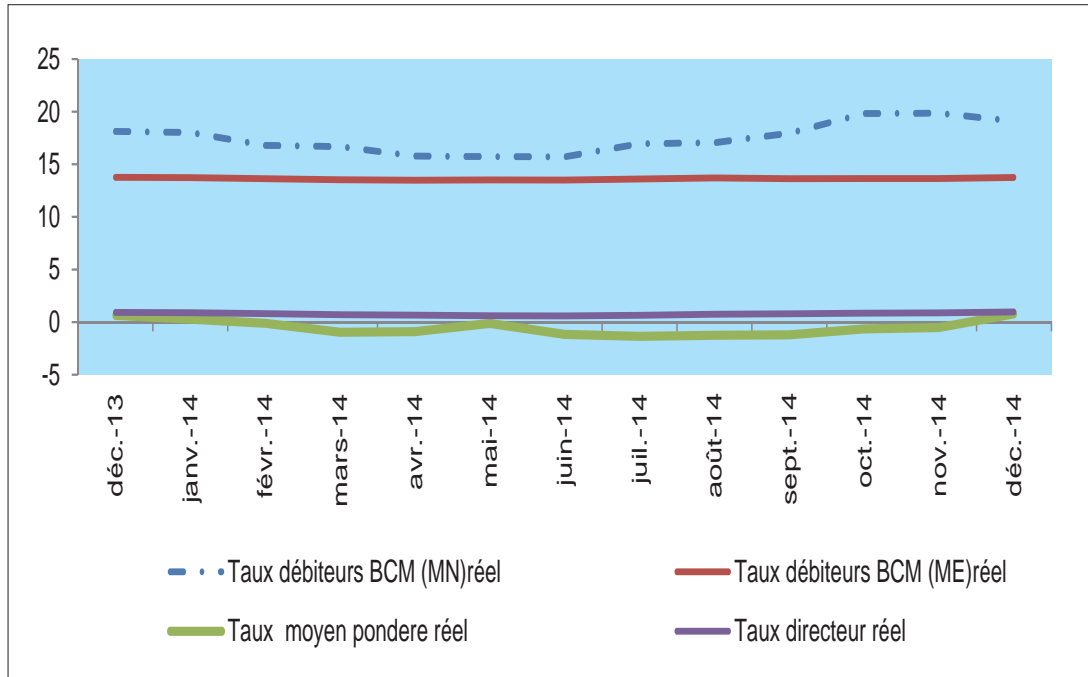
III.2.2. Taux d'intérêt réels

Tout au long de l'année 2014, il s'est observé un maintien de la positivité du taux directeur réel. La marge de ce taux est demeurée stable, s'établissant autour de 0,9 point de pourcentage suite à une évolution faible du taux d'inflation.

Quant au taux d'intérêt moyen pondéré (TMP) réel du Bon BCC à 7 jours, il est resté négatif de février à novembre 2014, les mois de janvier et décembre ayant affiché un taux positif, soit 1,0 point de pourcentage. Cette négativité est expliquée par la contraction d'appels d'offres au cours de la période, suscitant une compétitivité rude entre les banques, réduisant ainsi leurs niveaux nominaux.

Par contre, les taux sur le Bon BCC à 28 et 84 jours sont globalement demeurés positifs, s'établissant respectivement à 0,5 et 0,7 point de pourcentage à fin décembre 2014. Toutefois, celui de 28 jours a connu des marges négatives aux mois de mai, juin, juillet et octobre.

Graphique IV.15 Taux d'intérêt réels
(en points)



Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE IV

DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE BANCAIRE

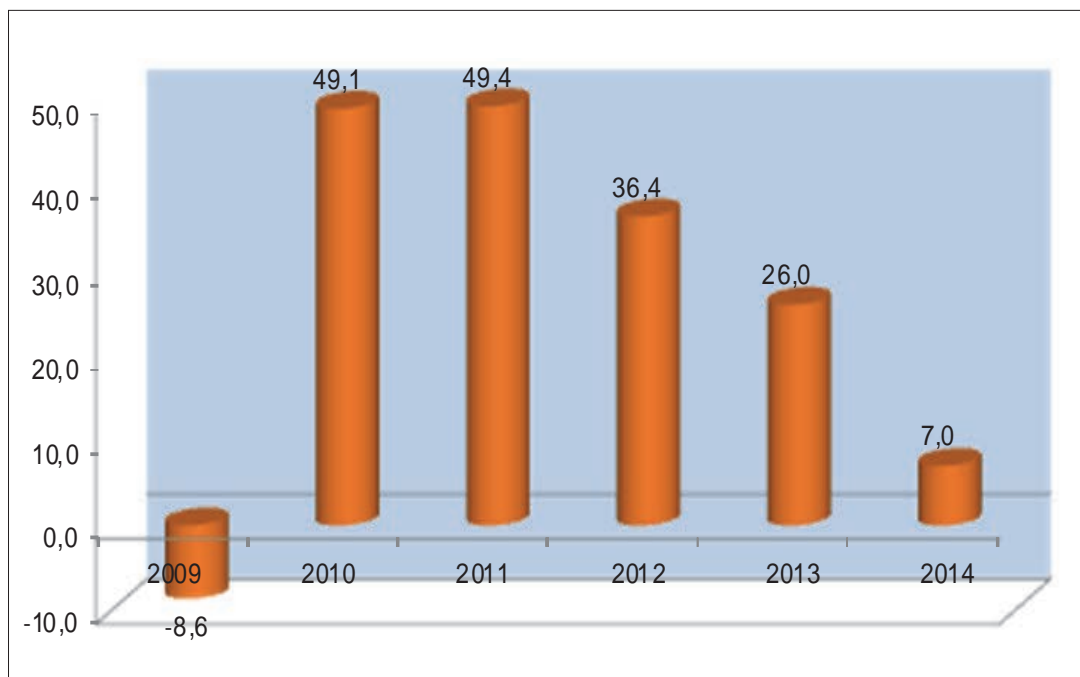
L'activité bancaire a poursuivi son dynamisme en 2014. Toutefois, les crédits bancaires se sont accrus relativement moins que l'augmentation des dépôts. Par ailleurs, le taux de dollarisation a quasiment stagné sur les deux années.

IV.1. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES CREDITS

A fin 2014, le crédit à l'économie s'est établi à 2.240,4 milliards de CDF, soit une croissance de 7,0 % contre 26,0 % en 2013. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie représente 6,7 % en 2014, alors qu'il s'était établi à 7,0 % en 2013.

La faiblesse du niveau du crédit par rapport à l'activité économique s'expliquerait par la persistance des facteurs de risque qui caractérisent le secteur financier.

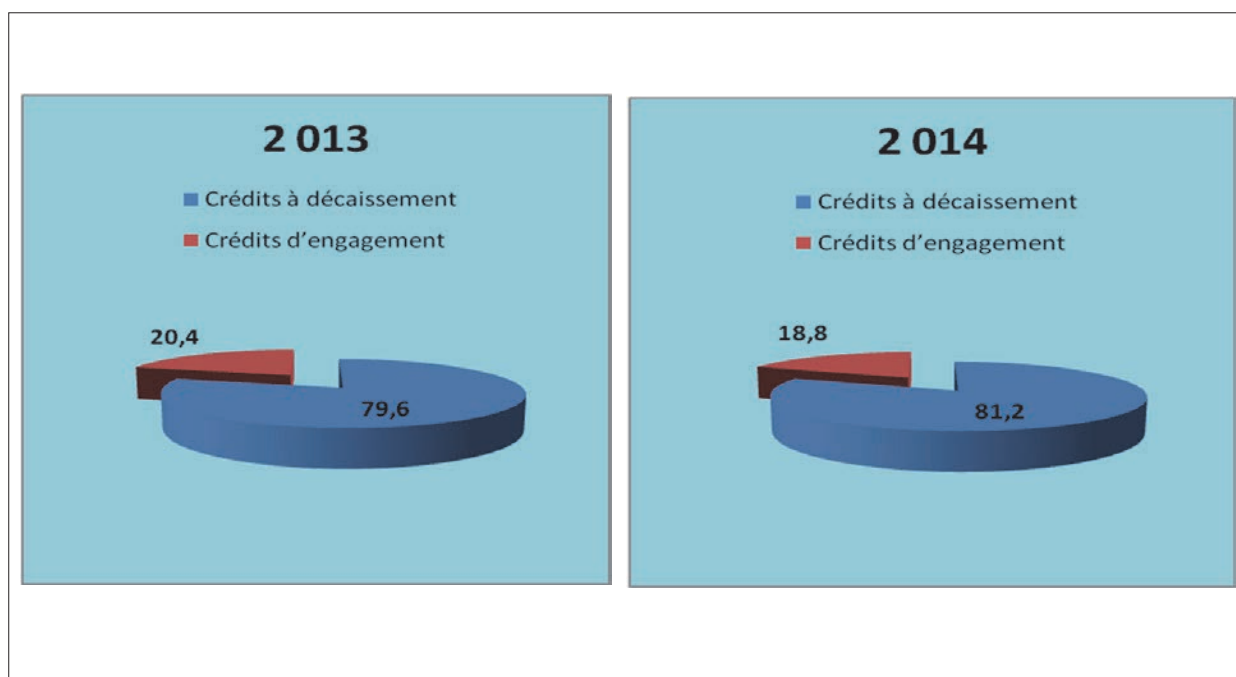
Graphique IV.16 Variation de l'encours des crédits
(En pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

En 2014, les crédits à décaissement qui représentaient 79,6 % une année plutôt, se sont établis à 81,2 %, réduisant ainsi la part du crédit à signature.

Graphique IV.17 Structure générale des crédits octroyés par le système bancaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1. Crédits à décaissement

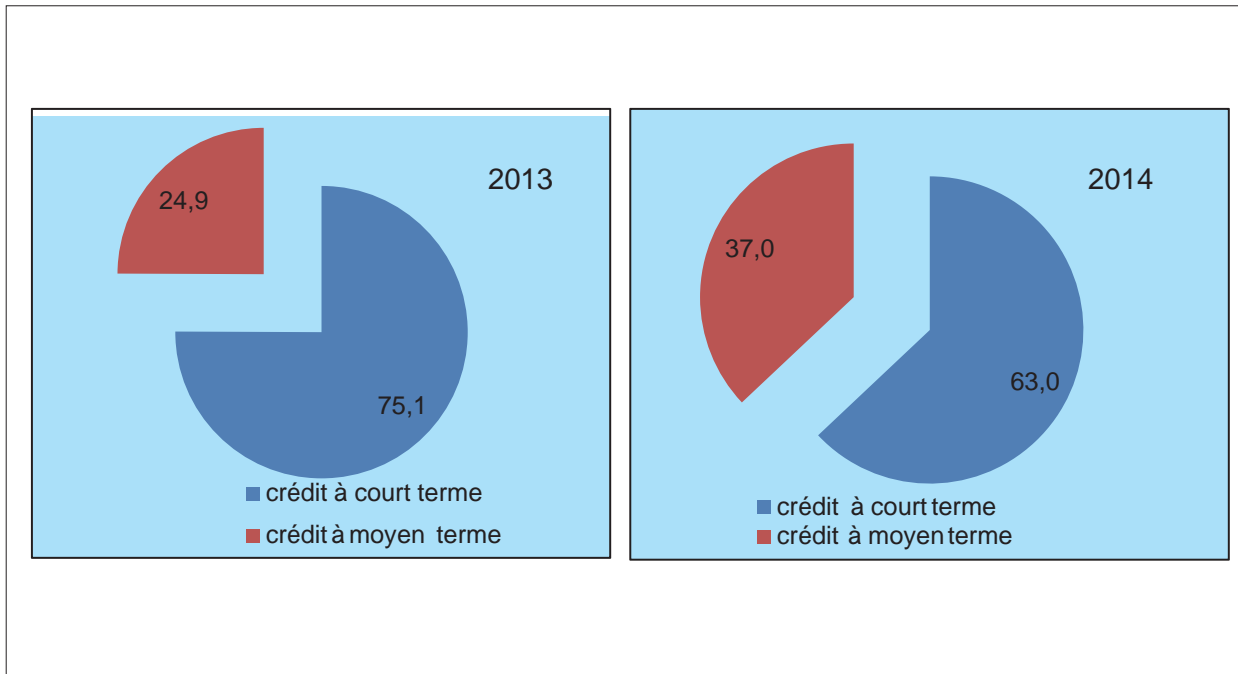
En 2014, les crédits à décaissement ont atteint 1.820,3 milliards de CDF, enregistrant un accroissement de 9,3 % contre 24,2 % en 2013. Rapprochés au total des crédits, ils représentent 81,2 %, soit une hausse de 1,6 point par rapport à l'année dernière.

IV.1.1.1. Allocations des crédits à décaissement par terme

En 2014, les crédits à court terme, établis à 1.146,1 milliards de CDF, ont représenté 63,0 % du total des crédits à décaissement contre 63,8 % en 2013. Par rapport à l'année précédente, il s'observe une hausse de 7,9 %. Comparé au total des crédits, leur poids correspond à 51,2 % contre 50,7 % en 2013.

S'agissant des crédits à moyen et long termes, ils ont augmenté de 11,7 %, d'une année à l'autre, atteignant 674,2 milliards de CDF. Ces crédits ont représenté 37,0 % des crédits à décaissements en 2014 contre 36,2 % en 2013. Par rapport au total du concours à l'économie, ils correspondent à 30,1 %.

Graphique IV.18 Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme
(en pourcentage)

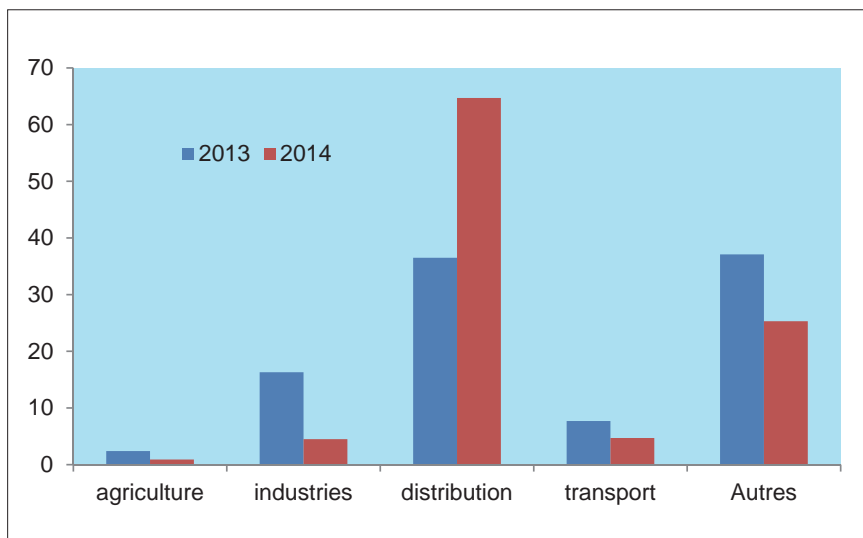


Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.2. Allocations des crédits à décaissement par secteur

La répartition du crédit par secteur est caractérisée par la prépondérance des crédits mis à la disposition du secteur tertiaire qui représente environ 80,2 % du total à fin 2014. Les concours en faveur des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement à 11,4 % et 8,4 % du total.

Graphique IV.19 Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes
(variation en %)



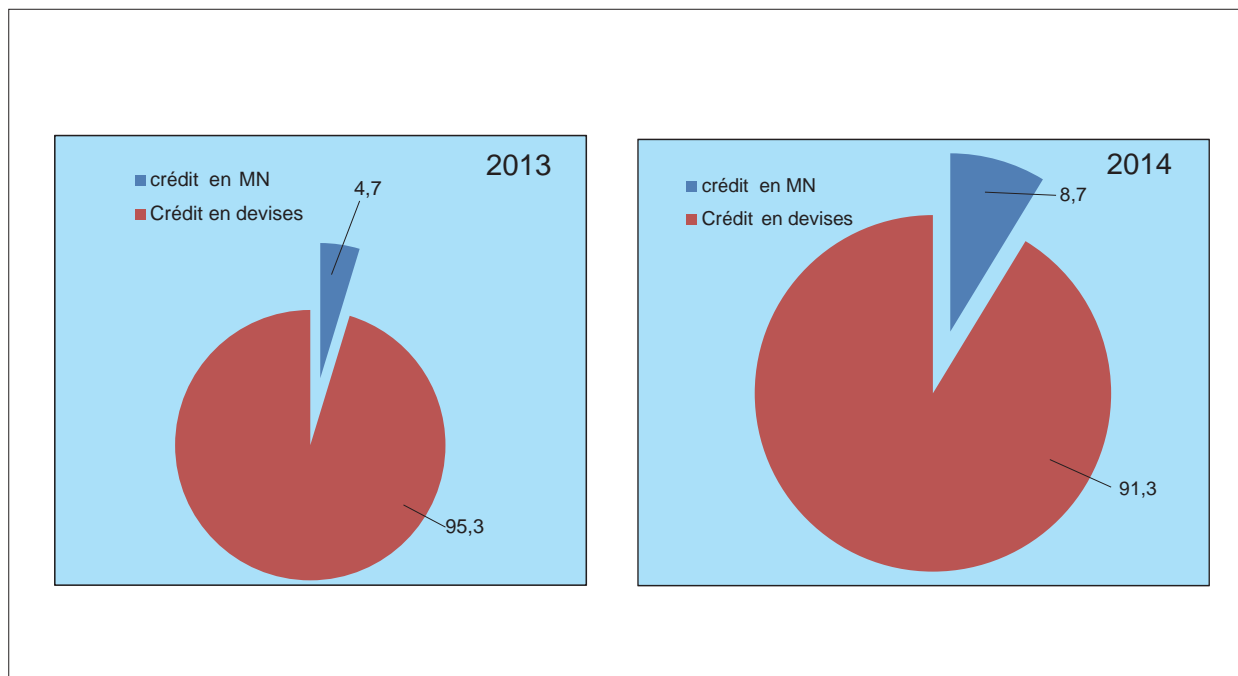
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.1.3. Répartition des crédits suivant la monnaie de règlement

La structure des crédits accordés à l'économie selon la nature de monnaie reste dominée par les crédits en monnaies étrangères. La part de ces derniers dans l'encours global de crédits est passée, d'une année à l'autre, de 95,3 % à 91,3 %.

Graphique IV.20 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement

(en pourcentage)



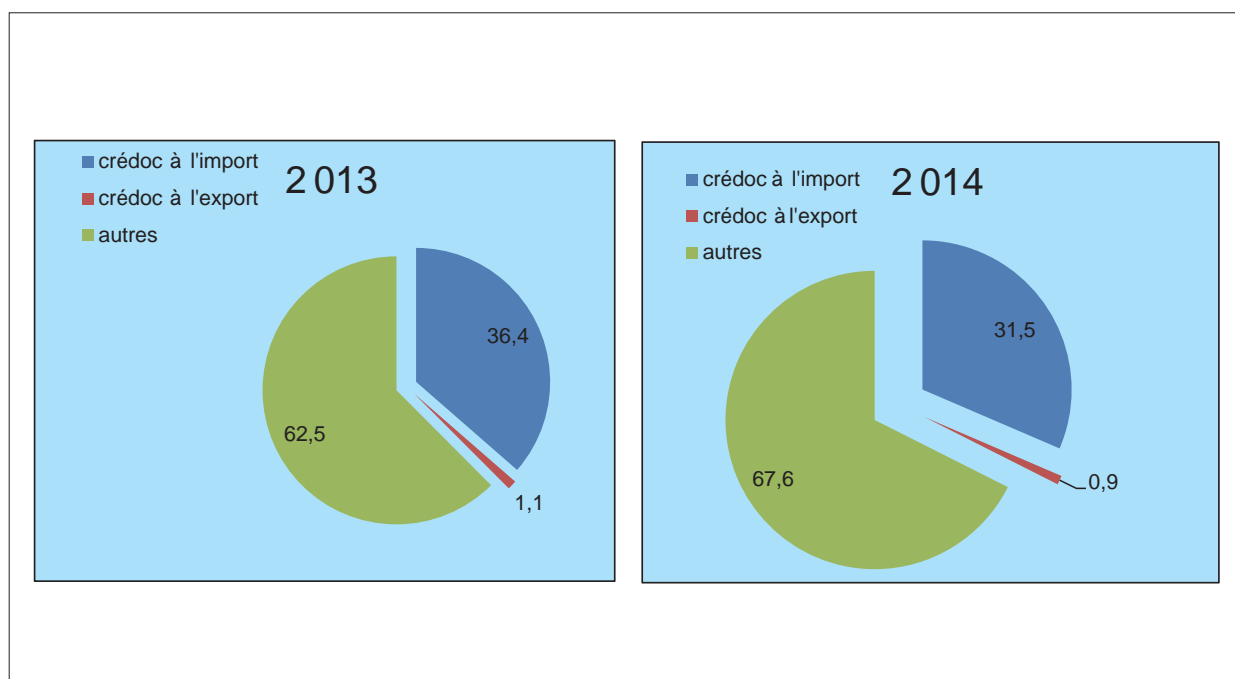
Source : Banque Centrale du Congo.

IV.1.2. Crédits d'engagement

Ces crédits s'est chiffrée à 420,2 milliards de CDF en 2014, soit une baisse de 1,8 % contre une hausse de 33,4 % enregistrée en 2013. Le volume de ces crédits sur le total des concours à l'économie s'est établi à 18,5 % en 2014 contre 20,0 % une année plutôt.

Les crédits documentaires à l'importation demeurent élevés par rapport à ceux à l'exportation, s'établissant à 132,2 milliards de CDF venant de 155,8 milliards, une année auparavant. Quant aux crédits documentaires à l'exportation, ils se sont situés à 4,1 milliards, soit une baisse de 12,8 %.

Graphique IV.21 Structure des crédits d'engagement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers
(en milliards de CDF)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. Crédits à décaissement	490,4	480,8	647,5	963,3	1 340,90	1 665,7	1 820,3
A. Crédits à court terme	412,3	367,5	436,9	681	930,9	1 062,3	1 146,1
1. Agriculture	15,2	69,2	43,0	19,0	34,3	25,8	10,0
2. Industrie	29,9	36,3	31,1	78,0	95,0	172,9	51,3
3. Distribution	79,8	53,4	56,5	124,2	322,2	387,5	741,5
4. Transport	34,4	37,4	66,3	96,3	128,0	82,2	53,4
5. Autres	253,0	171,1	240,0	363,5	351,4	394,0	290,0
B. Crédits à M.T.	78,2	113,4	210,6	282,3	410,0	603,4	674,2
1. Investissements productifs	9,8	17,9	85,5	107	131,2	297,2	217,3
2. Prêts spéciaux	8,6	-	-	-	-	-	24,5
3. Autres	59,7	95,5	125,1	175,3	278,8	306,1	432,3
II. Crédits d'engagement	108,0	65,9	167,8	254,5	320,7	427,8	420,2
1. Crédocs à l'import	49,9	23,1	72,6	66,1	124,9	155,7	132,1
2. Crédocs à l'export	-	-	-	-	14,8	4,7	4,1
3. Autres (1)	58,1	42,8	95,2	188,4	181,0	267,3	283,9
III. Total crédits des BCM	598,4	546,7	815,4	1 217,90	1 661,60	2 093,5	2 240,4

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2. EVOLUTION DE L'ENCOURS GLOBAL DES DEPOTS

L'encours global des dépôts bancaires s'est accru de 13,6 %, atteignant 3.164,9 milliards de CDF, avec une prépondérance des dépôts à vue et en monnaies étrangères.

IV.2.1. Encours des dépôts par catégorie des déposants

Du point de vue de la catégorie des déposants, les particuliers et les entreprises privées constituent les principaux épargnants. En effet, leurs dépôts ont représenté respectivement 44,3 % et 41,3 %.

Par ailleurs, il convient de relever que les dépôts des ménages ont progressé de 28,0 % en 2014, alors que ceux des entreprises privées ont connu un recul de 7,9 % par rapport à l'année d'avant.

Tableau IV.10 Encours des dépôts par catégorie des déposants
(en milliards de CDF)

Déposants	2011	2012	2013	2014
Particuliers	721,9	1 019,7	1 074,5	1 402,9
Entreprises privées	891,7	911,9	1 396,4	1 308,0
Entreprises publiques	100,1	294,4	172,1	237,7
Organismes financiers non monétaires	55,1	-	81,6	23,8
Pouvoirs publics subordonnés	29,8	24,0	53,6	157,7
Organismes publics à caractère administratif	6,1	222,8	9,8	34,8
Total	1 804,8	2 473,2	2 787,8	3 164,9

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.2.2. Encours des dépôts suivant l'horizon temporel

En 2014, les dépôts à vue, établis à 2.620,3 milliards de CDF, ont représenté 84,3 % du volume total des dépôts bancaires. Cette prédominance structurelle des dépôts à vue a cependant enregistré une baisse de 6,7 points au cours de l'année par rapport à 2013.

D'une année à l'autre, les dépôts à vue ont baissé de 7,8 % et ceux à terme se sont accrus de 196,0 %. Cette évolution est expliquée par la consolidation de la stabilité macroéconomique propice à la montée de l'épargne longue et par les rémunérations significatives accordées par les banques à la suite des réformes mises en place par la Banque Centrale, notamment celle relative à l'assouplissement des contraintes de la réserve obligatoire sur les dépôts à terme.

Tableau IV.11 Evolution des dépôts bancaires
(En milliards de CDF)

	2011	2012	2013	2014
Dépôts à vue	1 637,2	2 249,5	2 496,0	2 301,3
Dépôts à terme	167,6	223,7	291,8	863,6
Total	1 804,8	2 473,2	2 787,8	3 164,9

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE V

INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

I. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)

A fin 2014, le bilan de la SOFIDE s'est chiffré à 63,0 milliards de CDF, soit une hausse de 1,5 % par rapport à l'année précédente.

A l'actif, l'accroissement a été localisé principalement dans les actifs divers à court terme et les impayés nets sur prêts à moyen et long termes. Les premiers ont augmenté de 28,3 %, se situant à 7,8 milliards de CDF, soit 12,4 % du total bilantaire. Les seconds ont totalisé 0,7 milliard de CDF contre 0,3 milliard, une année avant.

Au passif, l'accroissement constaté est localisé au niveau des dettes à court terme et des fonds propres. En effet, les exigibles à court terme ont enregistré une hausse de 94,2 % par rapport à 2013, s'établissant à 1,7 milliard de CDF. Cette évolution est liée à l'accroissement des autres dettes à court terme (122,3 %), des cautions et dépôts (15,8 %) et de la régularisation du Passif (20,2 %). Quant aux non exigibles, ils ont atteint 61,3 milliards de CDF contre 61,2 milliards à fin 2013, soit un léger accroissement de 0,2 %. Cette situation découle essentiellement du report à nouveau qui est passé, d'une année à l'autre, de 0,3 milliard de CDF à 0,6 milliard.

A la fin de l'année 2014, le compte de résultat de la SOFIDE a dégagé un bénéfice net de 0,1 milliard de CDF contre 0,3 milliard en 2013. Cette baisse est attribuable, principalement, à la hausse des frais de gestion qui se sont établis à 2,6 milliards de CDF contre 1,8 milliard en 2013.

Tableau IV.12 Situation résumée de la Société Financière de Développement
(en millions de CDF)

	2013	2014
1. Trésorerie (Disponibilités)	298,3	125,0
2. Crédits à moyen terme et long terme	18.251,0	16.516,4
* Impayés nets	295,1	662,9
3. Crédits à court terme	214,0	246,5
4. Immobilisations nettes	22.924,0	22.858,1
5. Actifs Divers	20.358,0	23.257,0
ACTIF=PASSIF	62.045,3	63.003,1
* Non exigibles	61,178,4	61,320,7
1. Fonds propres	60.349,7	60.494,6
a. Capital	58.880,0	58.880,0
b. Réserves et provisions	1.469,7	1.614,6
c. Report à nouveau	327,8	641,3
2. Dettes a M.L.T	1,1	1,1
3. Dettes a C.T	865,8	1.681,3
* Cautions et dépôts	119,7	138,6
* Régulations du passif	61,8	74,3

Source : Société Financière de Développement.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.13 Situation des institutions de dépôts⁽¹⁾
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-273 877	-320 023	-172 601	-296 792	-40 957	907 868	834 878	1 389 151	1 445 872	1 552 241
a) Avoirs	165 880	225 141	308 031	349 210	1 549 392	2 047 759	2 106 483	2 712 617	2 897 474	2 899 500
b) Engagements	439 757	545 164	480 632	646 003	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 323 467	1 451 602	1 347 259
2. Avoirs intérieurs nets	550 989	842 044	831 435	1 338 169	1 584 493	1 101 741	1 608 736	1 563 749	2 047 344	2 415 860
2.1. Crédits intérieurs	148 037	251 415	373 351	724 294	859 446	424 933	800 706	704 091	1 083 886	1 503 909
a) Créances nettes sur l'Etat	84 567	130 635	176 212	248 900	172 837	-390 053	-161 337	-600 433	-495 598	-398 731
b) Crédits à l'économie	63 469	120 780	197 138	475 394	686 609	814 986	962 043	1 304 524	1 579 483	1 902 640
2.2. Autres postes nets	402 952	590 629	458 084	613 875	725 047	676 808	808 030	859 658	963 458	911 951
3 . Masse monétaire	277 111	436 922	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 968 101
- Monnaie	138 893	211 983	300 273	392 484	479 875	706 164	790 059	883 844	1 072 635	1 180 216
- Quasi - monnaie	138 218	224 939	358 561	648 893	1 063 661	1 303 445	1 653 556	2 069 055	2 420 581	2 787 885

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Nouvelle appellation de la situation monétaire intégrée suivant le MSMF

Tableau IV.13 bis Situation des institutions de dépôts
(en millions de XDR)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	-444,4	-420,1	-219,0	-298,6	-29,0	647,4	594,2	984,7	1 016,8	1 158,4
a) Avoirs	269,1	295,6	390,8	351,3	1 098,9	1 460,2	1 499,3	1 922,8	2 037,6	2 163,9
b) Engagements	713,5	715,7	609,8	649,9	1 128,0	812,8	905,1	938,1	1 020,8	1 005,4
2. Avoirs intérieurs nets	998,4	993,7	1 054,9	1 346,2	1 123,8	785,6	1 145,0	1 108,4	1 439,8	1 802,9
2.1 Crédits Intérieurs	240,2	218,3	473,7	728,7	609,6	303,0	569,9	499,1	762,2	1 122,3
a) Créances nettes sur l'Etat	137,2	59,8	223,6	250,4	122,6	-278,1	-114,8	-425,6	-348,5	-297,6
b) Crédits à l'économie	103,0	158,6	250,1	478,3	487,0	581,1	684,7	924,7	1 110,8	1 419,9
2.2. Autres postes nets	758,2	775,4	581,2	617,6	514,2	482,6	575,1	609,3	677,5	680,6
3. Masse monétaire	449,6	573,6	835,9	1 047,6	1 094,8	1 433,0	1 739,2	2 093,1	2 456,6	2 961,3
- Monnaie	225,4	278,3	381,0	394,8	340,4	503,5	562,3	626,5	754,3	880,8
-Quasi - monnaie	224,3	295,3	455,0	652,8	754,4	929,4	1 176,9	1 466,6	1 702,2	2 080,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.14 Situation des institutions de dépôts en 2014
(en millions de CDF)

	2013	2014			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre(p)
1. Avoirs extérieurs nets	1 445 872	1 638 107	1 539 527	1 517 001	1 552 241
a) Avoirs extérieurs	2 897 474	3 114 051	2 980 162	2 897 741	2 899 500
b) Engagements extérieurs	1 451 602	1 475 944	1 440 636	1 380 740	1 347 259
2. Avoirs intérieurs nets	2 047 344	1 991 195	2 233 469	2 296 135	2 415 860
2.1 Crédits intérieurs	1 083 886	928 889	1 302 310	1 316 695	1 503 909
a) Créances nettes sur l'Etat	-495 598	-731 332	-562 073	-531 330	-398 731
b) Crédits à l'économie	1 579 483	1 660 221	1 864 383	1 848 025	1 902 640
2.2 Autres postes nets	963 458	1 062 306	931 159	979 440	911 951
3. Masse monétaire	3 493 216	3 629 302	3 772 996	3 813 136	3 968 101
Monnaie	1 072 635	1 146 423	1 069 761	1 128 786	1 180 216
Quasi - Monnaie	2 420 581	2 482 879	2 703 235	2 684 350	2 787 885

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.14 bis Situation des institutions de dépôts en 2014
(en millions de DTS)

	2013	2014			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
1. Avoirs extérieurs nets	1 016,8	1 148,5	1 075,1	1 102,3	1 158,4
a) Avoirs extérieurs	2 037,6	2 183,2	2 081,1	2 105,5	2 163,9
b) Engagements extérieurs	1 020,8	1 034,8	1 006,0	1 003,2	1 005,4
2. Avoirs intérieurs nets	1 439,8	1 396,0	1 559,7	1 668,4	1 802,9
2.1 Crédits intérieurs	762,2	651,2	909,4	956,7	1 122,3
a) Créances nettes sur l'Etat	-348,5	-512,7	-392,5	-386,1	-297,6
b) Crédits à Economie	1 110,8	1 164,0	1 301,9	1 342,8	1 419,9
2.2 Autres postes nets	677,5	744,8	650,2	711,7	680,6
3. Masse monétaire	2 456,6	2 544,5	2 634,8	2 770,6	2 961,3
Monnaie	754,3	803,7	747,0	820,2	880,8
Quasi - Monnaie	1 702,2	1 740,7	1 887,7	1 950,4	2 080,6
DTS/CDF	1 422,0	1 426,3	1 432,0	1 376,3	1 340,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.15 Liquidités monétaires et quasi monétaires
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. Circulation fiduciaire hors banques	119 935	182 233	233 253	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508
Circulation fiduciaire hors BCC(1)	136 516	185 333	243 785	320 274	394 659	510 071	647 487	642 560	760 458	817 423
Encaisses B.C.C.	-12 722	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-3 859	-3 100	-10 532	-15 706	-13 173	-20 694	-32 142	-47 396	-67 513	-74 915
2. Monnaie scripturale	157 177	254 689	425 581	736 809	1 162 050	1 520 232	1 828 270	2 357 736	2 800 271	3 225 593
Dépôts à vue	18 958	29 749	67 020	87 916	98 389	216 787	174 714	288 680	379 690	437 708
- Banque Centrale du Congo	168	324	1 032	1 592	7 352	3 878	8 614	3 575	17 382	19 117
- Banques Créatrices de Monnaie	18 791	29 426	65 988	86 324	91 037	212 909	166 100	285 105	362 308	418 591
Dépôts à terme en MN et dépôts en devises des résidents	128 399	213 516	340 964	605 961	1 021 994	1 258 433	1 628 356	2 046 264	2 398 929	2 770 245
Dépôts à terme en MN	381	441	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	381	441	2 500	1 306	3 497	8 465	17 544	25 741	30 355	35 622
Dépôts en devises des résidents	128 018	213 075	338 464	604 656	1 018 497	1 249 968	1 610 812	2 020 524	2 368 575	2 734 623
- Banque Centrale du Congo	5 620	4 424	1 946	2 705	3 368	4 984	6 476	3 600	2 835	23 925
- Banques Créatrices de Monnaie	122 398	208 651	336 518	601 951	1 015 129	1 244 984	1 604 336	2 016 924	2 365 740	2 710 698
Provision pour paiements des importations	9 819	11 424	17 597	42 932	41 667	45 012	25 199	22 791	21 652	17 640
- Banque Centrale du Congo	3 361	2 818	2 960	2 908	4 151	3 862	3 772	3 901	4 069	3 624
- Banques Créatrices de Monnaie	6 458	8 606	14 637	40 024	37 516	41 150	21 427	18 890	17 583	14 016
Total (1 + 2)	277 111	436 922	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 968 101

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Circulation fiduciaire hors BCC à partir de 2007, ancien poste «Emissions monétaires»

Tableau IV.16 Liquidités monétaires et quasi monétaires en 2014
(en millions de CDF)

	2013	2014			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
1. Circulation fiduciaire hors banques	692 945	644 651	666 999	666 784	742 508
Circulation fiduciaire hors BCC	760 458	710 907	714 777	737 520	817 423
Encaisses B.C.C.	-	-	-	-	-
Encaisses B.C.M.	-67 513	-66 256	-47 778	-70 736	-74 915
2. Monnaie scripturale	2 800 271	2 984 651	3 105 997	3 146 352	3 225 593
Dépôts à vue	379 690	501 772	402 762	462 002	437 708
- Banque Centrale du Congo	17 382	13 391	6 137	5 162	19 117
- Banques Créatrices de Monnaies	362 308	488 381	396 625	456 840	418 591
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	2 398 929	2 455 996	2 678 989	2 664 152	2 770 245
Dépôts à terme en M.N.	30 355	33 505	35 426	34 594	35 622
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	30 355	33 505	35 426	34 594	35 622
Dépôts en devises des résidents	2 368 575	2 422 491	2 643 563	2 629 558	2 734 623
- Banque Centrale du Congo	2 835	2 588	7 092	5 957	23 925
- Banques Créatrices de Monnaies	2 365 740	2 419 903	2 636 471	2 623 601	2 710 698
Provision pour paiements des importations	21 652	26 883	24 246	20 198	17 640
- Banque Centrale du Congo	4 069	4 085	4 052	3 772	3 624
- Banques Créatrices de Monnaies	17 583	22 798	20 194	16 426	14 016
Total (1 + 2)	3 493 216	3 629 302	3 772 996	3 813 136	3 968 101

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 Variation de la masse monétaire
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
Variations de la masse monétaire	16 789	159 811	221 912	382 543	502 160	466 073	434 006	509 285	540 316	474 886
Monnaie fiduciaire	12 060	73 090	88 290	92 211	87 391	226 289	83 895	93 786	188 790	107 582
Monnaie scripturale	4 729	86 721	133 622	290 332	414 768	239 784	350 111	415 500	351 526	367 304
Origine des variations	16 789	159 811	221 912	382 543	502 160	466 073	434 006	509 285	540 316	474 886
1. Avoirs extérieurs nets	-7 444	-46 146	147 422	-124 191	255 835	948 825	-72 989	554 272	56 721	106 369
2. Avoirs intérieurs nets	24 233	205 957	74 490	506 734	246 324	-482 752	506 995	-44 987	483 595	368 517
Créances nettes sur l'Etat	30 627	25 303	130 677	72 687	-76 062	-562 890	228 715	-439 096	104 835	96 866
Crédits à l'économie	9 858	57 311	76 358	278 256	211 215	128 377	147 057	342 481	274 960	323 157
Autres postes nets	-16 251	123 342	-132 545	155 791	111 172	-48 239	131 222	51 627	103 800	-51 507

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.17 bis Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
Variations de la masse monétaire	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	71,8	45,7	39,8	24,1	17,4	48,6	19,3	18,4	34,9	22,7
Monnaie scripturale	28,2	54,3	60,2	75,9	82,6	51,4	80,7	81,6	65,1	77,3
Origine des variations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1. Avoirs extérieurs nets	-44,3	-28,9	66,4	-32,5	50,9	203,6	-16,8	108,8	10,5	22,4
2. Avoirs intérieurs nets	144,3	128,9	33,6	132,5	49,1	-103,6	116,8	-8,8	89,5	77,6
Créances nettes sur l'Etat	182,4	15,8	58,9	19,0	-15,1	-120,8	52,7	-86,2	19,4	20,4
Crédits à l'économie	58,7	35,9	34,4	72,7	42,1	27,5	33,9	67,2	50,9	68,0
Autres postes nets	-96,8	77,2	-59,7	40,7	22,1	-10,4	30,2	10,1	19,2	-10,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.18 Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en millions de CDF)

	2014			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Variations de la masse monétaire	136 087	143 693	40 141	154 965
Monnaie fiduciaire	73 789	-76 662	59 025	51 430
Monnaie scripturale	62 298	220 356	-18 885	103 535
Origine des variations	136 087	143 693	40 141	154 965
1. Avoirs extérieurs nets	192 235	-98 581	-22 525	35 240
2. Avoirs intérieurs nets	-56 149	242 274	62 666	119 725
Créances nettes sur l'Etat	-235 735	169 259	30 743	132 599
Crédits à l'économie	80 737	204 162	-16 358	54 615
Autres postes nets	98 849	-131 147	48 281	-67 489

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.18 bis Contribution à la croissance de la masse monétaire
(en pourcentage)

	2014			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Variations de la masse monétaire	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	54,2	-53,4	147,0	33,2
Monnaie scripturale	45,8	153,4	-47,0	66,8
Origine des variations	100,0	100,0	100,0	100,0
1. Avoirs extérieurs nets	141,3	-68,6	-56,1	22,7
2. Avoirs intérieurs nets	-41,3	168,6	156,1	77,3
Créances nettes sur l'Etat	-173,2	117,8	76,6	85,6
Crédits à l'économie	59,3	142,1	-40,8	35,2
Autres postes nets	72,6	-91,3	120,3	-43,6

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.19 Ventilation des émissions monétaires en francs congolais
(en millions de CDF)

BILLETS	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
20000 FC								12 000 000	51 600 000	77 200 000
10000 FC								14 200 000	72 400 000	106 100 000
5000 FC								20 900 000	64 900 000	110 650 000
1000 FC								14 740 000	69 940 000	167 390 000
500 FC	34 868 289	82 739 393	156 266 158	258 866 158	394 946 158	515 716 108	603 936 109	673 436 109	711 236 109	764 311 109
200 FC	23 194 475	32 084 911	40 082 790	45 882 790	48 642 790	72 548 790	100 388 790	101 396 790	106 196 790	118 816 790
100 FC	57 575 297	57 163 103	61 415 417	64 917 417	79 277 917	95 058 917	107 958 917	108 698 917	109 298 917	114 848 917
50 FC	14 928 042	15 576 347	16 772 521	22 072 521	25 540 021	29 578 521	41 560 521	45 570 521	45 570 521	47 607 521
20 FC	4 059 300	3 680 672	4 034 110	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510	5 758 510
10 FC	1 397 868	1 199 061	1 469 681	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081	2 143 081
5 FC	375 667	370 807	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652	370 652
1 FC	41 160	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122	41 122
50 CC	49 373	49 356	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352	49 352
20 CC	14 976	14 970	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967	14 967
10 CC	8 270	8 267	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266	8 266
5 CC	3 016	3 016	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015	3 015
1 CC	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
TOTAL	136 515 883	192 931 174	280 528 201	400 128 000	556 796 000	721 291 450	862 233 452	999 331 452	1 239 531 451	1 515 313 451

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.20 Dépôts bancaires à vue ⁽¹⁾
Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants et provinces
 (en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
A. Secteur d'activités	152 050	249 488	386 161	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280
Agriculture	4 193	1 395	2 160	3 515	8 176	10 268	14 130	17 347	19 248	19 318
Sylviculture et exploitation forestière	338	173	268	167	213	678	681	452	501	616
Elevage et pêche	413	423	655	958	1 642	466	1 623	3 485	3 867	3 966
Industries extractives	1 885	6 737	10 428	23 544	41 140	40 447	62 556	87 291	96 856	96 501
Industries manufacturières	6 243	10 148	15 707	23 781	31 268	38 491	53 444	66 343	73 613	74 073
Eau, gaz, électricité	5 351	2 746	4 250	8 102	17 989	15 286	25 527	38 169	42 352	40 534
Industries du bâtiment et travaux publics	1 226	2 836	4 389	7 762	14 936	14 745	22 757	31 690	35 163	35 563
Commerce	18 562	29 885	46 256	55 541	84 323	82 593	127 983	178 914	198 521	197 201
Transports	4 557	4 547	7 038	12 498	25 585	27 575	40 747	54 285	60 234	60 342
Entreprises immobilières et d'assurances(2)	726	14 734	22 805	2 912	3 253	4 432	5 885	6 902	7 659	7 454
Autres services	45 222	78 878	122 089	221 074	341 781	329 084	514 418	725 186	804 656	800 138
Divers (3)	63 334	96 985	150 115	288 724	489 861	511 328	767 490	1 039 381	1 153 284	965 574
B. Catégorie de déposants	152 050	249 488	386 161	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280
Particuliers	36 524	74 512	115 330	255 744	408 624	410 891	628 307	917 623	962 027	973 746
Entreprises privées	78 733	134 427	208 067	325 574	531 063	543 637	823 899	811 472	1 250 285	965 768
Entreprises publiques	14 026	15 409	23 851	28 304	64 500	61 332	96 492	275 644	151 852	167 021
Organismes financiers non monétaires	11 156	8 736	13 521	19 686	31 056	39 689	54 193	0	3 114	3 341
Pouvoirs publics subordonnés	4 726	3 391	5 249	10 584	21 352	15 818	28 528	22 432	50 268	156 567
Organismes publics à caractère administratif	6 884	13 013	20 142	8 687	3 571	4 025	5 822	222 275	78 408	34 837
C. Provinces	152 050	249 488	386 161	648 579	1 060 166	1 075 392	1 637 240	2 249 446	2 495 955	2 301 280
Kinshasa	120 044	183 379	279 508	465 799	756 884	798 588	1 192 347	1 713 076	1 781 938	1 577 609
Bas-Congo	4 946	6 553	10 143	16 645	24 455	24 078	37 212	45 002	57 574	66 736
Bandundu	99	-	-	111	111	111	171	608	262	2 177
Equateur	98	-	-	91	91	91	140	2 242	215	2 547
Orientale	533	1 009	1 561	3 635	7 371	6 509	10 647	38 791	17 353	36 869
Kivu	8 479	18 290	28 309	42 622	71 821	58 798	100 217	106 454	169 090	147 152
Katanga	16 067	40 258	62 311	111 952	190 553	181 110	285 004	332 016	448 620	448 935
Kasai Oriental	1 242	2 201	3 406	4 576	5 055	3 785	6 784	4 954	11 900	10 157
Kasai Occidental	540	596	922	3 146	3 824	2 320	4 719	6 302	9 003	9 098

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

Tableau IV.21 Dépôts bancaires à terme ⁽¹⁾
Ventilation par secteur d'activités, catégorie de déposants, provinces et échéance
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
A. Secteur d'activités	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631
Agriculture	-	33	71	45	1	1	1	1	2	5
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	-	-	-	59	85
Elevage et pêche	-	3	5	-	357	362	620	810	452	910
Industries extractives	-	-	-	2 324	7 326	1 941	7 959	16 631	23 572	60 077
Industries manufacturières	256	-	-	610	1 356	1 212	2 212	3 079	8 606	46 808
Eau, gaz, électricité	3 401	861	1 839	1 295	2 087	3 186	4 551	4 739	4 951	7 985
Industries du bâtiment et travaux publics	34	187	399	152	125	22	126	284	856	2 586
Commerce	528	3 055	6 522	7 457	17 185	16 524	29 050	39 015	36 465	93 522
Transports	81	767	1 638	213	2 441	2 039	3 859	5 542	7 042	40 879
Entreprises immobilières et d'assurances	9	51	108	77	58	58	100	132	895	25 647
Autres services	2 576	3 251	6 940	27 904	12 771	15 889	24 718	29 796	54 074	234 296
Divers	1 995	13 100	27 963	58 422	54 108	55 412	94 399	123 639	154 833	350 830
B. Catégorie de déposants	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631
Particuliers	2 098	9 279	19 808	40 175	52 621	55 978	93 616	102 143	112 473	429 232
Entreprises privées	3 330	10 691	22 821	50 644	42 144	36 650	67 882	100 521	146 174	342 311
Entreprises publiques	3 401	992	2 117	1 295	2 186	2 003	3 609	18 841	20 287	70 654
Organismes financiers non monétaires	52	346	739	6 384	535	535	922	-	8 548	20 501
Pouvoirs publics subordonnés	-	-	-	-	-	1 480	1 284	1 605	3 343	528
Organismes publics à caractère administratif	-	-	-	-	330	-	283	557	983	405
C. Province	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631
Kinshasa	8 603	18 632	39 771	82 619	65 141	62 180	109 719	162 468	208 331	463 784
Bas-Congo	13	76	162	463	569	569	981	5 000	6 731	47 011
Bandundu	-	-	-	-	-	-	-	68	31	1 990
Equateur	-	-	-	-	-	-	-	249	263	3 559
Orientale	-	30	65	62	114	118	200	4 310	2 029	12 700
Sud, Nord Kivu et Maniema	4	346	738	536	2 799	2 827	4 849	13 432	19 531	116 799
Katanga	259	2 225	4 749	14 607	28 436	30 331	50 659	36 891	52 449	208 466
Kasai Oriental	-	-	-	183	668	526	1 028	550	1 391	4 701
Kasai Occidental	-	-	-	28	88	96	159	700	1 053	4 620
D. Echéance	8 880	21 308	45 485	98 499	97 816	96 646	167 595	223 668	291 808	863 631
15 jours	-	6 603	14 095	8 236	40	40	70	92	121	1 440
1 mois	371	2 131	4 550	5 142	12 748	9 134	18 841	24 964	32 804	130 489
3 mois	2 898	3 523	7 519	68 057	36 915	36 591	63 351	83 940	110 303	246 160
6 mois	3 489	6 246	13 332	5 498	20 747	21 016	35 997	47 696	62 675	223 835
1 an et plus	2 122	2 806	5 990	11 566	27 366	29 865	49 338	66 977	85 905	261 707

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

Tableau IV.22 Crédits aux entreprises et aux particuliers
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
A. Banques	113 863	183 469	278 438	278 438	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610	2 093 524	2 240 450
- crédits à décaissement	63 625	126 400	200 833	200 833	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 820 285
- crédits de signature	50 237	57 070	77 605	77 605	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165
B. Institutions spécialisées	53 610	36 657	65 732	89 295	96 478	1 237	25 151	35 697	48 257	29 187
Total (A+B)	167 473	220 126	344 170	367 733	643 178	816 604	1 243 026	1 697 308	2 141 781	2 269 637

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.23 Crédits aux entreprises et aux particuliers (utilisations des crédits)
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ⁽⁹⁾
A. Crédits à court terme	60 608	115 152	169 307	412 259	367 471	436 917	681 043	930 926	1 062 353	1 146 124
1. Agriculture	5 189	9 747	7 921	15 195	69 246	43 001	19 014	34 339	25 757	9 995
2. Industries manufacturières	9 870	13 379	16 375	29 869	36 337	31 131	77 989	94 974	172 868	51 334
3. Distribution	10 904	16 437	23 267	79 806	53 441	56 456	124 248	322 172	387 515	741 484
4. Transport	6 414	23 555	33 752	34 353	37 365	66 325	96 304	128 016	82 189	53 355
5. Autres	28 231	52 034	87 992	253 036	171 081	240 003	363 488	351 425	394 024	289 956
B. Crédits à moyen terme	3 017	11 247	31 526	78 151	113 376	210 631	282 303	409 978	603 366	674 161
1. Investissements productifs	1 198	4 844	6 456	9 847	17 890	85 525	106 998	131 193	297 214	217 334
2. Prêts spéciaux	9	9	2 327	8 638	-	-	-	-	-	24 525
3. Autres	1 810	6 394	22 742	59 666	95 487	125 106	175 305	278 785	306 152	432 302
I. Crédits à décaissement total (A+B)	63 625	126 400	200 833	490 411	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 820 285
II. Crédits d'engagement	50 237	57 070	77 605	108 073	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	420 165
1. Crédocs à l'exportation	1 199	-	-	81	-	-	-	14 814	4 700	4 112
2. Crédocs à l'importation	10 767	15 753	38 588	49 938	23 098	72 576	66 120	124 862	155 791	132 146
- payables à l'embarquement	2 180	4 742	5 262	6 506	24	23 140	38 612	90 734	143 532	101 049
- payables à délai d'embarquement	8 587	9 429	26 207	33 248	3 826	49 436	27 508	34 129	12 259	31 098
3. Autres	38 271	41 317	39 017	58 055	42 755	95 243	188 410	181 031	267 314	283 907
TOTAL GENERAL (I + II)	113 863	183 469	278 438	598 484	546 700	815 367	1 217 875	1 661 610	2 093 524	2 240 450

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.24 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité
(en millions de CDF)

Secteurs d'activités économiques	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(b)
Agriculture, forêts, élevage et pêche	5 728	7 458	8 459	18 491	12 420	20 400	19 014	53 087	38 127	37 388
Production minière	4 341	10 058	15 185	24 595	17 504	36 340	71 908	63 905	177 503	186 443
Production industrielle	4 374	7 794	9 639	26 344	13 931	51 189	87 649	85 378	56 428	68 916
Bâtiments et travaux publics	2 361	2 136	7 637	12 100	30 684	13 680	38 417	94 974	39 253	45 146
Energie	124	4 903	3 954	2 407	7 625	15 465	21 230	46 278	82 768	50 469
Transports	11 633	12 859	18 687	37 237	22 116	62 216	62 354	128 016	113 318	101 800
Distribution	12 547	18 408	23 534	84 008	91 131	44 129	96 666	136 908	238 745	381 090
Commerce de gros, de détail, de consommation Import et export des biens d'équipement et matières incorporées à la production, matières premières, produits finis ou semi-finis	-	245	284	5 208	83 241	247 092	225 677	275 894	346 952	451 129
Autres	22 519	62 538	113 453	280 021	202 195	157 038	340 429	456 465	572 625	636 763
Total	63 625	126 400	200 833	490 411	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 959 145

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.25 Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^(p)	2011	2012	2013	2014
Production agricole	3 424	21 956	52 738	43 892	7 709	7 419	8 818	23 709	16 184	28 942
Traitement et conditionnement de la production agricole	1 257	5 752	14 160	7 660	1 411	2 358	3 804	8 613	12 658	25 416
Sylviculture et exploitation forestière	1 060	8 551	30 422	18 623	3 335	9 465	3 097	13 168	12 246	25 004
Elevage	18	429	8 335	11 779	79	605	2 603	5 580	9 696	22 454
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	3 604	58 837	79 154	3 450	20 005	25 845	71 908	98 538	86 215	98 973
Minerais non métalliques	-	237	1 452	634	1 106	7 639	87 649	105 367	82 076	94 834
Alimentation	523	5 333	19 171	24 108	1 197	8 294	13 568	28 367	31 578	44 336
Boissons	1 201	11 651	20 702	13 958	7 872	14 694	18 652	98 742	83 579	96 337
Tabac	1 071	-	9 852	-	9 000	6 584	5 202	30 856	16 578	29 336
Textiles et confections	2 047	4 014	34 040	7 522	3 558	5 368	9 532	15 035	10 873	23 631
Industries chimiques	246	203	14 193	19 248	835	11 424	13 568	38 125	25 365	38 123
Matériaux de construction	1 963	16 381	8 185	2 572	3 046	4 100	3 025	61 733	39 254	52 012
Métallurgie et fabrications métalliques	435	10 425	17 333	4 434	1 256	1 099	2 357	6 548	5 368	18 126
Autres industries manufacturières	2 357	13 296	21 890	24 761	6 403	14 695	5 698	9 208	10	12 768
Eau, gaz, électricité	465	16 526	26 041	71 026	7 156	13 590	27 640	46 278	91 581	104 339
Industries du bâtiment et travaux publics	1 261	13 676	19 074	114 897	21 544	12 742	38 417	33 241	39 253	52 011
Commerce de gros et demi-gros	2 306	100 369	67 507	61 444	47 881	105 594	163 584	165 537	268 124	280 882
Commerce de détail	3 179	15 483	70 631	30 199	29 613	52 328	48 562	60 358	78 928	91 686
Compagnies pétrolières	1 994	29 496	17 322	12 108	10 273	7 816	13 531	21 305	22 756	35 514
Transports	3 966	4 038	52 360	31 721	18 703	61 278	62 354	78 016	113 318	126 076
Entreprises immobilières et d'assurances	259	1 376	98		10 510	34 610	36 167	18 461	20 917	33 675
Autres services	9 808	115 171	-	93 038	77 950	56 501	108 164	126 780	128 985	141 743
Divers	15 095	124 994	-	29 194	190 406	183 503	215 445	247 341	470 177	482 935
Total	57 537	578 195	584 659	626 267	480 847	647 548	963 345	1 340 903	1 665 719	1 959 145

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.26 Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
Production agricole	-	435	266	3 514	20	426	625	856	1 036	746
Traitement et conditionnement de la production agricole	5	116	194	7 660	8	21	32	3 549	6 593	6 303
Sylviculture et exploitation forestière	216	86	101	416	30	58	654	851	2 035	1 745
Elevage	-	4 066	7 345	8 155	1 246	3 579	5 412	8 321	9 563	8 983
Minerais métalliques	22	1 481	978	3 450	1 516	5 009	8 654	12 950	13 547	13 257
Minerais non métalliques	-	-	-	634	36	6 578	8 564	18 308	23 586	23 296
Alimentation	53	449	669	1 627	16	46	65	109	8 658	8 368
Boissons	1 727	27 244	34 734	5 757	10 794	35 678	26 547	39 077	42 365	42 075
Tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	842	11 354	6 588	7 522	110	569	6 259	8 974	13 587	13 297
Industries chimiques	19	9 401	-	-	1 739	8 652	7 564	5 353	6 328	6 038
Matériaux de construction	889	14 669	7 439	2 572	447	3 026	2 035	8 479	13 578	13 285
Métallurgie et fabrications métalliques	149	1 351	2 719	3 634	469	2 154	2 036	3 258	5 369	5 079
Autres industries manufacturières	747	2 850	915	6 798	196	521	625	958	2 346	2 058
Eau, gaz, électricité	20	2 074	5 484	56 340	470	988	1 024	3 205	4 564	4 274
Industries du bâtiment et travaux publics	3 738	39 537	57 352	111 495	23 689	45 631	43 953	48 745	65 348	65 058
Commerce de gros et demi-gros	97	38 334	19 744	19 135	2 757	6 587	85 641	96 888	129 377	129 086
Commerce de détail	992	8 949	8 674	7 999	446	2 565	3 652	4 570	7 562	7 271
Compagnies pétrolières	1 470	4 171	-	-	1 133	321	486	658	2 457	2 166
Transports	232	4 038	10 855	11 337	3 412	7 854	8 652	10 579	18 369	18 079
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	1 448	28 621	-	-	-	-	5 634	5 345
Autres services	553	14 463	33 861	42 843	7 154	15 322	8 326	5 235	7 852	7 562
Divers	390	3 639	7 474	12 561	10 165	22 235	33 724	39 785	38 051	38 054
Total	12 163	188 708	206 840	342 071	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	421 425

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.27 Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits
(en millions de CDF)

Formes des crédits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{p)}
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	4 864	51 999	33 391	5 860	22 689	72 576	66 120	124 862	155 791	132 566
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-	863	-	-	-	14 814	4 699	4 112
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (lettre de garantie, cautions, avals)	10 372	137 312	113 456	245 680	43 163	95 243	188 410	181 031	267 315	284 747
Total	15 236	189 311	146 848	252 403	65 853	167 819	254 530	320 707	427 805	421 425

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau IV.28 Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées
de crédit par branche d'activité**
(en millions de CDF)

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
Production agricole	4 146	2 319	19 593	21 946	3 219	230	6 574	8 642	9 634	7 626
Traitement et conditionnement de la production agricole	1 916	697	-	-	944	32	125	325	587	235
Sylviculture et exploitation forestière	572	6 677	1 006	1 821	3 173	-	-	-	156	156
Elevage	26	168	8 850	3 624	973	-	-	124	547	0
Pêche	-	-	116	-	39	-	-	-	-	-
Industries métalliques	6 624	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	1 352	1 027	17	2 248	12 639	124	564	8 940	12 476	7 472
Boissons	3 049	6	2 800	8 201	2 092	-	0	13	24	19
Tabac	105	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	2 407	1 994	1 119	8 100	1 055	86	166	199	357	187
Industries chimiques	913	504	1 373	1 925	3 166	21	325	424	687	268
Matériaux de construction	2 525	200	1 990	1 990	332	41	987	1 237	1 837	1 249
Métallurgie et fabrications métalliques	885	300	300	799	50	-	13	22	357	102
Autres industries manufacturières	2 340	2 068	1 348	1 796	6 646	76	325	393	1 578	1 251
Eau, gaz, électricité	1 001	850	857	1 469	2 195	-	647	569	973	739
Industries du bâtiment et travaux publics	4 960	-	851	3 402	2 388	-	0	124	546	562
Commerce de gros et demi-gros	2 354	2 644	2 254	4 231	14 548	237	569	865	2 374	1 370
Commerce de détail	3 915	2 969	305	2 220	9 759	12	25	136	367	145
Compagnies pétrolières	3 056	1 234	771	771	33	-	-	52	154	77
Transports	526	-	1 660	3 100	1 948	156	248	395	943	24
Autres services	9 241	5 111	5 070	5 019	11 121	54	325	5 674	6 574	2 427
Divers	1 697	7 888	15 453	16 633	20 158	168	8 259	7 565	8 086	5 278
Total	53 610	36 657	65 732	89 295	96 478	1 237	19 151	35 697	48 257	29 187

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.29 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(a)
1. Avoirs extérieurs nets	-357 785	-433 605	-333 265	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 074
Avoirs	56 589	77 783	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 535
Engagements	414 374	511 388	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462
2. Avoirs intérieurs nets	486 868	644 919	621 728	859 565	1 721 156	450 571	789 820	514 963	613 697	783 118
2.1 Crédits intérieurs	38 948	178 823	206 618	295 189	959 066	-322 241	-54 412	-352 681	-248 073	-88 043
a) Créances nettes sur l'Etat	38 943	163 131	198 728	272 446	200 253	-335 969	-68 712	-374 407	-302 311	-262 154
b) Crédits à l'économie	5	15 692	7 889	22 743	758 812	13 728	14 300	21 726	54 238	174 111
2.2 Autres postes nets	447 920	466 096	415 110	564 377	762 090	772 812	844 232	867 645	861 771	871 161
3. Base monétaire(sens large)	129 083	211 313	288 463	383 711	479 241	622 105	808 998	852 098,0	995 220	1 136 192
Base monétaire (sens strict)	120 102	204 072	283 557	378 098	469 315	613 259	798 750	844 596	988 316	1 108 643
Dépôts en devises & provisions pour importations	8 981	7 241	4 906	5 613	9 926	8 846	10 248	7 501,2	6 904	27 548

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.30 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2014
(en millions de CDF)

	2014			
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Avoirs extérieurs nets	503 380	406 840	423 214	353 074
Avoirs	1 681 199	1 588 699	1 558 517	1 457 535
Engagements	1 177 819	1 181 858	1 135 303	1 104 462
2. Avoirs intérieurs nets	398 311	584 140	631 629	783 118
2.1 Crédits intérieurs	-474 643	-319 207	-309 415	-88 043
a) Créances nettes sur l'Etat	-561 693	-392 227	-410 872	-262 154
b) Crédits à l'économie	87 050	73 020	101 458	174 111
2.2 Autres postes nets	872 955	903 347	941 044	871 161
3. Base monétaire (sens large)	901 691	990 980	1 054 844	1 136 192
Base monétaire (sens strict)	895 018	979 837	1 045 114	1 108 643
Dépôts en devises & provisions pour importations	6 673	11 143	9 730	27 548

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.31 Situation monétaire des autres institutions de dépôts
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets	83 908	113 583	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167
Avoirs	109 291	147 359	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 206 276	1 340 522	1 441 964
Engagements	25 383	33 776	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	154 261	276 173	242 797
3. Avoirs intérieurs nets (1)	64 121	121 947	201 752	492 965	547 390	849 879	1 053 777	1 314 724	1 713 453	1 992 727
3.1 Crédits intérieurs	44 753	87 364	171 137	448 819	584 685	756 214	864 014	1 068 320	1 379 640	1 753 986
a) Créances nettes sur l'Etat	-18 711	-32 496	-22 516	-23 546	-27 416	-54 084	-92 625	-226 026	-193 287	-136 577
b) Crédits à l'économie	63 464	119 860	193 653	472 366	612 101	810 298	956 639	1 294 346	1 572 927	1 890 563
3.2 Autres postes nets	19 367	34 583	30 615	44 145	-37 295	-52 480	-51 499	-67 096	-7 681	-136 836
3. Total des dépôts	148 028	225 609	370 371	657 666	1 064 295	1 586 213	1 869 478	2 366 739	2 777 802	3 191 894
Dépôts en monnaie nationale	18 791	7 911	16 716	14 386	10 560	221 374	183 644	310 846	392 662	454 213
Dépôts en monnaies étrangères & provisions pour importations	129 238	217 698	353 655	643 280	1 053 735	1 364 838	1 685 833	2 055 894	2 385 140	2 737 681

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales

Tableau IV.32 Situation monétaire des autres institutions de dépôts en 2014
(en millions de CDF)

	2013	2014			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre ^(p)
1. Avoirs extérieurs nets	1 064 349	1 134 728	1 132 686	1 093 787	1 199 167
Avoirs	1 340 522	1 432 852	1 391 463	1 339 224	1 441 964
Engagements	276 173	298 124	258 777	245 437	242 797
2. Avoirs intérieurs nets⁽¹⁾	1 406 118	1 811 092	1 964 489	2 041 668	1 992 727
2.1 Crédits intérieurs	1 379 640	1 482 597	1 684 586	1 716 596	1 753 986
a) Créances nettes sur l'Etat	-193 287	-169 639	-169 846	-120 458	-136 577
b) Crédits à l'économie	1 572 927	1 652 236	1 854 432	1 837 054	1 890 563
2.2 Autres postes nets	-7 681	4 173	-44 419	-80 209	-136 836
3. Total des dépôts	2 777 802	2 990 770	3 097 175	3 135 455	3 191 894
Dépôts en monnaie nationale	392 662	521 886	432 051	491 434	454 213
Dépôts en monnaie étrangère & provisions	2 385 140	2 468 883	2 665 124	2 644 021	2 737 681

Source : Banque Centrale du Congo.

(1) y compris les réserves des banques commerciales

Tableau IV.33 Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. AVOIRS EN DEVISES	55 990	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 822
Avoirs libres	55 990	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 822
2. AVOIRS EN DTS	599	132	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 713
3. DEVISES ET DTS (1+2)	56 589	77 783	90 864	49 733	902 154	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 535
4. OR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	73 250	91 543	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-16 661	-13 761	69 837	32 199	882 020	1 182 204	1 170 808	1 493 497	1 547 075	1 451 393
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-357 785	-433 605	-333 265	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 074
Réserves nettes	-16 661	-13 761	69 837	32 199	882 020	1 182 204	1 170 808	1 493 497	1 547 075	1 451 393
F.M.I. position nette	-341 124	-419 844	-403 102	-422 260	-719 352	-294 249	-433 874	-435 657	-439 119	-413 789
Allocations cumulatives	-	-	-	-	-720 278	-716 421	-717 756	-720 706	-726 433	-684 530

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.33 bis Réserves de la Banque Centrale du Congo

(en millions de USD)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{p)}
1. AVOIRS EN DEVICES	129,82	154,24	177,39	71,75	389,08	762,96	755,01	1 102,87	1 141,16	1 066,32
Avoirs libres	129,82	154,24	177,39	71,75	389,08	762,96	755,01	1 102,87	1 141,16	1 066,32
2. AVOIRS EN DTS	1,39	0,26	3,26	6,04	610,36	541,26	543,77	543,10	541,12	510,23
3. DEVICES ET DTS (1+2)	131,21	154,51	180,65	77,79	999,44	1 304,22	1 298,78	1 645,97	1 682,28	1 576,55
4. Or	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	169,84	181,84	41,80	27,43	22,31	12,38	13,34	14,03	10,67	6,64
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-38,63	-27,33	138,84	50,36	977,14	1 291,84	1 285,44	1 631,93	1 671,60	1 569,91
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-829,59	-861,30	-662,56	-610,12	-617,74	187,44	21,06	368,38	412,23	381,90
Réserves nettes	-38,63	-27,33	138,84	50,36	977,14	1 291,84	1 285,44	1 631,93	1 671,60	1 569,91
F.M.I. position nette	-790,96	-833,97	-801,40	-660,48	-796,93	-321,54	-476,35	-476,04	-474,46	-447,58
Provisions arriérés	-	-	-	-	-797,95	-782,86	-788,03	-787,51	-784,91	-740,43

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.34 Reserve de la Banque Centrale du Congo en 2014
(en millions de CDF)

	2014			
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. AVOIRS EN DEVISES	1 178 924	1 084 503	1 073 995	985 822
Avoirs libres	1 178 924	1 084 503	1 073 995	985 822
2. AVOIRS EN DTS	502 275	504 196	484 523	471 713
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 681 199	1 588 699	1 558 517	1 457 535
4. Or	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	8 698	8 097	7 224	6 142
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1 672 500	1 580 602	1 551 294	1 451 393
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	503 380	406 840	423 214	353 074
Reserves nettes	1 672 500	1 580 602	1 551 294	1 451 393
F.M.I. position nette	-440 463	-442 212	-425 001	-413 789
FMI Allocations- DTS	-728 657	-731 550	-703 078	-684 530

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.34 bis Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2014
(en millions de USD)

	2013	2014			
		1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
1. AVOIRS EN DEVISES	1 141	1 276	1 169	1 161	1 066
Avoirs libres	1 141	1 276	1 169	1 161	1 066
2. AVOIRS EN DTS	541	544	544	524	510
3. DEVISES ET DTS (1+2)	1 682	1 820	1 713	1 684	1 577
4. Or	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	11	9	9	8	7
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	1 672	1 810	1 704	1 676	1 570
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	412	545	439	457	382
Réserves nettes	1 672	1 810	1 704	1 676	1 570
F.M.I. position nette	-474	-477	-477	-459	-448
Provisions arriérés	-785	-789	-789	-760	-740
Taux de change	925,50	921,93	927,12	925,80	924,51

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.35 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire
(en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
TAUX DEBITEUR BCC										
Banque centrale - taux directeur	28,8	40,0	22,5	40,0	70,00	22,00	20,00	4,00	2,00	2,00
Banque centrale - facilité permanent	31,25	42,5	25,0	42,5	72,50	24,50	22,50	5,25	3,00	3,00
TAUX CREDITEUR BCC										
Taux annuel des Bons BCC (1)										
- à 7 jours	24,75	41,00	15,50	33,16	68,27	18,16	15,24	0,20	1,72	1,82
- à 14 jours	26,75	43,00	17,50	-	-	-	-	-	-	-
- à 28 jours	28,75	45,00	19,50	25,50	65,00	19,10	17,32	2,13	1,63	1,58
- à 84 jours										1,72
TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE										
Marché interbanc. - moyenne min/max	39,0	30,0	17,0	23,5	66,50	15,50	11,50	1,50	1,38	1,38
Marché interbancaire – minimum		28,0	14,5	17	65,00	9,00	10,00	1,00	1,00	1,00
Marché interbancaire – maximum		32,0	19,5	30	68,00	22,00	13,00	2,00	1,75	1,75
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux crédits - MN	32,0	44,4	41,3	44,38	69,77	44,69	40,61	22,51	19,18	20,13
Banques comm. - taux crédits - ME	-	-	-	-	16,98	18,90	19,22	15,93	14,84	14,77
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES										
Banques comm. - taux dépôts - MN	22,0	22,4	15,0	15,0	19,03	11,57	14,58	6,10	3,87	4,93
Banques comm. - taux dépôts - ME					3,55	2,87	3,30	3,35	3,19	3,47
DIFFERENCE ENTRE TAUX DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN	10,0	22,0	26,3	29,4	50,7	33,1	26,0	16,4	15,3	15,2
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES										
Dépôts à vue MN	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	5,00
Dépôts à terme en MN	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	0,00
Dépôts à vue en ME	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	8,00
dépôts à terme ME	2	4,00	4,00	5,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.36 Taux d'intérêt appliqués par le système bancaire en 2014
(en pourcentage)

	2013	2014											
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
TAUX DEBITEUR BCC													
Banque centrale - taux directeur	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	3,00	2,00	2,00
Banque centrale - facilité permanent	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
TAUX CREDITEUR BCC													
Taux annuel des Bons BCC (1)													
- à 7 jours	0,20	0,35	0,21	0,25	0,41	1,02	2,06	1,79	1,35	2,08	2,40	1,56	1,82
- à 14 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- à 28 jours	2,13	2,55	1,70	1,41	1,15	1,75	1,99	2,09	1,87	1,93	2,22	1,60	1,58
- à 84 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,72
TAUX SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE													
Marché interbanc. - moyenne min/max	1,50	1,25	1,50	2,00	1,75	1,88	2,00	2,25	1,75	1,65	1,65	1,65	1,38
Marché interbancaire - minimum	1,00	1,00	1,00	1,00	0,50	1,25	1,50	2,00	1,50	1,30	1,50	1,50	1,00
Marché interbancaire - maximum	2,00	1,50	2,00	3,00	3,00	2,50	2,50	2,50	2,00	2,00	1,80	1,80	1,75
TAUX D INTERET DEBITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux crédits - MN	22,51	21,01	20,06	19,10	19,20	19,26	19,19	18,79	19,29	19,21	19,29	18,81	20,13
Banques comm. - taux crédits - ME	15,93	15,50	15,01	16,40	14,90	14,95	14,84	14,56	14,94	14,91	14,94	14,47	14,77
TAUX D INTERET CREDITEUR BANQUES COMMERCIALES													
Banques comm. - taux dépôts - MN	6,10	7,86	7,77	4,08	4,41	4,41	4,17	4,00	4,00	3,97	4,10	3,87	4,93
Banques comm. - taux dépôts - ME	3,35	3,38	2,91	3,15	3,37	3,26	3,33	3,20	3,20	3,32	3,40	3,25	3,47
DIFFERENCE ENTRE TAUX DEBITEUR ET CREDITEUR EN MN	16,41	13,15	12,29	15,02	14,79	14,85	15,02	14,79	15,29	15,24	15,19	14,94	15,20
COEFFICIENT DE RESERVES OBLIGATOIRES													
Dépôts à vue MN	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
Dépôts à terme en MN	7,00	7,00	7,00	3,00	3,00	3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts à vue en ME	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
dépôts à terme ME	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	7,00	8,00	7,00

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 37 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
A. Avoirs extérieurs bruts	165 875	225 141	308 031	349 210	1 549 605	2 047 759	2 106 483	2 659 514	2 897 474	2 899 500
a) Banque Centrale du Congo	56 584	77 782	90 864	49 733	902 366	1 193 531	1 182 958	1 506 341	1 556 952	1 457 535
1. Avoirs en or	-	-	-	-	213	-	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	594	131	1 639	3 860	550 944	495 319	495 278	497 026	500 805	471 713
3. Avoirs en devises	55 990	77 651	89 225	45 873	351 210	698 212	687 680	1 009 315	1 056 147	985 822
b) Banques de dépôts	109 291	147 359	217 167	299 478	647 239	854 229	923 525	1 153 173	1 340 522	1 441 964
B. Engagements extérieurs	439 757	545 164	480 632	560 210	1 590 349	1 139 892	1 271 605	1 327 935	1 451 602	1 347 259
a) Banque Centrale du Congo	414 374	511 388	424 129	439 794	1 459 764	1 021 997	1 163 780	1 169 206	1 175 429	1 104 462
1. Crédit F.M.I.	341 124	419 845	403 102	422 260	719 352	294 249	433 874	435 657	439 119	413 789
2. Autres engagements	73 250	91 543	21 028	17 534	20 134	11 327	12 150	12 844	9 878	6 142
3. FMI allocations DTS	-	-	-	-	720 278	716 421	717 756	720 706	726 433	684 530
b) Banques de dépôts	25 383	33 776	56 503	120 415	130 585	117 895	107 824	158 729	276 173	242 797
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-273 877	-320 022	-172 601	-210 999	-40 957	907 868	834 878	1 331 579	1 445 872	1 552 241
(sens strict)										
a) Banque Centrale du Congo	-357 785	-433 605	-333 265	-390 062	-557 610	171 534	19 178	337 135	381 523	353 074
b) Banques de dépôts	83 908	113 583	160 664	179 062	516 653	736 334	815 700	1 052 016	1 064 349	1 199 167

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV. 38 Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2014
(en millions de CDF)

	2013	2014			
		Mars	Juin	Septembre	Décembre (p)
A. Avoirs extérieurs bruts	2 897 474	3 114 051	2 980 162	2 897 741	2 899 500
a) Banque Centrale du Congo	1 556 952	1 681 199	1 588 699	1 558 517	1 457 535
1. Avoirs en or	-	-	-	-	-
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	500 805	502 275	504 196	484 523	471 713
3. Avoirs en devises	1 056 147	1 178 924	1 084 503	1 073 995	985 822
b) Banques de dépôts	1 340 522	1 432 852	1 391 463	1 339 224	1 441 964
B. Engagements extérieurs	1 451 602	1 475 944	1 440 636	1 380 740	1 347 259
a) Banque Centrale du Congo	1 175 429	1 177 819	1 181 858	1 135 303	1 104 462
1. Crédit F.M.I.	439 119	440 463	442 212	425 001	413 789
2. Autres engagements	9 878	8 698	8 097	7 224	6 142
3. FMI allocations DTS	726 433	728 657	731 550	703 078	684 530
b) Banques de dépôts	276 173	298 124	258 777	245 437	242 797
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	1 445 872	1 638 107	1 539 527	1 517 001	1 552 241
a) Banque Centrale du Congo	381 523	503 380	406 840	423 214	353 074
b) Banques de dépôts	1 064 349	1 134 728	1 132 686	1 093 787	1 199 167

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.39 Situation résumée de la société financière de développement
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. Trésorerie	68 390	175 414	19 939	9 373	19 447	13 668	19 599	3 630	298	125
2. Crédits à moyen terme et long terme	550 688	479 097	423 509	805 177	1 045 989	1 150 498	1 105 990	6 532	18 251	16 516
3. Crédits à C.T	98 223	114 739	272 919	214 481	202 330	511 205	552 230	910	214	246
4. Immobilisés nets	159 810	141 802	191 350	206 893	298 381	437 461	361 410	22 555	22 924	22 858
5. autres										
Avoirs = Engagements	877 111	911 052	907 718	1 235 924	1 566 147	2 112 832	2 039 229	33 627	62 045	63 003
1. Fonds propres	394 431	500 601	555 143	938 623	1 253 743	574 160	537 525	32 902	60 350	60 495
Capital	-	-	-	-	-	2 025	2 025	2 025	58 880	58 880
Réserves et provisions	-	-	-	-	-	572 135	535 500	31 017	1 470	1 615
2. Quasi-capital	680 829	570 756	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008	1 696	2 508
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	671	671
Prêts à C et long terme de l'Etat	1 954	1 896	-	-	-	-	-	-	867	1 682
Fonds consolidés (1)	678 874	568 860	583 433	558 059	701 948	971 234	905 766	10 008	158	155
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	17 389	25 512	24 680	34 345	36 753	-2 750	-6 364	159	314	-
5. Autres	-215 538	-185 817	-255 539	-295 103	-426 298	570 188	602 302	-9 442	-21 557	-

Source : Société Financière de Développement.

(1) Y compris les fonds divers et dettes à CT

Tableau IV.40 Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
1. Trésorerie	302	524	444	1 238	5 006	8 003	3 543	1 406	1 755	1 526
2. Créances diverses	5 637	8 797	9 103	20 857	50 631	46 321	47 936	42 307	30 481	44 914
3. Réassurance	2 264	779	608	727	1 321	1 897	6 015	6 706	6 706	6 706
4. Immobilisés nets ⁽¹⁾	3 050	4 090	3 473	5 311	7 581	58 774	66 073	68 291	56 926	54 797
ACTIF = PASSIF	11 254	14 190	13 628	28 133	64 540	114 994	123 567	118 709	95 868	107 943
1. Fonds propres	2 890	2 230	1 584	2 030	3 339	77 641	85 375	77 505	45 424	44 964
a) Capital libéré ⁽²⁾	295	295	295	295	295	72 376	72 376	72 376	72 376	43 162
b) Bénéfices et réserves	2 595	1 934	1 289	1 735	3 044	5 264	12 999	5 129	7 471	1 802
2. Dettes diverses à LT	99	96	135	143	62	65	62	63	206	206
3. Provisions techniques	2 417	460	1 548	2 257	2 711	6 312	8 954	6 347	9 936	10 129
4. Provisions mathématiques	7	7	81	40	181	-	13	13	68	67
5. Engagements à court terme	5 797	11 359	10 232	23 690	58 219	30 977	29 161	32 264	40 508	52 849
6. Autres éléments nets	43	38	49	-28	27	-	-44	2 517	-274	-274

Source: Direction financière de la SONAS.

(1) Y compris le portefeuille titres.

(2) A titre symbolique.

Tableau IV.41 Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en millions de CDF)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. RECETTES	13 793	14 527	26 368	32 628	57 694	66 124	79 215	77 636	78 802	71 536
1. Primes et frais	11 566	13 227	26 193	28 731	40 508	55 050	72 551	71 065	72 425	65 691
Automobiles et cycles	6 435	10 363	11 200	23 681	33 295	44 760	49 772	52 114	51 325	44 451
Incendie	972	673	1 332	1 436	3 291	3 579	8 676	7 655	8 726	7 429
Transport	1 848	774	3 009	1 696	1 517	4 443	3 348	3 378	2 758	8 898
Risques divers ⁽¹⁾	2 188	1 250	1 333	1 809	2 234	1 371	9 957	7 070	6 343	4 130
Vie	123	167	9 319	110	171	896	798	707	563	611
Assurance voyage								141	2 711	171
2. Autres recettes	2 228	1 300	175	3 896	17 186	11 074	6 664	6 571	6 377	5 845
II. DEPENSES	11 345	14 306	17 335	32 559	57 194	65 019	78 759	77 623	76 043	71 529
1. Réglements des sinistres	2 543	1 781	2 877	5 522	7 521	11 296	16 870	10 230	8 449	11 625
Automobiles et cycles	1 228	1 540	2 004	4 631	5 698	9 791	13 225	8 362	7 569	9 699
Incendie	456	36	335	148	376	400	1 258	899	296	438
Transport	282	30	78	225	1 054	655	2 047	239	106	699
Risques divers ⁽¹⁾	326	116	293	146	58	327	224	178	141	205
Vie	251	60	167	372	335	123	116	552	335	584
2. Frais de règlements & Autres charges techniques								2 717	3 489	4 686
2. Commissions	637	1 263	714	2 506	3 329	3 967	4 470	5 239	4 910	4 883
3. Dépenses d'exploitation	6 954	9 423	12 648	20 485	39 900	36 336	45 398	59 437	57 905	37 776
4. Provisions diverses	-	-	-	898	1 229	9 717	9 160	0	141	125
5. Charges diverses	1 210	1 839	1 096	3 149	5 215	3 703	2 860	0	1 148	808
III. SOLDE (I - II)	2 448	221	9 034	68	500	1 104	456	13	2 759	8

Source : Direction Financière de la SONAS.

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres Multi-Branches.

Tableau IV.42 Evolution du multiplicateur monétaire
(en millions de CDF, sauf indication contraire)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^(p)
Circulation fiduciaire hors banques	119 935	182 234	233 253	304 568	381 486	489 377	615 345	595 164	692 945	742 508
Caisse des banques	3 859	3 100	10 532	15 706	13 173	20 694	32 142	47 396	67 513	74 915
Dépôts de banques	5 261	18 415	38 740	56 232	69 711	99 310	142 649	198 462	210 476	272 104
Dépôts des entr.publiques	89	207	417	678	2 407	1 357	1 541	2 378	2 483	2 030
Dépôts des entr.privées et part	78	117	615	914	4 944	2 521	7 073	1 197	14 899	17 087
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM) au sens strict	129 222	204 072	283 557	378 098	471 722	613 259	798 750	844 597	988 316	1 108 643
Masse monétaire (M2)	277 111	436 922	658 834	1 041 377	1 543 536	2 009 609	2 443 614	2 952 900	3 493 216	3 968 101
Multiplicateur monétaire(M2/BM) en point	2,14	2,14	2,32	2,75	3,27	3,28	3,06	3,50	3,53	3,58

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE V

PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES



Les perspectives de la croissance mondiale laissent présager une légère amélioration de l'activité économique en 2015 et 2016.

A l'échelon mondial, l'inflation devrait rester contenue en dessous des objectifs fixés. Toutefois, la faible inflation dans les pays avancés pourrait freiner la reprise.

Au plan interne, il est postulé le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique, en dépit de la morosité de l'économie mondiale. En 2015 et 2016, il est anticipé une croissance soutenue tirée par les secteurs primaire et tertiaire. Pour ce qui est du secteur primaire, il est attendu la relance de la branche « Agriculture » et la bonne tenue des mines. Quant au secteur tertiaire, il serait impulsé par le dynamisme du commerce de gros et de détails ainsi que le développement des infrastructures de transport.

Sur le marché intérieur des biens et services, l'inflation devrait être maintenue, au cours de deux prochaines années, à un niveau compatible avec l'activité économique. Par ailleurs, en raison du repli de l'inflation et de la faible dépréciation monétaire observée en 2014, il est attendu l'assouplissement de la politique monétaire pour les deux années à venir.

Cependant, ces perspectives, mondiales et nationales, demeurent globalement fragiles du fait de la persistance des risques macroéconomiques, financiers et géopolitiques.

CHAPITRE I

PERSPECTIVES MONDIALES 2015-2016

Le développement mondial laisse apparaître une amélioration des perspectives de l'économie mondiale au cours des deux prochaines années.

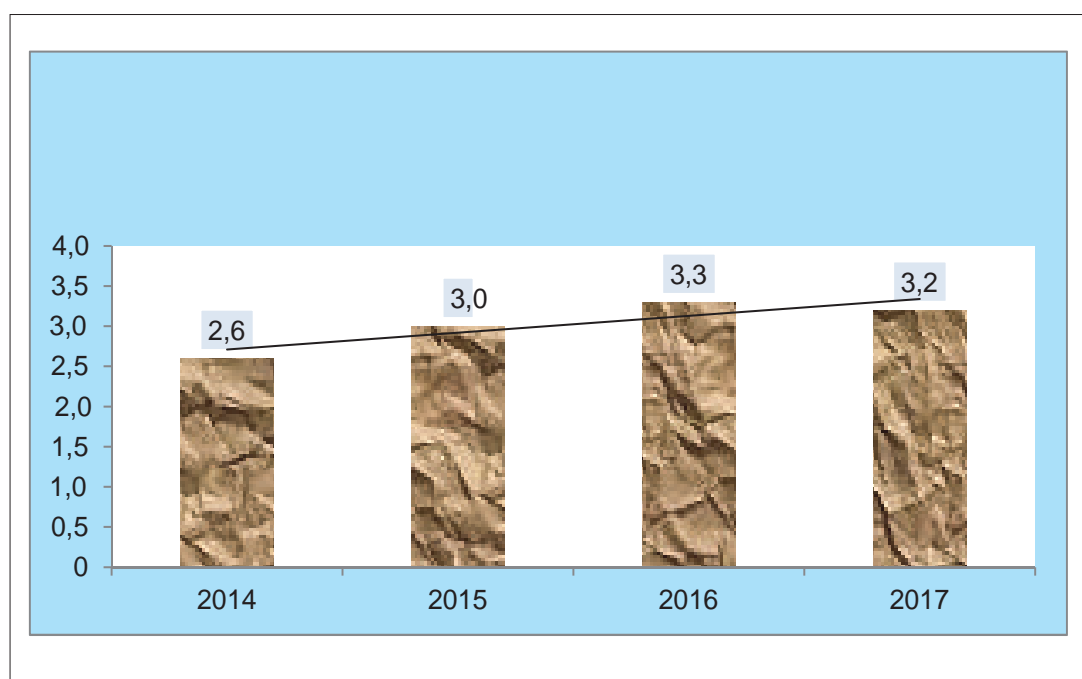
Le FMI prévoit l'évolution de la croissance mondiale à 3,3 % et 3,8 % respectivement en 2015 et 2016. De ce fait, le profil de cette croissance devrait s'améliorer à la suite des effets conjugués des plusieurs facteurs conjoncturels et structurels.

Pour la Banque Mondiale, l'activité économique mondiale devrait croître de 3,0 % et 3,3 % pour les deux années à venir.

Selon l'OCDE, ces performances de croissance postulées en 2015 et 2016 devraient être rendues possibles par l'accélération des réformes concernant la libéralisation des échanges et de l'investissement, ainsi que la stimulation de l'innovation.

Bien que les performances de croissance soient attendues dans les pays développés, la reprise diffère selon les pays et des risques importants subsistent principalement au sein de la Zone euro et au Japon.

Graphique V.1 Profil de la croissance mondiale
(en pourcentage)



Source : Banque Mondiale.

La faiblesse des coûts d'emprunts et du prix de pétrole, les assouplissements monétaires considérables, la tendance à la hausse des valorisations boursières et

des dépenses d'infrastructures dans plusieurs pays devraient donner une impulsion significative à la croissance à l'échelle mondiale.

En 2015, l'inflation devrait rester contenue et maîtrisée tant dans les pays avancés que dans la plupart des pays émergents et ceux en développement, en raison principalement de la baisse du prix du pétrole. Par contre en 2016, l'inflation, d'une manière générale, devrait s'accroître mais rester en deçà des objectifs fixés par les banques centrales.

Cependant, plusieurs facteurs de risque pourraient persister et retarder la consolidation de la reprise économique mondiale. Il s'agit notamment du ralentissement de l'économie chinoise qui pourrait s'aggraver si les problèmes du secteur immobilier s'intensifient et limitent les dépenses de consommation.

I.1. DANS LES PAYS AVANCES

I.1.1. Activité économique 2015-2016

La croissance dans les économies avancées se situerait à 2,25 %, en moyenne annuelle, sur la période prévisionnelle, tirée par l'économie américaine qui devrait connaître une croissance de 2,75 %.

La robustesse des résultats économiques attendus aux Etats-Unis dépend notamment de la baisse des prix de l'énergie et de l'amélioration du marché immobilier.

Dans la Zone Euro, les perspectives économiques laissent présager une croissance de 1,5 % en 2015 et 1,7 % en 2016. L'activité économique devrait être soutenue par la baisse du prix du pétrole, un nouvel assouplissement de la politique monétaire, une politique budgétaire plus neutre et la poursuite de la dépréciation de l'Euro.

L'économie japonaise devrait connaître une reprise progressive avec des taux de croissance estimés à 0,8 % en 2015 et 1,2 % en 2016. Cette évolution serait essentiellement due à l'affaiblissement du Yen, à la montée des cours des actions ainsi qu'à la baisse du prix du pétrole et des produits de base.

I.1.2. Inflation 2015-2016

Dans la plupart des pays avancés, les anticipations inflationnistes devraient baisser et l'inflation serait inférieure à l'objectif fixé par les banques centrales.

Pour les économies avancées, l'inflation devrait se situer à 0 % en 2015 et s'accroître à 1,2 % en 2016, à la faveur d'une politique monétaire accommodante, réduisant les risques liés à la persistance de la dynamique de désinflation.

A l'exception du Japon, qui anticipe une désinflation susceptible d'entraîner le passage du rythme d'augmentation des prix de 1,0 % en 2015 à 0,9 % en 2016, il est attendu une hausse du niveau général des prix dans la Zone euro et aux Etats-Unis à hauteur respectivement de 1,0 % et 1,5 % en 2016 contre 0,1 % en 2015.

I.2. DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

I.2.1. Activité économique 2015-2016

Dans les pays émergents, la croissance économique s'établirait à 4,3 % et 4,7 % respectivement pour 2015 et 2016. Cette amélioration de l'activité économique devrait être impulsée principalement par le dynamisme des pays émergents et en développement d'Europe ainsi que ceux d'Afrique subsaharienne.

Pour ceux d'Europe, la croissance devrait s'accélérer en passant de 2,9 % en 2015 à 3,2 % en 2016. Cette évolution serait consécutive à la baisse du prix du pétrole et à la reprise attendue dans la zone euro.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB réel attendue en 2015 et 2016 devrait se situer respectivement à 4,5 % et 5,1 %. Ces résultats dépendront des actions qui seront menées par les autorités sur les plans budgétaire et monétaire pour neutraliser en partie les effets du choc pétrolier.

Cependant, un nombre important de pays émergents et en développement continue à faire face à une situation macroéconomique difficile. Cette évolution serait due aux faiblesses de leur économie nationale combinées à des facteurs extérieurs de vulnérabilité financière.

Aussi, les risques sécuritaires, le niveau de croissance faible de principaux partenaires commerciaux (Europe et Chine) ainsi que, pour les pays exportateurs du pétrole, la chute des cours des matières premières, sont des facteurs pouvant détériorer les perspectives de la croissance économique de l'Afrique subsaharienne.

I.2.2. Inflation 2015-2016

Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation pourrait se situer à 4,8 % en 2016 contre 5,5 % en 2015. Ce repli attendu de l'inflation globale est lié au recul des prix du pétrole et au ralentissement de l'inflation sous-jacente.

A l'instar des pays avancés, les conditions financières devraient être également assouplies dans plusieurs pays émergents importateurs de pétrole, qui devraient abaisser leurs taux directeurs. Cependant, la baisse du prix du pétrole et l'atténuation attendue de la pression de la demande devraient faire reculer l'inflation.

En Afrique subsaharienne, l'inflation resterait contenue grâce au niveau bas des prix internationaux des denrées alimentaires et des carburants.

I.3. MARCHES DES PRODUITS DE BASE ET DU PETROLE

L'évolution des cours de produits de base en 2015 et 2016 serait tributaire du comportement attendu du prix du pétrole brut lié à l'offre et à la demande.

Pour ce qui est des cours des métaux, il est attendu une diminution d'environ 17,0 % en 2015 et un léger fléchissement en 2016. A l'exception du cours de l'or, lequel devrait connaître une hausse, ceux du cuivre et du cobalt devraient accuser une baisse sur la période sous analyse.

En outre, selon les projections du FMI, les cours annuels des denrées alimentaires devraient diminuer de 16,0 % en 2015 et de 3,0 % en 2016, à la suite de la timidité de l'offre de nombreux produits alimentaires. De fortes baisses sont anticipées pour les cours des céréales et des huiles végétales, en particulier le blé et le soja.

En ce qui concerne le marché du pétrole, les hypothèses de référence que le FMI postule laissent entrevoir une hausse des cours en 2015 et 2016. L'évolution des cours annuels moyens semble indiquer que le baril passerait de 58,0 USD en 2015 à 65,7 USD en 2016. Le changement des politiques des pays de l'OPEP pourrait être un facteur majeur de cette hausse.

I.4. PRINCIPAUX RISQUES PESANT SUR L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon le rapport du FMI sur les Perspectives de l'économie mondiale, les risques macroéconomiques attendus en 2015 et 2016 devraient baisser alors que les risques financiers et géopolitiques pourraient persister à la hausse. Ces risques de dégradation peuvent être déclinés de la manière suivante :

- risques liés à une forte appréciation du dollar qui pourraient provoquer des tensions financières, en particulier dans les pays émergents ;
- risques dus aux variations perturbatrices des prix des actifs qui pourraient, du fait de leur évolution volatile, provoquer de vives réactions des marchés ;
- risques corrélés à la persistance des tensions géopolitiques, liées aux événements en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique de l'Ouest, qui pourraient avoir des effets de contagion à l'échelle régionale et mondiale.

Pour la Banque mondiale, les risques pour l'économie mondiale sont considérables. Les pays dotés de cadre d'actions tangibles et les gouvernements réformistes seront mieux placés pour relever les défis auxquels ils feront face, afin d'assurer la poursuite de la reprise de l'économie mondiale. Cette reprise pourrait être fragilisée à la suite

de la persistance de la volatilité des marchés financiers, de la faiblesse continue du commerce mondial, de l'impact négatif de la faiblesse du prix du pétrole brut sur les pays producteurs.

Il convient de noter que, selon les deux institutions, les risques de prolongation de la stagnation et la faible inflation dans les pays avancés, notamment dans la zone euro et au Japon, pourraient freiner la reprise mondiale.

CHAPITRE II

PERSPECTIVES INTERIEURES 2015-2016

II.1 SECTEUR REEL

II.1.1 Perspectives de la croissance économique

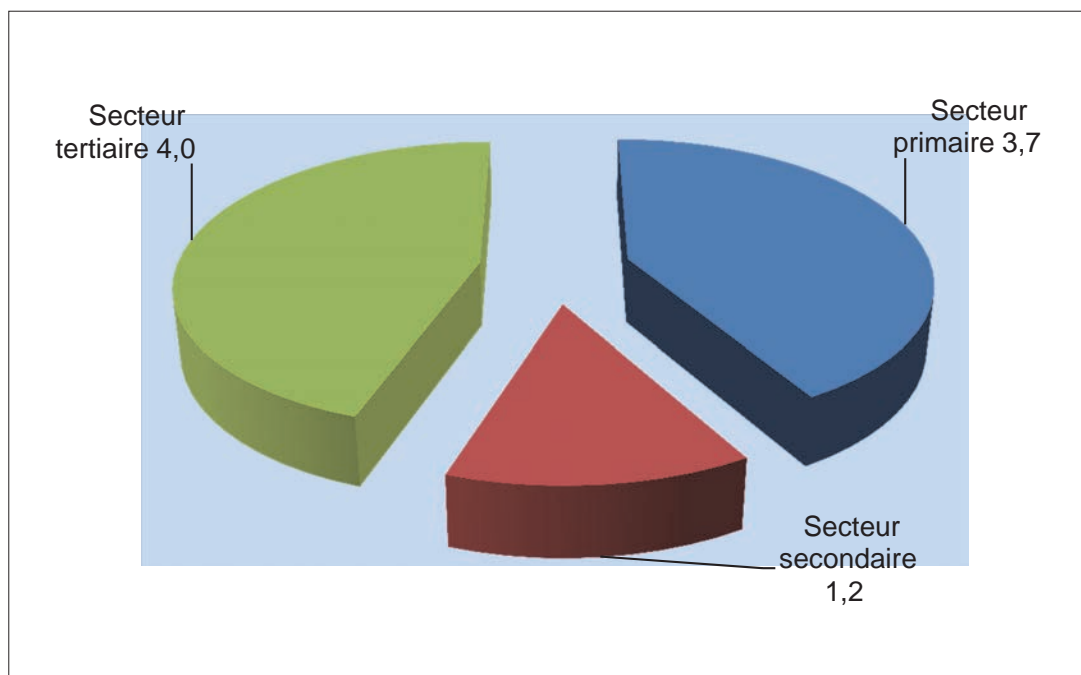
Les perspectives de croissance économique, à court terme, de la RDC demeurent favorables. En effet, les projections 2015-2016 laissent entrevoir la bonne tenue des mines et du commerce de gros et détails.

Selon le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), la croissance estimée du PIB réel se situerait à 9,2 % en 2015 et celle projetée en 2016 pourrait connaître un léger ralentissement et s'établir à 9,0 %. En moyenne annuelle, la croissance serait portée, pour les deux années à venir, par les secteurs primaire et tertiaire.

Les activités au niveau du secteur primaire contribueraient à 3,7 points, tirées par les mines qui représenteraient 2,7 points. Quant au secteur tertiaire, sa contribution se situerait à 4,0 points, impulsée par le commerce de gros et des détails qui pourrait atteindre 1,3 point.

Graphique V.2 Contribution sectorielle à la croissance du PIB 2015-2016

(en points de croissance moyenne)



Source : Banque Centrale du Congo.

Au niveau du secteur primaire, il est attendu une contribution de 3,9 points de croissance en 2015 et 3,5 points en 2016. Par rapport à 2014, cette contribution moins significative en 2016 serait attribuable au comportement attendu dans les branches « Agriculture » et « Extractions ».

S'agissant de l'agriculture, la contre-performance attendue serait induite par la lenteur observée dans la mise en œuvre du plan national d'investissement agricole et dans l'opérationnalisation des projets des parcs agro-industriels.

En ce qui concerne la branche « Extraction », sa faible contribution pourrait être expliquée par l'évolution moins favorable des cours mondiaux et la persistance des contraintes qui freinent le développement de l'activité minière, notamment dans l'approvisionnement en électricité.

Tableau V.1 Contribution sectorielle
(en points de croissance)

	2014	2015	2016
Secteur primaire	5,5	3,9	3,5
Agriculture, chasse, Sylviculture et Pêche	0,8	1,1	1,0
Industrie extractive	4,7	2,8	2,5
Secteur secondaire	1,2	1,2	1,3
Industries manufacturières	1,1	1,1	1,1
Batiments et Travaux publics	0,0	0,1	0,1
Secteur tertiaire	2,6	4,0	4,1
Transports et communications	0,8	1,2	1,1
Commerce de gros et de détail	0,7	1,3	1,3
Services marchands	1,0	1,3	1,3
Services non marchands	0,3	0,2	0,3
PIB au coût des facteurs	9,3	9,1	8,9
Droits et taxes à l'importation	0,2	0,1	0,1
PIB aux prix du marché	9,5	9,2	9,0

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique

Pour ce qui est du secteur tertiaire, sa contribution à la croissance devrait s'améliorer en passant de 4,0 points en 2015 à 4,1 points en 2016, sous l'effet du dynamisme attendu au niveau du commerce qui devrait bénéficier du développement notamment du secteur de transport.

Du côté de l'emploi, la croissance postulée en 2015 et 2016 sera soutenue par la consommation et l'investissement. La part de la consommation finale dans le PIB devrait se situer en moyenne annuelle à 78,6 %. Ce niveau attendu s'expliquerait essentiellement par la part du secteur privé qui serait autour de 66,0 % du PIB en moyenne. Cette situation se justifierait notamment par le maintien de la stabilité macroéconomique qui devra favoriser la préservation du pouvoir d'achat et l'amélioration de la prévisibilité des agents économiques.

L'investissement attendu devrait se situer à 23,7 % du PIB en moyenne avec une part prépondérante du secteur privé qui devrait s'établir à 16,4 % du PIB entre 2015 et 2016. Le maintien de ce niveau sur la période serait conforté par la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et conditionné par la bonne tenue du processus électoral.

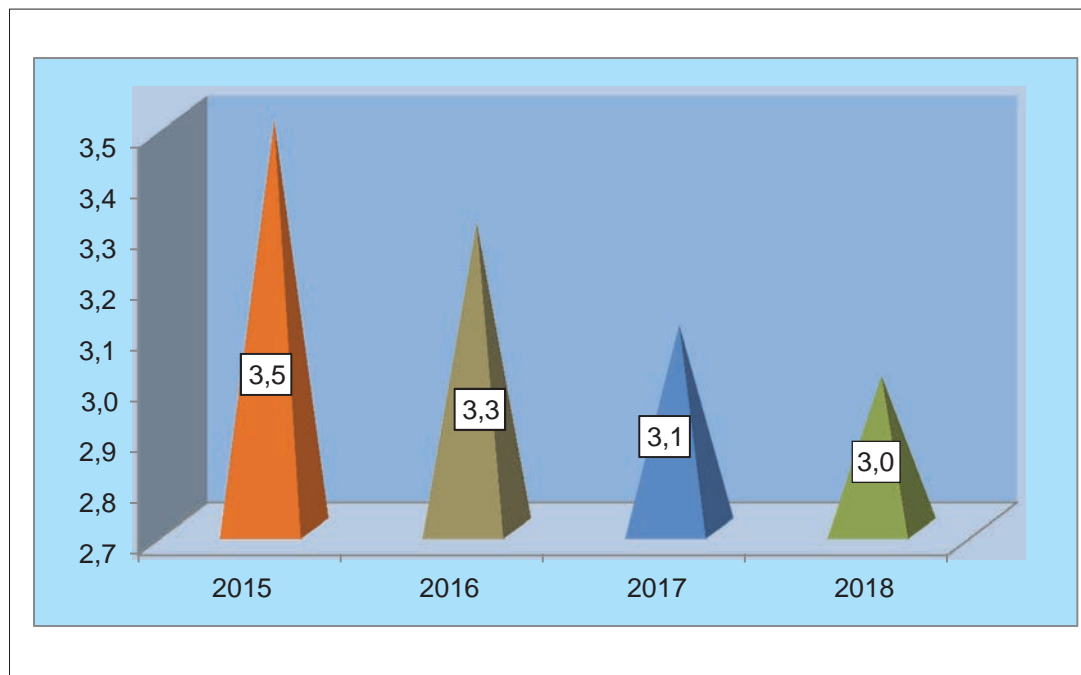
II.1.2. Rythme de formation des prix intérieurs

Le rythme de formation des prix intérieurs de 2015 et 2016, en l'absence des chocs majeurs d'origine interne et externe, devrait permettre de maintenir le cadre macroéconomique stable et créer les conditions favorables pour soutenir la croissance économique. En glissement annuel, l'inflation projetée en 2015 et 2016, se situerait respectivement à 3,5 % et 3,3 %.

L'atteinte de ces objectifs d'inflation devrait, entre autres, être facilitée par le niveau bas attendu des prix internationaux des denrées alimentaires et des carburants.

Graphique V.3 Cible d'inflation

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Ces niveaux des prix postulés en 2015 et 2016 anticipent un accroissement des dépenses sécuritaires, de celles liées au processus de la décentralisation, ainsi que de celles relatives aux investissements publics, dans un contexte caractérisé par le processus électoral. De 2015 à 2016, l'inflation, en moyenne annuelle, pourrait se situer autour de 3,4 %, soit 0,4 point supérieure aux critères de convergence macroéconomique des pays de la SADC.

II.2. SECTEUR PUBLIC

La gestion des finances publiques devrait s'inscrire dans une perspective d'amélioration des recettes et de rationalisation des dépenses.

Tableau V.2 Evolution des recettes et des dépenses publiques en 2015-2016
(en % du PIB)

	2015	2016
Total recettes	13,1	13,6
Recettes fiscales	11,4	11,8
Recettes non fiscales	1,8	1,8
Total dépenses	13,5	14
Dépenses courantes	10,3	10,5
Dépenses en capital	2,9	3,1
Solde général	-0,4	-0,2

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique

En 2015 et 2016, les opérations financières de l'Etat devraient se solder par de faibles déficits. Rapportés au PIB, ces déficits représenteraient 0,4 % en 2015 et 0,2 % en 2016.

Ces niveaux attendus du solde général consolidé de l'Etat ne devraient pas perturber le cadre macroéconomique à moyen terme.

II.2.1. Ressources budgétaires

La politique budgétaire devrait s'inscrire, en 2015 et 2016, dans l'optique d'un ancrage fiscal susceptible de contenir les anticipations inflationnistes. Les prévisions des recettes totales devraient se situer à 13,1 % du PIB en 2015 et s'améliorer à 13,6 % du PIB en 2016 du fait de la faible augmentation de recettes fiscales qui représenteraient plus de 87,0 % des ressources totales sur cette période.

En moyenne annuelle, les recettes fiscales entre 2015 et 2016 se situeraient à 11,6 % du PIB contre 1,8 % des recettes non fiscales. Les recettes fiscales encadrées par la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Impôts (DGI) contribueraient, en moyenne, respectivement de 5,5 % et 6,1 % du PIB sur la période sous étude.

II.2.2. Dépenses budgétaires

Entre 2015 et 2016, les dépenses totales passeraient de 4.958,0 milliards de CDF à 5.748,0 milliards.

Les dépenses courantes représenteraient 10,5 % du PIB en 2016 contre 10,3 % en 2015. Les dépenses en capital devraient être boostées notamment par l'intensification

du développement des infrastructures énergétiques et divers projets de construction. En pourcentage du PIB, les dépenses en capital connaîtraient une progression de 2,9 % en 2015 et 3,1 % en 2016.

II.3. SECTEUR EXTERIEUR

En 2015 et 2016, la Balance des paiements enregistrerait une situation globale excédentaire induite par la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières dans un contexte d'atténuation du déficit courant. Cette évolution entrainerait une légère amélioration du niveau des réserves internationales. Toutefois, il serait enregistré sur la même période une stabilité relative de la monnaie nationale.

II.3.1. Evolution du taux de change

Le marché des changes demeurerait relativement stable entre 2015 et 2016. En glissement annuel, le taux de change indicatif connaîtrait une dépréciation de 0,3 % en 2015 et 1,4 % en 2016. Le taux de change fin période passerait, d'une année à l'autre, de 926,9 CDF le Dollar américain à 939,9 CDF.

Les interventions de la Banque Centrale, au cours de cette période, s'inscriraient dans le sens de préserver la stabilité du Franc congolais et d'améliorer le niveau des réserves internationales.

II.3.2. Evolution de la Balance des paiements

La situation extérieure globale resterait excédentaire en 2015 et 2016. Rapporté au PIB, le solde de la balance des paiements passerait de 0,6 % en 2015 à 0,8 % en 2016.

L'évolution favorable de ce compte résulterait du bon comportement de la balance des services, des revenus primaires et secondaires qui contribueraient à l'atténuation du déficit courant.

Tableau V.3 Evolution de la Balance des paiements en 2015-2016

(en % du PIB)

	2015	2016
Compte courant	-7,2	-7,0
Balance des biens	4,3	3,2
Balance des services	-6,3	-5,7
Balance des revenus primaires	-9,6	-8,9
Balance des revenus secondaires	4,4	4,5
Compte capital et financier	7,8	7,8
Solde global	0,6	0,8

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

II.3.2.1. Compte courant

Le déficit du compte courant se situerait à 7,2 % du PIB en 2015 et se réduirait légèrement à 7,0 % en 2016. L'évolution à la baisse de ce déficit se justifierait par le bon comportement des balances des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

II.3.2.1.1. Balance des biens

Le solde de ce compte serait de 1.323,3 milliards de CDF en 2016, représentant 3,2 % du PIB contre 4,3 %, une année auparavant. Le maintien de la positivité de ce solde serait le reflet de l'accroissement moins que proportionnel des exportations des produits miniers par rapport aux biens de consommations importés.

II.3.2.1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services représenterait 6,3 % du PIB en 2015 et 5,7 % en 2016. Cette évolution serait essentiellement due à l'amélioration des soldes des rubriques « Transports » et « voyages ».

II.3.2.1.3. Balance des revenus primaires

Le solde du compte des revenus primaires serait déficitaire. Il se situerait au cours des années 2015 et 2016 respectivement à 9,6 % et 8,9 % du PIB. Cette situation s'expliquerait notamment par l'atténuation du déficit des revenus des investissements.

II.3.2.1.4. Balance des revenus secondaires

Les opérations relatives aux revenus secondaires devraient se poursuivre favorablement au cours de deux années à venir. Le solde de ce compte dégagerait un excédent de 4,4 % du PIB en 2015 et 4,5 % en 2016. Cette situation résulterait principalement de l'amélioration des donations extérieures liées au secteur public.

II.3.2.2. Balance de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières enregistrerait, en moyenne annuelle, des excédents de l'ordre de 7,8 % du PIB au cours de la période sous étude. Les excédents de ce compte seraient consécutifs à l'amélioration des transferts des capitaux publics et privés.

Pour ce qui est du niveau des réserves internationales, une légère augmentation serait attendue en 2015 et 2016. Cette amélioration serait tributaire des excédents de la balance des paiements.

II.4. SECTEUR MONETAIRE

II.4.1. Orientation de la politique monétaire

La conduite de la politique monétaire serait prudente en 2015 et 2016. Cette situation se justifierait par le fait que la Banque Centrale du Congo mènerait sa politique dans un environnement caractérisé, en interne, par le processus électoral et, au plan international, par le repli des prix mondiaux des produits de base. Dans ce contexte, elle devrait continuer à veiller sur le comportement des prix et du taux de change pour assurer le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique.

Par ailleurs, la Banque Centrale poursuivra la réforme du cadre opérationnel de sa politique monétaire en vue d'accroître l'efficacité de ses instruments.

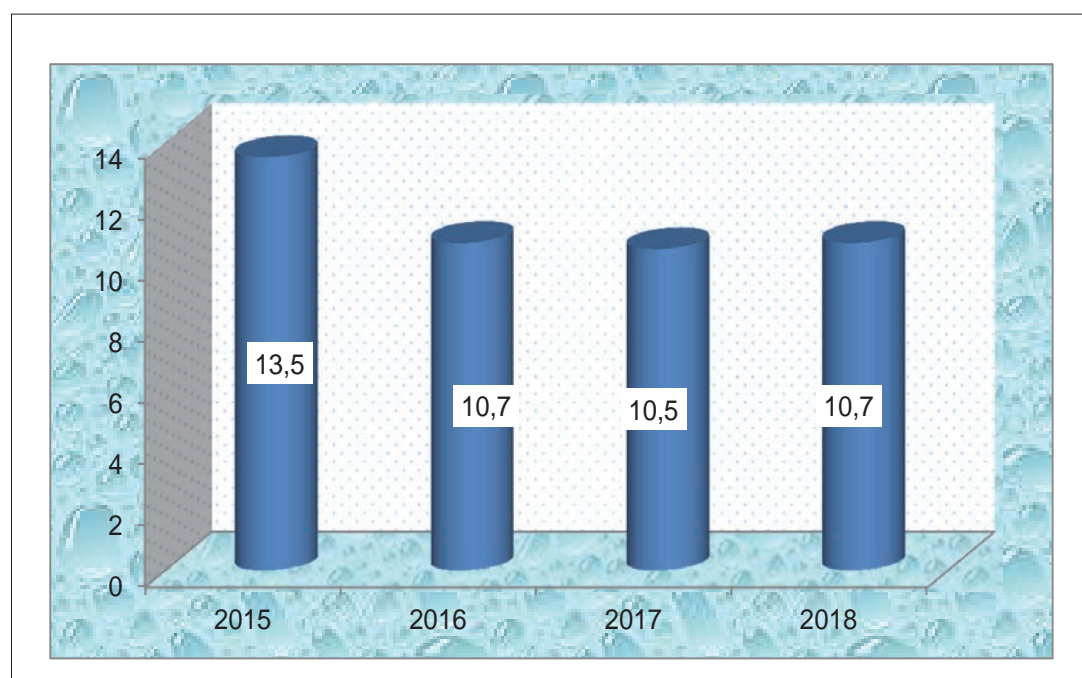
II.4.2. Evolution de la masse monétaire (M2)

En 2015, le niveau programmé de la masse monétaire est de 4.483,9 milliards de CDF, soit une hausse de 13,5 % par rapport à 2014. La progression de cet agrégat s'expliquerait essentiellement par une légère amélioration des avoirs extérieurs nets et une augmentation des créances sur le secteur privé.

A fin 2015, les avoirs extérieurs atteindraient 1.742,8 milliards de CDF alors que les créances sur le secteur privé pourraient se situer à 2.188,1 milliards.

Graphique V.4 Progression de la masse monétaire

(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

L'évolution de principales composantes de la masse monétaire indiquerait en 2015, une hausse de 22,1 % du stock monétaire(M1) et de 9,9 % de la quasi-monnaie.

Comparé à son niveau de 2015, la masse monétaire augmenterait de 480,3 milliards de CDF pour s'établir à 4.964,2 milliards à fin décembre 2016. Cette évolution serait essentiellement localisée au niveau des avoirs extérieurs nets qui connaîtraient une hausse de 12,3 % et au niveau des créances sur le secteur privé qui pourrait s'accroître de 8,1 %. A fin décembre 2016, le stock monétaire augmenterait de 17,6 % et la quasi-monnaie de 7,2 %.

Le multiplicateur monétaire devrait rester relativement stable au cours de la période sous étude. En effet, il pourrait s'établir à 3,2 en 2015 et à 3,4 en 2016.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE V

Tableau V.4 Produit Intérieur Brut
(en milliards de CDF, au prix de 2005)

	2 015	2 016	2 017	2 018
Secteur primaire	4 752,6	5 142,2	5 569,0	6 050,7
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	1 808,2	1 918,1	2 035,5	2 170,8
Industrie extractive	2 944,4	3 224,1	3 533,6	3 879,9
Secteur secondaire	1 675,5	1 815,2	1 935,0	2 067,1
Industries manufacturières	1 196,6	1 318,1	1 405,7	1 502,9
Electricité, gaz et eau	70,9	74,7	79,7	85,4
Bâtiments et Travaux publics	408,1	422,4	449,7	478,8
Secteur tertiaire	4 279,2	4 727,0	5 251,6	5 857,4
Transports et communications	1 343,9	1 463,5	1 602,5	1 756,3
Commerce de gros et de détail	1 544,4	1 688,0	1 861,9	2 072,3
Services marchands	1 055,7	1 203,5	1 372,0	1 564,0
Services non marchands	406,5	444,8	489,7	543,9
PIB au coût des facteurs	10 707,3	11 684,4	12 755,7	13 975,2
Taxes sur les produits	314,8	331,2	349,4	369,0
PIB aux prix du marché	11 022,1	12 015,6	13 105,1	14 344,2

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Tableau V.4 bis Produit intérieur Brut*(en milliards de CDF, à prix courants)*

	2 015	2 016	2 017	2 018
Secteur primaire	14 788,27	18 067,64	20 116,35	22 437,22
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	6 639,96	7 355,05	8 055,53	8 853,96
Industrie extractive	8 148,31	10 712,59	12 060,82	13 583,25
Secteur secondaire	7 744,01	8 598,85	9 460,93	10 417,14
Industries manufacturières	5 874,49	6 583,28	7 245,41	7 982,94
Electricité, gaz et eau	317,18	348,28	383,56	423,51
Bâtiments et Travaux publics	1552,35	1667,30	1831,97	2010,69
Secteur tertiaire	11 467,45	13 041,97	14 913,26	17 097,95
Transports et communications	3 578,99	4 043,40	4 547,95	5 115,65
Commerce de gros et de détail	3 651,12	4 140,03	4 690,66	5 358,01
Services marchands	2 631,24	3 131,96	3 684,57	4 328,38
Services non marchands	1870,69	2134,48	2420,52	2766,65
PIB au coût des facteurs	33 999,73	39 708,46	44 490,54	49 952,31
Taxes sur les produits	2605,66	1270,64	1270,64	1270,64
PIB aux prix du marché	36 605,39	40 979,10	45 761,18	51 222,94

Source : Comité permanent de cadrage macroéconomique.

Tableau V.5 Produit Intérieur Brut
(en milliards de CDF, à prix courants)

	2 015	2016	2017	2018
Produit Intérieur Brut	36 605	41 027,00	45 817,30	51 294,50
Consommation	28 878	32 102,70	35 245,60	38 748,20
Secteur public	4 497	5 307,40	6 018,70	6 879,30
Secteur privé	24 381	26 795,30	29 226,90	31 868,90
Investissements bruts	8 460	9 954,20	11 550,20	13 739,30
Secteur public	2 460	3 198,50	3 956,70	5 037,80
Secteur privé	5 999	6 755,70	7 593,60	8 701,50
Exportations de biens et services	14 190	15 235,50	16 506,00	17 894,30
Exportations des biens	13 944	14 948,30	16 172,10	17 506,80
Produits miniers	10 296	11 029,90	11 983,00	13 013,80
Importations de biens et services	14 923	16 265,50	17 484,50	19 087,30
Importations des biens	12 352	13 625,00	14 778,00	16 317,10
Consommations	3 697	3 788,90	3 758,30	3 837,10
Equipements	7 185	8 168,60	9 486,60	10 963,90
Intermédiaires	1 469	1 667,50	1 533,10	1 516,20
Importations des services	2 571	2 640,50	2 706,50	2 770,10

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Tableau V.5 bis Produit intérieur Brut*(en milliards de CDF, à prix constants)*

	2 015	2016	2017	2018
Produit Intérieur Brut	11 022,12	12 015,56	13 105,08	14 344,18
Consommation	9 367,11	10 153,00	10 965,90	11 870,21
Secteur public	1 637,82	1 853,98	2 041,16	2 266,89
Secteur privé	7 729,29	8 299,01	8 924,74	9 603,33
Investissements bruts	1 847,23	2 116,32	2 393,02	2 779,13
Secteur public	612,82	771,25	925,99	1 145,64
Secteur privé	1 233,86	1 345,07	1 467,04	1 633,49
Exportations de biens et services	3 059,30	3 189,93	3 357,50	3 542,79
Exportations des biens	2 964,39	3 083,06	3 237,16	3 407,29
Produits miniers	1 931,93	2 010,85	2 126,67	2 251,72
Importations de biens et services	3 251,52	3 443,69	3 611,34	3 847,95
Importations des biens	2 778,69	2 974,17	3 145,11	3 384,98
Consommations	733,97	727,36	698,94	692,33
Equipements	1 727,12	1 898,35	2 135,80	2 394,84
Intermédiaires	317,60	348,46	310,37	297,82
Importations des services	472,82	469,51	466,23	462,96

Source : Comité permanent de cadrage macroéconomique.

Tableau V.6 Balance des paiements
(en milliards de CDF)

	2015	2016	2017	2018
COMPTE COURANT	-2 635,5	-2 863,2	-3 086,2	-3 403,7
BALANCE COMMERCIALE	1 592,1	1 323,3	1 394,1	1 189,7
Exportation des biens, fob	13 943,6	14 948,3	16 172,1	17 506,8
Produits d'exploitation minière	10 295,5	11 029,9	1 198,3	13 013,8
Importation des biens, fob	-12 351,5	-1 362,5	-1 477,8	-16 317,1
Consommation	-3 696,7	-3 788,9	-3 758,3	-3 837,1
Equipement	-7 185,5	-8 168,6	-9 486,6	-1 096,9
Intermédiaires	-1 469,4	-1 667,5	-1 533,1	-1 516,2
BALANCE DES SERVICES	-2 324,3	-2 353,2	-2 372,6	-2 382,6
Recettes	246,7	287,3	333,9	387,5
Dépenses	-2 571	-2 640,5	-2 706,5	-2 770,1
BALANCE DES REVENUS PRIMAIRES	-3 516,9	-3 652,6	-4 169	-4 686,4
Recettes	71,3	78,4	86	94,7
Dépenses	-3 588,1	-3 731	-4 255,1	-4 781
BALANCE DES REVENUS SECONDAIRES	1 613,6	1 819,3	2 061,4	2 475,6
Public (Aides officielles)	1 110,9	1 306,8	1 512,9	1 758,5
Privé (Transferts travailleurs immigrés)	502,7	512,5	548,4	717,2
COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER	2 848,6	3 200,9	3 680,5	3 955,6
Compte capital	180,4	196,4	389,9	417,7
Compte financier	2 668,3	3 004,5	3 290,6	3 537,9
Investissement direct étranger	1 851,5	1 960,2	2 174,8	2 486,1
SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS	213,1	337,7	594,3	551,8
ERREURS ET OMISSIONS	-	-	-	-
SOLDE GLOBAL	215,1	340,7	598,3	556,8
FINANCEMENT	-215,1	-340,7	-598,3	-556,8

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Tableau V.7 Opérations financières de l'Etat
(en milliards de CDF)

	2 015	2 016	2 017	2 018
RECETTES ET DONNS	4911	5 705	6 522	7 299
RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	4813	5 563	6 362	7 128
RECETTES FISCALES	4160	4 824	5 528	6 180
Douanes et accises (DGDA)	1960	2 292	2 498	2 801
Impôts directs et indirects (DGI)	2200	2 532	3 030	3 379
TVA non déductible	730	802	896	1 003
RECETTES NON FISCALES (DGRAD)	653	739	834	948
Recettes administratives	498	534	605	692
Pétrole (royalties et taxes)	155	205	229	256
DONS (courants)	99	142	160	171
Dons budgétaires	10	11	11	12
Dons projets	89	98	107	118
TOTAL DEPENSES	4 958	5 748	6 656	7 589
DEPENSES COURANTES	3 754	4 319	5 023	5 652
TVA remboursable à partir de 2012	403	420	436	454
DEPENSES EN CAPITAL	1 057	1 268	1 522	1 826
Financement intérieur	606	636	668	701
Financement extérieur	451	632	854	1 124
	148	141	91	91
DEPENSES EXCEPTIONNELLES				
RESERVES POUR CALAMITES ET SINISTRES	17	20	20	20
Solde général consolidé	-132	-87	-156	-301
Solde intérieur base caisse	237	675	893	852
FINANCEMENT TOTAL	132	87	156	301
FINANCEMENT EXTERIEUR	-213	107	397	719
FINANCEMENT INTERIEUR	345	20	-241	-418

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

Tableau V.8 Situation monétaire intégrée
(en milliards de CDF)

	2 015	2 016	2 017	2 018
Avoirs extérieurs nets	1 742,6	1 957,6	2 553,4	3 109,7
Avoirs intérieurs nets	2 765,1	3 126,3	3 092,6	3 192,1
Crédits nets à l'Etat	-250,9	-225,9	-325,9	-400,9
Créances sur le secteur privé	2 188,1	2 485,5	2 747,6	2 863,6
Masse monétaire (M2)	4 483,9	4 964,2	5 487,2	6 072,4
Monnaie (M1)	1 440,0	1 693,5	1 980,3	2 345,4
Circulation fiduciaire	793,4	937,6	1 100,8	1 308,3
Dépôts à vue	646,5	755,9	879,4	1 037,1
Quasi-monnaie	3 043,9	3 270,8	3 507,0	3 727,1
Dépôts à terme en monnaie nationale	64,5	75,4	87,7	103,4
Dépôts en devises	2 979,5	3 195,4	34 19,3	3 623,6
Provisions pour importations	23,9	25,6	27,4	29,0

Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique.

DEUXIEME PARTIE

**ADMINISTRATION, ACTIVITES
ET COMPTES DE LA BANQUE**

TITRE I

ADMINISTRATION ET CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE



CHAPITRE I.

ADMINISTRATION

Les organes d'administration et de contrôle de la Banque Centrale du Congo sont le Conseil de la Banque, le Gouverneur et le Collège des Commissaires aux comptes.

I.1. CONSEIL DE LA BANQUE

Le Conseil de la Banque était composé, à fin 2014, de :

Président : Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO, Gouverneur;
Membres : Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO, Vice- Gouverneur ;
Monsieur Issa SELEMANI, Administrateur ;
Monsieur Lamy LAMIEL, Administrateur ;
Monsieur Roger MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
Monsieur Albert YUMA MULIMBI, Administrateur.

Ce Conseil conçoit, oriente la politique de la Banque et en contrôle la gestion. Il prend tout acte intéressant la Banque, notamment la définition et la mise en œuvre des politiques monétaire et de change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2014, le Conseil de la Banque a tenu neuf réunions ordinaires et une réunion extraordinaire au cours desquelles des décisions importantes ont été prises, dont l'adoption du Budget 2015 réajusté et la fermeture de l'Agence Autonome de Gemena.

I.2. GOUVERNEUR

La Banque Centrale est dirigée par un Gouverneur, assisté d'un Vice-Gouverneur. Dans l'exercice de ses fonctions, le Gouverneur prépare et met en œuvre les résolutions du Conseil d'Administration. Il assure également la gestion courante de l'Institut d'Emission. Le poste du Gouverneur est occupé par Monsieur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO et celui du Vice-Gouverneur, par Monsieur Jules BONDOMBE ASSANGO.

Par ailleurs, la Haute Direction est assistée par un cabinet dont la composition est renseignée dans le chapitre sur les Cadres dirigeants de la Banque.

I.3. STRUCTURES DE CONTROLE

Outre le Collège des commissaires aux comptes prescrit par le législateur, la Banque Centrale dispose également d'autres structures de contrôle, à savoir le Comité d'Audit et la Direction de l'Audit Interne.

I.3.1. COLLEGE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Collège des commissaires aux comptes exerce le contrôle des opérations financières de la Banque. A cet égard, il vérifie les livres, les caisses, le portefeuille et les valeurs de la Banque. Il contrôle la régularité et la sincérité des inventaires et certifie le bilan annuel et le tableau de formation des résultats.

Il est composé de : Monsieur MABATA NTANTU ;
Monsieur NKUVU Dany ;
Monsieur FOKO TOMENA.

I.3.2. COMITE D'AUDIT ET DE GOUVERNANCE

Le Comité d'Audit et de Gouvernance, en tant qu'organe d'appui au Conseil, a la charge d'élaborer et de proposer les règles de gouvernance de la Banque Centrale du Congo ainsi que les politiques et les pratiques touchant l'éthique et la déontologie.

En outre, ce Comité est chargé d'assurer la surveillance des activités en rapport avec la gestion des risques. Le Comité d'Audit et de Gouvernance est composé de quatre membres, tous choisis parmi les Administrateurs non actifs, dont l'un est désigné pour en assurer la coordination, conformément à la Décision du Conseil n° 018 du 11 juin 2010.

Ainsi, les membres désignés sont :

- 1° Monsieur Albert YUMA MULIMBI : Coordonnateur du Comité ;
- 2° Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE : Membre ;
- 3° Monsieur Roger MASAMBA MAKELA : Membre ;
- 4° Monsieur ISSA SELEMANI : Membre.

I.3.3. DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE

L'Audit Interne est l'organe chargé de la prévention des risques et pertes en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. A cet effet, il (i) exerce une activité permanente de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement et la gestion de l'Institut d'Emission et (ii) propose à la Haute Direction des mesures susceptibles de contribuer à la prévention des cas de mauvaise gestion, à l'accroissement du rendement au sein de la Banque par la qualité de ses services et à l'amélioration de la fiabilité de l'information financière.

Cependant, il sied de noter que l'Audit Interne, bien que n'étant pas membre du Comité d'Audit, en assure le Secrétariat.

Les faits majeurs ayant marqué les activités de l'Audit Interne en 2014 sont, entre autres :

- le lancement des travaux de mise en place d'un dispositif efficace de gestion des risques opérationnels à la Banque Centrale du Congo ;
- le découpage du projet Gestion des Risques en quatre phases majeures allant d'octobre 2014 à décembre 2015, à savoir : le cadrage, le diagnostic, la cartographie et la conduite de changement.

CHAPITRE II.

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE

HAURE DIRECTION

- Gouverneur Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO
- Vice-Gouverneur Jules BONDOMBE ASSANGO

II.1. CABINET DU GOUVERNEUR

- Directeur de Cabinet IPANGA MUNENGE
- Conseiller Général IDRISSE TRAORE
- Conseillers MAWAKANI SAMBA
MALATA KAFUNDA
N'SA ELONGO
EKETEBI MOYIDIBA NDJOLI
BAGALWA MURHULA
ILUNGA KABUYA
N'KAMBUA MUKANKU
PLANTE KIBADHI
PUNGU LUAMBA
SANGWA LUMBU

II.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES

- MABATA NTANTU
- NKUVU Dany
- FOKO TOMENA

II.3. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

II.3.1. DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET DES OPERATIONS BANCAIRES

Directeur Général

KAYEMBE wa KAYEMBE

Cellule de Coordination de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires

Coordonnateur : BOBO BORAUZIMA KABUNGU

Direction de la Trésorerie

Titulaire : MULAMBA MUSAFIRI

Adjointe : MULENGEZI CHISHIBANJI

Direction des Analyses Economiques

Titulaire : MWANA NKWARA

Direction de la Recherche et des Statistiques

Titulaire (ad interim) : DJAMBA TAMBWE ELUHU

Direction des Opérations Bancaires et des Marchés

Titulaire : MUGANZA BEYA

Adjoints :

Chargé de la Sous-Direction des Opérations Bancaires :

SIAZO GINI

Chargé de la Sous-Direction des Marchés :

MBOMA NDONGO

Direction des Systèmes de Paiement

Titulaire : KAPINGA TSHIMANGA NGELE

Direction de la Surveillance des Intermédiaires Financiers

Titulaire : BOLIPOMBO M'BOMBO

Adjoints :

Chargé de la Sous-Direction de contrôle permanent des banques et autres intermédiaires financiers :

RAMAZANI MWAMBO

Chargé de la Sous-Direction du contrôle sur place :

KALUBI KAYEMBE

Chargée de la Sous-Direction du contrôle permanent de la Micro finance :

NDAYA ILUNGA

II.3.2. DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET SERVICES TECHNIQUES

Directeur Général

MUDERHWA IGULU

Cellule de Coordination de la Direction Générale de l'Administration et Services Techniques

Coordonnateur : BISSIMWA NYUNDA

Direction des Ressources Humaines

Titulaire : KAHAMBA SALIMA

Adjointe : KUKABU MBUZI

Direction de la Comptabilité et du Budget

Titulaire : SHABANI ANIFA

Adjoint : OKENDE NGONGO

Direction de l'Administration Générale

Titulaire : BOPE MISHAMIEM

Adjoint : MASANGU ILUNGA

Direction de l'Informatique

Titulaire : LUSAMBA NTUMBA

Adjoints :

Chargé du Développement et Maintenance :

BOSONGA EKILA

Chargé de l'Infrastructure :

BOFALA BEKANGA

Direction Juridique

Titulaire : MOSEI NSAMBI

Sous-Direction des Approvisionnements

Titulaire : KAPIPA BYARUNGA

II.3.3. STRUCTURES AUTONOMES

Audit Interne

Titulaire : DISAMB KAZAD IRUNG

Adjoints :

Chargé de la Sous-Direction de contrôle et conformité :

BEKILA MONGO BALHEO

Chargé de la Sous-Direction de la Gestion des Risques :

GERE KWAGALEME

Direction du Changement

Titulaire : LEBUGHE NKOBAFILI

Centre Hospitalier

Coordonnateur : BELONGO BOOTO

Cellule Technique d'Appui au Réseau des Entités Provinciales (CETAREP)

Coordonnateur : NTAMBUKA ZABIKA

Caisse de Retraite

Coordonnateur : MUKIZA MUHIMA

HOTEL DES MONNAIES**Directeur Responsable**

Titulaire : MUDIAYI MPINGA

Sous-Direction chargée de Contrôle et Sécurité :

KASHWANTALE BUGALE

Direction Commerciale

Titulaire : NYEMBO SANGWA KILONDA

Direction Technique :

Titulaire : KATHY MBAYA

Adjoints :

Chargé de la Production des Billets de Banque : KABEYA SOSOLO

Chargé de la Production des Documents de Sécurité : NGONGO NGOYI BOSADI

Chargé de la Maintenance : MBANGU KASALUMUNA

II.3.4. DIRECTIONS PROVINCIALES**Direction Provinciale de Bukavu**

Titulaire (ad interim): MUBALAMA MUKUZO

Adjoint (ad interim) : AISSI YUMA MWANA

Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire (ad interim): SANGWA MULOBEWA

Adjoint (ad interim) : KABANGE NGOIE

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

Titulaire (ad interim): IMIDY PENE MALEMBA

Adjoint (ad interim): KAYAMBALA MUNONA

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire : LENGWE BIN KAUMBA

Adjoint : MUKINAY TSHIMANGA

Direction Provinciale de Matadi

Titulaire : AFUNDI AMENE

Adjoint (ad interim) : BUJINGO NYA MUGABO

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire : ESSAMBO LUKYE

Adjoint : KANDOLO DIAMAWA

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire : MABAKU KINSUMUNA

Adjoint : UMBA DIBWE

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire : THASUR DUPAR

Adjoint : BOPASA BOKONGE

Direction Provinciale de Goma

Titulaire : MULONGO KIBAWA

Adjoint : ESSIMBO NUMAYEME

Direction Provinciale de Kindu

Titulaire : MUNDECKE LITANDA

Adjoint (ad interim) : SAIDI KIBANDWA

II.3.5. AGENCES AUTONOMES**Agence de Boende**

Chef d'agence : BOKABA SILA

Agence de Boma

Chef d'agence (ad interim): TSHILIATA TSHAWA

Agence de Bumba

Chef d'agence : IBRAHIMU LUBOSHA

Agence de Buta

Chef d'agence : ADEITO KEMISA

Agence de Gbadolite

Chef d'agence : SELEMANI KATONGOLA

Agence d'Ilebo

Chef d'agence : NKASHAMA MULAMI

Agence d’Inongo

Chef d’agence : NGOIE KAKESE

Agence d’Isiro

Chef d’agence : MBALE KADISHI

Agence de Kabinda

Chef d’agence : KALALA NKUNZA MESU

Agence de Kalemie

Chef d’agence : YUMA BIN YUMA

Agence de Kamina

Chef d’agence : KIOMA KASAY

Agence de Kasumbalesa

Chef d’agence : BWANGA KALEMBWE

Agence de Kikwit

Chef d’agence : MUYEBA KANDENGA

Agence de Kongolo

Chef d’agence : KIMPIAB MISSIR EKOB

Agence de Lodja

Chef d’agence : ILUNGA MUTSHIPAYI

Agence de Mwene-ditu

Chef d’agence : KALOMBO NTUMBA

Agence de Tshikapa

Chef d’agence : DEWAGUI TOMANI

Agence d’Uvira

Chef d’agence : EKOLA BOMBWAMBWA

Agence de Zongo

Chef d’agence : SAKUNGU KAKOLA

TITRE II

ACTIVITES DE LA BANQUE



CHAPITRE I

GESTION FIDUCIAIRE

I. EMISSIONS ET DESTRUCTIONS DES SIGNES MONÉTAIRES

Au cours de l'exercice 2014, les émissions monétaires nettes se sont élevées à 173,07 milliards de CDF, en progression de 19,9 % par rapport à 2013.

I.1. Emissions monétaires

Au terme de l'exercice 2014, les émissions monétaires ont totalisé 281,4 milliards de CDF, en hausse de 13,1 % par rapport à celles effectuées en 2013, dont 69,8 % ont été destinés aux envois de fonds en provinces et le solde a servi à la couverture des besoins fiduciaires exprimés à Kinshasa.

Tableau II.1 Evolution des émissions monétaires
(en millions de CDF et de billets)

Période	Rubrique	1 ^{er} Trimestre	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Cumul
2014	en valeur	53 244,0	65 865,8	52 690,4	109 627,6	281 427,8
	en volume	54,7	88,6	90,9	152,7	387,0
2013	en valeur	57 214,1	54 750,0	33 413,0	103 439,5	248 816,6
	en volume	14,7	10,1	10,1	151,2	186,1
Variation	en valeur	-3 970,2	11 115,8	19 277,4	6 188,1	32 611,2
	en volume	40,0	78,5	80,8	1,5	200,9

Source : Banque Centrale du Congo.

L'analyse trimestrielle des émissions monétaires révèle que celles-ci ont été plus significatives au dernier trimestre, aussi bien en 2014 qu'en 2013, traduisant ainsi les pressions sur le cash observées aux guichets de la BCC (Siège et Entités provinciales) à l'approche des fêtes de fin d'année.

Tableau II.2 Prévisions et réalisations des émissions monétaires
(en millions de CDF, sauf indication contraire)

Période	Rubrique	1 ^{er} Trimestre	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Cumul
2014	Prévisions	57 770,0	64 715,0	52 760,0	114 952,0	290 197,0
	Réalisations	53 244,0	65 865,8	52 690,4	109 627,6	281 427,8
	Ecart	-4 526,0	1 150,8	-69,6	-5 324,4	-8 769,2
	Taux d'exécution (en %)	92,2	101,8	99,9	95,4	97,0
2013	Prévisions	57 690,0	56 265,0	34 620,0	142 930,0	291 505,0
	Réalisations	57 214,1	54 750,0	33 413,0	103 439,5	248 816,6
	Ecart	-475,9	-1 515,0	-1 207,0	-39 490,5	-42 688,4
	Taux d'exécution (en %)	99,2	97,3	96,5	72,4	85,4

Source : Banque Centrale du Congo.

En volume, les émissions monétaires de 2014 ont représenté 386,95 millions de billets, avec une prépondérance de la coupure de 500 CDF, soit 28,9 % de ce volume.

Tableau II.3 Ventilation par coupure des émissions monétaires
(en millions de billets, sauf indication contraire)

Coupure	2014						2013		Variation	
	1er Trim.	2e Trim.	3e Trim.	4e Trim.	Total	Proportion	Total	Proportion	Total	Proportion
20 000 FC	0,3	0,4	0,2	0,3	1,31	0,3	2,0	1,1	-0,7	-0,3
10 000 FC	1,2	1,2	0,4	0,7	3,44	0,9	5,8	3,1	-2,4	-1,2
5 000 FC	-	0,9	2,7	5,6	9,16	2,4	9,0	4,9	0,1	0,1
1 000 FC	19,8	24,5	15,0	39	98,32	25,4	59,8	32,1	38,6	19,2
500 FC	28,9	22,4	19,9	40,3	111,66	28,9	83,3	44,8	28,3	14,1
200 FC	3,2	19,2	18,9	22,8	64,06	16,6	19,5	10,5	44,6	22,21
100 FC	1,2	20,1	18,3	22,0	61,57	15,9	5,4	2,9	56,	28,0
50 FC	-	-	15,6	21,9	37,43	9,7	1,4	0,8	36,0	17,9
Total	54,7	88,6	90,9	152,7	386,95	100,0	186,1	100,0	200,9	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Par ailleurs, il a été observé que les quantités émises en coupures de 20.000, 10.000 et 5.000 CDF ont été faibles et maintenues à des niveaux quasi-identiques à ceux de 2013. Par contre les volumes des émissions en coupures de 200, 100 et 50 CDF ont connu des augmentations significatives, respectivement de 229,4 %, 1.050,8 % et 2.573,3 %, et ce, dans le souci de les rendre plus disponibles dans l'économie, afin de faciliter les transactions.

I.2. Destruction des signes monétaires

La valeur des billets impropres à la circulation (BIC) détruits en 2014 est de 108,36 milliards de CDF, dont 51,1 milliards à Kinshasa. Par rapport aux destructions de 2013, il se dégage une hausse de 3,7 %.

Tableau II.4 Evolution des destructions des signes monétaires
(en millions de CDF)

Période	Rubrique	1 ^{er} Trimestre	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Cumul
2014	Kinshasa	-	36 532,5	3 385,0	11 200,0	51 117,5
	Provinces	6 257,2	8 816,6	22 821,5	19 344,7	57 239,9
	Total	6 257,2	45 349,1	26 206,5	30 544,7	108 357,4
2013	Kinshasa	18 750,0	11 932,5	25 000,0	20 965,8	76 648,3
	Provinces	-	10 400,8	3 240,8	14 161,4	27 803,1
	Total	18 750,0	22 333,3	28 240,8	35 127,2	104 451,3
Variation	Kinshasa	-18 750,0	24 600,0	-21 615,0	-9 765,8	-25 530,8
	Provinces	6 257,2	-1 584,2	19 580,6	5 183,2	29 436,8
	Total	-12 492,9	23 015,8	-2 034,4	-4 582,5	3 906,1

Source : Banque Centrale du Congo.

En 2014, au total 301,3 millions de billets usés ont été détruits contre 345,8 millions l'année précédente. La coupure de 500 CDF, dont la destruction a progressé de 13,5 % en 2014 par rapport à 2013, est la plus concernée sur les deux années.

Tableau II.5 Ventilation par coupure des billets détruits
(en millions de billets, sauf indication contraire)

Coupure	2014						2013		Variation	
	1 ^{er} Trim.	2 ^e Trim.	3 ^e Trim.	4 ^e Trim.	Total	Proportion	Total	Proportion	Total	Proportion
20 000	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0
10 000	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0
5 000	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,3
1 000	0,0	0,3	0,0	1,2	1,5	0,5	0,1	0,0	1,5	-3,3
500	6,5	87,6	45,7	43,2	183,0	60,8	161,3	46,7	21,7	-48,8
200	2,6	4,6	14,7	21,7	43,6	14,5	65,1	18,8	-21,5	48,2
100	16,9	1,4	2,0	25,7	46,0	15,3	95,3	27,6	-49,3	110,6
50	15,4	2,6	2,8	6,1	26,8	8,9	23,6	6,8	3,2	-7,3
20	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,1	-0,2	0,4
10	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,3	0,1	-0,2	0,5
Total	41,5	96,6	65,2	98,0	301,3	100,0	345,8	100,0	-44,5	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

II. MOUVEMENTS A KINSHASA

Les guichets de Kinshasa ont enregistré des retraits nets de 61,6 milliards de CDF en 2014, soit une hausse de 252,0 % comparativement à l'année précédente.

II.1. Versements

Au terme de l'année 2014, les versements aux guichets du Siège ont atteint 415,6 milliards de CDF contre 376,0 milliards, enregistrés au cours de l'exercice 2013. La progression notée est attribuable, principalement, à l'expansion de 39,8 milliards de CDF des versements des banques agréées.

Tableau II.6 Evolution des versements aux guichets du Siège
(en millions de CDF)

Période	Pour compte	1er Trimestre	2e Trimestre	3e Trimestre	4e Trimestre	Cumul
2014	du Trésor	1 194,6	1 134,1	869,5	957,7	4 155,9
	de la BCC	126,4	86,2	107,1	103,9	423,7
	des Banques	110 315,1	88 678,9	102 436,6	97 664,3	399 094,8
	des Particuliers	3 339,2	2 181,5	1 719,2	4 636,1	11 876,0
	Total	114 975,3	92 080,8	105 132,4	103 362,0	415 550,5
2013	du Trésor	966,5	1 157,3	742,2	749,3	3 615,3
	de la BCC	74,8	100,0	51,3	47,1	273,3
	des Banques	98 959,5	83 489,4	100 958,3	75 934,3	359 341,4
	des Particuliers	1 819,2	2 515,5	3 823,7	4 557,9	12 716,3
	Total	101 820,1	87 262,1	105 575,4	81 288,7	375 946,3
Variation	du Trésor	228,1	-23,2	127,4	208,4	540,7
	de la BCC	51,6	-13,8	55,8	56,8	150,4
	des Banques	11 355,5	5 189,6	1 478,3	21 730,0	39 753,4
	des Particuliers	1 520,0	-333,9	-2 104,5	78,1	-840,3
	Total	13 155,2	4 818,6	-443,0	22 073,3	39 604,2

Source : Banque Centrale du Congo.

Le pic de ces versements a été enregistré au premier trimestre 2014, sous l'impulsion des réalisations du mois de janvier 2014 chiffrées à 52,6 milliards de CDF, soit le niveau le plus élevé atteint aux guichets du Siège sur un seul mois.

De ce montant versé aux guichets du Siège, la proportion de versements en coupure de 500 CDF a été la plus importante, soit 73,9 %, part quasi-identique à celle enregistrée une année plus tôt.

Tableau II.7 Ventilation par coupure des versements aux guichets du Siège
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Coupure	2014						2013		Variation	
	1 ^{er} Trim.	2 ^e Trim.	3 ^e Trim.	4 ^e Trim.	Total	Proportion	Total	Proportion	Total	Proportion
20 000	0,9	0,9	1,3	3,0	6,1	1,5	2,0	0,5	4,1	10,3
10 000	2,0	1,6	2,4	3,3	9,2	2,2	3,9	1,0	5,3	13,5
5 000	2,7	2,6	3,6	8,2	17,2	4,1	5,9	1,6	11,3	28,5
1 000	2,6	3,1	8,4	10,3	24,5	5,9	7,0	1,9	17,4	44,0
500	86,4	71,7	79,8	68,9	306,9	73,9	281,4	74,9	25,5	64,4
200	15,0	9,9	7,3	7,8	39,8	9,6	62,4	16,6	-22,6	-57,0
100	4,9	2,1	2,1	1,4	10,5	2,5	11,2	3,0	-0,7	-1,8
50	0,5	0,2	0,3	0,5	1,4	0,3	2,1	0,6	-0,7	-1,8
20	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
10	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0	-	-	0,0	0,0
Total	115,0	92,1	105,1	103,4	415,6	100,0	376,0	100,0	39,6	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

S'agissant des versements des banques agréées, ils se sont chiffrés à 399,1 milliards de CDF, soit 96,0 % de l'ensemble des versements effectués en 2014. Comparativement à leur niveau de l'exercice 2013 situé à 359,3 milliards de CDF, les versements des banques se sont améliorés de 11,1 %.

Tableau II.8 Ventilation par coupure des versements des banques agréées
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

Coupure	2014						2013		Variation	
	1 ^{er} Trim.	2 ^e Trim.	3 ^e Trim.	4 ^e Trim.	Total	Proportion	Total	Proportion	Total	Proportion
20 000	0,7	0,7	1,2	2,4	5,0	1,2	1,7	0,5	3,2	8,1
10 000	1,9	1,3	2,3	2,7	8,2	2,1	3,6	1,0	4,6	11,7
5 000	2,7	2,5	3,5	7,5	16,1	4,0	5,6	1,6	10,6	26,6
1 000	2,5	3,0	8,2	9,6	23,4	5,9	6,6	1,8	16,8	42,2
500	82,6	69,3	77,8	66,1	295,8	74,1	269,6	75,0	26,2	65,9
200	14,7	9,7	7,2	7,4	39,0	9,8	59,9	16,7	-21,0	-52,8
100	4,8	2,1	2,1	1,4	10,4	2,6	10,4	2,9	0,0	-0,1
50	0,5	0,1	0,3	0,5	1,4	0,3	2,0	0,5	-0,6	-1,5
Total	110,3	88,7	102,4	97,7	399,1	100,0	359,3	100,0	39,8	100,0

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. Retraits

En 2014, les retraits aux guichets du Siège ont totalisé 477,3 milliards de CDF, en accroissement de 21,3 % par rapport au niveau de l'année précédente.

Tableau II.9 Evolution des retraits aux guichets du Siège
(en millions de CDF)

Période	Pour compte	1 ^{er} Trimestre	2 ^e Trimestre	3 ^e Trimestre	4 ^e Trimestre	Cumul
2014	du Trésor	68 854,1	68 817,0	73 592,6	81 246,6	292 510,3
	de la BCC	10 199,6	11 100,4	10 875,7	10 723,6	42 899,3
	des Banques	17 475,0	31 700,0	37 650,0	46 800,0	133 625,0
	des Particuliers	2 385,5	1 731,2	2 605,3	1 396,1	8 118,1
	Total	98 914,1	113 348,7	124 723,6	140 166,3	477 152,7
2013	du Trésor	45 406,1	59 609,3	52 129,4	65 687,4	222 832,3
	de la BCC	8 370,5	8 146,9	11 275,6	10 647,3	38 440,3
	des Banques	25 645,5	32 280,0	37 120,0	25 500,0	120 545,5
	des Particuliers	2 274,0	2 230,2	2 256,5	4 872,9	11 633,6
	Total	81 696,1	102 266,4	102 781,5	106 707,6	393 451,7
Variation	du Trésor	23 448,0	9 207,7	21 463,2	15 559,2	69 678,0
	de la BCC	1 829,1	2 953,6	-399,9	76,3	4 459,0
	des Banques	-8 170,5	-580,0	530,0	21 300,0	13 079,5
	des Particuliers	111,5	-499,0	348,8	-3 476,8	-3 515,5
	Total	17 218,1	11 082,3	21 942,1	33 458,6	83 701,0

Source : Banque Centrale du Congo.

Au cours de la période sous analyse, l'évolution des retraits a été ascendante avec un pic de 140,2 milliards de CDF au dernier trimestre 2014, où les décaissements en faveur du Trésor Public et des banques agréées ont été plus importants que ceux effectués aux trimestres précédents.

En ce qui concerne les banques agréées, la liquéfaction de leurs avoirs libres s'est établie globalement à 133,6 milliards de CDF en 2014, avec un pic de 46,8 milliards au dernier trimestre. Cette situation s'expliquerait notamment par le volume de fonds qu'elles ont reçus de l'Etat, au cours dudit trimestre, pour couvrir les salaires des agents et fonctionnaires ou liquider les factures de leurs fournisseurs à l'approche des fêtes de fin d'année.

CHAPITRE II

CHAMBRE DE COMPENSATION

En sa qualité de Banque des banques et d'agent de règlement des opérations de la Chambre de Compensation, la Banque Centrale du Congo tient en ses livres les comptes courants des banques agréées en République Démocratique du Congo. Ces comptes, ouverts pour toutes les banques commerciales agréées et opérationnelles, permettent les dénouements des opérations de ces dernières dans les livres de l'Institut d'Emission.

Il s'agit des opérations qui impactent lesdits comptes par leurs soldes en Chambre de Compensation, par les retraits et versements des espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, par les différents guichets de refinancement offerts aux banques par cette dernière et par toutes les autres transactions passées à la Banque Centrale du Congo.

Encadré 5. organisation et fonctionnement de la chambre de compensation de la Banque Centrale du Congo

La Chambre de Compensation est une structure par l'intermédiaire de laquelle les participants, essentiellement les banques agréées, procèdent à l'échange et au règlement des créances et dettes qu'ils détiennent les uns envers les autres.

1. Organisation des séances de compensation

Conformément à la « convention », les opérations de compensation et de règlement n'interviennent que les jours ouvrés et obéissent à des plages horaires d'échange appelées séances. Il s'agit de :

- la première séance, destinée à la compensation des ordres de paiement, au remboursement du bon BCC et au règlement des soldes de compensation ;
- la deuxième séance, destinée à la clôture de positions débitrices des comptes de règlement constatées à la première séance ; et
- la troisième séance, consacrée aux opérations de souscription du bon BCC.

1.1. Déroulement de la 1^{ère} séance

Cette séance se déroule entre 9 heures 30' et 11 heures 30', heure de Kinshasa.

Pour permettre une meilleure coordination des opérations de compensation, les avis de débit et/ou de crédit doivent être transmis chaque jour ouvré au plus tard à 9 heures 30' à la chambre de compensation. Ces différents avis de crédit et/ou de débit ainsi que les autres documents sont numérisés et transmis via le système automatisé de compensation et de règlement interbancaires. Les soldes de compensation sont imputés par la Banque Centrale aux comptes de règlement des participants concernés.

1.2. Déroulement de la 2^{ème} séance

Cette séance se déroule entre 12 heures et 13 heures 30', heure de Kinshasa.

Lorsqu'à l'issue de la séance de compensation et de règlement (1^{ère} séance), le solde de compensation est débiteur, le participant concerné reconstitue sa provision en conséquence dans la plage horaire ci-dessus, par un emprunt, soit auprès d'une banque agréée, soit auprès du marché monétaire de la Banque Centrale conformément aux dispositions de l'instruction n° 4 aux banques.

La demande de prêt adressée à une banque est transmise et échangée à travers le système automatisé de compensation et de règlement interbancaire, accompagnée d'un aval numérisé portant signatures autorisées.

La validation de l'octroi du prêt par le participant prêteur est transmise par la même voie.

1.3. Déroulement de la 3^{ème} séance

Cette séance se tient entre 9 heures 30' et 13 heures 30', heure de Kinshasa, le jour ouvré fixé par la Banque Centrale.

La troisième séance est consacrée à l'opération de souscription des titres publics par les participants, conformément à l'instruction n° 20 aux Banques relative à l'émission par adjudication du Bon Banque Centrale.

A l'issue de la procédure de dépouillement et de validation des souscriptions, les montants des souscriptions retenues sont débités d'office en comptes de règlement des participants souscripteurs. Les avis de débit ainsi que les autres documents sont transmis aux participants concernés.

2. Clôture des opérations d'une journée de compensation

La clôture des opérations d'une journée de compensation est sanctionnée par ce qui suit :

- l'échange des pièces physiques de valeurs compensées ;
- le règlement des créances et dettes entre participants ;
- la feuille de liquidation des opérations du jour.

3. Echanges de pièces physiques

Les préposés des participants échangent les pièces relatives aux opérations passées en compensation dans la journée, à destination des participants concernés. Ces pièces sont jointes à deux types de Bordereaux (de crédit et de débit).

4. Règlement des créances et dettes entre participants

A la clôture d'une journée de compensation, les opérations émises ou reçues par les participants pour leur propre compte ou pour compte des tiers sont imputées sur leurs comptes de règlement en les livres de la Banque Centrale.

5. Feuille de liquidation

Une feuille de liquidation retrace les opérations effectuées, par participant (banque) et par séance, au cours d'une journée.

Elle comprend deux parties :

- la partie « Avoir », enregistre tous les avis de crédit présentés et les avis de débit reçus ;
- la partie « Doit », enregistre tous les avis de débit présentés et les avis de crédit reçus.

6. L'ordre de crédit ou débit

C'est un document par lequel un membre de la compensation demande à la Banque Centrale de porter au crédit ou au débit de son compte courant, le solde créditeur ou débiteur d'une séance donnée. Ce document se présente sous forme d'une étiquette à double volet de couleur :

- Rose, pour l'ordre de crédit
- Jaune, pour l'ordre de débit

Ce document est toujours attaché à la feuille de liquidation et déposé par le délégué au président de la séance.

7. Balance des opérations

Ce document établit l'égalité du nombre et de la valeur des pièces reçues et présentées par l'ensemble des membres de la compensation. Il sied de signaler que ce document est élaboré par le président de la séance en vue de vérifier, sur le plan arithmétique que les opérations se sont dénouées sans erreur tout en le confrontant aux différentes feuilles de liquidation de la journée que chaque participant soumet à la signature du Président.

I. TRANSACTIONS DES BANQUES AUX GUICHETS DE LA BCC

A fin 2014, le volume global des transactions des banques effectuées à la Banque Centrale du Congo s'élève à 10.514,5 milliards de CDF. Comparé à l'année précédente, ce volume des transactions a connu une forte augmentation de 110,1 %, expliquée essentiellement par l'explosion des facilités permanentes accordées aux banques au cours de cette année.

Tableau II.10 Volume des transactions des banques effectuées aux guichets de la BCC
(en milliards de CDF)

	2013	2014	Variation en %
Transactions effectuées via la chambre de compensation	2 908,2	3 645,7	25,4
Transactions initiées par les banques	574,0	763,9	33,1
Transactions initiées par la BCC	2 334,2	2 881,8	23,5
Transactions effectuées en espèces	1 411,6	1 642,7	16,4
Retraits des espèces	444,9	550,0	23,6
Versements des espèces	966,7	1 092,7	13,0
Transactions d'open market	30,0	4 344,1	14 380,3
Facilités permanentes accordées	30,0	4 344,1	14 380,3
Prêts à court terme octroyés	-	-	-
Prêts à moyen terme octroyés	-	18,4	-
Autres transactions des banques	654,6	882,1	34,8
Total volume des transactions	5 004,4	10 514,5	110,1

Source : Banque Centrale du Congo.

II. TRANSFERTS EFFECTUES AUX GUICHETS DE LA BCC

La Banque Centrale du Congo met ses guichets à la disposition des tiers pour les transferts des fonds, partant des entités administratives où elle est représentée vers d'autres. Ces opérations de transferts sont initiées principalement à partir des entités où les banques commerciales ne sont pas implantées, et sont essentiellement ordonnées par les messageries financières, les entreprises du secteur privé et les ménages. A destination, ces opérations sont exécutées, soit en espèces aux guichets de la Banque Centrale du Congo, soit au niveau des banques commerciales par alimentation des comptes de bénéficiaires via la Chambre de Compensation.

Tableau II.11 Volume des transferts effectués aux guichets de la BCC
(en millions de CDF)

	2013	2014	variation en %
Transactions initiées par les banques	3 633,2	11 511,2	216,8
Transactions initiées par la BCC	8 007,5	8 277,2	3,4
Total volume des transactions compensées	11 640,7	19 788,4	70,0

Source : Banque Centrale du Congo.

En 2014, les transferts de fonds effectués par les tiers en utilisant les guichets de la Banque Centrale du Congo se sont chiffrés à 254,4 milliards de CDF, accusant ainsi une baisse de 14,0 %, par rapport à l'année précédente. Cette situation est expliquée par les implantations progressives des banques commerciales à l'intérieur du pays d'une part, et par l'augmentation du taux de la commission perçue par l'Institut d'Emission sur ces opérations de transferts de fonds qui est passé de 0,25 % à 0,50 %, d'autre part.

III. TRANSACTIONS PASSEES A LA CHAMBRE DE COMPENSATION PAR LE SYSTÈME BANCAIRE

En 2014, les transactions passées à la Chambre de Compensation se sont globalement chiffrées à 19.788,4 milliards de CDF. Par rapport à l'année précédente, il se dégage une croissance de 8.147,7 milliards de CDF, consécutive à une forte hausse des opérations compensées initiées par les banques commerciales.

Tableau II.12 Volume des transactions passées à la Chambre de Compensation par le système bancaire
(en millions de CDF)

	2013	2014	variation en %
Transactions initiées par les banques	3 633,2	11 511,2	216,8
Transactions initiées par la BCC	8 007,5	8 277,2	3,4
Total volume des transactions compensées	11 640,7	19 788,4	70,0

Source : Banque Centrale du Congo.

CHAPITRE III

REFORME DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT

Les activités menées par la Banque Centrale du Congo au cours de l'exercice 2014, dans le cadre de la réforme du système national de paiement, visent à relever le profil de l'activité de paiement au sein de l'économie. Cet objectif rentre notamment dans la perspective de l'amélioration de la circulation monétaire et du renforcement de la stabilité du système financier.

III.1. HISTORIQUE DE LA REFORME

La réforme du Système National de Paiement, initiée par la Banque Centrale du Congo avec le concours du Gouvernement et des partenaires extérieurs dont la Banque Mondiale, les Organismes régionaux en l'occurrence la SADC et le COMESA, trouve sa justification dans l'état des lieux ci-après :

- la forte prédominance de l'utilisation du cash et la circulation concomitante des devises étrangères avec la monnaie nationale au sein de l'économie ;
- la contre-performance de la compensation semi-automatisée ;
- le caractère privatif et cloisonné de la monétique ainsi que la faiblesse du mobile et de l'internet banking ;
- l'utilisation et le développement peu satisfaisants des instruments de paiement scripturaux modernes ;
- la qualité et les performances limitées des services de paiement actuels, qui se situent en deçà des critères et standards internationaux ;
- l'inadaptation du cadre juridique en vigueur face à l'émergence de nouveaux instruments de paiement.

Pour remédier à ces insuffisances, la Banque Centrale mène depuis décembre 2008 la réforme du système qui vise entre autres :

- l'implémentation du système d'échange et de règlements des transactions de gros montants ou prioritaires par la mise en place d'un Système de Règlement Brut en Temps Réel (RTGS) ;
- l'automatisation et la télécompensation du système d'échange et de règlement des opérations de petits montants à travers la chambre de compensation automatisée ;
- la dématérialisation de l'émission et de la circulation des titres publics et de la Banque Centrale, l'Institut d'Emission assumant le rôle de dépositaire de ces titres ;

- le développement de l'interbancaire monétique avec la mise en place des cartes bancaires interoperables ;
- la gestion du dispositif de la centralisation des incidents de paiement afin de rassurer les utilisateurs des instruments de paiement scripturaux ;
- la construction des sites principal et de secours d'hébergement des équipements informatiques et de télécommunication pour garantir la continuité des services de paiement ainsi que la reprise d'activités en cas de sinistre ou d'incident majeur.

A son terme, la modernisation du système national de paiement devrait présenter des avantages notables aussi bien pour l'économie congolaise en général que pour le secteur bancaire et financier en particulier.

Sur l'échiquier étatique, les avantages de la modernisation du Système National de Paiement seront plus palpables, à travers :

- l'amélioration des circuits de paiement des opérations du Trésor tant en recettes qu'en dépenses en monnaie scripturale grâce à la traçabilité, à la transparence ainsi qu'à la réconciliation comptable de ces opérations ;
- l'unicité de l'Administration Fiscale, le recouvrement et la répartition des taxes et impôts s'effectuant automatiquement au profit de l'Administration Centrale ou des Entités Territoriales Décentralisées suivant une clé de répartition prédéterminée ;
- le développement du commerce et des investissements par le biais du Système National de Paiement connecté aux circuits de paiement régionaux (du COMESA, de la SADC, de la CEEAC) et internationaux.

Pour sa part, la Banque Centrale du Congo tirera partie de l'aboutissement du processus en cours au travers des avantages suivants :

- la réalisation d'économies substantielles en matière d'impression et d'approvisionnement de l'économie en billets de banques, du fait de l'essor des instruments de paiement en scriptural et électronique ainsi que de l'amélioration du taux de bancarisation ;
- la maîtrise des risques de liquidité et opérationnels grâce aux infrastructures de paiement, répondant aux standards internationaux ;
- la vitesse et l'efficacité dans le dénouement des transactions commerciales et financières, moteur de croissance de l'économie réelle.

Aussi, divers acteurs tant du secteur financier et bancaire que du secteur des services ne pourront qu'escompter des lendemains meilleurs pour leurs opérations habituelles, notamment à travers :

- l'élargissement de la gamme d'instruments et services de celui, en offrant la possibilité de substitution en cas de perturbation majeure de l'un des instruments ou systèmes de paiement ;

- la migration vers un système automatisé des échanges interbancaires, à travers leurs trois principales phases que sont l'échange, la compensation et le règlement;
- le renforcement de l'interbancaire et de l'interopérabilité monétaire.

III.2. DIFFERENTES PHASES DE LA REFORME

La réforme du système national de paiement comprend plusieurs phases regroupées en deux étapes :

- la partie préparatoire découpée en trois phases à savoir : (i) étude stratégique (l'établissement de l'état des lieux) ; (ii) cadre conceptuel (définition des orientations et choix des architectures structurantes) ; (iii) préparation de la mise en œuvre (rédaction des cahiers des charges). Cette partie préparatoire s'était achevée en décembre 2010 ;
- la mise en œuvre articulée sur deux phases : (i) passation des marchés et (ii) implémentation des systèmes.

Au cours de cette deuxième partie du projet, il a été créé la Direction des Systèmes de Paiement par l'Ordre de Service n° 031/13 du 20 mars 2013, en vue de la préparation de la prise en charge du Système National de Paiement lors de la mise en production effective prévue au premier trimestre de l'année 2016.

Cette Direction a pour mission de veiller au bon fonctionnement et à la sécurité de tous les instruments et systèmes de paiement et de règlement. A ce titre, elle est chargée notamment de :

- la surveillance des systèmes de paiement et de règlement ;
- la prévention et la gestion des risques liés aux paiements et aux règlements ;
- l'élaboration de la réglementation relative aux instruments de paiement et aux systèmes de paiement ;
- la préparation des études relatives aux systèmes de paiement ;
- la gestion du système de règlement en Temps réel des Opérations de Gros Montants (RTGS) et de Télécompensation des paiements de détails en tant qu'opérateur. A ce titre, elle est le répondant de la Banque Centrale qui est l'Autorité de Centralisation, en cas de litige ;
- la gestion de la Centrale des Incidents de Paiement ;
- la tenue des comptes de règlement des participants ;
- la collecte et l'analyse des données sur les systèmes et les instruments de paiement ;
- l'assistance opérationnelle aux participants ;
- l'examen des demandes d'agrément et d'autorisation préalables à la mise en place de nouveaux systèmes et de l'émission des nouveaux instruments de paiement ;

- l'évaluation sur place de la sécurité et de l'efficacité des systèmes et des instruments de paiement.

III.3. REALISATIONS DE 2014

Un certain nombre d'actions ont été menées en 2014 dans le cadre de la réforme du Système National de Paiement. Il s'agit de :

- (1) la construction et l'aménagement des datacenter (centre d'hébergement des données) principal et de secours pour répondre à l'exigence de redondance opérationnelle du SNP ;
- (2) la finalisation de la procédure de passation de marchés, en vue de l'acquisition des systèmes et réseaux de télécommunications y associés. Cette procédure a abouti au recrutement de la Firme américaine MONTRAN pour la fourniture et l'installation d'un système de transfert automatisé, couplé à un dépositaire central des titres, ATS/CSD en sigle, et la société STANDARD Telecom pour bâtir deux réseaux de télécommunication ;
- (3) la réalisation des études sur la mise à niveau de la connectivité Swift au sein de la Banque Centrale du Congo ;
- (4) la rédaction de la première mouture de l'avant-projet de Loi sur le Système National de Paiement et sa validation par la communauté bancaire, les instances judiciaires, le monde universitaire et le panel d'experts (avec l'assistance technique de la Banque Nationale de Belgique, de la Banque Mondiale, de la SADC et du COMESA) ;
- (5) l'élaboration des dispositions normatives applicables aux moyens de paiement ;
- (6) la rédaction du projet de protocole monétique et celui du statut de la société monétique interbancaire ;
- (7) l'élaboration d'un projet de cahier des charges révisé du Switch Monétique Interbancaire National ;
- (8) le renforcement des capacités du personnel de la Direction des Systèmes de Paiement, grâce à l'assistance technique de la Banque Nationale de Belgique ;
- (9) le renforcement des capacités en matière de gestion du système d'information par le Consultant ERNST & YOUNG ;
- (10) le renforcement des capacités sur la surveillance des systèmes de paiement par un expert de la Banque Mondiale dans le cadre du programme « First Initiative » repris au Projet de Développement des Infrastructures Financières et des Marchés piloté par la Cellule d'Exécution des Financements de la Facilité en faveur des Etats Fragiles « la CFEF » ;

- (11) l'organisation, par les experts de la SADC, d'un séminaire sur la surveillance au niveau régional SIRESS ;
- (12) l'étude de la connexion de la Banque Centrale du Congo à la Chambre de Compensation du COMESA et aux infrastructures de règlement, REPSS en sigle.

CHAPITRE IV.

AUTRES ACTIVITES DE LA BANQUE

IV.1. IMPLICATION DE LA BANQUE CENTRALE DANS LE CADRE DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'UN MARCHÉ FINANCIER EN RDC (PDMF)

Après l'organisation d'un séminaire sur les généralités tenu en août 2013, dans l'objectif de permettre aux participants de comprendre les concepts et d'assimiler les éléments théoriques de base, plusieurs activités ont été réalisées par la Banque dans le cadre du PDMF, au cours de l'année 2014. Il s'agit notamment de :

- L'élaboration, au mois d'avril et sous la conduite de Wordson Auditing & Consulting, d'un plan directeur et stratégique de développement du marché financier en RDC, avec comme objectif de fournir à tous les participants au projet une clarté stratégique quant à la vision et aux objectifs du marché des capitaux ;
- L'organisation, au mois de juillet, d'un séminaire sur le développement des marchés financiers en RDC, avec comme objectif de présenter de manière extensive le cas de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières. Les éléments abordés ont été : (i) l'importance d'une bourse pour l'économie, (ii) les déterminants d'une bourse moderne et efficace, (iii) la gouvernance et les aspects opérationnels, (iv) le rôle de la décentralisation, de la politique monétaire et du système bancaire et (v) l'architecture du type de bourse adapté pour la RDC ;
- La formalisation, au mois d'août, par Ordre de Service, du PDMF en RDC ;
- L'organisation, en octobre, d'une mission d'étude et d'information à la BRVM dans le but d'obtenir une vision claire sur le modèle, l'architecture, les acteurs et le fonctionnement d'une bourse de valeurs.

En 2015 et 2016, les activités devraient se multiplier et se réaliser sur la base d'un plan d'actions établi préalablement.

IV.2. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service, dont les plus importants sont :

1. Ordre de Service n°007/14 du 08 janvier 2014

Cet Ordre de Service a porté création d'un Groupe de Travail chargé de la Modernisation de la Bibliothèque de la BCC, GTMB en sigle.

Créé pour une durée de 24 mois, ce groupe de travail a notamment pour mission d'implémenter l'applicatif ADLIB au Siège et dans les Entités Provinciales, en vue d'une gestion informatisée de la bibliothèque.

2. Ordre de Service n° 017/14 du 23 février 2014

Il a concerné la clôture définitive de la liquidation de la MINING BANK OF CONGO, en sigle MBC. Il a, en outre, abrogé l'Ordre de Service n°003/13 du 09 janvier 2013, relatif à la nomination du Cabinet Général d'Etudes et de Développement, en sigle GED sprl, en qualité de liquidateur de la MBC.

3. Ordre de Service n° 029/14 du 07 février 2014

Le présent Ordre de Service régit les nouvelles dispositions portant organisation de la formation à la Banque. Cette formation est basée sur une politique ayant pour objectifs principaux d'améliorer les connaissances et les compétences spécifiques des cadres et agents, d'adapter leurs capacités et leur savoir-faire opérationnel aux évolutions techniques dans les métiers de l'Institut d'Emission et de baliser leur parcours professionnel.

Cette formation se décline en trois axes essentiels, à savoir : le Tronc Commun des Banquiers, les Modules Métiers et les Formations Spécifiques.

4. Ordre de Service n° 030/14 du 19 février 2014

Cet Ordre de Service est relatif à la procédure qui devra désormais régir la prise en compte des diplômes obtenus en cours de carrière.

5. Ordre de Service n° 039/14 du 07 février 2014

Le présent Ordre de Service a modifié la composition du Comité de Sécurité, d'Hygiène et d'Embellissement de la Banque et a abrogé l'Ordre de Service N°136/06 du 03 août 2006.

6. Ordre de Service n° 072/14 du 31 mars 2014

Le présent Ordre de Service a créé le Projet de Modernisation du Système National de Paiement, en sigle (PROMOSYS) dans sa phase de mise en œuvre opérationnelle.

Le PROMOSYS a pour mission la mise en œuvre opérationnelle des Systèmes de Paiement de Gros Montants en Temps Réel (RTGS), de Télécompensation/Paiement de Détail (ACH), de Dépositaire Central des Titres (CSD), d'Interopérabilité Monétique et de la Centrale des Incidents de Paiement (CIP) en termes de solutions logicielles, d'infrastructures nécessaires et d'adaptation des systèmes d'information des participants au programme de modernisation du Système National de Paiement.

7. Ordre de Service n° 073/14 du 31 mars 2014

Le présent Ordre de Service a porté création d'une Commission des biens déclassés de la Banque et diffuse les dispositions devant régir le déclassement desdits biens.

Cette Commission est chargée de la mise en œuvre de la procédure de déclassement des biens immobilisés et/ou de consommation courante impropres à l'utilisation rationnelle.

8. Ordre de Service n° 075/14 du 28 mars 2014

Le présent Ordre de Service a diffusé la nouvelle politique de la Banque Centrale du Congo en matière de convoyage de fonds en vue d'une rationalisation des dépenses, notamment par l'organisation des convoyages de fonds inter-entités une fois tous les deux mois, l'ouverture du marché de transport des fonds à la concurrence par voie d'appel d'offres et le recours au mode de transport remplissant les meilleures conditions techniques et sécuritaires à moindre coût pour les fonds et les convoyeurs.

9. Ordres de Service n° 135/14 et 136/14 du 05 juin 2014

Ces Ordres de Service se réfèrent à la nomination du Cabinet CDO Consultants sprl comme Liquidateur de (i) la Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement au Congo de Buturande, en sigle COOPECCO/BUTURANDE et (ii) la Coopérative d'Epargne et de Crédit Nyamilima, en sigle COOPEC NYAMILIMA.

10. Ordres de Service n° 137/14, 138/14, 149/14 et 150/14 du 05 juin 2014

Ils ont porté nomination du Cabinet Maître ELIE NGOMO TONGBO BANGAYE en qualité de Liquidateur de (i) la Coopérative d'Epargne et de Crédit, en sigle COOPEC'SCO, (ii) la Coopérative d'Epargne et de Crédit Effata Mont-Ngafula, en sigle COOPEC EFFATA MONT-NGAFULA, (iii) la Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Baptiste du Congo de Mbanza-Ngungu, en sigle COOPEC CBCO MBANZA-NGUNGU et (iv) la Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Communauté Baptiste du Congo de Boma, en sigle COOPEC CBCO BOMA.

11. Ordre de Service n° 139/14 du 05 juin 2014

Par cet Ordre de Service, le Cabinet Ruffin EKELA, Roger LUSALA, Ange LUBENDE, Freddy NGOY, MASIKU NSIKU & Patrick MAYEKINA, Société d'Avocats, a été désigné Liquidateur de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Caisse Populaire pour le Développement, en sigle COOPEC CPD.

12. Ordres de Service n° 140/14, 141/14, 142/14, 143/14, 145/14 et 146/14 du 05 juin 2014

Ces Ordres de Service ont désigné le Cabinet d'AUDIT MANAGEMENT SERVICE sprl, Liquidateur de (i) la Coopérative d'Epargne et de Crédit Ecole, en sigle COOPEC ECOLE, (ii) la Coopérative d'Epargne et de Crédit Lukolela, en sigle COOPEC LUKOLELA, (iii) la Coopérative d'Epargne et de Crédit Gungu, en sigle COOPEC GUNGU, (iv) la Mutuelle d'Epargne et du Crédit Nioki, en sigle MEC IDECE/COOPEC, (v) la Coopérative d'Epargne et de Crédit Saint François-Xavier, en sigle COOPEC SAINT FRANÇOIS XAVIER et (vi) la Mutuelle d'Epargne et de Crédit Idiofa, en sigle COOPEC IDIOFA.

13. Ordre de Service n° 144/14 du 05 juin 2014

Cet Ordre de Service a porté nomination du Cabinet Bâtonnier MUSUAMBA BASUABABO comme Liquidateur de la Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement du Kasai Occidental, en sigle COOPEC DEKOC.

14. Ordre de Service n° 151/14 du 11 juin 2014

Par cet Ordre de Service, le Cabinet Maître ELIE NGOMO TONGBO BANGAYE a été nommé en qualité de Liquidateur de la Coopérative d'Epargne et de Crédit Kinsu ki Mate, en sigle COOPEC KINSU KI MATE.

15. Ordre de Service n° 185/14 du 17 juillet 2014

Cet Ordre de Service a créé un Groupe de Travail chargé de la mise en place d'un système informatisé de Suivi des Accords Internationaux et de la Dette, en sigle SISAIID.

16. Ordre de Service n° 203/14 du 31 juillet 2014

Cet Ordre de Service a mis en place un Groupe de réflexion interinstitutionnel chargé de réfléchir et proposer un plan d'actions sur les politiques et mesures à mettre en œuvre en vue de contribuer à la réduction du coefficient d'exploitation des banques, faire baisser leur taux débiteur et obtenir ainsi l'amélioration du financement de l'économie.

17. Ordre de Service n° 217/14 du 15 août 2014

Cet Ordre de Service a porté création d'un Projet chargé du Développement d'un Marché Financier en République Démocratique du Congo, en sigle PDMF. Ce dernier est chargé d'examiner l'opportunité et les modalités du développement des marchés monétaire et des capitaux en RDC et de proposer une stratégie de leur mise en place.

IV.3. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2014, les missions officielles effectuées par le Gouverneur et le Vice-Gouverneur à l'extérieur du pays se déclinent comme suit :

Le Gouverneur

- le 19 mars 2014 : participation à la réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, CCBG, à Swakopmund, Namibie ;
- du 10 au 12 avril 2014 : participation aux Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington D.C., Etats-Unis ;
- du 05 au 07 mai 2014 : participation au Séminaire Continental de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), à Alger, Algérie ;
- du 14 au 16 mai 2014 : participation à la 21^{ème} conférence des Gouverneurs des Banques Centrales Francophones, à Dakar, Sénégal ;
- du 29 au 30 mai 2014 : participation à la Conférence organisée conjointement par le FMI et le Gouvernement du Mozambique sur le thème « l'Essor africain : une vision commune pour une croissance et une prospérité durables », à Maputo, Mozambique ;
- du 7 au 12 octobre 2014 : participation aux Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, à Washington D.C., Etats-Unis.

Le Vice-Gouverneur

- le 03 février 2014 : participation à la réunion du Comité Ministériel du Groupe Afrique II au FMI et à la Banque Mondiale sur la gouvernance et les modalités de rotation aux Conseils d'Administration des Institutions de Bretton Woods et aux Comités Consultatifs, à Abidjan, Côte d'Ivoire ;
- du 31 mars au 1^{er} avril 2014 : participation à la Conférence des Ministres africains des Finances et de la Planification, organisée par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et l'Union Africaine (UA), à Abuja, Nigéria ;
- le 31 mai 2014 : participation à la commémoration du 50^{ème} anniversaire de la Banque de la République du Burundi, Bujumbura ;
- le 17 septembre 2014 : participation à la 35^{ème} réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA, à Lilongwe, Malawi ;
- le 08 décembre 2014 : participation à la Session stratégique du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC, CCBG, République Sud-Africaine.

IV.4. MOUVEMENT DU PERSONNEL, FORMATION DES AGENTS ET ENCADREMENT DES STAGIAIRES

IV.4.1. Personnel

IV. 4.1.1. Evolution du personnel de la Banque

En 2014, l'effectif de la Banque Centrale du Congo s'est chiffré à 1.888 agents, soit une hausse de 1,7 % par rapport à celui de 2013. Cette évolution a été favorisée principalement par l'engagement de nouveaux cadres et agents, en vue de satisfaire aux besoins exprimés notamment par certaines directions de la Banque.

Tableau II.13 Evolution de l'effectif de la Banque

	2013	2014	Variation en %
Siège	1 321	1 361	3,0
Entités provinciales	535	527	-1,5
Total	1 856	1 888	1,7

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau II.14 Evolution du Personnel selon le genre

	2013	2014	Variation en %
Hommes	1 414	1 433	1,3
Femmes	442	455	2,9
Total	1 856	1 888	1,7

Source : Banque Centrale du Congo.

IV. 4.1.2 Répartition du personnel par niveau d'études

En 2014, la répartition du personnel par niveau d'études se présente de la manière suivante :

Tableau II.15 Répartition du personnel de la Banque par niveau d'études

	2013	2014	Variation en %
Licence et post-licence	545	608	11,6
Graduat	363	367	1,1
Secondaire degré supérieur	700	674	-3,7
Secondaire degré inférieur	155	152	-1,9
Primaire et Assimilé	44	42	-4,6
Capacitaire	19	19	0,0
Niveau non défini	26	26	0,0
Non répertorié	4	-	-100,0
TOTAL	1 856	1 888	1,7

Source : Banque Centrale du Congo.

IV.5. FORMATION

IV.5.1. Formation des agents

En 2014, le nombre d'agents ayant bénéficié de formations a été de 905 dont 76 à l'étranger, soit une hausse de 55,4 % par rapport à l'année précédente.

Tableau II.16 Formation au pays

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	Atelier sur le référentiel des emplois et des compétences	Janvier-Février 14	BCC/Kinshasa	BAD	18
2	Formation ISYS-CERI	avr-14	BCC/Kinshasa	BCC	7
3	Formation des superviseurs de la DSIF	mars-14	BCC/Kinshasa	BCC	15
4	Formation des assistants de direction	Avril-Mai 14	BCC/Kinshasa	BCC	38
5	Anglais	Mai-Juin 14	BCC-CALI	ELIK, SCHOOL MASTER et CALI	170
6	Comment vivre sa retraite	Juillet-Août 14	BCC/Kinshasa	Management des Projets et Entrepreneurariat (MAPRE)	51
7	Connaissance de la Banque	Juillet-Décembre 14	BCC/Kinshasa	BCC	77
8	Formation des contributeurs et des approbateurs	juin-14	BCC	-	12
9	Formation DATA WAREHOUSE	Octobre-Décembre-14	BCC/Kinshasa	BCC	36
10	Formation des officiers de liaison	févr-14	Cour Suprême de Justice	Ministère de la Justice	4
11	Développement des leaders et du leadership	févr-14	International Space Consulting	CEPAS	5
12	Protocole et relations publiques	juin-14	Direction du Protocole- Ministère des Affaires Etrangères	Ministère des Affaires Etrangères	15
13	29 ^{ème} Journée des réviseurs-comptables	juil-14	Hôtel Memling	Institut des Réviseurs-Comptables	10
14	Code de la famille	juil-14	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant	4

N°	Thème	Période	Lieu	Organisation	Participants
15	Analyse macroéconomique	juil-14	Lubumbashi	BCC	20
16	Protocole et relations publiques	août-14	Kinshasa	Ministère des Affaires Etrangères	15
17	Gestion des archives sans être archiviste	oct-14	Centre Béthanie	CAFEM international	10
18	Prise en charge de la tuberculose	nov-14	Clinique Kinoise		3
19	Protection des autorités	Novembre-Décembre-14	Centre de Formation Police Nationale	Police Nationale	21
20	Fondamentaux de la pratique sécuritaire	déc-14	Centre Béthanie	Maison Business Intelligent Technology (BIT)-	30

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.17 Formations à l'extérieur

N°	Titres	Période	Lieu	Organisation	Participants
1	Congrès africain de diabète	févr-14	Cameroun/Yaoundé	-	2
2	Problèmes économiques d'intégration régionale	mars-14	RSA	-	2
3	Balance des paiements et statistiques extérieures	mars-14	France/Paris	Institut Bancaire Financier International	1
4	Formation SWIFT	Mars-Avril 14	CAMEROUN/Yaoundé	Maison SWIFT	2
5	Gestion des réserves de change	mars-14	EGYPTE/Caire	Banque Centrale d'Egypte et COMESA	2
6	Cybercriminalité, fraude sur carte magnétique, contrefaçon et implication des réseaux criminels	Mars-Avril 14	CAMEROUN/Yaoundé	-	2
7	Elaboration pratique et mise à jour du manuel de procédures dans les banques	Mars-Avril 14	BENIN/Cotonou	-	2
8	Comptabilité des banques centrales et gestion budgétaire	avr-14	MAROC/Rabat	Banque AL-MAGRIB	1
9	Base de données oracles 119	avr-14	Belgique/Bruxelles	-	2
10	Oracle forms and reports	avr-14	Belgique/Bruxelles	Firme EGILIA	2
11	Evaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales	mai-14	TUNISIE/Tunis	FMI	1
12	Arbitrage et médiation	Mai-Juin 14	USA/Washington	International Law Institute	1

N°	Titres	Période	Lieu	Organisation	Participants
13	Indicateurs de performance et implication des systèmes de suivi-évaluation des projets	juin-14	MAROC/Casablanca	-	1
14	Certification comptable	juin-14	KENYA/Nairobi	Maison ACCA Global	1
15	Elaboration du cadre de la stratégie de dette à moyen terme	juin-14	GABON/Libreville	AFRITAC	1
16	Politique monétaire et suivi des prix des matières premières	juin-14	SUISSE/Genève	Banque Nationale Suisse	1
17	Indicateurs de solidité financière		TUNISIE/Tunis	Institut Multilatéral d'Afrique	2
18	Ingénierie de la formation	août-14	MAROC/Casablanca	Maison Priorité Formation	1
19	Formation builder	juil-14	Italie/Turin	Builder Institute of Microfinance	3
20	Validation des configurations réseau VSAT de la banque	Juillet-Aout-14	Allemagne/Raisting	Maison EMC	5
21	Economie circulaire et développement durable des pays francophones d'Afrique	août-14	CHINE/Beijing	Ministère du Commerce/ Chine	1
22	Mise en œuvre de l'approche processus et d'un système de management de qualité	août-14	France/Paris	Maison SIGMA PLUS	2
23	Fibre optique	août-14	COREE DU SUD/Séoul	Standard Télécom	5
24	Gestion des risques financiers des salles de marchés	août-14	BENIN	GIZ	4
25	Normes et gestion des messages de catégories business	sept-14	France/Paris	Société SWIFT	2
26	Cadre d'élaboration et de mise en œuvre de trésorerie de l'état	oct-14	GABON/Libreville	Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC)	4
27	Management des risques projet	oct-14	France/Paris	GIZ	1
28	Education financière	oct-14	Allemagne/Mainz	GIZ	2
29	Politiques supérieures des finances du développement pour les pays francophones	oct-14	CHINE/Beijing	Ministère du Commerce/ Chine	1
30	Architecture fonctionnelle des entreprises	nov-14	RSA/Pretoria	Maison CCBG -ICT Subcomitee	2

Source : Banque Centrale du Congo.

L'on notera que ces formations ont fait l'objet, pour la majorité, des séances de restitution pour un partage d'informations au niveau des experts.

IV.5.2. Encadrement des stagiaires

La Banque Centrale du Congo a accueilli 510 stagiaires venus de différentes formations supérieures et universitaires, au cours de l'année sous examen contre 501 en 2013.

Tableau II.18 Répartition des stagiaires par Direction en 2014(*)

N°	Directions	2013	2014
1	Ressources Humaines	89	108
2	Opérations Bancaires et des Marchés	108	88
3	Administration Générale	24	27
4	Juridique	32	30
5	Informatique	57	63
6	Recherche et Statistiques	54	45
7	Analyses Economiques	104	78
8	Centre Hospitalier	13	5
9	Surveillance des Intermédiaires Financiers	20	63
10	Trésorerie	-	1
	Total	501	510

(*) Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau II.19 Répartition des stagiaires selon les institutions en 2014

N°	UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS	Nombres
1	Institut Supérieur de Commerce	33
2	Université Protestante au Congo	59
3	Université Pédagogique Nationale	71
4	Université de Kinshasa	62
5	Université Catholique du Congo	79
6	Université Libre de Kinshasa	22
7	Institut Supérieur d'Informatique, Programmation et Analyses	11
8	Université Technique Bel Campus	21
9	Université Panafricaine du Congo	2
10	Institut Supérieur des Techniques Médicales	8
11	Université de Kisangani	1

N°	UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS	Nombres
12	Ecole Supérieure des Métiers d'Informatique et de Commerce	24
13	Institut National des Préparations Professionnelles	1
14	Université Chrétienne Cardinal Malula	22
15	Ecole Supérieure de Formation des Cadres	1
16	Institut Supérieur Technologique de Kinshasa	1
17	Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de Communication	6
18	Institut Supérieur Pédagogique de la GOMBE	20
19	Institut Supérieur des Statistiques/KINSHASA	11
20	Institut Supérieur Pédagogique/MBANZA-NGUNGU	1
21	Université Libre de Bruxelles	1
22	WHEELING JESUIT UNIVERSITY	1
23	UNIVERSITE SIMPSON COLLEGE	1
24	SUPTEMA MAROC	1
25	ECOLE SUP DE GOUV ECO ET POL	1
26	UNIVERSITY MUNDIAPOLIS CASABLANCA	1
27	UNIVERSITY OF EASTERN AFRICA BOROTON	1
28	UNIVERSITY SAIDI MOHAMED BEN ABDELLAH	1
29	UNIVERSITE CENTRALE DE TUNIS	1
30	UNIVERSITE D'ETAT DE VORONEZH	1
31	UNIVERSITE CHRETIENNE DE KINSHASA	1
32	COLLEGE SHERBROOKE MAROC	1
33	UNIVERSITE TIME DE TUNIS	1
34	ECOLE DES METIERS DE MODELISME	1
35	ALLIANCE FRANCO-CONGOLAISE	1
36	GLOBAL OPEN UNIVERSITY	1
37	ECOLE SUPERIEURE DE TELECOM	1
38	UNIVERSITE REVEREND KIM	6
39	UNIVERSITE WILLIAM BOOTH	17
40	INSTITUT SUPERIEUR DES TECHNIQUES APPLIQUEES	9
	Total	510

Source : Banque Centrale du Congo.

TITRE III

COMPTES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

BILAN

En 2014, la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo a enregistré un faible accroissement de 0,7 % contre 4,5 % une année auparavant.

I.1. ACTIF

L'accroissement du patrimoine de la Banque Centrale du Congo est essentiellement localisé, s'agissant de l'actif du bilan, au niveau des avoirs et créances en monnaies nationales ainsi que des autres actifs.

Tableau III.1 Actif du Bilan de la Banque Centrale du Congo

(en millions de CDF)

ACTIF	12/31/2014	12/31/2013	Variation en %
Avoirs et créances en OR	-	-	
Avoirs et créances en ME	1 024 158	1 102 639	-7,1
Titres en ME	46 225	-	
Total Avoirs et créances en OR et ME hors DTS	1 070 383	1 102 639	-2,9
Avoirs et créances en DTS auprès du FMI	471 712	500 805	-5,8
Avoirs et créances en DTS	471 712	500 805	-5,8
Concours en MN aux établissements de crédit	69 500	-	
Portefeuille titres Etat en MN	1 249 498	1 249 498	0,0
Avoirs et créances en MN	1 318 998	1 249 498	5,6
Immobilisations	151 140	160 314	-5,7
Avoirs et créances divers	17 233	6 998	146,3
Régularisation et suspens	44 357	34 869	27,2
Autres actifs divers	116 354	111 575	4,3
Autres actifs	329 084	313 756	4,9
TOTAL ACTIF	3 190 177	3 166 698	0,7

Source : Banque Centrale du Congo.

I.1.1. Avoirs et créances en or et monnaies étrangères et créances hors DTS

Après une augmentation de 8,8 % en 2013, ce compte a enregistré un recul de 2,9 % en 2014, à la suite d'une contraction des avoirs et créances en monnaies étrangères. Cette évolution est notamment liée à une forte baisse des disponibilités à vue en monnaies étrangères auprès des correspondants étrangers, lesquelles n'ont été que de 431,4 milliards de CDF en 2014 contre 806,6 milliards en 2013.

I.1.2. Avoirs et créances en DTS

Ce poste a connu un recul de 5,8 %, s'établissant à 471,7 milliards de CDF. Il convient de relever que la quote-part de la RDC auprès du FMI s'est située à 533,0 millions de DTS, soit 764,9 milliards de CDF.

I.1.3. Avoirs et créances en monnaie nationale

Les avoirs et créances en monnaie nationale ont enregistré une hausse de 5,6 % en 2014, se fixant à 1.319,0 milliards de CDF, à la suite essentiellement des concours en monnaie nationale aux établissements de crédit. Ces concours concernent les facilités permanentes et les prêts spéciaux à moyen terme aux banques, respectivement pour 51,0 milliards de CDF et 18,5 milliards.

I.1.4. Autres actifs

Les autres actifs ont augmenté de 4,9 %, venant de 313,8 milliards de CDF en 2013. Cette évolution résulte de l'accroissement des avoirs et créances divers, des autres actifs divers ainsi que de régularisation et suspens.

I.2. PASSIF

La hausse de la situation patrimoniale de la Banque Centrale du Congo est essentiellement localisée, du point de vue du passif du bilan, au niveau de l'accroissement des billets en circulation, des dépôts en monnaie nationale des résidents et des engagements en monnaies étrangères hors DTS.

I.2.1. Engagements en monnaie nationale

Ce compte a enregistré une légère hausse de 1,1 %, se situant à 1.794,9 milliards de CDF en 2014. Cette hausse est expliquée par un accroissement des billets et pièces en circulation et des dépôts des résidents en monnaie nationale, respectivement de 7,5 % et 2,3 % par rapport à 2013.

L'augmentation des dépôts est principalement expliquée par la progression des dépôts des banques agréées, lesquels sont passés, d'une année à l'autre, de 209,4 milliards de CDF à 271,5 milliards.

Tableau III.2 Passif du Bilan de la Banque Centrale du Congo
(en millions de CDF)

PASSIF	12/31/2014	12/31/2013	Variation en %
Billets et pièces en circulation	817 423	760 458	7,5
Dépôts en MN des résidents	870 002	850 802	2,3
Dépôts en MN des non-résidents	78	79	-1,3
Reprises des liquidités	107 357	164 263	-34,6
Engagements en MN	1 794 860	1 775 602	1,1
Engagements en ME hors DTS	44 752	19 062	134,8
Engagements en OR et ME hors DTS	44 752	19 062	134,8
Engagements en DTS envers le FMI	1 098 319	1 165 552	-5,8
Engagements en DTS envers les autres IFNR	5 172	5 488	-5,8
Engagements en DTS	1 103 491	1 171 040	-5,8
Engagements divers	39 946	18 024	121,6
Régularisations et suspens	21 647	6 092	255,3
Autres passifs divers	723	1 671	-56,7
Autres passifs	62 316	25 787	141,7
Provisions pour risques et charges	83 320	45 097	84,8
Fonds propres	143 409	143 409	0,0
Résultat de l'exercice	-41 971	-13 299	215,6
TOTAL PASSIF	3 190 177	3 166 698	0,7

Source : Banque Centrale du Congo.

I.2.2. Engagements en or et monnaies étrangères hors DTS

Les engagements en or et monnaies étrangères hors DTS se sont fortement progressés de 134,8 %, venant de 19,1 milliards de CDF en 2013. Cette évolution est expliquée par l'accroissement des engagements à vue en monnaies étrangères envers les

résidents et la hausse des emprunts à terme en monnaies étrangères auprès des banques agréées.

I.2.3. Engagements en DTS

Sous l'effet d'une baisse de 5,8 % des engagements en DTS envers le FMI et des engagements en DTS envers les autres institutions financières non résidentes, les engagements en DTS se sont contractés, s'établissant à 1.103,5 milliards de CDF en 2014.

I.2.4. Autres passifs

Les autres passifs se sont accrus de 141,7 % par rapport à 2013, s'établissant à 62,3 milliards de CDF.

CHAPITRE II

COMPTES DE PERTES ET PROFITS

Le compte de pertes et profits indique un résultat déficitaire de 41,9 milliards de CDF plus que celui de 13,3 milliards enregistré une année auparavant. Cette situation s'explique notamment par le recul des produits d'exploitation monétaire et des produits d'exploitation bancaire, dans un contexte d'un accroissement des charges du personnel et de dotation aux provisions exigibles.

II.1. MARGE D'EXPLOITATION MONETAIRE

La marge d'exploitation monétaire de l'exercice 2014 a été déficitaire, s'établissant à 4,2 milliards de CDF contre un excédent de 3,8 milliards en 2014. Cette évolution résulte de la baisse des produits de change, lesquels se sont situés à 16,5 milliards de CDF contre 38,2 milliards en 2013.

Tableau III.3. Tableau de formation de résultat
(en milliards de CDF)

	12/31/2014	12/31/2013	Variation en %
Produits d'exploitation monétaire	17 381	38 237	-54,5
Charges d'exploitation monétaire	-21 590	-34 457	-37,3
Marge d'exploitation monétaire	-4 209	3 780	-211,3
Produits d'exploitation bancaire	160 047	167 327	-4,4
Charges d'exploitation bancaire	-10 686	-12 186	-12,3
Marge d'exploitation bancaire	149 361	155 141	-3,7
Matières et fournitures consommées	-10 648	-10 260	3,8
Services consommés	-25 943	-42 115	-38,4
Valeur ajoutée	108 561	106 546	1,9
Produits divers	8 357	8 241	1,4
Reprises sur provisions exigibles	14 648	3 183	360,2
Charges diverses	-35 055	-39 399	-11,0
Charges du personnel	-85 936	-70 635	21,7
Dotations aux provisions exigibles	-52 870	-17 573	200,9
Résultat brut d'exploitation	-42 295	-9 637	338,9
Reprises sur amortissements et provisions non exigibles	3 178	131	2326,0
Dotations aux amortissements et provisions non exigibles	-16 242	-18 300	-11,2
Résultat courant d'exploitation	-55 359	-27 806	99,1
Produits exceptionnels et hors-exploitation	19 281	17 596	9,6
Charges exceptionnelles et hors-exploitation	-5 893	-3 089	90,8
Résultat exceptionnel et hors-exploitation	13 388	14 507	-7,7
Résultat de la période à affecter	-41 971	-13 299	215,6

Source : Banque Centrale du Congo.

II.2. MARGE D'EXPLOITATION BANCAIRE

La marge d'exploitation bancaire, quoique positive, a reculé de 3,7 % par rapport à l'exercice 2013. Cette évolution s'explique par la chute des commissions sur les

paiements du Trésor et le recul des intérêts perçus sur titres en monnaie nationale de l'Etat.

II.3. VALEUR AJOUTÉE

La valeur ajoutée s'est accrue de 1,9 %, s'établissant à 108,6 milliards de CDF. Cette évolution reste tributaire du comportement de la marge d'exploitation bancaire.

II.4. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le déficit du solde brut d'exploitation s'est accentué de 338,9 % par rapport à l'exercice 2013, à la suite principalement de la hausse des dotations aux provisions exigibles.

II.5. RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION

Le résultat courant d'exploitation a été déficitaire de 55,4 milliards de CDF après un déficit de 27,8 milliards en 2013. Cette situation est liée à l'évolution des dotations aux amortissements et provisions non exigibles.

II.6. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL ET HORS EXPLOITATION

Le résultat exceptionnel et hors exploitation s'est contracté de 7,7 %, revenant de 14,5 milliards de CDF.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO



BANQUE CENTRALE DU CONGO
« B.C.C. »

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
EXERCICE COMPTABLE 2014

Le 12 août 2015



Au Conseil de la
Banque Centrale du Congo
"BCC"
Kinshasa/Gombe

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT
SUR LES ETATS FINANCIERS
EXERCICE COMPTABLE 2014**

Nous avons examiné les états financiers, exprimés en Francs Congolais, de la Banque Centrale du Congo au 31 décembre 2014. Ces états financiers comprennent le bilan, le tableau de formation du résultat, le tableau de flux de trésorerie ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

1. Responsabilité de la Direction pour les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

PricewaterhouseCoopers RDC SAS, Immeuble Midema, 13, Avenue Mongala, Gombe, B.P. 10195 Kinshasa I,
République Démocratique du Congo
T: (243) 99 930 99 00 / 01 - (243) 99 839 62 71 - (243) 81 037 26 45, www.pwc.com

RCCM : CD/KIN/RCCM/14-B-4773 - N° Id. Nat. 01-832-N88290C - N° Impôt A0700522B.
Bureau à Lubumbashi : Immeuble BCDC, 1er étage, B.P. 7224, Lubumbashi, T : (243) 99 930 99 02



3. *Opinion*

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque Centrale du Congo ainsi que la performance financière et les flux de trésorerie au 31 décembre 2014 conformément aux principes comptables généralement admis en République Démocratique du Congo et aux dispositions légales applicables à la Banque Centrale du Congo.

4. *Observation*

Nous attirons l'attention sur le fait que la continuité d'activités de la Banque Centrale du Congo n'est assurée que par l'obligation légale de l'Etat de prendre en charge ses pertes d'exploitation (Note 6). La Banque Centrale pourrait éprouver des difficultés à rencontrer ses engagements si l'Etat ne respectait pas les dispositions légales en cette matière et les termes conventionnels de sa recapitalisation conclus le 10 février 2011.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre-Marcel Coq', written in a cursive style.

Le 12 août 2015

**LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE
ET AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES**

LISTE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

I. LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

I.1. Les Banques Commerciales

1. ACCESS BANK RDC
2. ADVANS BANQUE CONGO
3. AFRILAND FIRST BANK CD
4. BANK OF AFRICA (BOA)
5. BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (B.C.D.C)
6. BANQUE INTERNATIONALE DE CREDIT (B.I.C)
7. BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU CONGO (B.I.A.C)
8. BANQUE GABONAISE FRANCAISE INTERNATIONALE (BGFIBANK)
9. BYBLOS BANK Congo
10. CITIGROUP
11. ECOBANK RDC
12. FIRST INTERNATIONAL BANK (FIB)
13. PROCREDIT BANK CONGO
14. RAWBANK
15. SOFIBANQUE
16. STANDARD BANK CONGO
17. TRUST MERCHANT BANK (T.M.B.)
18. UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)

I.2. Les Caisses d'Epargne

1. CAISSE GENERALE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)

I.3. Les Institutions Financières Spécialisées

1. FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)
2. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT (SOFIDE)
3. FONDS NATIONAL DE LA MICROFINANCE (FNM)

I.4. Les sociétés Financières

1. AIRTEL MONEY
2. TIGO CASH
3. VODACASH

I.5. Les Coopératives d'Épargne et de Crédits et Institutions de Micro Finance

- **COOPERATIVES CENTRALES D'ÉPARGNE ET DE CREDIT**

1. COOCEC KIVU
2. MECRECO/COOCEC

- **COOPERATIVES PRIMAIRES D'ÉPARGNE ET DE CREDIT**

1. COOPEC CBCO KINSHASA
2. COOPEC CEAC / MATETE
3. COOPECAS
4. MEC-CAPROS/COOPEC
5. MECRE KINTAMBO MAGASIN
6. MECRE MASINA/COOPEC
7. MECRE NGALIEMA UPN/COOPEC
8. MECREKIN/COOPEC
9. MUFESAKIN / COOPEC
10. MUTECREDE/COOPEC
11. MEC BOMOKO COOPEC
12. COOPEC CEAC KINTAMBO
13. COOPEC IMARA KINDU
14. MECREKINDU/COOPEC
15. COOPECCO BENI
16. COOPECCO-OICHA
17. MECRE-BENI/COOPEC
18. COODEFI/COOPEC
19. COOPEC LA SEMENCE
20. COOPECCO/BUTURANDE
21. COOPEC IMARA/GOMA
22. COOPEC ADEC
23. COOPEC BONNE MOISSON
24. COOPEC KESHENI
25. COOPEC TUJENGE PAMOJA
26. COOPEC UMOJA NI NGUVU
27. MECRE-BIRERE/COOPEC
28. MECREGO/COOPEC
29. MECRE-KATINDO/COOPEC
30. MECRE-VIRUNGA/COOPEC
31. COOPEC TUMAINI
32. COOPEC KIRUMBA
33. COOPECCO-KIRUMBA
34. COOPECCO-LUBERO

35. MECRE-MABANGA/COOPEC
36. COOPEC NYAMILIMA
37. COOPECCO/VITSHUMBI
38. COOPEC BAGIRA
39. COOPEC CAHI
40. COOPEC EDE/BUKAVU
41. COOPEC KAWA
42. COOPEC MALI FEZA
43. COOPEC MOCC/BUKAVU
44. COOPEC NYAWERA BUKAVU
45. COOPEC PILOTE
46. MECREBU/COOPEC
47. MUTEC/COOPEC
48. COOPEC KALUNDU
49. COOPEC CIHERANO
50. COOPEC BURHIBA-KASHA
51. COOPEC FOMULAC KATANA
52. COOPEC KAZIMIA
53. COOPEC LUHWINDJA
54. COOPEC/BARAKA
55. MECRE IBANDA/COOPEC
56. MECRE KADUTU/COOPEC
57. MECRE UVIRA/COOPEC
58. COOPEC MWANGAZA
59. COOPEC AGROPAS-LE GRENIER/BUTEMBO
60. COOPEC IMARA BUKAVU
61. COOPEC IDIOFA
62. COOPEC MUDIANO
63. COOPEC MBOKO
64. MEC IDECE / COOPEC Bandundu
65. COOPEC EFFATA CITE MAMA MOBUTU
66. COOPPEC UNION ET CHARITE
67. MEC IDECE/Kinshsa
68. COOPEC CBCO MBANZA NGUNGU
69. COOPEC CBCOBOMA
70. COOPEC SILOE
71. COOPEC FAIDEC
72. CAMEC KWILU-NGONGO / COOPEC
73. CEAC MATADI / MVUADU
74. COOPEC KANDO
75. COOPEC AKIBA YETU
76. COOPEC LE BATISSEUR

77. COOPEC Mbongo za Kinvuka
78. COOPEC UMOJA-WETU
79. COOPEC CEC
80. COOPEC NYAWERA KAVUMU
81. COOPEC NYAWERA BEACH MUHANZI
82. COOPEC Axé sur les Résultats
83. COOPEC Tulinde Hazina
84. COPELO
85. COOPEC CPD
86. COOPEC KINSU KI MATE
87. COOPEC CEFMC
88. COOPEC BULUNGU
89. COOPEC CEAC OZONE
90. COOPEC MKONO MKONONI
91. COOPEC CEAC LUKULA
92. COOPEC NYAWERA/GOMA
93. COOPEC NYATENDE
94. COOPEC MANIEMA
95. MECREKISANGANI
96. MECREMATADI
97. MECREBUNIA
98. MECREKAVUMU
99. EFFATA MONT NGAFULA
100. COOPEC OBUGUMA
101. COOPEC UDEV

A. INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE

• **Entreprise de microcrédits**

1. IMF BUSINA MICROCREDIT
2. IMF ADEKOR
3. IMF APE
4. IMF HOPE RDC
5. IMF VIA NOVA
6. IMF HEKIMA
7. IMF SOFIGL
8. Société de Microfinance Light in Business «SMF LBC»
9. IMF YOASI
10. IMF CREP
11. IMF SILVER
12. IMF PALMIER
13. IMF CONGO CREDIT FINANCE

14. IMF CREDIT YA MPA
15. IMF OXUS RDC
16. IMF MAMA TOMBWAMA
17. IMF PADERU
- 18.
19. Société de microfinance
- 20.
21. FINCA RDC
22. IMF LIFE VEST
23. IMF SMICO
24. SMF P.A.I.D.E.K
25. IMF OPPORTUNITY INTERNATIONAL RDC
26. IMF TUJENGE.

II. LES MESSAGERIES FINANCIERES

• Messageries Financières de catégorie A

1. AGENCE GOLDORAK
2. AMI FIDELE TRANSFERT
3. AMIS FIDELES EXPRESS
4. ARMI GLOBAL BUSINESS
5. BOBO CASH EXPRESS
6. COLOMBE SERVICES
7. GRAINE DES ASS
8. WAPICOM TRANSFERT
9. AGENCE BAUDOIN TRANSFERT
10. MASEVO SERVICES
11. AFRIMAISON SERVICES
12. JJ WELCOME
13. LA PREDESTINEE
14. AGENCE M. FILS EXPRESS
15. CONGO LIGHT TRANSFERT
16. AGEFRAM
17. AGENCE AIGLON SERVICE
18. AGENCE ELSA COMMERCIALE
19. CHEMIN D'EMMAÛS
20. MAMAN THERESE
21. BETANY SERVICES
22. REDEF TRANSFERT
23. KKM - NDJIMBO TRANSFERT
24. SHEKINAH & FRERE
25. ENTREPRISE DES FRERES
26. LA MAIN DE L'ETERNEL PROGRES

27. ZAM ZAM EXPRESS
28. MASSAH & MERIBA
29. AMBASSADEUR POUR CHRIST
30. MAC TECHNOLOGIE
31. MAISON LUPI
32. NKUMU WATO
33. POLYTUMBA & COMPAGNONS
34. Troika service

• **Messageries Financières de catégorie B**

1. AFRICAN EXPRESS
2. AGENCE GRACE D.WORLD BUSINESS
3. APOCALYPSE 22
4. AVIDA BUSINESS LINK
5. AXES SERVICES
6. COLIKIN
7. NEW CONGO SERVICES
8. CONGO TRANS
9. CASH EXPRESS
10. DATCO
11. TRANSFERT DE FONDS EWEDGE
12. EXPRESS UNION
13. KIN EXPRESS MULTI SERVICES
14. MALU TRANSFERT
15. SOFICOM TRANSFERT
16. SOLIDAIRE TRANSFERT
17. TRASCASH
18. SOCIETE DE TRANSFERT AU CONGO (S.T.C.)
19. ZM BUSINESS
20. MONEY TRANS
21. WINKELE BUSSINESS AGENCY

III. LES BUREAUX DE CHANGE

1. SOFICOM CHANGE
2. SOLIDAIRE CHANGE
3. LA REFERENCE CHANGE
4. MODESTIE CHANGE
5. AFRICAN CHANGE
6. EWEDGE EXCHANGE RDC
7. KILEFU SPRL
8. MAMIE LAURE
9. SOCIETE DE CHANGE « LUDJUMA SPRL»

10. SOCIETE MERE DOUBLE
11. FREE BUSINESS CHANGE
12. NDIYO CHANGE
13. BUREAU DE CHANGE ALPHA
14. VALENTINO CHANGE
15. SOCOCHANGE

